HAL
open science

Le symbolisme de L'Amazonie dans la presse européenne de la fin du XXe siècle

Carlos Potiara Castro

To cite this version:

Carlos Potiara Castro. Le symbolisme de L'Amazonie dans la presse européenne de la fin du XXe siècle. Editora do NAEA. 2021, 978-85-7143-207-9. hal-03321630

HAL Id: hal-03321630

https://hal.science/hal-03321630

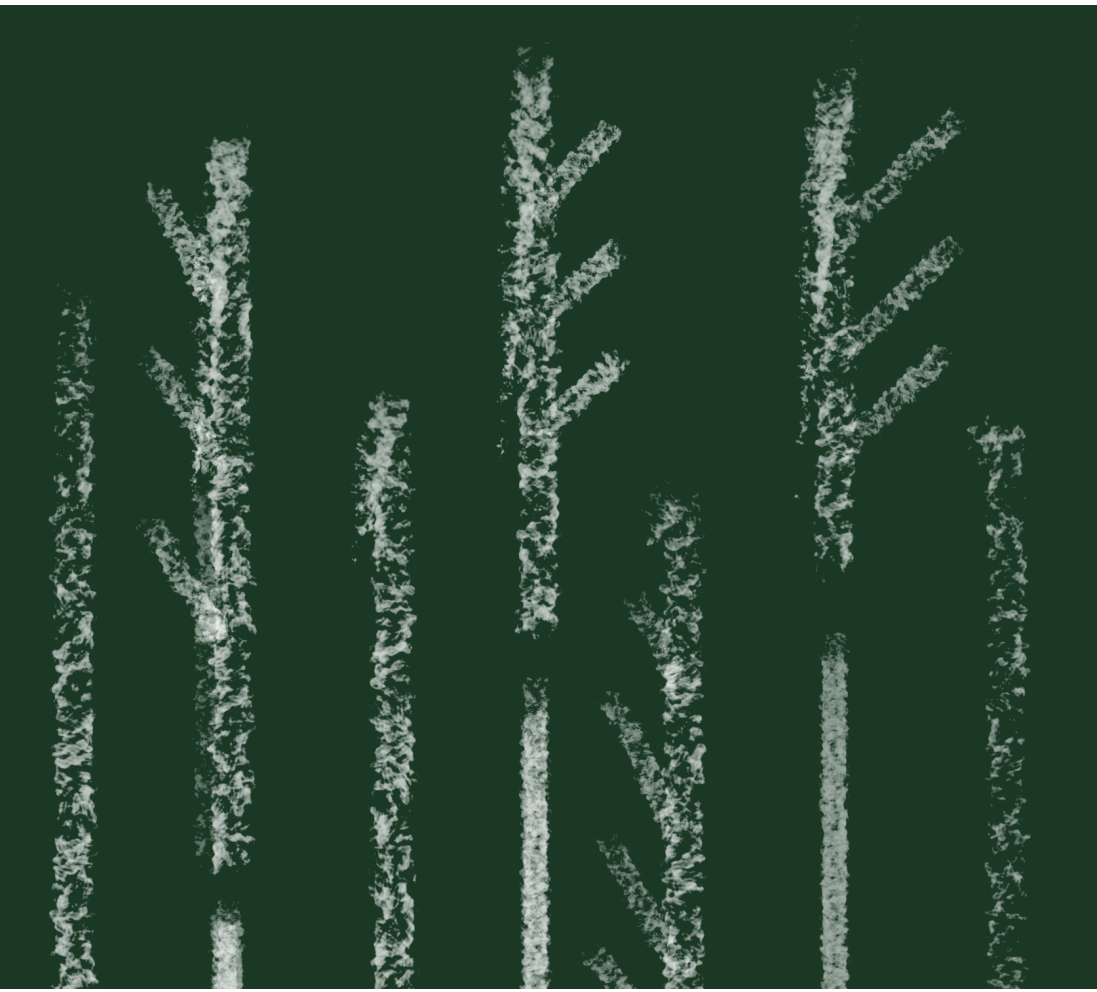
Submitted on 18 Aug 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CARLOS POTIARA CASTRO

LE SYMBOLISME DE L'AMAZONIE DANS LA PRESSE EUROPÉENNE DE LA FIN DU XX^{e}SIÈCLE



NAEA
EDITORA

LE SYMBOLISME DE L'AMAZONIE DANS LA PRESSE EUROPÉENNE DE LA FIN DU XXE SIÈCLE

Universidade Federal do Pará – UFPA
Reitor: Emmanuel Zagury Tourinho
Vice-Reitor: Gilmar Pereira da Silva
Pró-Reitora de Pesquisa e Pós-Graduação: Maria Iracilda da Cunha Sampaio

Núcleo de Altos Estudos Amazônicos – NAEA
Diretor Geral: Armin Mathis
Diretor Adjunto: Mirleide Chaar Bahia

Editora
Editor-Chefe: Armin Mathis
Divisão de Editoração: Aurilene Ferreira Martins

Conselho Científico
Presidente - Prof. Dr. Durbens M. Nascimento – Universidade Federal do Pará
Vice-Presidente - Prof. Dr. Silvio José de Lima Figueiredo – Universidade Federal do Pará
Profa. Dra. Ana Paula Vidal Bastos – Universidade de Brasília
Prof. Dr. Carlos Alberto Mejías Rodriguez – Universidad de La Habana, Cuba
Prof. Dr. Germán Alfonso Palacio Castañeda – Universidad Nacional de Colombia, Letícia
Prof. Dr. Julien Meyer – Université Grenoble Alpes, CNRS, GIPSA-lab, France
Prof. Dr. Josep Pont Vidal – Universidade Federal do Pará
Profa. Dra. Maria Manuel Rocha Teixeira Baptista – Universidade de Aveiro, Portugal
Prof. Dr. Miguel Pinedo-Vasquez – Columbia University – New York, EUA
Prof. Dr. Ronaldo de Lima Araújo – Universidade Federal do Pará

Coordenação de Comunicação e Difusão Científica
Armin Mathis

CARLOS POTIARA CASTRO

LE SYMBOLISME DE L'AMAZONIE DANS LA PRESSE EUROPÉENNE DE LA FIN DU XXE SIÈCLE

NAEA EDITORA
Belém • 2021

Texte révisé selon les règles orthographiques de la langue française

Révision
Cristiana Dobre

Illustration de couverture
Leticia Vieira Lima

Publishing
Ione Sena

Dados Internacionais de Catalogação na Publicação (CIP) de acordo com ISBD
Biblioteca do NAEA/UFPA-Belém-PA

C355 Castro, Carlos Potiara.
Le symbolisme de L'Amazonie dans la presse européenne dela fin du XXe siècle [recurso eletrônico] / Carlos Potiara Castro. — Belém : NAEA, 2021.
1 recurso online (100 p.)

Inclui bibliografias
Modo de Acesso: http://www.naea.ufpa.br/index.php/livros-publicacoes
ISBN 978-85-7143-207-9 (Digital)
978-85-7143-206-2 (Impresso)

1. Amazônia - Cobertura jornalística. 2. Jornais europeus - Amazônia - Século XX. 3. Ambientalismo - Aspectos políticos - Amazônia. 4. Projetos de desenvolvimento econômico - Amazônia. 5. Chico Mendes. I. Título.

CDD 23. ed. – 070.4409811

Elaborado por Maria do Socorro Barbosa Albuquerque - CRB-2/871

© Direitos Reservados à Editora NAEA
Av. Perimetral, nº 1 - Campus Universitário do Guamá
Belém - PA - CEP: 66.075-750 – (91) 3201-7231
editora_naea@ufpa.br

Pour Edna et José Carlos

Les tapeurs de caoutchouc, les indiens, les riverains depuis plus de 100 ans occupent la forêt. Ils ne l'ont jamais menacée. Qui la menace, ce sont les grands projets agricoles, les grandes entreprises du bois et les centrales hydroélectriques avec leurs inondations criminelles.

Chico Mendes

Sommaire

13 | **Préface**

21 | **Introduction**

27 | **Question de Méthode**

31 | **Le recueil des articles**

35 | **PREMIÊRE PARTIE**
La structure du fonctionnement de la presse

37 | **Chapitre Premier**
Presse et sources d'information

43 | **Chapitre II**
Le Principe libéral de l'information

47 | **Chapitre III**
Presse et symbolique du politique

53 | **Chapitre IV**
Presse et élites: l'analyse du contenu du Groupe de Glasgow

61 | **DEUXIÈME PARTIE**
Analyse des Articles

63 | **Chapitre Premier**
Historique

69 | **Chapitre II**
Le Lointain Exotique

77 | **Chapitre III**
Désorganisation spatiale et grands projets de développement

85 | **Chapitre IV**
Chico Mendes

93 | **Conclusion**

95 | **Bibliographie**

101 | **Annexes**

Préface

Les diverses problématiques amazoniennes sont un sujet récurrent dans la presse mondiale depuis quelques décennies. Cette récurrence suggère un intérêt croissant de l'opinion publique envers une région du monde, si lourde en stéréotypes associés à un certain paradigme d'isolement qui, à son tour, produit des perceptions, des symbolismes et des discours. Cela se construit à partir d'une certaine pragmatique, c'est-à-dire d'une configuration de perspectives idéologiques et d'action de nature économique, politique ou socio-environnementale.

"Le Symbolisme de l'Amazonie dans la Presse Européenne de la Fin du XXe Siècle", le présent ouvrage de Carlos Potiara Castro, est un instrument de compréhension des symbolismes produits par la presse européenne sur l'Amazonie. Le livre est axé sur plusieurs questions: comment l'Amazonie a-t-elle été présentée au lecteur européen pendant la période recherchée? Comment l'Amazonie est-elle devenue une préoccupation globale et comment en a-t-on discuté? Comment les grands projets de développement économique ont-ils été compris par les journalistes? Comment la relation, entre l'autoritarisme politique entamé par l'action de l'État brésilien dans la région et les problématiques environnementales, a été considérée et perçue ? Comment les discours des ONG – institutions qui, disposant de leurs propres circuits

d'information, contredisent parfois le discours de la presse, ont été introduits et présentés dans l'actualité européenne?

Ce paradigme d'isolement produit des effets complexes, et même contradictoires : d'une part, des symbolismes écologistes; d'autre part, des symbolismes qui suggèrent le potentiel d'exploitation économique des richesses naturelles. Dans sa complexité, il guide une pragmatique qui permet d'entrevoir, du point de vue d'une sociologie des médias – la perspective critique adoptée par l'auteur – la relation entre presse et pouvoir.

Le livre est centré sur la manière dont l'Amazonie a été représentée par la presse dans plusieurs pays européens sur une période de vingt ans, entre 1977 et 1997. Pourquoi une si longue période ? Pour comprendre le changement, la transformation, la construction, la consolidation de la compréhension de l'idée d'Amazonie dans la presse européenne. De plus, c'est une période particulièrement importante pour l'histoire locale : c'est le moment où l'espace amazonien commence à produire des agences fondées sur une conscience écologique et la perspective environnementale prend une place privilégiée dans les débats sur le développement et dans le panorama international. Parallèlement, c'est aussi le moment de la transition entre la dictature militaire qui a débuté en 1964 et s'est terminée en 1985 et durant laquelle l'État brésilien se réorganise dans une perspective démocratique.

Les conséquences de ces deux processus parallèles ont un impact important sur les modèles de gestion et de développement de l'Amazonie. Ils signalent le passage d'un projet structuré d'occupation territoriale sur une prédation environnementale, sociale et culturelle. Il s'agit d'un modèle de développement qui a favorisé l'ouverture des grandes routes, le remplacement des biomes indigènes par l'agrobusiness, l'exploitation

forestière incontrôlée et la colonisation forcenée. Ce modèle a donc eu un impact décisif sur l'Amazonie, tant ses hypothèses étaient profondes et bien documentées.

Cependant, la fin du régime militaire au Brésil n'a pas marqué la fin de ce modèle. En effet, il est toujours présent aujourd'hui – et même renouvelé. Ce modèle de développement a été continuellement médiatisé par le débat environnemental dans le monde entier et, comme nous l'avons dit, il est largement géré – illustré, interposé, étayé et même réduit à l'essentiel – par les questions amazoniennes.

On sait que la compréhension de la réalité n'est pas un processus immédiat et exempt d'interpositions idéologiques, mais plutôt un exercice d'approximation aux faits et d'interprétation. Même pour les journalistes et journaux qui se proposent, au moins nominalement, de traiter l'information d'une manière transparente, équilibrée et sans biais, comprendre la réalité est fondamentalement un exercice de médiation, une négociation de subjectivités.

Dans cette perspective, Carlos Potiara Castro démontre dans son livre que l'Amazonie porte une signification diffuse dans le contexte européen. Cet exercice est important, car la médiation de la réalité par la presse brésilienne a historiquement utilisé les médiations journalistiques européennes, en grande partie.

Deux cadres théoriques structurent la recherche : la réflexion de Louis Quéré sur les modifications sociales engendrées par l'évolution des moyens de communication et le groupe d'études sur les médias, de l'université de Glasgow, avec sa perspective de placer la science politique au centre de sa démarche de recherche.

Queré, comme on le sait, a considérablement élargi la compréhension du phénomène communicationnel, en mettant en évidence la « dimension de l'activité instituante dont on procède aux médiations symboliques nécessaires à la reconnaissance réciproque des partenaires de l'échange ». En plaçant les médias au centre des échanges sociaux et en explorant sa dimension symbolique, Queré permet une compréhension sociologique et innovante du phénomène communicationnel. Il suggère que le soi-disant pouvoir des médias a une particularité qui le distingue des autres pouvoirs présents dans la vie sociale, à savoir sa dynamique fondatrice et structurante des positions symboliques occupées par les acteurs sociaux.

Le pouvoir construit par les médias et autour d'eux a, selon Quéré, un "rôle de fondation", pragmatique: il est le médiateur des rapports de force dans la vie sociale, se constituant comme support d'objectivation des positions sociales et de la médiation symbolique. Les médias constituent, ainsi, un système socioculturel.

Cependant, la pragmatique de ce système, l'action qui a eu lieu dans ce système, ne se fait pas sans conflits – évidemment. Dans sa fonction de structuration et de construction du théâtre des pratiques sociales, les médias, dit Quéré, "entrent en concurrence et souvent en contradiction avec d'autres rituels, d'autres formes de récits et d'autres procédés d'objectivation de l'espace social". Cette prémisse est largement démontrée par l'analyse présente dans ce livre.

Le groupe de Glasgow, quant à lui, entreprend une approche pragmatique, à travers laquelle il montre comment le discours médiatique adopte habituellement un point de vue proche de celui des élites – politiques, industrielles et économiques. Dans ce processus,

il n'est pas rare que les médias reproduisent, même sans s'en rendre compte, le point de vue du gouvernement, du corps politique et des classes sociales plus aisées.

De cette manière, la couverture médiatique européenne des problèmes amazoniens est un outil précieux pour comprendre la perception que les élites du vieux continent ont de la région – et, surtout, pour comprendre la perception qu'elles veulent avoir de la région.

Le corpus de recherche de cet ouvrage est ambitieux et propose un vaste tableau de ce que la presse européenne a écrit sur l'Amazonie au cours de la période étudiée: 180 articles collectés dans douze organes de presse de cinq pays. Ces journaux – Le Monde, Libération, Le Figaro, Les Échos et La Croix, en France; The Guardian, The Times, The Independent et Financial Times, en Grande-Bretagne; Le Soir, en Belgique; El País, en Espagne et le Journal de Genève, en Suisse – forment un tableau très complet des véhicules qui alimentent le débat public autour de l'Amazonie.

L'auteur observe que de nombreux éléments corroborent cette conformation, comme: la valeur même de l'information qui a fait de la presse, historiquement, une activité économique très lucrative et la prédisposition tout aussi historique des journalistes à interviewer et consulter, en premier lieu, les agents du pouvoir politique et économique.

Carlos Potiara Castro démontre que la couverture médiatique sur l'Amazonie, dans la presse européenne, n'est pas uniforme au fil du temps. En examinant les variables qui ont un impact sur ce changement, il présente des éléments très intéressants concernant le processus de rapprochement et de familiarisation de la presse européenne avec les

institutions et les perspectives politiques des pays à souveraineté sur l'espace amazonien; la dynamique des différentes sources d'information; l'adoption, par la presse européenne, des points de vue des entreprises qui s'intéressent à l'exploitation des ressources naturelles de l'Amazonie et, finalement, la réception, par la presse européenne, des arguments dégagés par les écologistes et par d'autres acteurs sociaux opérant dans l'espace amazonien.

Au cours des vingt années analysées, le changement majeur intervenu dans le traitement de l'Amazonie par la presse européenne, concerne l'adoption de l'agenda environnemental dans les sociétés et, par conséquent, les enjeux posés par chaque acteur social y présentant ses perspectives. Ainsi, les stratégies de communication dérivent des processus sociaux qui, contextuellement, produisent la lecture de l'objet « Amazonie ».

L'horizon de la recherche, présenté dans cet ouvrage, est un outil stratégique pour comprendre le jeu des miroirs qui, impliquant différents acteurs du domaine de la communication, produit, lentement, au moins deux grands symbolismes : d'abord, le symbolisme de l'Amazonie elle-même, en tant qu'espace social et environnemental et, d'autre part, le symbolisme de la pragmatique à travers laquelle l'Amazonie peut être – ou non – représentée, ici considérée la pragmatique, la négociation et l'interposition de ses agences et médiations.

Fábio Fonseca de Castro
Professeur à l'Université Fédérale du Para

Introduction

Depuis quelques décennies l'Amazonie s'est transformée en un des sujets les plus importants de l'agenda environnemental et politique mondial. Cependant, c'est une région qui reste toujours assez méconnue, tant du point de vue naturel qu'humain, d'autant plus qu'il s'agit d'une région qui a enduré d'énormes transformations depuis la fin des années 1970. Parmi les principaux facteurs de ces changements on retrouve le déboisement de larges tranches de forêt, les flux migratoires ou des grands projets miniers et énergétiques.

Coupant le cœur de la forêt qui occupe presque la moitié du territoire brésilien, la route transamazonienne a ouvert une voie d'accès à des activités nuisibles d'extraction ainsi qu'à des paysans qui avaient été expulsés des autres régions, faute d'une réforme agraire. Cette route est donc le point de départ d'une nouvelle phase de l'histoire locale.

Là où avant il y avait des terres en abondance et vivaient des peuples originaires, il y a aujourd'hui la campagne qui connaît le plus grand nombre de conflits violents entre gros propriétaires et petits producteurs. Les villages riverains de pêcheurs ont été remplacés par des lacs d'usines hydroélectriques qui fournissent de l'énergie à des projets de large échelle d'une économie mondialisée. Ce sont quelques exemples, parmi d'autres, qui trop souvent peuvent être rencontrés.

L'espace a été désorganisé pour être à nouveau organisé sur de nouvelles bases. Projet prioritaire des gouvernements des généraux[1], l'action de l'État sur l'une des dernières grandes zones de frontière de forêt tropicale a été marquée par l'autoritarisme. Différemment du processus de développement des autres régions de ce pays, l'Amazonie a eu le sien planifié dans les bureaux de la capitale, par une technocratie centralisée, sans consultation de ses habitants, remettant à une relation presque néocoloniale.

Le résultat a été une suite d'erreurs qui n'ont pas pu être corrigées par la suite. L'exemple classique est celui des zones de colonisation sur les bords des nouvelles routes. Les terres, couvertes de forêts, étaient peu appropriées aux monocultures alors prônées comme modèle. Les colons qui s'y sont installés, suivant la propagande officielle, ont été ruinés et le rêve de prospérité perdu dans la dure réalité de l'isolement au milieu de la jungle.

Au début des années 1970, la nouvelle population de colons ne pouvait compter que sur elle-même pour lutter pour une meilleure existence. Cependant, quelques années plus tard, avec le début de l'ouverture politique qui mènerait à la fin de la période dictatoriale, on voit apparaître des syndicats, des organisations et des associations populaires qui vont essayer de changer la logique qui a toujours favorisé ceux qui détiennent déjà des richesses[2]. Nous verrons alors les premières victoires politiques et juridiques. Mais ce processus est lent et tend à s'étaler dans le temps.

Avec ces délais la violence foncière augmente. Les sociétés indigènes ainsi que les peuples traditionnels de la forêt en payent le prix. Plusieurs

---

1 En référence à la dictature militaire au Brésil, qui s'étend de 1964 à 1985.

2 Consulter LIPIETZ, (Alain). "Questions sur les biens communs". *Esprit*, janvier 2010, ainsi que ZANONI, (Magda). "Nature et développement écologique et luttes sociales au Brésil". *L'Homme et la Société*, 1989.

leaders de ces segments sociaux sont brutalisés. C'est quand Chico Mendes, un des plus représentatifs de ces nouveaux dirigeants locaux qui prônent le pacifisme, est assassiné.

Le monde engagé avec l'agenda socio-environnemental commence aussi à se préoccuper, d'une façon différente, avec ce qui se passe en Amazonie. Ce sont des chapitres tragiques pour de nombreuses personnes qui vivent ce processus, comme si impérativement l'humanité devait connaître la barbarie avant que toute forme de civilisation soit manifestée.

L'Amazonie n'est pas un sujet qui est entré tout seul sur la scène politique internationale. Il s'agit plutôt du fruit direct de la pression de l'opinion publique préoccupée avec le devenir de la planète. Le monde politique a dû inclure les derniers espaces de forêts tropicales dans son horizon. La naissance des partis verts, un peu partout en Europe dans les décennies 1970 – 1980, en est le symptôme de ce changement. Critiques envers la conception même du politique des partis traditionnels, ils ont pris une portion de l'espace qui était occupé par les mouvements gauchistes à la fin des années 1960.

Objet de convoitise des divers acteurs dans l'arène politique, l'opinion publique demande, par définition, l'existence de citoyens qui aient reçu une éducation et qui s'informent régulièrement sur les sujets les plus pertinents du débat national. Il s'agirait ainsi des citoyens qui possèdent une faculté de jugement et de critique. Elle détient un pouvoir de légitimation des acteurs sociaux - quand elle fait, par exemple, pression pour des changements de certains usages établis.

Ce travail vise à retracer, à travers la presse, moyen de communication qui a la capacité de diffuser un important nombre d'informations complexes

sur un sujet donné, la présence de l'Amazonie[3] en tant que région porteuse d'une signification diffuse, dans le contexte européen. Il est déjà acquis que la pression des acteurs sociaux européens a joué un rôle fondamental pour faire respecter certaines valeurs universelles, comme les droits de l'homme et la préservation de l'environnement dans des régions plus éloignées. Cette pression prend une dimension politique qui n'a plus la limitation nationale et forme, en quelque sorte, un consensus de signification collective.

Les informations qui ont été diffusées dans la presse européenne constituent une documentation importante pour comprendre cette évolution des mentalités. En même temps, mener une étude sur le matériel informatif produit par la presse est une tentative de faire une contribution dans le sens inverse. C'est-à-dire, de faire un arrêt sur le flux continu d'informations qui circulent et dans un effet de miroir, analyser de plus près le contenu de ce qui est publié. Essayer, en somme, de connaître l'autre à travers des articles publiés qui organiseront les discours et qui permettront la formation d'une opinion publique avertie sur ces sujets.

Une série de questions se posent alors. Tout d'abord, en ce qui concerne le contenu des articles de presse que nous allons analyser. Comment est-ce que l'Amazonie a été présentée au lecteur européen entre les années 1970 et 1990? Comment est-ce que d'une région de forêt tropicale humide, l'Amazonie, s'est transformée dans le discours de la presse, en un objet de préoccupation et de débat? Par ailleurs, comment est-ce que les grands projets de développement économique ont été vus par les journalistes à l'époque de leur implantation? Est-ce que la relation entre autoritarisme politique et dégâts environnementaux est réalisée? Et

[3] Neuf pays ont des extensions de cette forêt tropicale dans leurs territoires, mais la couverture de la presse fait référence majoritairement à l'Amazonie brésilienne, ce qui va être retenu dans ce travail.

finalement, comment est invoqué le discours des O.N.G.[4] qui possèdent leur propre réseau d'information? À ces interrogations nous essayerons donc d'apporter, dans la mesure du possible, des réponses éclairantes qui puissent constituer une contribution à la question amazonienne et au rôle de l'opinion publique en tant qu'élément constitutif de la scène politique contemporaine.

[4] Abréviation d'Organisations Non-Gouvernementales.

QUESTION DE MÉTHODE

Les recherches sur les médias peuvent être menées à partir de différentes approches. Que ce soit la sémiotique, la politique, la linguistique, l'économique, la sociologique ou la psychologique, les recherches dans un champ multidisciplinaire comme celui des médias semblent demander un mariage de compétences de ceux qui les développent.

Un des défis de ce travail a été, précisément, de définir une méthodologie de recherche. Dans le cadre théorique de ce livre, il faut faire référence aux réflexions de Jürgen Habermas, de Louis Quéré et du Groupe d'études sur les médias de l'Université de Glasgow.

La production intellectuelle de Jürgen Habermas est largement acquise dans les études sur la naissance de la presse en Europe et ultérieurement dans d'autres pays. Soutenant une vision du droit à la communication, il affirme, par exemple, que "le fonctionnement même de l'Etat démocratique exige la présence de journaux sérieux d'information (…). Sans controverses qui ouvrent sur la délibération, il devient en effet impossible de fonder en raison l'hypothèse selon laquelle le processus démocratique peut déboucher sur des résultats à long terme plus ou moins raisonnables" (HABERMAS, 2007). Nous ferons usage de ses concepts de sphère publique, ainsi que d'une certaine idée dégagée de son travail de démocratie radicale.

En ce qui concerne le travail de Louis Quéré, sur les modifications sociales engendrées par l'évolution des moyens de communication, il nous a été également fort utile. En plaçant sa problématique sur le rôle des médias dans nos sociétés, il réussit de ce fait à élargir la perception que nous avons de l'objet de recherche. Au-delà de l'approche cybernétique et néopositiviste, réductrices sur certains aspects, il y voit une "dimension de l'activité instituante dont procèdent les médiations symboliques nécessaires à la reconnaissance réciproque des partenaires de l'échange" (QUÉRÉ, 1992, p. 178). Il ramène à la surface l'activité de codage et décodage d'une relation de communication symbolique. Son approche place l'objet de la recherche - les médias - au centre des échanges sociaux.

Quant au groupe d'études sur les médias de l'université de Glasgow, il est formé essentiellement par des chercheurs qui empruntent à la science politique sa démarche et élaborent l'essentiel de leur production sur le journalisme télévisé britannique. Ce groupe de recherche a produit une série de travaux de longue haleine, très complets et détaillés. Avec une approche pragmatique, leur recherche porte sur le traitement des informations produites par les chaînes de télévision BBC et ITN[5], lors des grèves des mineurs britanniques. Le résultat de leurs analyses a montré le caractère partiel du discours de la télévision quand elle parlait de la grève, adoptant le plus souvent un point de vue proche de celui des élites - politiques, industrielles et économiques[6].

Nous utiliserons donc dans nos analyses ces perspectives analytiques. En complément, il a été réalisée la lecture et l'étude d'une bibliographie importante, portant sur les aspects les plus divers de l'agenda relatif à

---

5 Respectivement, *British Broadcasting Company* et *Independent Television News.*

6 Consulter **BERRY, (**David) et THEOBALD, (John), eds. *Radical Mass Media Criticism. Londres,* Black Rose Books, 2005.

la région amazonienne, tout en favorisant une perspective historique et critique envers les actions de l'État brésilien, maintes fois condamné par des tribunaux internationaux pour des crimes, contre la dignité humaine, perpétrés en Amazonie. Souhaitant atteindre une certaine compétence, ou du moins refaire le parcours des débats autour de cette région, nous avons pu avoir accès à des informations additionnelles en provenance d'autres sources que celles parues dans les articles de presse.

LE RECUEIL DES ARTICLES

Le corpus travaillé dans cet ouvrage est constitué d'articles portant sur l'Amazonie brésilienne parus dans la presse quotidienne européenne. Nous avons recueilli des articles dans Le Monde, Libération, Le Figaro, Les Echos, La Croix, The Guardian, The Times, The Independent, Financial Times, Le Soir de Bruxelles, El Pais et le Journal de Genève, respectivement de France, Grande-Bretagne, Belgique, Espagne et Suisse. Au total, il y aura 180 articles collectés dans ces organes de presse.

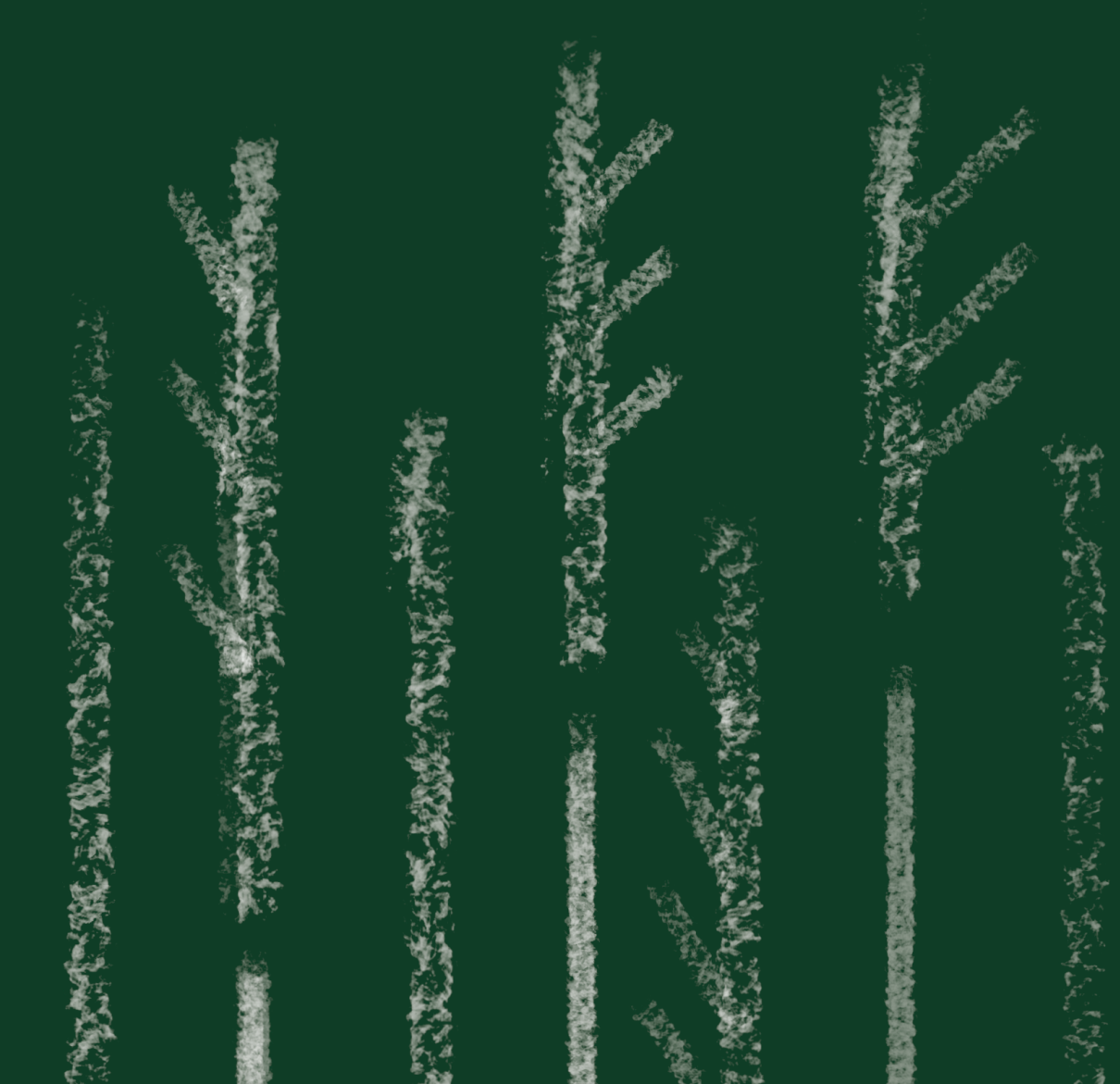
Nous avons choisi de travailler sur une période relativement longue : de 1977 à 1997 afin de pouvoir suivre les changements les plus importants qui se sont déroulés sur vingt ans. D'abord, nous observons une exploration du lointain exotique, suivie d'une couverture journalistique sur le début de la colonisation qui se fait dans les premières années de la décennie soixante-dix et qui continue jusqu'au début des années quatre-vingt. Puis, nous voyons apparaître de longs reportages sur les grands projets de développement économique. Ce genre de reportage est interrompu par l'évènement très significatif de l'assassinat du tapeur et dirigeant syndical Chico Mendes, qui a produit un impact majeur sur les réseaux socio-environnementaux. On pourra alors, sans rechercher l'exhaustivité, faire un bilan de la perception sur l'histoire récente de l'Amazonie.

Une partie essentielle du travail de recherche a été facilitée par le Centre d'Information et de Documentation (CIDIC) et la Banque d'Information Politique et d'Actualité (BIPA) de la Documentation Française. Ils produisent des dossiers de presse très complets, catalogués par sujets. Il a fallu donc examiner des dossiers portant sur des sujets assez divers comme le transport, l'économie et l'environnement pour rassembler les informations souhaitées.

Utiliser ce service a été très utile en ce qui concerne les journaux européens. Pour Le Monde, Libération et The Times de Londres, nous avons également fait des recherches sur du matériel microfilmé disponible en bibliothèque, ainsi que sur des bases de données numériques en ligne.

Il faut mentionner ici que même si l'Amazonie a aujourd'hui une certaine importance mondiale, cela ne se reflète pas forcément sur la quantité d'information publiée dans la grande presse. Elle reste fondamentalement un endroit tropical et lointain.

PREMIÈRE PARTIE



La structure du fonctionnement de la presse

Dans cette partie du livre, nous parlerons du fonctionnement interne de la presse, en ce qui concerne ses contraintes industrielles et l'organisation de la production de l'information par les journalistes dans les grandes entreprises de communication. Le produit de l'information journalistique est la marchandise de l'un des secteurs d'activité économique qui a été historiquement fortement lucratif, tant dans l'imprimé dans le passé, comme sur le numérique aujourd'hui. C'est aussi une branche d'activité qui se fait à l'intérieur d'un système où chaque entreprise reste fondamentalement liée à son domaine, à son public ciblé et à son positionnement devant ses concurrents.

Ces institutions ont un caractère inhabituel, puisque leurs activités sont inextricablement économiques, mais aussi politiques. Cela implique qu'il y a une production de biens et de services à la fois privés et publics. Et c'est l'éditrice, ou l'éditeur, qui fait le traitement et l'évaluation des sujets de reportage. Notamment, le processus de production de l'information est conçu comme une série de choix dans lesquels le flux d'informations doit passer par plusieurs étapes jusqu'à sa publication effective[7]. Cela remet à un mode de fonctionnement qui détermine si le public prend conscience

[7] Consulter McCombs, Maxwell. *Setting the Agenda: Mass Media and Public Opinion*. Boston : Polity Press, 2014.

ou ignore, accorde une attention particulière ou néglige des éléments spécifiques des sujets publics.

Dans ce sens, les sources d'information, surtout en ce qui concerne les régions à l'étranger, apportent une acception spécifique du local. Elles seront discutées au chapitre premier. La perspective essentiellement libérale de la presse et le rôle qu'elle joue dans la fondation des éléments nécessaires pour le fonctionnement du politique seront examinés dans les chapitres deux et trois. Et finalement, dans le chapitre quatre, nous discuterons des aspects de mise en valeur des différentes perspectives de classe sociale dans la presse, en son rôle d'agence des nouvelles produites pour le grand public.

Chapitre Premier

Presse et sources d'information

Plusieurs travaux apportés par le champ des sciences de l'information et de la communication visent à problématiser l'exercice des entreprises journalistiques à partir de la réflexion qu'elles ne sont pas nécessairement les principales génératrices des nouvelles diffusées dans la presse et sur les médias électroniques. Il est de plus en plus fréquent que des sources en amont fassent un travail considérable de découpage de la réalité, qui peut définir un biais autour des différents discours engendrés au sein de nos sociétés complexes. On peut ainsi affirmer que les entreprises journalistiques agencent et mettent en forme les nouvelles qui vont produire une représentation spécifique du réel, mais pas nécessairement qu'elles sont à l'origine du recueil des informations nécessaires à la réalisation de leurs activités.

Deux aspects de cet attribut sont pertinents dans ce travail. En premier lieu, il est utile de discuter la production industrielle de l'actualité, les sources et les agences de presse. En règle générale, en ce qui concerne des régions à l'étranger, les rédactions des journaux sont alimentées par un nombre réduit de sources. Pour ce qui est de l'actualité du monde politique et économique, les agences de presse sont bien placées en tant que pourvoyeuses des contenus publiés sur l'Amazonie. Pourtant, les informations qui nous sont parvenues sont la construction d'un récit

réalisé à partir d'une version originale, qui était elle-même une élaboration autour d'un événement historique palpable.

En deuxième lieu, les journalistes dans leur exercice professionnel démontrent une prédisposition à consulter et à interviewer des personnes occupant des postes clés dans les institutions publiques et dans les entreprises. Ces acteurs sociaux vont exprimer pourtant un point de vue spécifique, possiblement biaisé, sur les événements du réel. Le récit de l'actualité peut faire concevoir le prisme de ceux qui sont proches des pouvoirs politiques et économiques.

Plusieurs travaux portant sur les médias ont cherché à démontrer cette inclinaison, souvent en empruntant des concepts issus des théories des élites. Peter Beharrell affirme par exemple que "les perspectives dominantes ont tendance à devenir plus évidentes quand les nouvelles ont un rapport avec des secteurs-clés, s'imposant facilement aux perspectives alternatives. Quand il s'agit d'un sujet plus léger, l'accès à un point de vue plus personnel est possible" (GLASGOW UNIVERSITY MEDIA GROUP. 1993, p.212).

Les journalistes sortent moins pour retrouver les sources et travaillent chaque fois plus sur des images et des textes préparés pour eux par les directeurs de communication d'institutions de toutes sortes. Ils le consentent parce que cela est plus simple et plus approprié à une production industrielle, économiquement rentable de l'actualité. La fabrication d'informations, à destination des médias par des sources comme les ministères, les entreprises, les organisations non-gouvernementales et les syndicats, s'est transformée en un enjeu considérable. Ils ont tous du développer, au fil des années, une compétence dans ce domaine.

En France, sur le plan politique, on remarque que les protagonistes des mouvements sociaux sont parfaitement conscients de la construction sociale de l'actualité. Depuis la fin des années 1970, avec l'apparition des instituts de sondage et des politologues spécialistes en communication, l'organisation de certains mouvements sociaux se fait très souvent en tenant compte de la réaction du public[8], ce qui pourrait être déterminant dans le cas d'une épreuve de force avec le gouvernement ou d'autres groupes d'intérêt. Il s'agit d'une action politique originale dans l'histoire et qui s'est fait imposer aux plus divers groupes d'intérêt.

Avec la croissance des agences de presse, on constate l'élaboration plus fréquente de plans de communication stratégique et de distribution de dépêches et d'autres produits en direction de la presse. Une des conséquences de ce système c'est l'uniformisation de l'information, dont l'effet immédiat est naturellement pervers, puisqu'il tend à annuler la singularité des événements, surtout s'ils ont une dimension sociale ou politique. Dans ce cadre, des images-clichées peuvent se substituer aux reportages.

Marc Ferro souligne ainsi, par exemple, que l'une des particularités de la couverture médiatique de la guerre du Golfe, en comparaison avec les guerres précédentes, a été "le développement d'une unité informative quasi-totale". Selon lui, nous avons eu "affaire non plus à une coexistence de productions nationales, mais à quelque chose comme un système supranational de production d'images". Que les images vinssent "d'un

---

8 A consulter notamment le livre de CHAMPAGNE (Patrick). *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*. Paris, Éditions de Minuit, 2015, 322 p. L'auteur analyse la construction évènementielle réalisée par la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles lors d'une marche des agriculteurs sur Paris, dans le but de maximiser son impact positif auprès de l'opinion publique, des médias et des institutions de l'Etat.

camp ou de l'autre, des Irakiens ou des Américains, de toute façon les chaînes" les auront diffusées, même si en faisant un tri auparavant[9].

Les articles recueillis dans le cadre de cette recherche montrent essentiellement trois espèces de sources d'information : l'envoyée ou l'envoyé spécial, les agences de presse et des groupes de pression écologiques, généralement liés à des organisations non gouvernementales. Les envoyés spéciaux ont écrit les plus longs articles, souvent avec des impressions personnelles des endroits qu'ils ont visités. Ils sont aussi à l'origine des récits de voyage, qui sont parfois marqués par une certaine idée de l'exotique et par des descriptions fantastiques.

Les informations préparées par les agences de presse ont montré une tendance à la concision et à la précision. En revanche, les acteurs sociaux qui se font le plus souvent représentés sont ceux de l'establishment, de l'État et des corporations. Les groupes écologiques, quant à eux, ils ont produit et diffusé dans leurs réseaux des informations qui ont fait une dénonciation plus prononcée des faits vécus en Amazonie. Ces dernières sources ont été parfois reprises par les journalistes qui les ont partiellement diffusées dans la presse, mais de façon marginale.

Les sources d'information sont enfin un objet d'intérêt, car comme il a déjà été vérifié, ce qui est fait en amont pour une postérieure divulgation dans la presse peut déterminer le contenu et le point de vue que celle-là adoptera. C'est ce qui, en l'occurrence, est vérifié pendant la couverture de conflits armés. Les guerres du Golfe Persique sont des exemples extrêmes, mais sont parmi les plus représentatifs. La totalité des fausses informations qui ont été diffusées pendant ces conflits l'ont été parce que les journalistes

---

9 FERRO (Marc). "Images de guerre". *Le monde*, 9-10 février 1990. Supplément "Médias". Consulter également WOLTON (Dominique). *War game: L'information et la guerre*. Paris, Flammarion, 1991, 289 p.

ne disposaient pas d'une autonomie, ni de sources indépendantes pour vérifier ce qu'ils recevaient comme communiqués des services de presse militaire et gouvernemental[10].

En conséquence, les sources d'information constituent l'un des aspects les plus importants dans l'analyse des médias. Il ne faut toutefois pas croire que les textes produits par les journalistes sont neutres. Cependant, pour ce qui est de la compréhension du point de vue éditorial des organes de presse, l'observation des sources révèle des renseignements importants.

[10] Voir BÉRUT, (Benjamin). "Le récit de la guerre d'Irak dans les 20 heures de France 2: approche anthropologique des narrations médiatiques". *Quaderni*, no. 74, 2011, pp. 61 à 72.

Chapitre II

Le principe libéral de l'Information

Il faudra remonter aux origines de la presse grand public, au XVIIIe siècle en Angleterre, pour avoir une perspective sur le rôle prééminant de la communication dans les sociétés modernes. Cette presse qui substitue alors les pamphlets, se transforme en des organes de parution régulière, couvrant tant le monde politique qu'économique. C'est quand la Monarchie perd une part de son pouvoir, dans un processus dialectique de confrontation de classes, quand la scène politique commence à se concentrer sur les activités du Parlement, que la presse se fait nécessaire pour un public élargi, demandeur d'informations. La Chambre des Communs étant alors une maison essentiellement aristocratique, la classe bourgeoise émergente voulait tout naturellement rendre publique l'activité politique qui s'y faisait.

La publicité de la sphère politique rendait possible à une classe, jouissant de capacités intellectuelles, d'élaborer une critique du pouvoir. L'exercice de la liberté de pensée et d'expression, restituant une partie de l'agenda des discussions de la sphère politique, fait écho dans des cercles littéraires, des clubs et au sein du noyau familial bourgeois, pour être soumis à un scrutin qui se voulait moralisateur de l'activité politique.

Pour Jürgen Habermas, c'est ainsi que naît l'opinion publique, un nouvel élément dans les enjeux propres à la sphère publique[11]. Elle est constituée donc en tant qu'arme de la bourgeoisie. Ce modèle s'est développé plus encore quand le nombre d'électeurs a augmenté et quand l'alternance des parties politiques a commencé à faire partie de la vie politique. Ainsi sont parus les grands journaux des XVIIIe et XIXe siècles, en tant que "quatrième pouvoir" qui avait pour fonction d'informer une opinion publique bourgeoise, désormais classe sociale proéminente sur le plan économique et politique.

Le principe de publicité est donc celui qui veut mettre un terme au manque de clarté de l'État absolu. Créateur d'une véritable sphère publique, ce principe circonscrit, à partir du XVIIIe siècle, un nouvel espace politique où tente de s'effectuer une médiation entre la société et l'État sous la forme d'une opinion publique qui vise à transformer la nature de la domination sociale. Cela se fait à l'aide d'un ensemble institutionnel qui lui permet de développer des discussions publiques ayant pour objet des questions d'intérêt général analysées sous une perspective de la critique rationnelle.

Pour Jürgen Habermas, ce modèle libéral de la sphère publique, outre qu'il repose sur la répression de l'opinion publique plébéienne, se révèle inadéquat pour rendre compte de l'espace politique des démocraties de masse, régies par un État social. Au sein de cet État, la sphère politique publique est caractérisée par le désamorçage de ses fonctions critiques. La publicité, aujourd'hui, intègre le tissu social, l'opinion publique n'étant plus la force motrice de ce schéma dans la construction d'un consensus largement partagé.

---

[11] HABERMAS, Jürgen. *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Paris, Payot, *coll.* Critique de la politique Payot, 1988, 324 p.

Habermas considère que c'est dans la société et l'État du capitalisme libéral que sont données les conditions institutionnelles pour l'établissement d'une démocratie opérationnelle. Néanmoins, étant donné que celle-ci se trouve éventuellement en contradiction avec la logique de l'économie capitaliste, elle est transfigurée, en sa substance, au long du temps et au profit de ce même État et des puissances économiques. Habermas résume sa perspective en quelques phrases:

> C'est d'une part dans le système politique de l'État constitutionnel bourgeois que s'est institutionnalisé pour la première fois de façon efficace la fiction de la formation par la discussion d'une volonté capable de mettre fin à la domination; d'un autre côté, apparaît l'impossibilité de concilier les impératifs du système économique bourgeois avec les exigences propres à la formation d'une volonté démocratique. Le principe de publicité, qui, sur la base d'un public composé d'individus cultivés, amateurs d'art et capables de raisonner, s'était tout d'abord imposé par le moyen de la presse bourgeoise comme une fonction critique indiscutable face aux pratiques secrètes de l'État absolu (…), se trouve détourné de son but et utilisé à des fins de justification et de manipulation (HABERMAS, 2006).

Certains chercheurs se posent la question de l'existence ou non de l'opinion publique en tant qu'entité représentative d'une fraction non homogène de la population. Habermas la reconnaît comme étant constitutive du principe même de la structure de la sphère politique dans l'État moderne et c'est pour cette raison qu'il considère qu'il faudrait donc examiner son devenir et son efficacité.

D'abord, il faut rappeler que l'opinion publique n'est que l'analyse, faite par des spécialistes, des résultats de l'application des méthodes quantitatives et qualitatives empruntées aux sciences sociales. Il est donc

tout à fait légitime d'examiner la valeur scientifique de ce concept[12]. Cependant, on ne peut ignorer l'existence de consensus ou d'une opinion majoritaire sur certains sujets, comme la nécessaire coordination contre le réchauffement de la planète causé par l'être humain ou l'action contre les extrémistes politiques et religieux. Eventuellement, ce collectif de citoyens et de citoyennes peut être mis sous influence. L'exemple du travail de communication fait par les institutions militaires pendant les conflits montre que l'opinion publique, au-delà d'exister en tant qu'entité indépendante, est en réalité la réaction des citoyens à un acte de communication stratégique.

Ce qui nous intéresse ici, c'est d'observer que la couverture médiatique sur l'Amazonie dans la presse européenne n'est pas uniforme au fil du temps. Les différentes perspectives changent en fonction de plusieurs variables, comme la proximité du monde politique et institutionnel, l'accès à différentes sources d'information, l'adoption de points de vue des entreprises ou encore la démonstration de réceptivité aux arguments dégagés par les écologistes, militants verts et autres acteurs sociaux. Cette diversité de perspectives n'est pas l'expression des diverses stratégies de communication, mais des différentes façons de comprendre l'objet, avec un langage et une terminologie spécifiques. Dans un sens plus large, il s'agit des différentes façons de raisonner sur la place occupée par l'agenda environnemental dans nos sociétés et sur les enjeux pour chaque acteur social qu'y présente sa mise.

[12] Voir WOLTON (Dominique). *Éloge du grand public.* Paris, Flammarion, 2011, 317 p.

Chapitre III

Presse et symbolique du politique

Louis Quéré, professeur de l'École des hautes études en sciences sociales de Paris, réalise une étude fort significative dans le cadre de son livre sur le travail social qu'accomplissent les médias et les changements engendrés dans la société contemporaine lors de la transformation de la structure des possibilités, symboliques et techniques, de communication.

Pour cet auteur,

> le pouvoir des médias n'est pas un pouvoir parmi d'autres, positionné dans un univers d'intérêts et de rapports de force. Il réside dans son rôle de fondation. Il est corrélatif de leur fonctionnement, comme support, pratique, d'un mode historique d'objectivation, de la médiation symbolique constitutive d'un système socioculturel. (…) Ils construisent le théâtre des pratiques sociales (...). Mais dans cette fonction fondatrice du champ social, (les médias) entrent en concurrence et souvent en contradiction avec d'autres rituels, d'autres formes de récits et d'autres procédés d'objectivation de l'espace social (QUÉRÉ, 1982, p. 154).

L'énonciation du symbolique, comme rituel social, agence les échanges de la sphère du politique. Ce sont conséquemment les médias, en tant que producteurs de récits qui se répandent dans la société, qui

alimentent l'imaginaire du public et qui participent à la conception des différentes perspectives sur un sujet donné. En général, les horizons apportés sont proches des pouvoirs économiques et politiques établis. En parallèle, la légitimité des médias devant le public dérive, en quelque sorte, de ce rôle primordial de médiation[13]. Dans cette configuration, le pouvoir de l'État dans les sociétés de capitalisme avancé a besoin de se faire voir et écouter, pour qu'il justifie ses opérations devant les électrices et les électeurs.

La presse a une tendance, du moins théorique, à informer le public des activités de l'État[14]. Ainsi, par exemple, si un prêt est accordé par le gouvernement à un pays tiers, la presse aura tendance à vouloir s'informer sur le sujet et à le publier. Quand Air France, au temps où elle était encore une entreprise d'État, a établi pour la première fois une ligne commerciale reliant la France à Manaus, ville située au milieu de l'Amazonie, la presse informa sur les festivités qui allaient y prendre place. On rejoint ici ce qui a été discuté plus haut. La presse souhaite rendre publiques les zones d'ombre de l'État et cette formule est, au moins en partie, toujours opérationnelle. C'est ce qu'affirme Michel de Certeau:

> Ces attributs et le récit qui les articule continuent à définir le champ des pratiques journalistiques. Ce champ comporte trois pôles, entre lesquels s'établit un ensemble d'interactions qu'il importe de déchiffrer: le Pouvoir (essentiellement le pouvoir politique), le public et le journaliste avec l'arsenal technologique dont il dispose pour accomplir sa mission. (…) Placé auprès du Prince pour le rendre visible, il construit un discours cohérent destiné à rendre

---

13 Or, cela demande une relation de confiance entre les instances émettrice et réceptrice. Voir VÉRON (Eliséo) *Sémiosis sociale. Fragments d'une théorie de la discursivité.* Paris, Presses Universitaires de Vincennes, 1987.

14 Consulter HABERMAS (Jürgen). *L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Paris, Payot, 1988, 324 p.

> compte, en retrait, de sa stratégie, de ses tergiversations, de ses coups. Il donne des leçons de gouvernement sans en connaître les responsabilités ni les risques, il pense le pouvoir qu'il n'a pas(...). Il reste également en permanence à l'écoute de l'opinion commune dont il incorpore les schématisations et les représentations dans son récit des gestes et des paroles du Pouvoir (DE CERTEAU, 2002, p.523).

Cette apparente proximité masque cependant une grande distance qui finit par placer le public en spectateur. Cet éloignement se transforme alors en un rapport pédagogique et le récit du journaliste prend à ce moment-là une forme didactique. "Son acte de parole se métamorphose en acte d'autorité, il se fait l'apôtre des Lumières (QUÉRÉ, *op. cit.* p. 163).

L'anthropologie nous rappelle que dans les sociétés humaines le symbolique marque les rituels, y compris ceux relatif à l'État. L'instrument dont dispose le politique pour se faire comprendre c'est la manipulation stratégique des symboles qui portent une signification spécifique pour la société. Que ce soit à travers l'action de l'État sur l'urbanisme des grandes villes, la construction de monuments officieux sur l'histoire ou les défilés du 14 juillet, le Pouvoir se communique à travers des rituels. Louis Quéré pointe que "le Pouvoir est, en grande partie, une comédie dont les médias sont les metteurs en scène"(QUÉRÉ, *op. cit.* p. 165).

Dans les sociétés modernes, le Pouvoir a besoin d'être représenté et plus précisément raconté. L'identification fictive du journaliste au Pouvoir - acteur de l'histoire et au Pouvoir - maître de l'organisation sociale exprime cette réciprocité nécessaire entre la position de toute-puissance recherchée par le Pouvoir et la représentation narrative des gestes, des paroles et des actes où se manifestent cette toute-puissance. Or, ce récit doit être énoncé par un narrateur formellement distinct du Pouvoir, pour qu'il soit

producteur de vérité et d'universalité. Le Pouvoir ne raconte pas sa propre histoire : il fait l'histoire[15].

En représentant ainsi le calcul stratégique du Pouvoir, les médias parviennent à créer un espace perspectif et à y distribuer les personnages. Quand ils représentent le calcul stratégique de l'État, ils composent et décrivent le champ perspectif qui se découvre depuis ce point de vue. Le journaliste agit pourtant comme le traducteur de la rationalité du Pouvoir et se positionne de manière analogue pour regarder et interpréter le monde.

D'un autre côté, tout ce qui n'entre pas dans ce champ de vision peut rester pour le journaliste une activité sociale légitime, mais déplacée dans un espace spécifique et restreint. Cela signifie que la plupart des pratiques sociales deviennent souterraines et inintelligibles parce qu'elles sont régies par une tout autre logique d'action et de représentation. Ce principe explique pourquoi des groupes politiques alternatifs ont du mal à faire reproduire leurs discours. Ils doivent d'abord se légitimer, généralement par des actions devant l'État. C'est une des contrariétés connues par certains groupes organisés amazoniens, mais également par des O.N.G. européennes qui n'ont pas toujours réussi à faire entendre par les médias leur point de vue sur les faits du réel qu'elles témoignaient. L'événement de l'assassinat de Chico Mendes, le leader amazonien des ouvriers agricoles saigneurs d'arbres à caoutchouc, a marqué un *hiatus* dans cette règle générale.

Un des aspects les plus représentatifs de l'influence de la presse tient à un mécanisme très simple dont la formule est donnée par l'équation selon laquelle "raconter, c'est faire concevoir"[16]. Dans son analyse du pouvoir du récit, Louis Marin a mis en évidence qu'il n'y a jamais coïncidence

---

[15] MARIN, *op. cit.* pp. 23-43

[16] MARIN, Louis. *op. Cit.* pp. 23-43.

entre le référent du discours adressé et celui du discours reçu et que c'est dans la capacité de maintenir cet écart que réside le secret du pouvoir de la représentation."

Dans cette relation communicationnelle, les instances d'émission et de réception ont chacune sa place et son rôle. Quand le journaliste informe le lecteur ou le spectateur, il établit une relation hiérarchisée où l'un possède le savoir que l'autre n'a pas. Une relation didactique donc, où le premier émet à son récepteur idéal et le deuxième essaye d'occuper ce lieu imaginaire.

Le fait que le récit journalistique explique la causalité par la successivité temporelle (ce qui est antérieur est cause de ce qui suit) facilite cette projection. Dans ce dispositif, l'information narrative opère symboliquement, instituant le réel et produisant le social comme espace prospectif[17].

[17] VÉRON, Eliséo. *op. cit.*

Presse et Élite: l'analyse du Contenu du GUMG de glasgow

À partir du travail de recherche développé par le Groupe d'études sur les médias de l'Université de Glasgow, on peut faire un certain nombre de remarques en ce qui concerne le point de vue dominant représenté par les médias. Leur travail dégage quelques conclusions signalant que le discours de la presse adopte avec prédominance le point de vue du gouvernement, du corps politique et des classes sociales plus aisées[18]. Cette perspective résulte de l'emploi de concepts qui sont déjà connus et qui partent des contributions de la théorie sociologique des élites[19]. Elle devient pertinente quand on construit une relation entre les réflexions apportées de ce champ de la sociologie avec celle de la praxis des médias.

Cependant, si ceux-là reprennent la perspective des élites, ils doivent se soucier du niveau de confiance dont ils jouissent auprès des citoyens-récepteurs. Le principal argument pour cela c'est précisément celui du discours de neutralité, d'objectivité et d'impartialité des points de vue qu'ils en dégagent. La perspective apportée par le Groupe de Glasgow est

[18] Consulter ELDRIDGE, (John), *et al. The mass media and power in modern Britain*. Oxford, Oxford University Press, 1997.

[19] Qui est redevable du travail de Wright Mills (Charles), en particulier dans *L'élite au pouvoir*, paru chez Agone en 2012.

basée sur une critique de ces valeurs devant la praxis journalistique dans le quotidien[20].

Les législations nationales qui conférent pouvoir aux gouvernements pour surveiller le fonctionnement des médias fait invariablement référence à la préservation de ces valeurs, surtout en ce qui concerne la politique, les politiques publiques ou les controverses autour des mouvements de société. Car les médias traditionnels, même à l'ère du numérique, sont toujours les sources primaires d'information pour des millions de personnes partout dans le monde.

Ce débat est au centre de notre discussion. Les médias traditionnels ont été souvent accusés d'être totalitaires et d'essayer, de façon répétée, de trouver un consensus illusoire. Or, ce que l'on constate, c'est qu'il s'agit d'une critique qui concerne toute la presse. Et une interrogation, correspondant à celle que les études de l'industrie culturelle abordent, se pose. Il s'agit de la définition, forcément simplificatrice, de ce que représenterait un public moyen.

Les nouvelles technologies ne préservent pas le public de ce mouvement qui se consolide progressivement. Cependant, il faut rappeler que le public est actif et ne se laisse souvent pas influencer par ces discours, comme nous démontrent plusieurs travaux dans le domaine de la réception[21].

Wright Mills écrit par exemple, en se référant à la société nord-américaine:

---

[20] DICKASON, Renée. "La BBC, imperméable à la propagande? De la guerre des Malouines aux guerres du Moyen-Orient", in: *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, No. 80, Oct. - Dec., 2003, pp. 71-81

[21] Voir en particulier: PLUSIEURS AUTEURS. "Dossier: Le renseignement, un monde fermé dans une société ouverte". In *Hermès: la revue,* Numéro 76, 2016. Ainsi que WOLTON, Dominique. *Éloge du grand public.* Paris, Flammarion, 2011.

> qu›aucune analyse de la vie publique américaine ne peut être réaliste si elle ne prend pas en compte que l›opinion publique ne peut être totalement contrôlée et complètement manipulée par les médias de masse. Il y a des forces présentes dans le public qui sont indépendantes de ces moyens de communication, qui peuvent de temps à autre réagir contre ses opinions (MILLS, 2012).

Le surgissement des *fake news* à partir de l'émergence des réseaux sociaux pose, de forme très concrète, la question de la survie de la presse dans les années à venir. Et l'adaptation de la presse doit adresser ces valeurs ainsi que le dessin d'une position éditoriale forte entre les journaux et ses lecteurs, conduisant à l'établissement d'un contrat de confiance entre les instances émettrices et réceptrices des informations. La représentation de la perspective des élites sur le réel a marqué l'histoire de la couverture journalistique sur l'Amazonie. La nouvelle de l'assassinat de Chico Mendes a provoqué un notable changement ponctuel, suivant la mobilisation de la manifestation environnementale.

Dans ce cadre général, le discours de la presse tend alors à se faire unique. Des aspects discordants apparaissent parfois, mais dans des situations particulières, comme le pointe Noam Chmosky :

> Les médias contestent et soulèvent des questions sur le gouvernement, mais ils le font ainsi presque exclusivement dans le schéma déterminé par le pouvoir des grandes corporations. Les divisions dans l'élite ne se font pas sentir dans le débat des médias, mais un éloignement de leur étroit consensus est rare. Il est vrai que les hauts fonctionnaires d'État sont généralement les responsables de l'établissement de l'agenda du jour des médias. Mais si les politiques publiques ne fonctionnent pas ou si elles sont perçues comme contraires à des intérêts de l'élite, les médias vont souvent contester la politique du gouvernement et presser l'achèvement d'objectifs sans grande importance (CHOMSKY, 2003, p. 75).

Dans des situations extrêmes, comme dans les conflits au Moyen Orient, nous avons vu des gouvernements limitant les opérations des médias. Ce que les théories des élites nous montrent, c'est que dans une société autoritaire, le pouvoir peut être utilisé de façon explicite et déshabillée et les moyens de communication coopèrent avec la propagande officielle. Quant à la manipulation - l'exercice de pouvoir caché du public – elle est caractéristique d'une société qui passe d'une base démocratique à un type de société de masse. Dans ces circonstances, ceux qui sont dans des positions de commande peuvent annuler l'effet pratique des discussions publiques.

La sociologie y voit un signe quand les individus ne réussissent plus à faire la connexion entre leurs propres problèmes quotidiens et les solutions d'ordre collective. Ces sujets seraient, par exemple, relatifs au chômage, à la pauvreté et à la santé publique, aux conflits raciaux et sociaux. Quand les individus se sentent sans issue ils n'ont plus les moyens de faire le point entre leurs expériences individuelles et ce qui se passe dans le monde du réel.

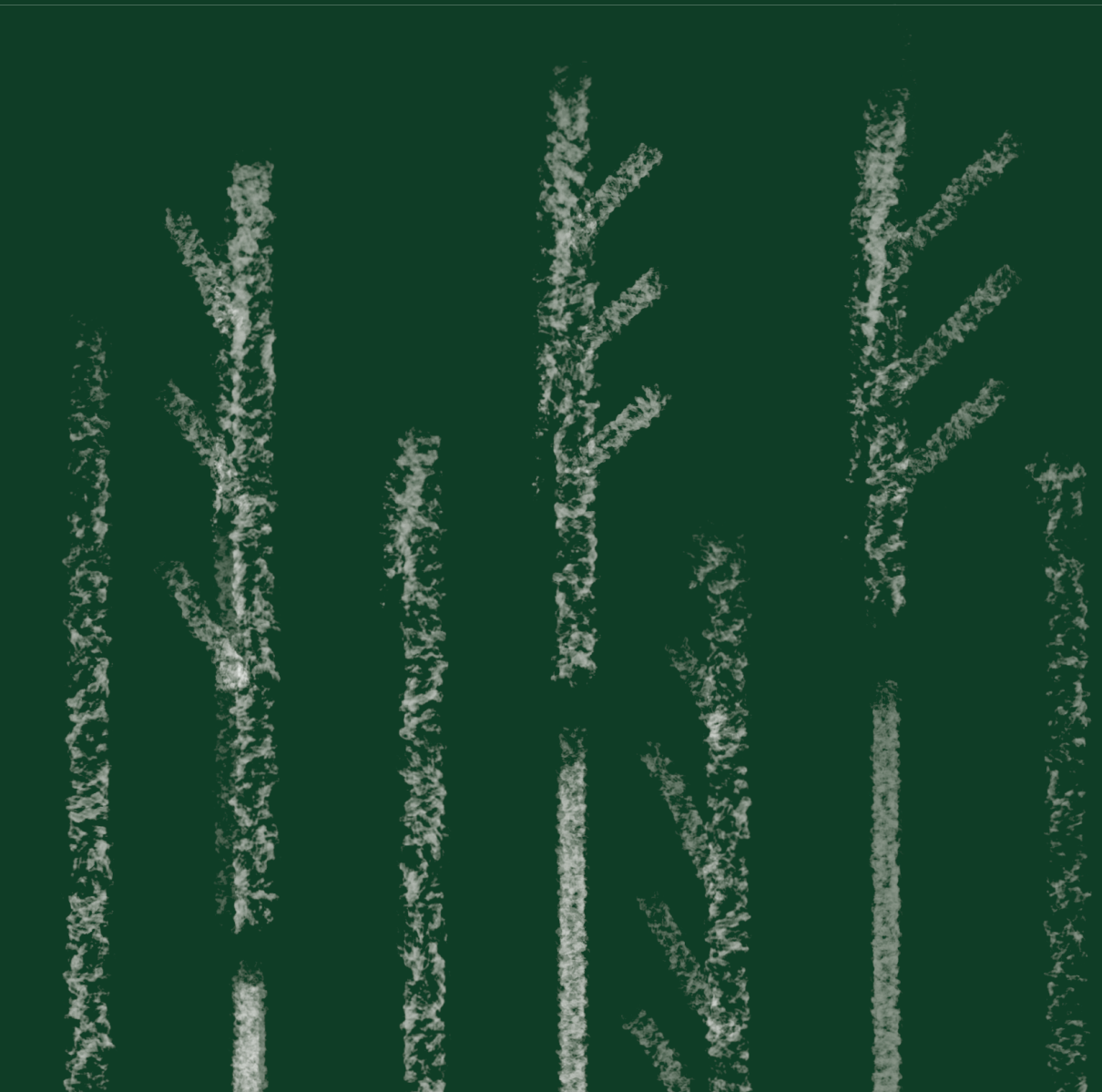
La démocratie, en fin de compte, implique la participation de citoyens et citoyennes informées, qui participent activement à la prise de décision. S'il garde un brin de pessimisme, Wright Mills reste convaincu qu'il y a des moyens de contourner les problèmes posés par la proéminence des élites dans la sphère publique. "Les gens vivent dans un milieu, mais ils peuvent le transcender - individuellement par l'effort intellectuel ou en groupe à travers l'action. À partir de la réflexion, du débat et de l'action organisée, une communauté maîtrise mieux ses intérêts et en réalité devient active sur des agendas qui ont une importance structurelle"[22].

[22] MILLS, C. Wright. *op. cit.,* p. 321.

Les publications du Groupe de Glasgow, portant sur les mouvements sociaux en Grande-Bretagne, viennent suggérer que derrière une apparente neutralité il y a une méthode de construction de l'évènementiel. Et les données statistiques apportées attestent qu'il y aurait invariablement une forme de le faire, avec un certain nombre de termes qui reviennent à chaque fois dans le discours de l'information[23]. C'est ce que nous interprétons comme un code pour faire allusion à certaines informations, comme une voie préférée pour en parler, au détriment d'une autre. C'est cette forme unique de présenter l'actualité qu'il serait nécessaire de dépasser à travers l'action collective (comme celle des O.N.G.) pour renouer ainsi les liens entre l'individuel et l'historique.

[23] GLASGOW UNIVERSITY MEDIA GROUP. *Message received*. Londres, Longman, 1999.

DEUXIÈME PARTIE



Analyse des Articles

Dans les années 1960, et plus particulièrement à partir du coup qui conduisit les militaires au pouvoir, l'intérêt des régions du Sud brésilien pour l'Amazonie se réveilla. Il fallait coloniser la région, canaliser vers elle les énergies, les capitaux, les flux migratoires : en un mot, l'occuper par les forces établies dans le sud du pays, notamment Rio et Sao Paulo. La politique de colonisation au long des nouveaux axes routiers répondait à deux raisons principales selon la propagande officielle: occuper une étendue déserte et offrir une perspective aux paysans sans terre des régions plus peuplées du Brésil. Dans cette logique, l'Amazonie est un espace perçu comme dépourvu de population locale, qu'il faut délimiter et dont il faut réaffirmer l'appartenance au reste du territoire national et qui peut être utilisé comme soupape sociale. C'est la construction des routes au milieu de la forêt qui symbolise au mieux cette période. Avec les militaires au pouvoir, la doctrine de la Sécurité Nationale devient l'idéologie maîtresse à Brasília.

Au milieu des années 1970, le quasi-échec de la politique précédente devient manifeste. Le premier choc pétrolier secoue durement une économie dépendante des approvisionnements extérieurs en énergie et les généraux inaugurent une stratégie plus agressive envers l'Amazonie. Il s'agit désormais d'exploiter à grande échelle les ressources énergétiques, minières

et forestières de la région. Des projets grandioses fleurissent. Les incitations fiscales attirent les investisseurs dans ce processus. Des millions d'hectares de forêts passent ainsi sous contrôle privé. Si quelques réussites techniques peuvent être observées, le bilan économique, écologique et social est peu encourageant. Cette époque "de miracles" escomptés et de mise en coupes réglées à prix d'ami s'est achevée.

Cependant, loin d'être un désert comme l'auraient voulu les agences officielles, la forêt était habitée par une large population urbaine, ainsi que par de nombreux groupes de peuples originaires qui se voyaient alors menacés. La déforestation à grande échelle commençait, suivie d'incendies volontaires. Peu après, on découvre que le sol amazonien n'est pas adapté à l'agriculture commerciale, souffrant beaucoup d'érosion sous le climat pluvieux. Quelques années plus tard, il y a eu la ruée vers l'or et le début des problèmes liés à la grande concentration (déjà!) des terres aux mains d'un petit nombre de propriétaires. C'est dans ce contexte conflictuel que de nouveaux projets de développement vont être implantés. Et les informations de ce processus constitueront le principal pilier de la couverture journalistique sur l'Amazonie.

Dans le premier chapitre de cette deuxième partie de l'ouvrage, nous allons faire un court rappel historique de ces développements, ainsi que des actions des mouvements écologistes en Europe et en particulier en France. Dans les trois chapitres suivants nous verrons de plus près les articles divisés par période, tout en les mettant en corrélation avec les caractères dominants du discours de la presse.

Historique

C'est certainement grâce aux luttes menées de façon conjointe par les citoyennes et citoyens directement touchés par des projets économiques dans les pays concernés et par des groupes militants dans les pays les plus développés[24], qu'il y a eu des progrès considérables dans le rapport entre capital et environnement. Le rapport d'étude d'impact environnemental et social, qui désormais est requis pour l'octroi de financements par les agences de développement, est peut-être le plus significatif de ces progrès du point de vue législatif. En particulier, en ce qui concerne les régions qui étaient auparavant perçues comme des zones libres de contraintes pour le grand capital.

L'intérêt du public de l'Europe de l'Ouest pour l'Amazonie naît en même temps que l'émergence dans ces sociétés d'une perception des dangers que peuvent entraîner les déséquilibres écologiques. Le sort de la plus grande étendue verte du monde s'est transformé, avec cette prise de conscience, en une des principales préoccupations environnementales. L'Amazonie entre, pour ainsi dire, dans l'agenda politique mondial avec l'émergence d'une certaine idée d'écologiquement correct. Elle devient à

[24] ZANONI, Magda. "Nature et développement écologique et luttes sociales au Brésil". *L'Homme et la Société*, 1989, pp. 129-147.

un certain moment une mode, tout comme les nouveaux candidats des partis politiques, comme les Verts.

On peut se poser la question de l'origine de cette prise de conscience écologique entre les années 1960 et 1970. Pour interpréter sa genèse, on ne peut pas prendre en compte qu'un seul facteur, mais elle est vraisemblablement liée à la guerre froide et à l'apparition, de façon assez concrète dans l'imaginaire occidental, d'une guerre sans vainqueurs. Mais aussi, elle peut être expliquée par les dangers de l'industrie nucléaire civile, de la croissance des mégalopoles en plusieurs régions du monde et en conséquence, par l'augmentation de la pollution. Le choc pétrolier de 1973 est également un évènement singulier dans ce contexte qui soulève alors des questions relatives à la rationalité dans la consommation de biens. Les médias électroniques traditionnels, la télévision en premier lieu, ont joué un rôle important dans la diffusion des idées écologiques et dans la vulgarisation d'un savoir-faire qui était auparavant restreint aux laboratoires. L'écologie politique est ici le fruit d'un monde qui se communique à travers des images.

Un autre événement important a été la confirmation par les scientifiques du réchauffement de la planète à partir des émissions de gaz à effet de serre et le processus de destruction de la couche d'ozone de l'atmosphère, notamment par l'usage de carburants dans le transport urbain. L'Amazonie constitue alors "une figure emblématique du lien entre crise écologique et crise du développement. Elle peut être vue comme française, et même comme mythe mobilisateur (LIPIETZ, 1991).

Mais au milieu des années 1980 tout ce capital de mobilisation semble avoir disparu. Les organisations non-gouvernementales tiers-mondistes végètent et, malgré le dévouement et souvent la clairvoyance politique de leurs militants, elles doivent, la plupart du temps, mettre en

avant un discours purement humanitaire, voire caritatif, pour obtenir un soutien dans l'opinion publique.

Entre-temps, le bilan du côté écologique est de déclin après des succès électoraux ponctuels. La mobilisation antinucléaire s'est éteinte. Aucune autre thématique équivalente n'a pris cette place. On peut y voir une cause externe: le succès du Parti socialiste comme substitution aux engagements écologiques et tiers-mondistes en France. Tout s'est un peu passé comme si la victoire de François Mitterrand en 1981 avait justifié une véritable "délégation de pouvoirs à l'État" sur ces questions. Le Président et le gouvernement socialiste avaient d'emblée proclamé une sorte de "paix des braves" en donnant raison aux forces populaires qui étaient mobilisées depuis longtemps.

C'est qu'un mal interne rongeait l'activisme militant depuis les années 1970 : la désunion, la rupture même des militantismes. Alain Lipietz affirme par exemple que "dès les années 1973-1974, qui marquèrent le début de la crise, les partisans de la lutte des classes et de l'anti-impérialisme avaient rejeté avec mépris les mises en garde du Club de Rome contre les effets pervers et les impasses du modèle de développement nord-occidental". Les écologistes étaient considérés comme légitimateurs des politiques d'austérité imposées par les gouvernements de droite de cette période. En parallèle, les écologistes n'étaient pas loin de s'enfermer dans une hostilité à toute reprise de la croissance, comme étant nécessairement dangereuse.

En 1989, il a eu lieu à Paris le sommet des sept pays les plus industrialisés du monde, fonctionnant en concomitance du "The Other Economic Summit". Par ailleurs, à cette époque on voit une montée en puissance de l'activisme politique en Allemagne de l'Ouest avec le mouvement des alternatifs du Kreuzberg à Berlin qui manifeste lors de la réunion annuelle du Fonds Monétaire International et de la Banque

Mondiale. Ils dénoncent avec force la dette astronomique du Tiers Monde et les effets pervers des financements de certains projets sur l'environnement.

Les militants français organisent alors un sommet parallèle à celui du G7 qui s'est tenu à Paris, pour lequel la date de réalisation a été fixée par la Présidence au 14 juillet pour coïncider avec les festivités du bicentenaire de la Révolution Française. À la fin de l'année 1988, alors que ce Sommet Parallèle est en train d'être préparé, le leader amazonien des ouvriers agricoles saigneurs d'arbres à caoutchouc, Chico Mendes, est assassiné chez lui, dans l'État de l'Acre, par des grands propriétaires terriens. Lui, qui n'était pas connu du public devient alors, au milieu de toute cette mobilisation, le symbole de la lutte écologique au niveau mondial. Jamais on n'avait autant parlé de l'Amazonie.

Centré sur la personnalité de Chico Mendes et sous l'influence des ONG tiers-mondistes et écologiques,

> le mythe amazonien prend une autre forme : d'honnêtes travailleurs vivant dans la pauvreté exploitaient la forêt en respectant ses potentialités naturelles. Mais pour développer les exportations afin de payer la dette brésilienne, on a laissé des grands propriétaires brûler la forêt (...) et aggraver l'effet de serre. Trait d'union fulgurant entre dette, développement difforme et risque écologique planétaire, l'Amazonie va marquer toute la préparation du 14 juillet 1989 de la thématique de la dette liée à celle de l'écologie (LIPIETZ, op. cit.).

La question amazonienne reste alors connectée avec celle de la dette du Tiers Monde. Le lien est fait entre écologie et une tradition de la gauche française, d'abord pour l'indépendance des anciennes colonies des empires européens et plus tard, pour le développement socio-économique du Sud.

L'Amazonie est alors le lieu de rencontre de deux versants importants du militantisme européen de gauche. Cela explique pourquoi pendant un certain temps on en a parlé de façon intense dans la presse. Cela explique également qu'avec la fin du monde bipolaire cette question a perdu un peu de son intensité. Puisqu'avec la chute du mur de Berlin les repères politiques ont été en quelque sorte brouillés, ainsi que le discours liant le Fond Monétaire International et l'impérialisme perdu, la question amazonienne devient alors une question de morale, critique du modèle occidental capitaliste de développement.

Le Lointain Exotique

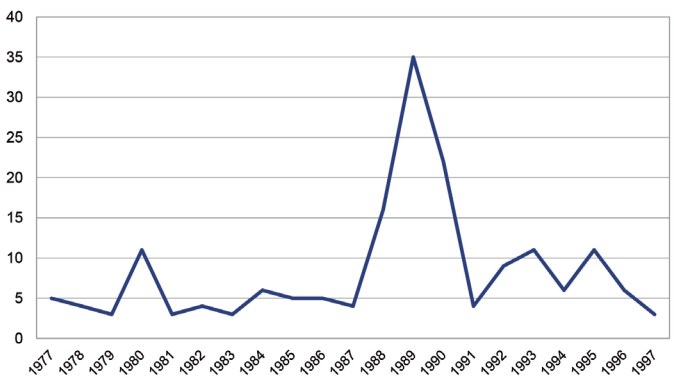
Les articles de la fin des années 1970 que nous avons consultés ont en commun une position distancée du monde amazonien. La forêt est souvent traitée dans les articles comme un objet lointain et définitivement exotique. Si le sentiment que la forêt vierge devrait être préservée se fait présent dans les articles publiés, la perception générale sur cette région reste floue et sans précision.

Souvent on retrouve le discours sur l'exotique dans des articles de presse qui font référence aux pays du Sud[25]. C'est un type de discours qui dit peu sur la réalité profonde et raconte de brèves anecdotes sur les habitudes et la forme d'existence de ceux qui vivent dans ces régions lointaines. C'est peut-être une façon comme toute autre de connaître ce qui est différent. Si cette forme narrative peut être légitime, elle est néanmoins assez imprécise et signale un possible manque d'intérêt des éditeurs et du lecteur moyen pour ce qui se trouve en dehors de l'univers quotidien immédiat.

[25] En guise d'inspiration, il sera utilisé une méthodologie d'analyse du discours de la presse développée par l'Institut Synthèse nommée Idoscope. Les auteurs ont fait une classification et une comparaison de tous les adjectifs et termes utilisés par les journalistes pour décrire les pays étrangers du "Sud". Le résultat parle alors du sensationnalisme présent dans le discours de la presse, retrouvé notamment dans Le Figaro ou Libération, qui se traduit par le manque de précision des informations données. En revanche, ils identifient une plus grande efficacité du discours du journal Le Monde, par exemple. Consulter *BarOsud*: *l'image du Tiers Monde dans les médias.* Paris, La Documentation Française, 1992, 238 p.

En ce qui concerne l'Amazonie, le terme qui revient le plus souvent c'est le classique "enfer vert", relatif au "désert" monotone des arbres foncés. Dans cette perspective, il s'agit d'une région avec des piranhas, des serpents, des caïmans dangereux, ainsi que des panthères. Les fleuves sont immenses et isolés de tout, où les maladies tropicales les plus terribles prolifèrent. Les habitants sont forcément torturés par la nature et ne peuvent mener une vie normale, puisque les difficultés sont pratiquement insurmontables. La chaleur et l'humidité sont telles, qu'elles sont capables d'affecter les valeurs morales d'une personne.

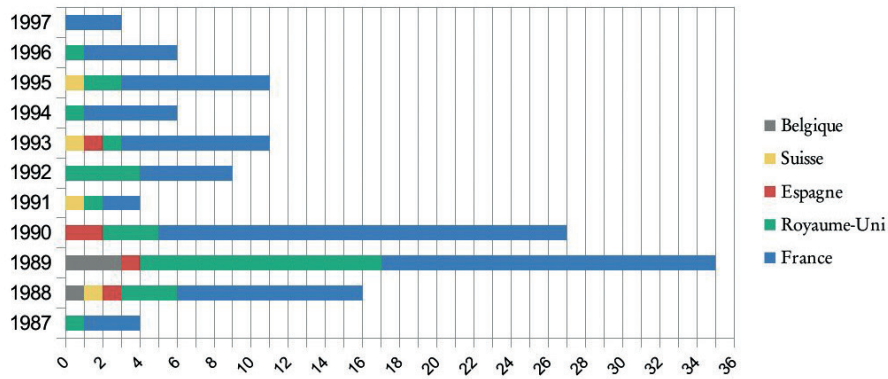
Graphique 1: Nombre d'articles analysés par année et par pays d'origine des quotidiens (1977-1986)



Source: Centre d'information et de documentation internationale contemporaine - CIDIC, La Documentation Française

Si le distancement du regard du journaliste est compréhensible, la réalité sociale locale est pourtant assez riche pour attirer l'intérêt du visiteur ou de la visiteuse. L'espace rural est riverain et dans le quotidien les échanges symboliques sont plutôt complexes et chaleureux. La vie sociale est pointée de rencontres et d'activités collectives, comme les festivités communales de fond religieux ou pas.

Graphique 2: Nombre d'articles analysés selon l'année et le pays d'origine des quotidiens (1987-1997)



Source: Centre d'information et de documentation internationale contemporaine - CIDIC, La Documentation Française

Selon les théories mises en évidence dans la première partie de ce livre, le journaliste, narrateur de l'histoire du quotidien, perd de précision quand il se trouve éloigné de la société de référence à laquelle il se reporte. Puisqu'il est une partie constitutive du fonctionnement même de la vie politique de cette société, il ne peut se passer du contact intime qu'il garde avec son sens de l'histoire.

La perspective de l'espace exotique se retrouve dans le numéro de Libération du 20 octobre 1980, qui titre :

"Amazone: les Vandales multinationaux: *Dans cinquante ans l'enfer vert ne sera peut-être qu'un désert.*" (GARÇON, 1980)

Dans un autre article paru le 8 mars 1980 dans le journal britannique The Times, l'envoyé spécial écrit le texte suivant, se rapportant à une des principales villes de l'Amazonie :

"Le joyau étincelant de l'enfer vert"

Au fond de la jungle amazonienne se trouve la ville de Manaus, à mille milles de la mer et de n'importe où ailleurs (…). La jungle empiétée, les navires ont cessé d'arriver.

Mais quelqu'un a eu l'idée de créer une zone franche. Encore une fois prospère, encore une fois une oasis déplacée dans l'immense mer de vert.

La ville est maintenant une juxtaposition incongrue des plus primitifs du Brésil, avec les plus sophistiqués du pays, et même du monde (...). Mais la cabane n'aura pas de plancher, son toit pourra être fait de feuilles, il n'y aura pas de drains, et ses occupants pourraient bien être atteints d'une maladie tropicale.

Il n'y a pas grand-chose à faire dans la ville isolée non plus, et le climat torride, associé à de l'argent à dépenser, apporte parfois de la violence. Mais c'est l'enfer vert d'Amazonie après tout.

Nous pouvons citer également ces gros titres qui ont été publiés et qui ont plus ou moins une connotation de fiction.

Tableau 1: Titres d'articles vehiculés dans la presse

Titre	Vehicule	Date de parution
L'ouverture de l'Amazonie. Fin de l'ère des bandits	Financial Times	13 janvier 1978
La saga des garimpeiros ou quand les États se mêlent de surveiller leurs frontières	Journal de Genève	18 janvier 1980
Histoire de la jungle, ou comment l'Ouest est en train d'être gagné	The Times	11 mars 1978
L'Amazonie ou la conquête de l'Ouest	La Croix	25 octobre 1978

Source: Centre d'information et de documentation internationale contemporaine – CIDIC, La Documentation Française

Dans Le Figaro du 6 juillet 1983 nous lisons, sur le chapeau :

Figure 1: The Times du 8 mars 1980

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493
BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

THE TIMES
-8. MAR. 1980

The glittering jewel in green hell

Letter from Manaus

Deep in the Amazon jungle lies the city of Manaus, a thousand miles from the sea, and from anywhere else for that matter. Sarah Bernhardt once sang in the magnificent opera house, the city boasted Brazil's first trams, while the rich sent their linen to Paris to be cleaned, at the turn of the century. This was when the wealth from rubber made the city a glittering jewel in the hostile jungle, until Amazonian seedlings were successfully grown on plantations in Malaysia, and the region's economy collapsed.

For half a century after that, Manaus slumbered, forgotten. Elegant buildings and municipal ornaments, shipped wholesale from Europe, crumbled and rotted in the harsh climate. The jungle encroached, the ships stopped coming.

But 13 years ago, somebody had the bright idea of making Manaus into a free zone, and since then the city has gradually transformed itself. Once again prosperous, once again an incongruous oasis in an endless sea of green.

Companies making sophisticated instruments and appliances responded to the bait of being allowed to import components duty free, and Manaus is now one of Brazil's major assembly points for watches, radios, televisions, air conditioners and motor cycles.

It is also the place where wealthy Brazilians, whose foreign travel is usually restricted in some way, now flock in their tens of thousands each year to buy, at duty free prices, imported watches, cameras, record players and the rest. In the past few years, as at the beginning of the century, the city has become a torch in the endless night of Amazonia, attracting migrants and visitors from hundreds of miles away, throughout the huge river basin. As Manaus has prospered though, the surrounding region, and other towns along the rivers have declined.

The city is now an incongruous juxtaposition of the most primitive in Brazil, with the country's, even the world's, most sophisticated. A gleaming Honda motorcycle will stand outside the most miserable hut, from which quadrophonic sound may be heard. But the hut will have no floor, its roof may be made of leaves, there will be no drains, and its occupants may well be suffering from a tropical disease. Illiterate, worm-ridden riverside shack dwellers wander the streets gazing into windows stuffed full with radios, cameras and all the rest of the stock of an airport shop, ironically run by gentlemen whose mother tongue tends to be Arabic, rather than Portuguese.

Plane loads of tourists arrive each day from Sao Paulo, Rio de Janeiro and Brasilia to stay at wildly overpriced hotels, their walls often running with damp. Most of them set off on a "jungle tour" costing £25, where they are ferried to an "Indian village" where local unemployed, hired for an hour or two, sing and dance in a dispirited fashion, while real Indians, of whom there are several thousand in Manaus, look on bemused.

The tourists stroll the streets, many of which still retain some of the elegance from the time when tastefully coloured tiles were shipped in from Portugal, and where many buildings look like the best in Victorian Manchester, sheathed in glazed bricks which have stood the test of time and atrocious weather. The tourists will certainly visit the wonder of Manaus, even Amazonia, the massive opera house, a lavish building which would grace any city in the world, and whose red plush seats, and gilded candelabra clash with the steaming heat, and torrential rain outside.

Manaus is not now quite so cut off as it was. It is strategically placed on several transcontinental air routes, and two roads now reach it.

Manaus is still the major port on the Middle Amazon, and apart from the deep water quays built on pontoons, surviving from the last century when the harbour was built by the British, the port serves an immense area and population. Every evening dozens of packed craft leave for destinations all over the Amazon basin.

As the clock draws towards six, departure time for the boats, the day long hubbub at the port reaches a swirling crescendo, with passengers slinging the hammocks in which they will spend the next few days, packed like sardines.

Manaus, and its port particularly can be a violent place as well. The contrasts in the city are so great as to be inexplicable to many. Wealth has sometimes come too suddenly, contrasting with the absolute deprivation of many of the riverside dwellers. There is really not much to do in the isolated city, either, and the torrid climate, coupled with money to spend, sometimes bring violence. But this is the "Green Hell" of Amazonia, after all.

Patrick Knight

L 11 3 1957. Strictement réservé à usage privé.

> Enfer vert, poumon du monde, fascinante et inquiétante, cachant l'or et la pierrerie sous la pourriture d'une végétation em décomposition, dissimulant la mygale sous le chatoiement de l'orchidée, l'Amazonie a toujours suscité les rêves les plus fous où se mêlent la fortune et l'aventure. Depuis quelques dizaines d'années, les hommes se sont lancés à l'assaut de la jungle, bien décidés à exploiter cette nouvelle caverne d'Ali Baba enfouie dans l'enchevêtrement des arbres et des lianes, gardée par les jaguars, les piranhas, les fourmis mangeuses d'hommes, les caïmans et les serpents (...) (LE FIGARO, 1983).

Et dans Le Monde du 9 octobre 1978 on retrouve un article de Pierre Monbeig, du CNRS, qui donne une brève explication de ces idées conçues sur la région. Cet article a été écrit lors de l'inauguration par Air France d'un vol à Manaus au départ de Cayenne.

Les Français profitent de l'escale d'Air France à Manaus pour découvrir la forêt équatoriale (...).

Il est d'usage d'attribuer aux conditions naturelles la responsabilité du retard amazonien: le milieu équatorial avec sa chaleur, ses pluies, ses sols médiocres, sa fragile forêt dense, le risque annuel des inondations dans une plaine infinie, le cortège des germes pathogènes inhérents à un tel environnement - autant de causes généralement avancées pour expliquer la précarité de la condition humaine dans ces parages.

Or, si, avec Pierre Gourou, on compare le "bilan" amazonien à celui d'ensembles régionaux analogues - au bassin congolais par exemple - on voit qu'il n'est pas défavorable (MONBEIG, 1978).

Entre la fin des années 1970 et le début des années 1980, on observe qu'en général, le ton de la presse favorise déjà un débat autour de la déforestation amazonienne.

À cette époque, il faut le rappeler, l'Amazonie n'a pas encore l'importance symbolique qu'elle gagnera par la suite dans la scène internationale. Évidemment une préoccupation embryonnaire est présente, avec des sujets abordés qui feront ensuite partie de l'agenda politique de cette région. Cela reste cependant vague et en fin de compte ne pose pas de problème palpable pour l'opinion publique.

Ces sujets vont être repris dans un contexte différent où nous verrons un engagement avec les thèmes écologiques de la part du public. Cela débouchera plus tard dans l'incorporation de ces mêmes thématiques par la classe politique. Ainsi, il est convenable de penser que les informations diffusées par la presse fonctionnent, comme le propose Louis Quéré, en s'accumulant au long du temps, pour constituer un capital culturel commun. Dans ce sens, la presse est une importante organisatrice du discours historique du présent.

Les titres suivants en sont assez représentatifs dans ce sens :

Tableau 2: Titres d'articles vehiculés dans la presse

Titre	Vehicule	Date de parution
La jungle amazonienne envahie par des colons avides de terres	The Times	1er juillet 1977
Des erreurs coûteuses en Amazonie	Financial Times	8 novembre 1977
Détruire le poumon du monde	The Guardian	12 mars 1979
Un grand trou dans la forêt	Le Monde	24 août 1980
Un échec désastreux : la transamazonienne"	La Croix	15 septembre 1980

Source : Centre d'information et de documentation internationale contemporaine – CIDIC, La Documentation Française

Des titres significatifs qui deviendront des thématiques importantes dans l'agenda d'écologie politique quelques années plus tard.

Désorganisation Spatiale et Grands Projets de Développement

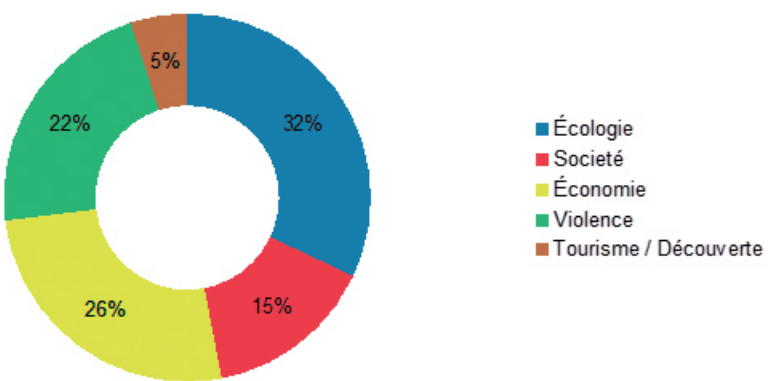
À partir d'un certain moment historique, les articles que nous avons consultés renvoient à des motivations sociales, qui deviennent plus significatives, qui impliquent d'autres aspects d'une réalité locale complexe. Car les nouvelles qui nous arrivent sont chaque fois plus tragiques. Il s'agit de la phase d'implantation de ceux qui se font connaître comme les Grands Projets de développement, soutenus et exécutés par le gouvernement brésilien.

Un des plus significatifs de ces projets de développement sera la construction du barrage de Tucurui (Toucouroui), étape initiale et nécessaire à l'implantation des projets suivants. Des questionnements associés à la construction de barrage vont se faire tout au long de sa ce projet, mais en particulier lors du remplissage du lac du barrage. Cet épisode sera vécu de façon alarmante - tant du point de vue des populations qui vont être déplacées à force, que de celui des écologistes qui verront être submergés des milliers de kilomètres carrés de forêt vierge. Des villes entières disparaîtront affectant au total vingt mille personnes. La compagnie responsable de la construction du barrage essayera à maintes reprises d'indemniser les habitants locaux qui n'acceptent pas les termes qui leur sont fort défavorables.

Le lac formé par le barrage de Tucurui a produit également un nouvel environnement sur ses bords qui a résulté dans une augmentation de la densité de moustiques et d'insectes en tout genre. La région autour du lac s'est alors montrée invivable pour l'habitation, ainsi que pour des activités économiques comme la pêche.

D'autres questions graves relatives à ce projet vont surgir lors de la construction du réseau d'électricité à haute tension. Pour mettre à bas la forêt, la même compagnie utilise un produit à base de dioxine, fabriqué par l'américaine Dow Chemical. Ce produit a été largement utilisé durant la guerre du Viêtnam comme arme chimique, connu alors sous le nom d'»agent orange». C'est le même produit libéré lors du grave accident industriel qui a touché la ville de Seveso, dans la région de Milan, en Italie. Sur la zone où ce produit a été utilisé, on a vu un nombre très alarmant d'avortements, de morts d'enfants et d'adultes, intoxiqués par l'eau des ruisseaux et rivières contaminées.

Graphique 3: Classification des sujets traités



Source: Centre d'information et de documentation internationale contemporaine - CIDIC

Un deuxième grand projet d'exploitation minière appelé Carajas a engendré également un ensemble de problèmes locaux. Un des objectifs de la compagnie Vale était de construire un chemin de fer pour porter du minerai à travers la forêt jusqu'à un port sur l'Atlantique. Les négociations autour des indemnités issues de la construction de la voie ferrée se sont montrées injustes, en particulier pour les peuples originaires vivant de la forêt.

Un conflit entre des orpailleurs et la même compagnie a vu, une fois de plus, l'État se positionner du côté de l'entreprise minière. Lors d'une protestation de ceux qui travaillaient dans la fameuse mine de Serra Pelada, la gendarmerie locale (policia militar) a été envoyée sur les lieux et a provoqué un épisode qui s'est soldé par une centaine de morts du côté des orpailleurs.

Le premier de ces faits est paru dans un article de deux pages de Libération du 18 décembre 1983, sous le titre :

> Amazonie: la peur de l'Agent Orange.
> Et sur le chapeau:
> L'utilisation d'un défoliant par une entreprise chargée de la construction de centrales électriques dans le nord du Brésil, a entraîné la mort de 42 personnes. Une enquête est ouverte pour déterminer la nature du produit utilisé, très vraisemblablement des stocks d'"agent orange", cette arme chimique utilisée durant la guerre du Viêtnam (MARTIN, 1938).

L'article de Christian Martin poursuit :

> Dioxine, "Agent Orange": deux mots qui font peur, associés à la catastrophe écologique de Seveso en Italie et à la guerre du Viêtnam.

> Les deux terribles agents défoliants, viennent-ils de frapper de nouveau au Brésil, sous le nom local de Tordon? Selon les autorités de l'État amazonien du Para, 42 personnes et "d'innombrables animaux" sont morts après le déboisement d'une longue percée dans la forêt pour l'installation de pylônes d'une ligne de haute tension. Enjeu : acheminer à Belém, en Amazonie orientale, l'électricité produite au barrage de Tucurui(...). Il a fallu donc déboiser massivement. Avec quels produits? L'enquête ouverte par le gouvernement de Brasília le dira peut-être, mais on a d'ores et déjà de bonnes raisons de rappeler ce qui s'est passé au Viêtnam, puis à Seveso. (...) (MARTIN, 1938).

Le Monde publiera une note le 7 juin 1984 informant qu'au Brésil (depuis l'AFP):

> Toute une région de l'Amazonie serait menacée d'empoisonnement par des défoliants".
> (...) Toujours selon le secrétaire à l'agriculture de l'État, les 16 tonnes d'herbicides répandues sur le chantier auraient déjà tué (plusieurs personnes). Depuis le lancement des travaux, en 1977, le barrage a été à l'origine d'autres scandales, notamment la faillite de l'entreprise chargée d'évacuer le bois de coupe. L'entreprise, appartenant à la Capemi (mutuelle militaire) a dû être remplacée par des petites sociétés (...) (LE MONDE, 1984).

Ce sont ces exemples qui feront que l'opinion publique commence à avoir des éléments pour interpréter la réalité vécue en Amazonie dans les années 1980. Cependant, si le cas de l'agent orange est le premier, il y aura une suite d'articles sur d'autres situations critiques qui sont, par ailleurs, en relation directe avec l'implantation des grands projets de développement. Le Monde du 11 novembre 1984 affiche en gros titres :

Tucurui, l'hydre de l'Amazonie:

Un barrage dévore tout sur son passage.

L›électricité produite par le barrage de Tucurui alimentera les mines de Carajás et les usines d›aluminium de Barcarena, près de Belém, et de São Luis.

Réfugiés ou manifestants? À voir le campement et ses habitants, on pencherait pour des réfugiés (...) il y a aussi abondance de banderoles, avec slogans revendicatifs, et même vengeurs: "A bas les multinationales qui dépouillent le pauvre!"; "nous voulons des terres et une maison!"; "le progrès, oui, mais pour qui? (...)

Voilà des années qu'ils se battent contre le projet de barrage. Ils ont reçu l'appui des intellectuels contestataires de Belém, la capitale de l'État et bénéficient du soutien de la Commission Pastorale de la Terre - CPT (...) ainsi que du parti des travailleurs - PT, où se retrouvent militants catholiques, trotskistes ou maoïstes.

(...) Une commission a même été formée à Brasília pour trouver un arrangement. Les Indiens et le Syndicat des travailleurs de la terre, dont le président local a été assassiné le 4 juillet dernier, ont chacun envoyé une délégation.

"S'il n'y avait pas le CPT et le PT rien n'arriverait", explique tranquillement M. Claudio Formen, sorte de play-boy tropézien, propriétaire d'une fazenda de 26 000 hectares, nommé maire par le gouvernement militaire. Pour lui, aucun doute, le campement des paysans dépossédés n'est qu'un coup monté par l'extrême gauche. "Il y en a trente de Tucurui. Tous les autres sont infiltrés", dit-il en matière de preuve. Infiltrés? Il oublie simplement que c'est au contraire l'eau du barrage qui se répand sur leurs terres. L'industrialisation à marche forcée ne s'infiltre pas. Elle submerge." (CANS, 1984)

Figure 2: Le Monde du 11 novembre 1984

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

LE MONDE

11 NOV 1984

Tucurui, l'hydre de l'Amazonie

Un barrage dévore tout sur son passage.

JAMY

L'électricité produite par le barrage de Tucurui alimentera les mines de Carajas (sur la côte distante de 1 800 kilomètres) et les usines d'aluminium de Barcarena, près de Belem, et de Sao-Luis.

RÉFUGIÉS ou manifestants ? A voir le campement et ses habitants, on pencherait pour des réfugiés : hommes et femmes fuient le soleil équatorial en se groupant sous des abris de fortune – des bâches de plastique noir tendues sur des montants de bois brut, – la plupart effondrés dans des hamacs. Seuls les enfants, apparemment insensibles à la touffeur amazonienne, gambadent presque nus dans la poussière rouge et s'immobilisent pour contempler l'étranger, comme interdits, un doigt dans le nez pour se donner une contenance. Mais il y a aussi abondance de banderoles, avec slogans revendicatifs et même vengeurs : *« A bas les multinationales qui dépouillent le pauvre ! » ; « Nous voulons des terres et une maison ! » ; « Le progrès, oui, mais pour qui ? »...*

Les quelques centaines de paysans maigres rassemblés ainsi devant le dispensaire paroissial de Tucurui sont donc à la fois des réfugiés et des manifestants. Ils fuient la montée des eaux du lac de barrage qui envahissent progressivement leurs terres et ils protestent contre les promoteurs de l'opération, à commencer par Eletronorte, la compagnie d'électricité du Nord-Brésil, que certains n'hésitent pas à appeler *Eletromorte*, comme il est écrit sur un mur de l'église.

Voilà des années qu'ils se battent contre le projet de barrage. Ils ont reçu l'appui des intellectuels contestataires de Belem, la capitale de l'Etat, et bénéficient du soutien logistique de la Commission pastorale de la terre (CPT) – organe de l'Eglise catholique – ainsi que du Parti des travailleurs (PT), où se retrouvent militants catholiques, trotskistes ou maoïstes. Ils ont même eu pour alliés objectifs les Indiens Parakanas, installés sur la rive gauche du fleuve Tocantins, maintenant barré. Mais ces Indiens, aujourd'hui, se retournent contre les petits colons qu'on installe d'autorité sur leurs terres. Depuis le 6 septembre, date de fermeture du barrage, l'eau du lac monte à raison de 30 centimètres par jour. Les Parakanas ont d'abord annoncé qu'ils allaient occuper le barrage, ce qui a obligé l'armée fédérale à prendre position sur les collines, mitrailleuses embusquées sous des tentes.

Les Indiens, qui ne sont pas plus de trois cents, se sont alors retournés contre les colons – *fazendeiros*, propriétaires de bétail et petits fermiers avec ou sans terres – en menaçant de mettre le feu à leurs maisons s'ils ne déguerpissaient pas. En ces derniers jours d'octobre, on négocie sur tous les fronts pour tenter d'éteindre l'incendie. Une commission a même été formée à Brasilia pour trouver un arrangement. Les Indiens et le Syndicat des travailleurs de la terre, dont le président local a été assassiné le 4 juillet dernier, ont chacun envoyé une délégation. La fièvre monte, entretenue par la fébrilité qui s'est emparée de tout le Brésil à la veille d'une élection déjà qualifiée d'historique.

L 11 3 195

Cet article décrit bien la situation vécue par les familles lors de la conclusion du barrage. Ce projet a été développé par le gouvernement des militaires, avec un financement japonais, après le choc pétrolier de 1973. Le but était alors de produire de l'aluminium, un produit électro-intensif, en utilisant les ressources hydroélectriques de pays qui auraient un potentiel à en développer. Le barrage est alors construit en même temps qu'une usine d'aluminium à Barcarena, à côté de Belém. La délocalisation des usines électrolytiques a permis au Japon d'économiser sur l'importation de pétrole : l'usine d'aluminium de Barcarena, par exemple, consommant autant d'énergie que la ville de Belém avec un million et demi d'habitants. Les militaires au pouvoir ont permis au grand capital d'acter sans aucune contrainte. D'ailleurs, les conséquences de ces actions sont toujours présentes.

D'autres sujets en relation avec le modèle de développement ont fait l'objet d'une couverture critique de la part des organes de presse, mais pas encore avec un encadrement socio-environnemental. Deux de ces cas sont plus significatifs et peuvent être décrits ici.

Le premier est celui de l'usine à papier au fleuve Jari, du milliardaire nord-américain Daniel Ludwig. Ce personnage a fait sa fortune dans le secteur de construction navale et a également entretenu des relations proches avec le gouvernement des militaires. Depuis la fin des années 1960, il cherche à faire des investissements au Brésil et achète des terres, de la taille d'un département, au milieu de la forêt vierge. Il plante initialement du riz dans des terres inondables et puis des différentes espèces d'arbres exotiques, notamment des australiennes, à croissance rapide. Ludwig fait venir du Japon une usine de pâte à papier flottante qui voyage vingt mille kilomètres pour être définitivement installée sur le bord du fleuve Jari, qui donne le nom au projet. Suite à une série d'erreurs techniques,

le rêve amazonien de Ludwig ne lui apporte pas de fruits financiers et il abandonne le projet.

Le deuxième est celui du Grand Carajás, une mine de minerai de fer. Pour l'exploiter, une compagnie d'État a construit une voie ferrée et tout au long de celle-ci, une série de petites sidérurgies ont surgi. Elles fonctionnent avec une technique rudimentaire qui utilise le charbon végétal de la forêt comme élément de la ligue métallique. Les trains qui passent vers le port océanique laissaient derrière eux un sillage de fumée des usines et des charbonniers.

D'autres sujets avec ce contour sont apparus dans la presse. Mais un changement de perspective se réalise avec l'assassinat du leader des petits producteurs vivant dans la forêt. Avec la mort de Chico Mendes, nous observerons un rebond dans le discours de presse. Mais est-ce qu'il s'agit d'un mouvement de la couverture journalistique ou d'un changement profond de la société européenne, qui se montre chaque fois plus engagée avec l'agenda qui relie le sociologique et l'environnemental?

Chico Mendes

Chico Mendes est né en 1944 à Xapuri, dans l'État du Acre, à l'ouest de l'Amazonie brésilienne. Son père, pauvre et illettré, a collecté la sève de l'hévéa au fond de la forêt pour sa subsistance tout au long de sa vie. Il était une sorte de métayer dans un système économique où, à la fin de chaque année, il possédait une dette envers le propriétaire terrien, qui lui fournissait des produits industrialisés. Fondée sur des bases fictives, la dette, qui croît à des taux faussement élevés, favorise un régime de servilisme qui emprisonne le producteur de caoutchouc et sa famille [26].

Par chance, Chico apprend à lire et avec le soutien de l'Église catholique, organise et fonde une association avec d'autres tapeurs pour défendre leurs intérêts. Dans les années 1970, le gouvernement militaire a construit des nouvelles routes dans l'État du Acre. Des "fazendeiros" sont venus avec l'ouverture de cette nouvelle frontière, pistolet au point, afin d'effrayer et éloigner les collecteurs de caoutchouc, pour saisir leurs territoires traditionnels et les transformer en pâturages. Chico Mendes est devenu alors le leader d'un mouvement spontané, non-violent, de résistance, en utilisant une méthode dite de "empate".

[26] Consulter notamment GEFFRAY, Christian. *Chroniques de la servitude en Amazonie brésilienne*. Paris, Karthala, 1995, 185 p.

Avec cette forme de lutte sociale, les collecteurs de caoutchouc allaient en direction des terres où les arbres étaient abattus, où se trouvaient les équipes de travailleurs embauchés par les fazendeiros. Par la force du nombre et par la persuasion, ils désarmaient les mercenaires, qui arrêtaient d'abattre les arbres.

Souvent, ils ont eu du succès avec cette méthode de combat non-violent. Les tapeurs faisaient la défense de la forêt, mais aussi de leurs maisons et de leurs familles. Chico Mendes, en tant que fondateur de ce mouvement au Acre, a été élu représentant local à la municipalité de Xapuri, devenant peu à peu un politique qui aidait en en même temps à organiser le naissant Parti des Travailleurs. En 1985, avec le soutien d'intellectuels et d'autres organisations, il coordonne la première rencontre nationale des collecteurs de caoutchouc à l'Université de Brasília et fonde le Conseil National des Collecteurs de Caoutchouc (CNS). C'est quand il commence à s'apercevoir de l'importance du mouvement écologiste international.

Il propose alors, avec le CNS, une toute nouvelle idée - la Réserve Extractiviste, une sous-espèce d'unité de conservation. Les forêts, où les tapeurs de l'arbre à caoutchouc vivent depuis toujours aux côtés des collecteurs d'autres produits forestiers (comme la châtaigne du Para), devraient être transformées en zones de préservation, sous la responsabilité des communautés locales. Il s'agirait d'une double garantie, du bien vivre des habitants des forêts, ainsi que de la préservation de celles-ci.

Figure 3: Le Monde du 30 décembre 1988

CIDIC
Centre d'Information et de Documentation Internationale Contemporaine

LE MONDE
30. DEC 1988

BRÉSIL : l'assassinat de « Chico » Mendes

Les tueurs de la forêt

La police brésilienne a arrêté, mardi 27 décembre, un suspect après l'assassinat, le 22 décembre, de l'écologiste Francisco Mendes. Il s'agit d'Olaci Alves Da Silva, fils d'un important éleveur de la région, qui est lui-même en fuite. Le secrétaire général du ministère de la justice a indiqué que la police tentait aussi de vérifier les informations selon lesquelles la famille du suspect cachait un cimetière clandestin dans son ranch, où étaient enterrées d'autres victimes. Depuis la mort de l'écologiste, la presse brésilienne a décrit en détail la vie de la famille Da Silva, faite de violences et de meurtres restés apparemment impunis depuis trente ans. Francisco Mendes, *« abattu sauvagement pour avoir voulu sauver la forêt amazonienne de la folie des hommes »*, comme le disent les Verts français, reçoit, lui, de nombreux hommages posthumes.

On le surnommait « Chico ». Il récoltait le latex des hévéas de la forêt amazonienne du Brésil dans l'Etat d'Acre, à l'ouest du pays. Francisco Mendes était un *seringueiro*, comme on appelle, depuis le dix-neuvième siècle, ces écologistes avant l'heure qui devaient respecter l'arbre qui les nourrissait. « Chico » a été assassiné par des tueurs à gages à Xapuri. Il savait qu'il était menacé. Quelques jours avant sa mort, il affirmait au quotidien *Jornal do Brasil* : *« Si ma mort pouvait renforcer notre lutte, cela vaudrait la peine de mourir. Mais l'expérience nous enseigne le contraire. Je veux vivre. Une manifestation et un enterrement ne sauveront pas l'Amazonie. »* Francisco Mendez avait demandé en vain une protection policière aux autorités locales. Il a été inhumé à Xapuri. Deux mille compagnons ont accompagné son corps. Certains avaient marché plusieurs heures en forêt pour lui rendre un dernier hommage.

Car « Chico » n'était pas un *seringueiro* comme les autres. Il préside, à quarante-quatre ans, le syndicat de paysans de sa ville et appartient au Parti des travailleurs (PT, gauche). Mais surtout il prend, pendant plusieurs années, la tête du combat pour la défense de l'écologie amazonienne. L'Organisation des Nations unies lui décerne pour cela le prix Global 500 en 1987, et l'association américaine Better Life Society, une médaille. Connu et reconnu internationalement, grâce aussi à son excellent sens du contact, il continue cependant à mener son combat sur le terrain. Devant les tronçonneuses des grands propriétaires qui se déchaînent pour agrandir les pâturages au détriment de la forêt, Francisco Mendes développe la résistance passive, l'*empate* littéralement, le match nul). Des dizaines de familles s'installent et empêchent le défrichage. De quoi énerver les grands propriétaires regroupés au sein de l'Union démocratique rurale, une formation d'extrême droite, au point de les pousser au meurtre, par milice interposée.

Un « combat » sans grand danger pour eux, si l'on en croit Amnesty International. L'organisation souligne qu'à sa connaissance, entre 1980 et 1987, pas un seul propriétaire foncier ni un seul tueur à gage n'a été reconnu coupable du meurtre d'un paysan. Amnesty cite (1) le cas du président du syndicat agricole de Pancas tué le 5 février 1988. En septembre 1986, un propriétaire terrien lui avait adressé cette menace : *« Si vous me poursuivez en justice, et si vous gagnez, vous pouvez commander votre cercueil. »* En huit ans, ils seront plus de mille à subir le même sort, sans compter les maisons incendiées, les expropriations, les tortures ou les menaces comme celles concernant Mgr Moacir Grechi, évêque de Rio Blanco, la capitale de l'Etat d'Acre, qui figure lui aussi sur la « liste noire ».

Transformer la jungle...

On comprend alors que la venue du directeur de la police fédérale et du secrétaire général du ministère de la justice, lundi 26 septembre, à Xapuri, pour l'enquête sur la mort de « Chico », n'impressionne pas grand monde. Pas même les meurtriers, puisque le fils d'un grand propriétaire terrien n'a pas hésité à s'accuser du meurtre, une « reddition » qui passe, aux yeux des enquêteurs, pour une manœuvre de diversion. Pourtant cette fois, la colère gronde et les journaux consacrent une large place à l'événement. L'annonce de l'arrestation d'un suspect, appartenant toujours à la même famille, a été faite avec une rapidité inhabituelle. Car tout dans cette triste histoire est symbole. « Chico » bien sûr, mais aussi l'incapacité des autorités brésiliennes devant de tels conflits, ou encore la jungle amazonienne elle-même.

Depuis l'arrivée d'un gouvernement civil, en 1985, la réforme agraire a fait l'objet de multiples projets et promesses. Le « libéralisme » — pendant plus de vingt ans — de la dictature militaire avait entraîné un foisonnement des grandes exploitations entre les mains de propriétaires privés ou de grandes compagnies internationales. L'exemple le plus connu reste celui de Jari, un domaine de 1,6 million d'hectares qui a appartenu à un industriel américain, Daniel K. Ludwig caressait le rêve de transformer la jungle en une monstrueuse exploitation agricole. Le président José Barney voulait, peu après son arrivée au pouvoir, distribuer — après expropriation — une surface à peu près équivalente à celle de l'Espagne à un million et demi de familles en moins de cinq ans. La réforme s'est une fois encore enlisée dans les méandres des procédures juridiques et des règlements de comptes.

Mais l'Amazonie et sa forêt dévastée ne sont pas que le symbole de cette réforme avortée. C'est aussi celui du péril écologique qui guette le monde. L'hebdomadaire américain *Time* a consacré son dernier numéro à un dossier sur « La terre en danger, Planète de l'année » et rappelle, par exemple, que la déforestation tropicale au Brésil a dégagé, en 1980, 336 millions de tonnes de carbone (pour, à titre de comparaison, 192 millions en Indonésie et 123 millions en Colombie). En 1987 on estime que les brûlis ont ravagé 200 000 kilomètres carrés de la forêt amazonienne, un peu plus cette année, soit une surface équivalente à celle de l'Allemagne fédérale. Devant un tel désastre, et sous la pression de la Banque mondiale, le Brésil a lancé il y a quelques semaines un programme baptisé « Notre nature » et suspendu les incitations fiscales et l'octroi de crédits aux projets qui nuisent à l'écologie de l'Amazonie.

De telles réformes ne sont évidemment guère du goût des grands propriétaires qui reprochent au président d'être influencé par les organismes internationaux. Ils affirment aussi que ces mesures restrictives seront fatales pour le développement du territoire amazonien et du Brésil tout entier. Dans les sphères du pouvoir, de l'argent et de la politique, on se bat autour de l'Amazonie à coup de décrets, de compromissions et de luttes d'influence. Sur le « terrain », à Xapuri, ce sont les armes qui parlent, et « Chico » a payé de sa vie le combat qu'il menait.

D. H.-G.

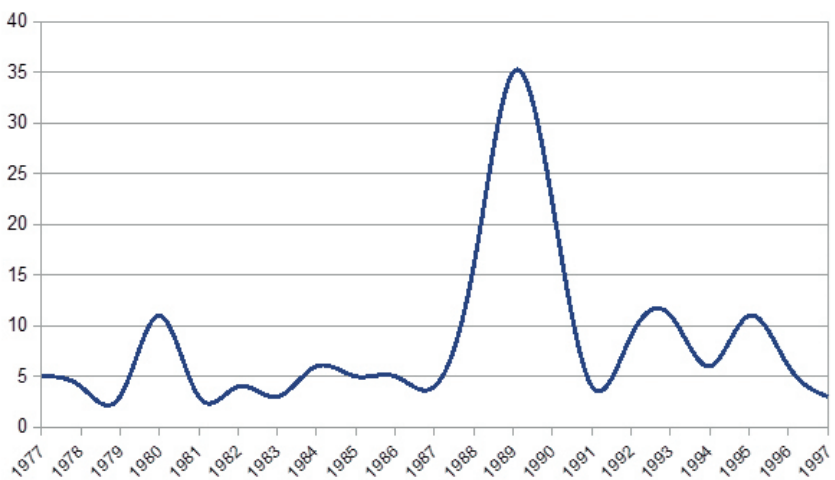
(1) *Le Monde* des 25, 26 et 27 décembre.

L 11 3 1957. Strictement réservé à usage privé.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07 — Téléphone : (1) 42.61.50.10 poste 493

Avec un petit groupe de conseillers de ce même CNS, ils créent les moyens légaux et institutionnels pour établir ces réserves. Chico Mendes voyage alors à Washington et à Miami, aux États-Unis, sur invitation de deux organisations non-gouvernementales réputées, la Environmental Defense et la National Wildlife Federation. Sa mission était de donner son avis circonstanciel sur un prêt de la Banque Interaméricaine de Développement destiné à la construction d'une nouvelle route dans l'État du Acre. Cette route allait provoquer une répétition du processus de marginalisation sociale et de perte de la couverture forestière, à moins que le projet soit reformulé sur de nouvelles bases, protégeant la forêt et ses habitants. Le prêt a été interrompu pendant un moment et renégocié, avec sa participation. Chico Mendes gagne alors deux prix écologiques internationaux.

Graphique 4: Nombre total d'articles par année (1977-1997)



Source: Centre d'information et de documentation internationale contemporaine - CIDIC, La Documentation Française

En 1988, Chico Mendes initie celle qui sera sa dernière bataille. Il conduit le Syndicat Paysan de Xapuri dans un effort d'arrêter la déforestation d'une zone que les collecteurs de caoutchouc voulaient transformer en une réserve extractiviste. Le "fazendeiro" qui réalisait cette déforestation répondait par le nom de Darly Alves. Les tapeurs ont réussi à stopper les intentions de ce dernier et fondèrent leur réserve forestière. Chico Mendes cherche à procurer auprès de la Justice un mandat d'arrêt contre Darly, qui est accusé de meurtre dans un autre État. Il envoie des documents incriminant Darly à la police fédérale du Acre, mais elle ne l'arrête pas même s'il répète publiquement à maintes fois qu'il finira par tuer Chico Mendes. Le 22 décembre 1988, le fils de Darly Alves tue Chico Mendes dans le jardin de sa maison à Xapuri, devant ses fils.

Chico Mendes était un personnage *sui generis* dans le sens que, contre la pesante tradition de violence contre les petits producteurs, il a cru aux valeurs de l'action collective pour atteindre la justice sociale et le respect aux droits des peuples de la forêt, tout en prônant la non-violence. Il estimait ces idées suffisamment fortes pour en mourir, dans une lutte contre des forces inégales et apparemment sans espérance.

À partir du moment où Chico Mendes est devenu connu de la presse mondiale à travers des réseaux des groupes écologistes, l'histoire de sa mort a parcouru rapidement le monde. Et pour la première fois, après environ 1500 assassinats résultants des conflits territoriaux en Amazonie brésilienne, ces assassins ont été jugés, condamnés et placés en prison. La terre et la forêt dans laquelle Chico Mendes a vécu et est mort, est aujourd'hui la Réserve Chico Mendes, l'une des quarante et une qui ont été créées à ce jour.

Parmi les conséquences de son activité, nous avons une démonstration que les peuples de la forêt jouent un rôle vital dans le cadre des problèmes

environnementaux. Apporter des bénéfices à ces populations est aujourd'hui une question de politique publique, étant donné que, restant sur place, elles ont des raisons sociales et économiques suffisantes pour préserver la nature et prévenir la déforestation.

Conclusion

Cette courte étude menée à partir de la lecture des articles qui forment son corpus, ainsi que des travaux publiés par des universitaires français, britanniques et amazoniens spécialistes de l'opinion publique et de la question amazonienne, ne prétend pas à l'exhaustivité.

De façon générale, tout en essayant de répondre aux questions initiales, on peut affirmer que le rôle gagné par l'Amazonie en tant que symbole politique, est en étroite relation avec des facteurs extérieurs à elle-même. La préoccupation de l'opinion publique est vraisemblablement avec les agendas du bien-vivre, c'est à dire, qui gardent une relation intime avec la préservation de la nature, la santé, le bien-être, mais aussi avec l'avenir et le principe de précaution. Ce sont des agendas indépendants de la couverture de la presse et l'Amazonie est devenue un symbole social, pas un produit de consommation. Du moins, on n'a pas trouvé dans les articles consultés l'amplitude des débats qui se sont développés autour de la question politique et environnementale.

Sans doute, nous pouvons indiquer qu'il y a eu des changements dans la forme d'écrire sur l'Amazonie en vingt ans. Certainement, il y aura toujours du mystérieux et une vision de l'exotique quand on fait référence à cette région de grandes forêts. Néanmoins, la presse, après l'assassinat de Chico Mendes, a été prise par un réalisme discursif qui indique un changement de perspective, comme si accompagnée d'une perte d'ingénuité. Sans doute il y a eu un revirement, qui n'était pas nécessairement originaire des organes de presse. Au contraire, nous pouvons penser à un mouvement socio-environnemental réflexif.

Des questions économiques, qui ont été largement diffusées lors de la mise en place des grands projets de développement, sont moins présentes depuis l'assassinat de Chico Mendes, comme si l'écologie avait fait sa place. Cela se caractérise par un éloignement de l'univers officiel, ce qui rapproche de la perspective des organismes et des institutions au niveau local. Ce fut un glissement qui a marqué la couverture réalisée par la presse européenne de la fin du XXe siècle sur l'Amazonie, lui donnant un visage plus humanisé, sous le contexte d'un changement culturel des sociétés en évolution dans leurs relations avec l'environnement planétaire, que nous partageons tous.

ARPIN Stéphane, "Pourquoi les médias n'en parlent pas?". L'occurrence à l'épreuve du sens commun journalistique et des processus de médiatisation». *Réseaux*, 2010/1 (No 159), p. 219-247. DOI: 10.3917/res.159.0219. URL: https://www.cairn.info/revue-reseaux-2010-1-page-219.htm

BALLE, (Francis). *Médias et sociétés: Edition, Presse, Cinéma, Radio, Télévision, Internet*. Paris, LGDJ, 2013, 869 p.

BERRY, (David) et THEOBALD, (John), eds. *Radical Mass Media Criticism.* Londres, Black Rose Books, 2005.

BÉRUT, (Benjamin). "Le récit de la guerre d'Irak dans les 20 heures de France 2: approche anthropologique des narrations médiatiques". *Quaderni*, no. 74, 2011, pp. 61 à 72.

BOUGNOUX, Daniel. *La Crise de la représentation*, Paris, La Découverte, 2006.

CASTRO, Edna et PINTO, Renan. *Decolonialidade e sociologia na América Latina.* Belem: Éditions du NAEA, 2018.

CASTRO, Carlos Potiara. "Interligando pobreza e meio ambiente: abordagens comunitárias participativas, jogos de informação imperfeita e a Convenção sobre Diversidade Biológica". *Meridiano 47 – Journal of Global Studies*, vol. 18, 2017.

CASTRO, Carlos Potiara. *O encontro de Apolo com a floresta: ciencias sociais, ocidentalização do mundo e Amazonia*. Campinas, Universidade Estadual de Campinas, 2008, 218 p., Thèse de Doctorat.

CASTRO, Carlos Potiara. "Plantio de Grãos em Áreas de Fronteira, Ação Antrópica e Desmatamento. Estudo do Processo de Incorporação ao Mercado Nacional de Novas Terras da Amazônia". In: Jacobi, Pedro and Ferreira, Lúcia (Orgs.). *Diálogos em ambiente e sociedade no Brasil*. São Paulo, Anna Blume, 2006, pp. 105-121.

CASTRO, Carlos Potiara. "Seria a Amazônia uma colônia do Brasil? Ocidente interior, duplo vínculo e governança autônoma". *Revista Crítica e Sociedade*, vol. 4, no. 2, 2014.

CASTRO, Carlos Potiara. "Uma Perspectiva Latino-Americana sobre os Estudos Amazônicos". In: FERREIRA, Leila da Costa. *A Questão Ambiental na América Latina*. São Paulo: Editora Unicamp, 2011.

CASTRO, Carlos Potiara. "Comunicação assimétrica, justiça ambiental e o Protocolo de Consulta Munduruku". In: Geraldes, Elen et al. Resistências e Inovações : Políticas de Comunicação em tempos de crise, Brasíia, FAC Livros - Universidade de Brasília, 2019.

CASTRO, Carlos Potiara et FERREIRA, Leila. "Pensamento norte-americano e processo de incorporação da temática ambiental nas ciências sociais". *Revista de Pesquisa e Estudos sobre as Américas*, Vol. 7 No. 2, 2013.

CASTRO, Carlos Potiara. "Hidrelétricas e a geopolítica das energias renováveis na Amazônia". *Ambiente & Sociedade,*vol. 24, 2021.

CASTRO, Carlos Potiara. "O Príncipe e seu Tradutor: Estado, Comunicação e Ambientalismo na Europa". *Teoria & Pesquisa: Revista de Ciência Política,* vol. 7, n. 2, pp. 145-170, 2008.

CASTRO, Carlos Potiara, CASTRO, Edna e MONTEIRO, Raimunda. "Atores sociais na fronteira mais avançada do Pará: São Félix do Xingu e a Terra do Meio". *Papers do Naea,* n. 180, 2004.

CHAMPAGNE (Patrick). *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*. Paris, Editions de Minuit, 2015, 311 p.

CANS, Roger. "Tucurui, l'hydre de l'Amazonie". *Le Monde*, 11 novembre 1984.

CHOMSKY, Noam. *Necessary illusions: thought control in democratic societies*. Londres, Pluto Press, 2013, 432 p.

DE CERTEAU, (Michel). *L'écriture de l'histoire*. Paris, Gallimard, 1975.

DELPORTE, Christian, BLANDIN, Claire et ROBINET, François. *Histoire de la presse en France XXe-XXIe siècles*. Paris, Armand Colin, 352 p, 2016.

DICKASON, Renée. "La BBC, imperméable à la propagande? De la guerre des Malouines aux guerres du Moyen-Orient", in: *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, No. 80, Oct. - Dec., 2003.

ECO (Umberto). *Les limites de l'interprétation*. Paris, Le livre de poche, 1994.

ELDRIDGE, John (Ed.). *Glasgow Media University Group: Getting the Message. News, Truth and Power*. Londres, Routledge, 1993, 358 p.

_____. "The work of the Glasgow Media Group: an insider's story". in BERRY, (David) et THEOBALD, (John), (Eds). *Radical mass media criticism: a cultural genealogy*. Londres, Black Rose Books, 2006.

FERRO (Marc) et PLANCHAIS, (Jean). Les Médias et l'histoire : *Le Poids du passé dans le chaos de l'actualité*. Paris, Éditions CFPJ, 1997.

FERRO (Marc). "Images de guerre". *Le Monde*, 9-10 février 1990. Supplément "Médias".

FRASER, Nancy., "Repenser l'espace public: une contribution à la critique de la démocratie réellement existante", In: RENAULT, Emmanuel et SINTOMER, Yves. *Où en est la théorie critique*? Paris: La Découverte, 2003.

GAÏTI, Brigitte (2007). "L›opinion publique dans l›histoire politique: impasses et bifurcations". *Le Mouvement Social*, n° 221, 2007pp. 95 à 104

GARÇON, Jost. "Amazone : les Vandales multinationaux". *Libération*, 20 Octobre, 1980.

GEFFRAY, (Christian). *Chroniques de la servitude en Amazonie brésilienne*. Paris, Karthala, 1995.

GUILLAUMET, Jean-Louis, LAQUES, Anne-Elisabeth, LÉNA, Philippe, DE ROBERT, Pascale. *La spatialisation de la biodiversité: Pour la gestion durable des territoires*. Paris, Éditions de l´ Institut de recherche pour le développement, 2009.

HABERMAS, Jürgen. "Il faut sauver la presse de qualité". *Le Monde, 21 mai 2007.*

_____. *L'espace public: archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Paris, Payot, 1988.

INSTITUT SYNTHÈSE. *BarOsud: l'image du Tiers Monde dans les médias.* Paris, La Documentation Française/Ministère de la coopération et du développement, 1992.

LAVILLE, Camille. *Les transformations du journalisme de 1945 à 2010. Le cas des correspondants étrangers de l'AFP.* Paris, De Boeck Supérieur et INA Éditions, 2015.

LIPIETZ, (Alain). "Questions sur les biens communs". *Esprit,* janvier 2010.

_____. "L'Amazonie, mythe français". *Esprit*, janvier 1991,p.37-46.

LITS, Marc. "L›espace public: concept fondateur de la communication", *Hermès, La Revue*, n. 70, 2014.

KNIGHT, Patrick. "The glittering jewel in green hell". *The Times,* 8 Mars, 1980.

MCCOMBS, Maxwell. *Setting the Agenda: Mass Media and Public Opinion.* Boston: Polity Press, 2014.

MARIN, (Louis). *Le récit est un piège*. Paris, Editions de Minuit, 1978.

MIÈGE, Bernard., *L'Espace public contemporain. Approche communicationnelle.* Grenoble: Presses universitaires de Grenoble, 2010.

MARTIN, Christian. "L'Amazonie, la peur de l'agent orange". *Libération*, 18 décembre 1983.

MONBEIG, Pierre. "L'Amazonie, du grandiose au possible". *Le Monde*, 9 Octobre, 1978.

NOGUEIRA, Juliana et CASTRO, Carlos Potiara "Internet, Democracy and Governmental Communication: Content Analysis of the Presidency of the Republic Portal Brasil Facebook Page". *Revista de Estudos da Comunicação*, Vol. 15, No. 37, 2014.

NASCIMENTO, Durbens. *Relações Internacionais e Defesa na Amazônia*. Belém: Éditions du NAEA, 2008.

PHILO, Greg (Ed.) *Message received: the Glasgow Media Group research*. Londres, Longman, 1999.

QUÉRÉ, (Louis). "Entre fait et sens, la dualité de l'événement", *Réseaux*, vol. no 139, no. 5, 2006.

_____. *Des miroirs équivoques. Aux origines de la communication moderne*. Paris, Editions Aubier Montaigne, *série* Babel, 1982.

RIMBERT, Pierre. "Critique des médias, vingt and après". *Le Monde Diplomatique*, Décembre 2016.

SAYAGO, Doris *et. al.* L'Amazonie: Un demi-siècle après la colonisation. Paris, Editions Quæ, 2010.

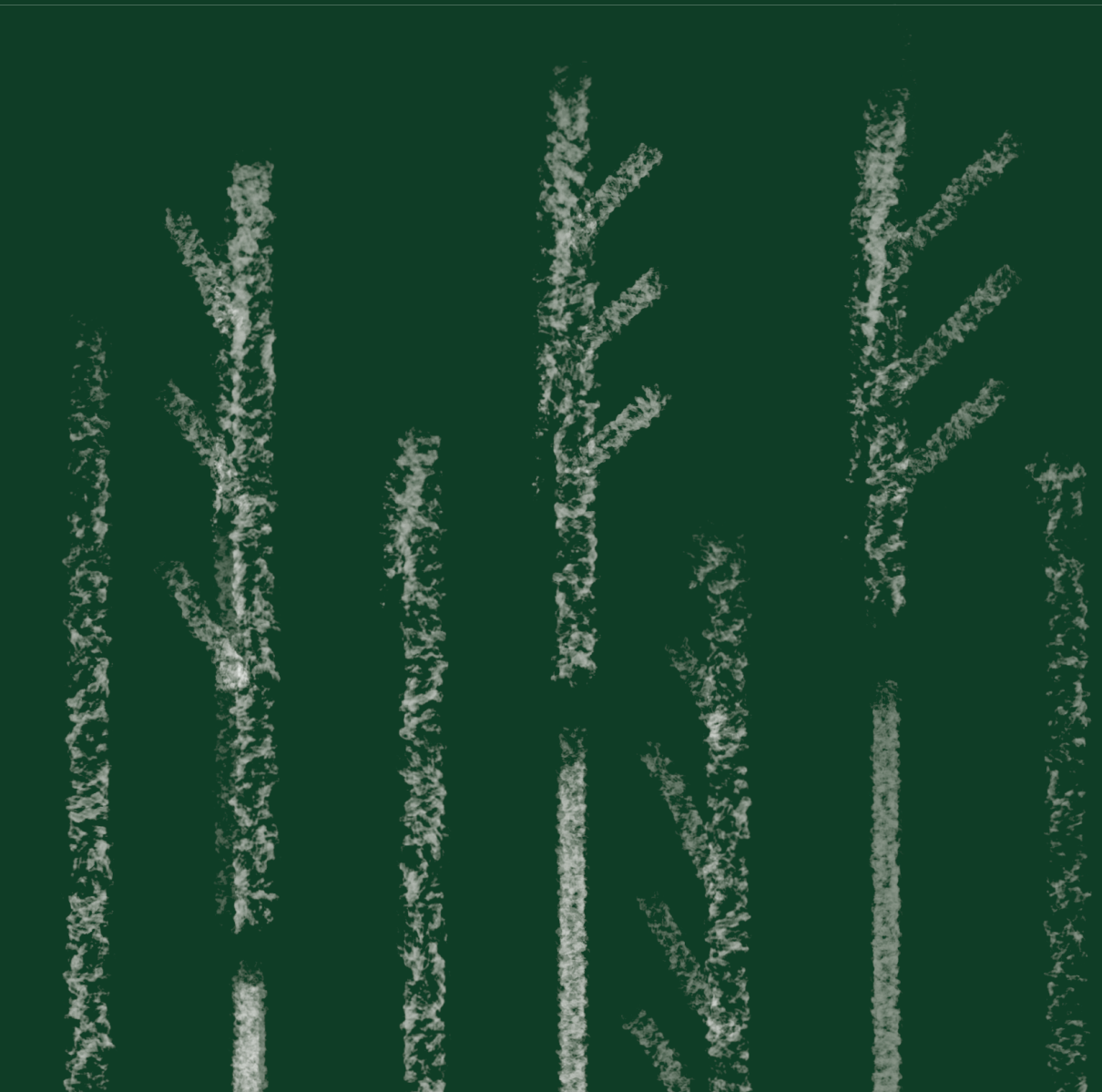
VÉRON, (Eliséo). La *Sémiosis sociale. Fragments d'une théorie de la discursivité.* Paris, Presses Universitaires de Vincennes, 1987.

WOLTON, (Dominique). *Eloge du grand public.* Paris, Flammarion, 2011.

WRIGHT MILLS, (C.). *Power, Politics and People*. Oxford, Oxford University Press, 1963.

ZANONI, Magda Maria. "Nature et développement écologique et luttes sociales au Brésil". *L'Homme et la Société*, No. 2, 1989.

ANNEXES



Annexe 1: Jungle History, or how the west is being won

the Times
11 mars 78

Jungle story, or how the west is being won

by Patrick Knight

They will be making dramatic films showing the opening up of Amazonia in a few years' time. All the ingredients are there: Indians fighting for survival, valuable minerals, land won at great sacrifice, then lost again.

Great forests are being destroyed, wild life wiped out. There is violence and treachery. What is happening as Brazil's frontiers are pushed back must resemble the United States west a century ago. Armies of people are flowing to the region in what has become the biggest immigration in Brazil's history.

Some have been uprooted by force, others are in search of a better life. For a tiny minority, the adventure is successful; for many more, the journey in search of fortune turns into disaster. Because Brazil's new lands often turn out to be disease-ridden traps there are many snares for the weak and unwary; it is a ruthless survival of the fittest, and the gun rules. There is no safety net for those who trip.

During the previous government of General Emilio Médici, between 1969 and 1974, it was decided to open up the empty lands of the Amazon jungle. This vast area, drained by the largest river in the world, forms more than half of Brazil

But so far it produces only 5 per cent of gnp and 8 per cent of Brazil's 110 million live there. Médici's government was preoccupied with the potential powder keg of Brazil's poorest region, the north-east. A third of Brazilians still live there, and it is still desperately poor.

Only a minority have jobs and a reasonable standard of living. Incomes are about a third of those in São Paulo, half the national average. To try to relieve the pressure there was an important reason for building the Transamazónica road, that great red line on the map which runs from east to west. It was planned for hundreds of thousands, if not millions, of north-easterners to pour west along the Transamazónica to carve out a new life for themselves in the jungle.

In fact, few from the north-east were tempted by the bait. Although poor, the region is socially the most developed part of Brazil. Age-old traditions and a strong family structure hold people there. Many young people emigrate to the cities of the south in search of jobs and fortune, but most do not want to make a permanent new life for themselves. They plan to return, and many do so.

In the rush to get the interior opened and make a lasting mark during his government, great mistakes were made by Médici. Almost no medical or social facilities were set up. Many families were completely wiped out by malaria and other diseases, which gave the whole experiment a bad name.

Although the Transamazónica road was not successful as a safety valve, the cutting of two big roads running south to north has been. Both start in Cuiaba, capital of Mato Grosso state. One runs to the city of Santarém, half way between the two better-known Amazon river-bank cities, Manaus and Belém. The other is the Pórto Velho to Manaus road, which now also continues to the Venezuelan border.

Both were opened about a year ago and tens of thousands of emigrants have flowed along them. They have repeated a phenomenon which occurred with the building of the first great south-north road, the Belém-Brasilia, along which a million settlers now live. Those population movements have come to relieve pressure in the south of the country. More recent immigrants from Europe have been pushed off the lands they were farming by profound changes in agriculture.

The development of soya has pushed up land values by 1,000 per cent. Small farmers have been relentlessly expelled and have faced the choice between the overcrowded cities and Amazonia. Dr Warwick Kerr, director of the Institute for Amazonian Research at Manaus, has stated that if present trends continue, the Amazonian jungle will have ceased to exist in 20 years' time.

Some of the immigrants are being settled by the agricultural reform agency on to defined plots, where soils are known to be fertile. Thousands more just squat wherever they are and they do the same thing: cut down the forest, burn the trees and plant rice.

Amazonia certainly has some fertile parts, but perhaps as little as 4 per cent. These lands, mainly along the river banks, can support a wide range of crops. Experiments have shown that cocoa, coffee, soya and many others can do very well. Yields are high, and there is apparently no great threat to the fragile Amazonian forest. Although in appearance so lush, the jungle consists of trees growing on a thin soil cover and feeding on their own wastes.

When the trees are cut down, the whole area becomes little better than a desert. Rainfall is reduced, as half the water is in permanent cycle between forest, ground and clouds. As a result, temperatures rise, while rivers flood more in the rainy season. The previous government also decided to encourage rapid development by allowing companies to cut their tax bill, and receive cash incentives as well if they used their profits to clear Amazonia.

Many firms took the bait without thinking about it much, and set aside vast tracts of land for cattle-raising to qualify for their cash. Almost invariably, the results have been disastrous. Erosion has removed the fertile cover, land has been compacted by cattle, and has often ceased to yield.

Far away from a large market, transport costs make the meat produced very expensive. Apart from the threat to the ecology of Amazonia, and the long-term effect of the disappearance of so much forest on the world's temperature and rainfall which has yet to be accurately computed, there are other serious side effects.

Loaded lorries jolt their way north through mud and dust, piled high with all the worldly possessions of families of blond, blue-eyed settlers from Paraná and Rio Grande do Sul. But they are now meeting similar lorry loads returning south. Often destitute, racked by disease, frequently maimed during the tough clearance of the forest, having lost money, hope, health, and sometimes lives in the unequal struggle against the jungle.

In many cases these families are bringing back diseases which have been almost eradicated in the south. Malaria, bilharzia, Chagas' disease, tuberculosis, all occurring again, threatening the overcrowded cities of São Paulo and Rio de Janeiro. A tremendous price is being paid by tens of thousands of Brazilians, many deluded by the dream of owning a plot of land and becoming rich.

As so often, those who pay the price will not reap the reward. Riches are being found, ground is being cleared but those who will benefit will be the bankers, large-scale farmers and industrialists.

They are already buying land from the defeated settlers, or employing armed gunmen to push the squatters off land cleared with so much effort. The Brazilian Minister of the Interior said two years ago that he would like the Indians to be integrated into Brazilian society as soon as possible, for there to be none left in 20 years time. If the Brazilians with whom the Indians were being forcibly integrated so fast were a representative cross section, and had the good qualities of the gentle and generous Brazilian people, integration might not be a bad thing.

When given the choice, most Indians chose the advantages of the twentieth century, to their simple but precarious and limited life. The problem is that they are being integrated, whether they like it or not, into a rough and tough part of society which has no respect for, or patience

THE TIMES

11 MAR 1978

with, their values. As a result, they are being wiped out by disease, as well as sometimes by violence. Their lands are being encroached by the land-hungry for whom a cow or a sack of rice is worth more than a human life.

It is easy to point the finger of blame. Those most responsible for destroying the Amazon jungle, and indirectly killing the Indians, are household names in Europe and North America, with millions of shareholders.

The consumers of the West are also benefiting as food prices are kept down at the expense of the jungle and the Indians. Despite everything, however, it is unlikely that the pessimistic prognostications of the Amazon institute's director will come true.

Emigration to Amazonia is now slowing, as a result of the latest misfortunes. Firms are preferring to pay their taxes to investing there, while the Government is less enthusiastic than it was. It is being realized that Amazonia's most obvious resource, of its high-quality timber, is probably the most valuable one. Reserves have been estimated to be worth $500,000m. Almost every month a new and significant find of some mineral is announced.

First, it has the world's largest reserves of high-grade iron ore, then bauxite, tin, now uranium, diamonds, coal, and most recently gold, perhaps even $30,000m worth. Agriculture will have a place, but only very gradually.

Experiments have shown that to tamper with the jungle's balance is perilous. A acre of forest containing hundreds of varieties of trees is often replaced by a plantation of rubber, pepper, cocoa, palm oil or eucalyptus, or used to produce 25 kilos of meat a year. But none of these trials has worked out as planned. Nature cannot be defeated in Amazonia, only taken as an ally.

Annexe 2: L'Amazonie, du grandiose au possible

C/U

LE MONDE

- 9 OCT. 1978

UN CONTINENT

L'AMAZONIE : du grandiose au possible

De plus en plus de Brésiliens, d'Européens et de Nord-Américains fortunés vont faire une croisière sur le fleuve Amazone. Les Français profitent de l'escale d'Air France à Manaus pour découvrir la forêt équatoriale. L'Amazonie terre de tourisme ? A-t-elle tant changé ?

L'Amazonie *légale* — cet espace à l'intérieur duquel l'Etat brésilien applique une forme de politique volontaire — couvre plus de la moitié de la superficie du territoire national. Mais elle n'est habitée, au plus, que par 7 % de la population. Ce désert humain ne contribue que pour une faible part au revenu national.

Il est d'usage d'attribuer aux conditions naturelles la responsabilité du retard amazonien : le milieu équatorial avec sa chaleur, ses pluies, ses sols médiocres, sa fragile forêt dense, le risque annuel des inondations dans une plaine infinie, le cortège des germes pathogènes inhérent à un tel environnement — autant de causes généralement avancées pour expliquer la précarité de la condition humaine dans ces parages.

Or, si, avec Pierre Gourou, on compare le « bilan » amazonien à celui d'ensembles régionaux analogues — au bassin congolais par exemple — on voit qu'il n'est pas défavorable.

Pour des raisons évidentes de sécurité et de commodité, les Portugais s'installèrent sur les levées latérales du fleuve ou des affluents, les « *varzeas* », qui ne sont entièrement submergées que lors de crues catastrophiques. La vie de relation s'est organisée en fonction de la navigation, avec la ramification inextricable des voies fluviales. Les découvreurs n'ont donc guère connu que le domaine aquatique et la plaine alluviale. En fait, ils n'ont occupé qu'une faible partie de l'espace.

En réalité, l'Amazonie est, pour l'essentiel, continentale, et la *terra firme* est un domaine de collines et de hauts plateaux.

A la différence d'autres contrées dont les milieux naturels sont analogues, l'Amazonie n'a jamais vu naître une authentique civilisation rurale. Ses premiers habitants, les Indiens, avaient su, comme ailleurs, pratiquer une culture sur brûlis ingénieuse, mais aux surfaces et aux rendements limités. Ils vivaient davantage de la cueillette, de la chasse et de la pêche. L'arrivée des découvreurs mit en marche un inexorable processus de destruction des Indiens : ethnocide qui dure depuis le seizième siècle et touche, aujourd'hui, à son triste terme. Les gouvernements de Lisbonne, puis de Rio, n'ont pas eu une politique de peuplement continue et raisonnée.

Entre 1880 et 1912, le monde amazonien a connu la fièvre du caoutchouc. Le fameux théâtre de Manaus témoigne de la richesse des bourgeois commerçants des villes. La fin du cycle de l'hévéa (1) laissait une population accrue par l'immigration de Portugais et de gens venus de l'Etat du Ceara. Tous étaient dans un état lamentable.

Les grandes villes, Belém et Manaus avaient été embellies. Leurs élites, souvent raffinées, avaient pris le goût du gain facile, sans acquérir celui de l'initiative. Au milieu du vingtième siècle, et en dépit de l'avion, l'Amazonie lointaine restait dans l'isolement. Au Brésil comme ailleurs, l'image « enfer vert » s'était substituée aux rêves de l'El Dorado. Si des écrivains brésiliens, comme Euclydes da Cunha, se complaisaient parfois à décrire la majesté de ses paysages, évoquant ses potentialités naturelles, les citadins de Rio, Sao-Paulo ou Belo-Horizonte avaient d'autres soucis que d'éveiller l'Amazonie.

Les militaires, devenus les maîtres de l'Etat en 1964, découvrirent et exploitèrent le thème. De 1964 à 1970 furent définis les programmes d'action, mis en place des organismes spécialisés et déclenchées des opérations.

La préoccupation amazonienne est, du reste, une constante au Brésil — depuis la colonie jusqu'à Getulio Vargas, en passant par l'empire et les débuts de la République. Le souci primordial avait d'abord été de pousser le plus loin possible le domaine lusitanien et de contenir celui des Espagnols. Ensuite ce fut, avec la diplomatie du baron de Rio Branco, au début de ce siècle, l'extension des frontières sur les marges des Guyanes et l'acquisition du territoire de l'Acre aux dépens de la Bolivie, en plein boom du caoutchouc. Pourtant, en même temps, la pénétration étrangère s'affirmait avec l'internationalisation de la navigation amazonienne, la place prise par les Anglais dans les transports fluviaux, et le contrôle du commerce extérieur opéré par les maisons étrangères — d'où le désir d'affirmer la souveraineté nationale.

En 1950, à Manaus, le président Vargas avait proclamé l'urgence d'intégrer l'Amazonie à la communauté nationale. La fondation de Brasilia par Jusselino Kubitschek, sa décision d'ouvrir une route sud-nord depuis la nouvelle capitale fédérale jusqu'à Belém, répondaient au même dessein : « *Integrar para não entregar* » (intégrer pour ne pas abandonner) devint le grand slogan national. L'acquisition d'énormes terrains par des particuliers et par des sociétés nord-américaines avait éveillé la sensibilité populaire. Les théories géo-politiques du général Golbery do Couto e Silva — reprenant des thèmes jadis cultivés en Allemagne — conféraient à l'espace amazonien une valeur nouvelle. La « *sécurité nationale* », pièce maîtresse de l'idéologie de régime, voulait que soit mis fin à l'isolement du nord du pays.

Il ne s'agissait pas seulement de garantir des frontières longues et vides d'hommes, mais de mieux occuper l'ensemble amazonien, en augmentant son peuplement et en activant la mise en valeur de ses potentialités naturelles.

A partir de 1970, avec la présidence du général Medici, une nouvelle grande idée se fit jour : une puissante migration vers l'Amazonie soulagerait de leur trop-plein démographique les Etats du Nordeste, ainsi que ceux du Sud. Une sécheresse catastrophique avait accru la misère des Nordestinos, auxquels, à défaut d'une réforme agraire, on proposait des terres dans la grande forêt du Parana, dans le Rio-Grande-do-Sul, et même à Sao-Paulo, la mécanisation de l'agriculture, le recul du café et la concentration foncière rejetaient vers des métropoles déjà démesurées des ouvriers agricoles et des petits propriétaires, qui pourraient mieux trouver leur salut dans la colonisation amazonienne. Facteurs événementiels, aspirations idéologiques et traditions diplomatiques ; tout conspirait à faire de l'Amazonie le nouvel Eden.

A défaut de pouvoir dresser un bilan, hasardeux de ces plans, on peut indiquer quelques-uns des changements, réels ou apparents, qu'ils ont introduits en Amazonie.

Ce qui saute aux yeux, pour qui regarde une carte, c'est la construction des routes : percée de la Transamazonienne est-ouest, ouverture des axes nord-sud. Ce sont comme des leviers qui auraient fait sauter la serrure. Camions, autocars luxueux où déglingués, voitures de tourisme, avalent des milliers de kilomètres, aisément, sur l'asphalte, plus difficilement ailleurs, au risque d'être stoppés par les pluies.

L'Institut de colonisation et de réforme agraire (INCRA) a reçu mission, vers 1966, de procéder à la colonisation des terres vierges. Il intervint en Rondonia et en bordure de la Transamazonienne, avec des résultats inégaux. A son actif, l'encouragement aux plantations arbustives (cacao, café, hévéas) et à la canne à sucre. Moins heureux fut le manque de dispositions prises pour en assurer sérieusement la commercialisation.

Les critiques ont été nombreuses et pas tellement différentes de celles exprimées, cent ans plus tôt, à l'époque du café. L'intervention de l'Etat heurte toujours les traditions et les intérêts des *fazendeiros*. On a dénoncé l'archaïsme technique de la petite colonisation. On lui a reproché d'accaparer la terre et l'aide gouvernementale pour les cultures vivrières au détriment de l'élevage — qui aurait pu être si fructueux pour la balance commerciale.

Comme les promoteurs de l'opération avaient hâte de présenter à l'opinion des résultats spectaculaires, ils délaissèrent l'INCRA et cédèrent aux pressions des groupes privés. *Fazendeiros* du Brésil central, industriels et banquiers des grands centres économiques, sociétés brésiliennes, étrangères et multinationales furent saisis d'une frénésie amazonienne.

Un développement par pôles

Les nouveaux propriétaires ont des représentants sur place et les conflits sont fréquents, avec les petits colons déjà installés. Ceux-ci avaient défriché et commencé de cultiver une terre apparemment sans maître : ils savaient que l'usage était d'accorder au possesseur du sol (*posseiro*) la possibilité d'en devenir propriétaire. Les nouveaux arrivants leur laissent le choix : passer à leur service, mais avec quel salaire ! ou déguerpir. Ces affrontements sont classiques au Brésil. Ils se terminent souvent dans le sang. Parfois dans la guérilla.

Avec la présidence du général Geisel, il y a eu un net déclin de la colonisation officielle. Dorénavant, la stratégie amazonienne s'appuie sur une quinzaine de régions-pôles, réparties selon les possibilités du milieu naturel. A la politique de mise en valeur agro-pastorale liée à l'ouverture des routes s'est ainsi substituée une perspective de développement ponctuel. Chaque pôle a sa vocation : forestière, agricole, pastorale, mais aussi touristique, minière ou industrielle. Un exemple de pôle projeté est celui de la Serra dos Carajas. Riche de milliards de tonnes d'un excellent minerai de fer, il serait associé à une centrale hydro-électrique à construire sur le fleuve Tocantins,

LE MONDE
- 9 OCT. 1978

et à un pôle de métallurgie lourde installé sur l'Atlantique, près de Sao-Luiz-do-Maranhao. Mais la crise du pétrole a calmé l'ardeur des investisseurs et retardé le démarrage des projets.

La population de l'Amazonie légale s'est sans doute accrue de deux millions d'habitants en dix ans : croissance naturelle et immigrations confondues. Les gains les plus forts se localisent dans les régions périphériques du Sud. Ils prolongent les tendances antérieures aux décisions politiques consécutives à 1964. Les villes, quelles que soient leurs dimensions, ont connu un développement remarquable : Belem dépasse le million d'habitants et Manaus s'en approche. Cette croissance s'explique par le gonflement du secteur tertiaire, public et privé. Il est dû aussi à l'exode des paysans, chassés de leurs terres ou séduits par la publicité. Mais les besoins de main-d'œuvre des quelques industries nouvelles n'absorbent pas tous les immigrants. La création d'une zone franche à Manaus a surtout attiré des ateliers de montage employant une main-d'œuvre féminine.

La composition de la population a changé. On doit, hélas, considérer que le stock indien est en voie de disparition accélérée.

Le milieu naturel amazonien sort-il gravement endommagé de ces dix fiévreuses années ? On comprend l'inquiétude devant le pitoyable spectacle d'une forêt brûlée. On s'inquiète de savoir que, souvent, il n'y aura pas de repousse, et que les tristes pâturages font venir des bêtes médiocres. Mais, à l'échelle de l'Amazonie, les dégâts sont encore limités. L'avenir dépendra de la capacité des responsables à tirer les conclusions pratiques des progrès de la connaissance scientifique. Aux ambitions grandioses, le souci des lendemains devrait faire préférer des expériences modestes.

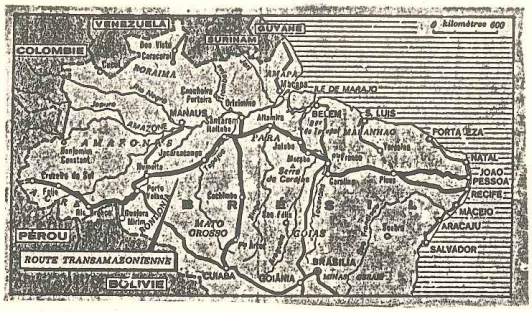
L'Amazonie, naguère à l'écart du pays, y a été pratiquement intégrée, économiquement et diplomatiquement. La sécurité des frontières est mieux assurée. En même temps, le Brésil a ébauché une collaboration avec ses voisins. Le traité de coopération amazonienne conclu l'été dernier sous l'égide de Brasilia est-il le point de départ pour un autre bond en avant ?

PIERRE MONBEIG,
directeur de recherches au C.N.R.S.

(1) Due à l'exploitation d'hévéas produits en plantations, notamment en Asie du Sud-Est (N.D.L.R.).

LE MONDE

- 9 OCT. 1978



Annexe 3: Destroying the world's lung".

ERIC NEPOMUCENO reports on how the Amazon jungle has become international big business

THE GUARDIAN

12 MARS 1979

Destroying the world's lung

WHAT PRICE 3,200,000 square kilometres of Amazon jungle?—lyrically called "the world's lung." It is not simply a question of trees: 20 per cent of the world's water drains into the sea from rivers that run through the Amazon rain forest and beneath the jungle lie iron, tin, gold, bauxite and uranium reserves. Exactly how much is still a matter for speculation, but estimates claim the reserves are "very important."

At present, the trees are the first target of negotiations between the Brazilian authorities and foreign timber companies eager to exploit the wealth of the Amazon. In 15 years, the Brazilian Government has accumulated a foreign debt which now passes $40,000m. It makes no secret of its intention to transform the Amazonian forest into a new source of income. But while professional soldiers are deciding this year the most rapid and efficient way of putting the forest up for sale, Brazilians sit by, impotent.

Plunder

The idea of transforming the Amazon forest into a lucrative business is not new. The systematic plunder of the region has been going on for at least 10 years with the silent complicity of the Government. The official outline of the present project was put up a few weeks ago, but the retiring President, General Ernesto Geisel, preferred to bequeath the task of implementing the scheme to his successor, General Joao Batista Figueredo. There is no doubt that the forest will vanish—the discussion centres only on the most effective and lucrative way of bringing about its destruction.

One way would be to lift the prohibition on the export of raw timber. In 1973, when European harbours were jammed with logs, the Brazilian Government forbade the export of timber, and although export is still forbidden, several large timber enterprises have settled in the region over the past few years.

Georgia Pacific, Bruynzeel, Toyomenka are among the companies that set up plants in the Amazon without introducing any new technology. They fell timber within range of their plants in the same outdated and ruthlessly exploitative manner of centuries ago. Already some varieties of wood may be running out, but this has not resulted in reafforestation. On the contrary, Georgia Pacific, the largest American timber company, working in Para State, does not seem interested in any long-term investment of this kind.

Minimal investment in the form of sawmills to cut the timber before export is essential; otherwise the use of local labour, at minimal wages, keeps costs down. The native *cabloco* penetrates the jungle to fell the trees floats them down-river to the saw mill and on to the port, all for a wage that is scarcely enough to get him back home.

To reintroduce unlimited export would put the international timber companies in a powerful position, enabling them to control world prices on the commodity market. More, it will give them unlimited title to destroy, without replacement, even more of the earth's dwindling forests.

When Brazil prohibited timber exports six years ago, other countries, such as Malaysia, did the same. However, Malaysia continued to export timber to Japan and Singapore. Now, just 15 years before the predicted date for the exhaustion of its reserves, Malaysia has attempted to enforce a prohibition of exports. In all likelihood the measure is too late to safeguard its eight million hectares of threatened forest.

The global pattern of forest-product use and distribution mirrors the pattern of economic wealth and development. Each year the average American consumes about as much wood — one cubic metre— in the form of paper as the average resident in many Third World countries burns as cooking fuel, according to the Food and Agriculture Organisation.

FAO projections, based on expected rises in income and population, indicate that worldwide consumption of wood for all purposes will grow from 2.5 billion cubic metres in 1976 to 4 billion cubic metres in 1994.

Commercial wood demand is rising fast in less developed countries, most of which combine rapid population growth and relatively high economic growth rates with low current levels of industrial wood consumption.

Concerned

By the end of the century, however, the per capita amount of potentially exploitable timber will be nearly halved if the current deforestation rate is maintained, if existing population projections materialise, and if the worldwide tree-planting effort is not pushed far above its current level. Many developed countries are concerned about future timber supplies, so far largely provided by the forests of South-east Asia. Continuity of supplies now seems threatened by a combination of political, economic, and ecological factors.

The Amazon is the new hunting ground. Japan appears to be the country most interested in conquering the Amazon. The Japanese company Eida has succeeded in persuading the Brazilian Government to conclude a "technical cooperation treaty" with the Japan International Cooperation Agency (JICA), to finance a "forest project." The project has been approved by the World Bank with a loan of $6m. to establish four sawmills on the Amazon. JICA will provide the technology of forest exploitation, based on the model which has already been used in denuding parts of South-east Asia. If the experiment is a commercial success, Japan seems all set to leap across from the exhausted forests of Malaysia to the virgin jungles of the Amazon.

The cost in human terms of the expropriation of the Amazon does not seem to be part of Government's calculations. Already the inhabitants of the jungle are paying a high price as their territory is plundered and small landowners chased off their land by hired "pistol gangs" who count on the authorities turning a blind eye to their activities. The Amazonian Indian tribes are the worst affected. While the Government insists on its statutory Indian Defence Policy, the Indians' reserves are devastated, thousands die and many are killed. Those that remain, their culture destroyed, are degraded and demoralised by their contact with the civilised world.

But the fate of the Indians is another story. Just now the pressing need is to find the best way of turning the jungle into ready cash. After 15 years of authoritarian government, disastrous administration and a deteriorating economy, the professional soldiers are in a hurry. There is not much left to be fed to the voracious mouth of the external debt. Why not feed in the jungle? Get rid of the jungle, and the way is clear for the next step — the exploitation of minerals below the soil. Concern for man and his environment never has been a characteristic of the Brazilian Government.

Eric Nepomuceno is a Brazilian who writes for Third World Media.

Annexe 4: L'Amazone: un univers amphibie fermé e infini

LE MONDE
20 AOUT 1979

LES GRANDS FLEUVES

L'Amazone : un univers amphibie fermé et infini...

par
MARCEL NIEDERGANG

LES hommes qui s'accrochent à ses rives immenses et changeantes l'appellent « o rio Mar », le fleuve Mer. Comme l'Océan, l'Amazone n'a pas de commencement et il n'a pas de fin. Sa source, découverte après bien des difficultés et des contestations par Bertrand Flornoy, se situe officiellement dans les Andes péruviennes à 5 050 mètres d'altitude.

Au pied de cette somptueuse cordillère Blanche qui dresse sa barrière glacée et mythique le long des rivages du Pacifique, un ruisselet fragile sort d'un modeste lac de moins de 100 mètres de diamètre, le lac de l'Enfant. Comme l'Orénoque, son voisin américain, dix fois moins puissant mais avec lequel il a tant d'affinités, l'Amazone ressemble d'abord à un torrent sans force dans un décor de printemps du monde. Comme l'Orénoque, la localisation exacte de son cours a donné lieu et donne encore matière à de multiples controverses. Par un caprice exceptionnel de la nature, l'Amazone et l'Orénoque sont en outre reliés directement, et le second contribue à alimenter le gigantesque bassin du premier. Le « bras » du Casiquiare, qui « sort » de l'Orénoque peu avant l'aplomb abrupt du Duida, cette falaise wagnérienne du haut bassin, serpente pendant 300 kilomètres dans la grande forêt équatoriale et se jette dans le rio Negro, l'un des principaux affluents de la rive gauche de l'Amazone (1).

Mais l'Orénoque, affluent « objectif » de l'Amazone, garde au moins son nom depuis les contreforts de la sierra Parima jusqu'à son delta, ayant définitivement évincé — après les interrogations que posaient Jules Verne et Chaffanjon — ses concurrents et affluents, le Guaviare, l'Atabapo ou le Ventuari.

En revanche, l'Amazone, comme fleuve, ne commence nulle part. Il se nourrit de toutes les sources des Andes de Bolivie, du Pérou, de l'Equateur, de Colombie. Au départ, c'est un torrent sans nom qui dévale à moins de 200 kilomètres de la côte du Pacifique les premiers ravins et les premières gorges de la cordillère. Urubamba, Apurimac, Ucayali, Maranon : les rivières farouches qui descendent des hautes terres froides de l'altiplano péruvien se précipitent dans des canyons étroits avant de dérouler leurs méandres boueux dans les premières plaines du bassin sont des morceaux d'Amazone.

Sur des centaines de kilomètres sinueux il y a bien plusieurs Amazones, et le grand fleuve lui-même change encore de nom selon les parcours. Si tout le monde s'accorde aujourd'hui à appeler Amazone le dernier tiers de la voie d'eau, la majeure partie du cours moyen est tantôt Amazone, tantôt Solimoes, et le cours supérieur porte au moins six appellations différentes.

L'ambiguïté n'est pas moins grande à cette frontière indécise et gigantesque où le fleuve commence d'aborder l'océan Atlantique. En l'an 1499, le capitaine espagnol Vicente Yanez Pinzon découvrit avec étonnement une vaste étendue d'eau douce à quelque 160 kilomètres au large des côtes de l'Amérique du Sud. Ayant mis le cap sur le continent et franchi des chenaux entre des multitudes d'îles, il navigua pendant près de 300 kilomètres sur une « mer » d'eau douce dont il estima la largeur à plus de 50 kilomètres : c'était l'un des bras principaux de l'Amazone.

Des déluges d'Apocalypse

A son embouchure, le fleuve déverse le cinquième de toutes les eaux douces du monde et autant d'eau en une seule journée que la Tamise en une année. Cette masse repousse loin au large les eaux salées de l'Atlantique, et l'estuaire n'est en fait qu'un lac de plus de 300 kilomètres de large enserrant d'innombrables îles. Il est difficile de choisir, parmi ces « bras » énormes et parallèles, quel est le « vrai » Amazone. Le Para, l'un des derniers affluents de droite et qui se jette à Belem, au sud de l'île de Marajo, peut aussi bien être considéré comme indépendant par son ampleur et sa puissance, bien que des canaux latéraux l'unissent au géant. C'est d'avion seulement, de Belem à Macapa, capitale du territoire d'Amapa, que l'on peut appréhender cette immensité. L'eau, la terre, la boue, les arbres et les marécages surgissent à travers les brèches des cumulus équatoriaux. Enserrée par les deux bras principaux du fleuve, l'île de Marajo, domaine des troupeaux de buffles galopant en liberté dans les prairies inondées, est aussi étendue que la Belgique...

O rio Mar, le fleuve Océan, est un univers amphibie tout à la fois fermé et infini. Il a des tempêtes, des bourrasques, des gonflements de colère qui, en quelques secondes, noient ses rives dans des déluges d'Apocalypse, des calmes équatoriaux sans le moindre souffle d'air qui font alors ressembler l'imperceptible et mince ligne verte de la grande forêt à une brisure irréelle entre deux immensités : un ciel vide et une eau immuable.

Il a des marées, des mascarets grondants, des tourbillons brunâtres, des bancs de sable qui apparaissent puis disparaissent au rythme éternel des crues, des îles submergées et d'autres qui se forment en quelques heures par l'amoncellement des jacinthes d'eau.

Comme l'Océan, il enferme une faune dont toutes les espèces n'ont pas été recensées. Ses limites ne sont pas fixes. Elles varient selon les mois et les saisons. La ligne de l'équateur coupe son bassin de quelque 7 millions de kilomètres carrés en deux parties à peu près égales. Le rythme et l'abondance des pluies ne sont pas absolument identiques de l'extrême nord à l'extrême sud de ce bassin. Il pleut donc toujours quelque part sur l'Amazonie, et le gonflement monstrueux et alterné des différents affluents fait songer au battement d'un cœur à l'échelle de la Genèse.

Si l'on considère le seul chiffre de la longueur — qui n'a pas encore été déterminée avec exactitude — l'Amazone, avec 6 400 kilomètres, vient au second rang, après le Nil. Mais ses autres caractéristiques lui donnent, sans contexte, le numéro un mondial. Des Andes péruviennes au delta atlantique, il traverse le nord du continent. Sa largeur moyenne dépasse 10 kilomètres à 1 600 kilomètres de son embouchure, et son lit est si profond que des bateaux de tonnage respectable peuvent le remonter sur 3 500 kilomètres. Manaus, capitale de l'Amazonie brésilienne, a des allures de port de mer, mais le spectacle du fleuve à Iquitos, port péruvien, n'est pas moins impressionnant qu'à Santarem, après le confluent avec le Tapajos, l'un des affluents-rois. Le rio Negro, qui descend du nord, et la Madeira, issue des hauts plateaux brésiliens, ont chacun un débit comparable à celui du fleuve Congo.

En tout, c'est à plus d'un millier que s'élève le nombre des affluents de l'Amazone. Dix-sept d'entre eux parcourent plus de 1 600 kilomètres et sont plus longs que le Rhin. Pour le voyageur qui survole pour la première fois l'Amazonie ou se risque sur ses rivières, le rio Negro, le rio Branco, le Putumayo, le Jari, la Madeira, le Xingu, le Tapajos, le Tocantins ou le Para sont tout aussi spectaculaires, fascinants et mystérieux que l'Amazone lui-même. Seule, la couleur des eaux des différents affluents, eaux

LE MONDE
20 AOUT 1979

« noires », eaux « blanches », eaux « jaunes », apporte une indication sur la nature des terrains traversés et le degré de fertilité des régions arrosées.

Chaque confluent est une aventure, un cataclysme, une petite mer intérieure : sur 80 kilomètres, le noir rio Negro ne parvient pas à se mélanger à l'Amazone plus clair. Car l'Amazone n'est qu'un élément de cet ensemble de rivières et de forêts qui engloben parties de la moitié de tout le territoire brésilien et de notables parties de huit autres pays d'Amérique du Sud. Seul, le satellite peut donner une vue d'ensemble relativement satisfaisante de cet univers. Bloqué par la haute barrière des Andes à l'ouest, le bassin s'étale à l'infini dans une immense « plaine » à pente faible. Vers l'est, il est fermé — d'une manière bien relative — par les socles précambriens, les plus vieilles terres de la planète, du massif des Guyanes et des plateaux brésiliens. Deux bouclier érodés, usés jusqu'au cœur, et d'où ne descendent que des rivières aux eaux « noires », contenant très peu de matières nutritives en suspension, et qui sont en réalité pures, transparentes, malgré leur couleur thé.

Les secteurs les plus farouches, et peut-être les plus beaux, se trouvent au débouché de ces boucliers, tout particulièrement au nord du grand fleuve entre le rio Negro et le rio Jari C'est le pays des chutes, des cascades, des étranges rochers couleur de basalte aux formes animales préhistoriques, des rapides écumants, de la forêt la plus dense et la plus impénétrable, des tribus indiennes les plus inaccessibles et les plus authentiques. D'étranges oasis dotées de micro-climats rompent la monotonie de ces étendues primitives. Vers le rio Branco, les savanes au sol sableux et gris sont truffées de tourbières inondées à la saison des pluies.

Ces steppes herbacées sont entourées de montagnes peu élevées, plantées de pitons abrupts à la végétation d'un vert tropical agressif comme on en voit dans la grande savane vénézuélienne, entre Orénoque et frontière brésilienne. Le climat y est exceptionnellement agréable. La véritable saison des pluies est relativement brève et la saison sèche plus prolongée qu'ailleurs. En novembre, il ne tombe que 39 millimètres d'eau à Boa-Vista, sur le rio Branco, alors qu'il en tombe 142 millimètres à Manaus.

En remontant du sud vers le nord et les sommets embrumés du Roraima, on passe de la moiteur équatoriale permanente aux savanes sèches et chaudes décrites par Sir Conan Doyle comme l'un des « paradis perdus ».

L'Amazonie est l'une des régions de plus haut indice pluviométrique de la planète, mais la distribution des pluies est relativement inégale, le maximum étant observé le long des frontières de l'Equateur, de la Colombie, du Venezuela et aux confins guyanais. La moitié environ des précipitations sont dues aux grands nuages apportés de l'est par les alizés, mais la forêt elle-même joue un rôle capital dans la formation de la nébulosité. Au Brésil, la mise en route du Plan d'intégration nationale de l'Amazonie (P.I.N.), impliquant la construction de plus de 10 000 kilomètres de routes pour une colonisation systématique et l'installation d'une population estimée à 10 millions de personnes a permis une certaine progression de la recherche scientifique encore dans les limbes...

Les précipitations abondantes provoquées par les alizés et l'humidité de la grande forêt, les eaux apportées par la fonte des neiges des Andes et les sources innombrables des hauts plateaux guyanais et brésiliens se concentrent dans cet immense bassin qui renferme les deux tiers du volume total de l'eau de tous les fleuves et de toutes les rivières du monde (2). Sur près de 5 000 kilomètres, du pied des Andes à l'Atlantique, la pente de la « plaine » ne dépasse pas 4 millimètres par kilomètre. C'est à un immense lac intérieur que fait songer la partie centrale du bassin de Santarem la brésilienne à Leticia la colombienne. Et c'est un lac artificiel et gigantesque que les experts du Hudson Institute songeaient, il y a quelques années, à édifier dans ce secteur au moyen de barrages pour utiliser rationnellement la puissance titanesque qui va se « perdre » au-delà du « goulet » guyanais dans les eaux atlantiques.

L'homme planté sur les berges rouges

Seule, la poussée énorme de l'Amazone et de ses affluents peut expliquer la rapidité du courant et le débit. Le bassin est une éponge de boue, de terre et d'arbres noyés. Les crues repoussent les rives à des dizaines et parfois à des centaines de kilomètres. Des marécages stagnent dans la « varzea », la partie la plus fertile (moins de 4 % de la totalité de la superficie du bassin), principalement entre Manaus et l'océan Atlantique. Les marées remontent librement dans le secteur le plus oriental, comme s'il était en permanence à demi immergé dans la mer. Le rythme des marées peut être perceptible jusqu'à 800 kilomètres à l'intérieur. Les chemins de terre n'existent pas ou presque pas. C'est une surprise de découvrir une route et même une ligne de chemin de fer dans le territoire d'Amapa, au nord de l'île de Marajo, lorsque l'on va de Vila-Amazonas jusqu'au « ghetto » technologique et aseptisé de la société exploitant les mines de manganèse, non loin des monts Tumuc-Humac de la Guyane française.

C'en est une autre de parcourir le réseau interne de l'« empire » Ludwig, une « propriété » d'un million et demi d'hectares le long du Jari, ou de compter les ponts et les « gués » que la multiplicité des cours d'eau a imposés aux constructeurs de la Transamazonienne (« *une route*, disait avec ironie un ancien ministre brésilien, *qui reliera des gens qui meurent de faim à d'autres qui meurent de soif...* »).

« Rêve » d'hier, la Transamazonienne devait, sur près de 5 000 kilomètres, et à quelque 300 kilomètres au sud du grand fleuve, relier les ports de Joao-Pessoa et Recife, sur la côte atlantique, à la frontière péruvienne et aux routes qui escaladent les Andes pour redescendre sur le versant pacifique. L'aventure exaltante et décevante de la Transamazonienne a permis au moins de mesurer l'ampleur des obstacles que l'une des régions les plus méconnues du monde opposait encore aux efforts des hommes et aux appétits des sociétés. Difficultés d'ordre climatique et psychologique ont tempéré les ardeurs des bâtisseurs. Les rivières restent les « routes » prioritaires de la forêt : un réseau navigable de 80 000 kilomètres, sans compter les cours d'eau secondaires. « Canos » ou ruisseaux serpentant sous les immenses frondaisons, « paranos », bras de rivière en cul-de-sac, « igarapés », affluents d'affluents encombrés d'herbes, de lianes et d'îlots éphémères...

Solitude, immensité, angoisse, splendeur sauvage, beauté pure, puissance : chaque approche, chaque rendez-vous avec le grand fleuve, même des plus modestes et des plus brèves, est une expérience exceptionnelle. Remonter commodément de Belem à Manaus par l'un des services réguliers de l'Amazone est déjà prendre contact avec une autre planète hors du temps. L'horizon se réduit à cette ligne verte et tenace, si fragile et ténue sous le ciel plombé, à cette masse d'eau couleur de boue primitive, charriant herbes, troncs d'arbres, jacinthes, coulant depuis des millénaires, jamais épuisée et toujours renouvelée, à ce lent défilé de berges dont on cherche en vain à percer le mystère. Des savanes apparaissent, de brèves clairières d'un vert plus tendre cernées par des bosquets de palmiers aux troncs rectilignes fusant vers le ciel, des paillotes toujours isolées, comme si l'homme amazonien, planté sur les berges de terre rouge, souhaitait repousser encore les limites de sa solitude.

Belem-do-Para, Macapa, Santarem, Boa-Vista, Manaus : ces villes-oasis dans le grand désert vivant et bruissant de l'Amazonie profonde ont des rues, parfois dallées comme à Manaus, des places de sous-préfecture, des jardins tranquilles, des berges de boue, des ports encombrés de barques, de vedettes, de marchés flottants, odorants, éclatants de couleurs brutales, une humanité grouillante que l'on s'étonne de trouver si semblable à celle des autres villes brésiliennes. Cités-parenthèses plantées comme des escales entre deux voyages, prises à la gorge par une humidité qui envahit tout, fait craquer les façades aux tons pastel rose ou vert, couvre les choses et les gens d'une moisissures tenace, et fait monter la nuit des bouffées de serre tropicale dans les ruelles sombres et défoncées.

Parcourir en canot un affluent, s'engager dans des bras latéraux, s'infiltrer dans les « canos » à toucher les berges, c'est s'efforcer de « toucher » de plus près une réalité fuyante, de cerner en vain un monde « autre », rebelle, indifférent, sinon hostile. Trop vaste en tout cas. Même le survol en avion ou en hélicoptère est impuissant à satisfaire ce désir de connaissance. Ce moutonnement verdoyant jusqu'à l'horizon barré par les gigantesques cumulus annonciateurs de tornades est déroutant. Les pilotes de l'Amazonie se guident sur un dédale de rivières, un entrelacs de lacs et de marécages scintillants d'où surgissent des troncs d'arbres morts et ensevelis ; ils se repèrent à de minces pitons émergeant de la plaine végétale, à des collines toutes identiques, tapissées du vert immuable, soutenu, d'une forêt dont l'uniformité apparente dissimule un monde à quatre étages d'une richesse anarchique et prodigieuse : parfois près de cent espèces différentes d'arbres sur un seul hectare.

On pénètre dans cette grande forêt comme dans une cathédrale où la sonteur entêtante de l'humus et des végétaux pourrissants l'emporte sur les parfums âcres des plantes, des fleurs rares et minuscules à ras le sol, des mousses. Les arbres aux troncs filant droit à la recherche de la lumière ont des racines énormes, tordues emmêlées à fleur de terre pour mieux s'accrocher à la maigre épaisseur de l'humus. Le sous-bois crépusculaire peut paraître monotone ; il ressemble rarement à ce fouillis végétal inextricable où les hommes doivent se frayer un chemin difficile à la machette, tel qu'on l'imagine d'après les descriptions littéraires de l'« enfer vert ». La forêt amazonienne est à la fois extrêmement ordonnée et d'une luxuriance sans égale. C'est dans les étages supérieurs que lianes gigantesques et troncs puissants se couvrent de plantes et de fleurs avides de lumière. En revanche, la végétation au sol se développe avec difficulté, domaine des lianes têtues, vaguement inquiétantes, grosses comme des bras, des fougères, des branchages morts, des contreforts, des excroissances.

LE MONDE

20 AOUT 1979

Bien que les espèces soient extrêmement nombreuses, il est difficile de les distinguer les unes des autres. C'est l'uniformité apparente qui est la règle, résultant de la régularité des pluies et de la température. Le vert profond l'emporte, immuable, puisque cette forêt dense n'a pas varié depuis des millions d'années. Pas de chutes de feuilles, pas de saisons, mais un cycle de vie accéléré, germination, croissance, floraison, se répétant sans cesse dans cette serre où l'hiver n'existe pas. Une lutte permanente pour la vie, la lumière, l'eau, un élancement vers le haut, vers le quatrième étage des fûts géants culminant à 50 mètres. Des mares de rouille foncée stagnent sur le sol lessivé, pauvre en sels minéraux, où tout ce qui se décompose est rapidement emporté par les pluies régulières et les inondations. Un circuit fermé où les champignons, les insectes, les fourmis, les bactéries, les vers, sont des charognards invisibles.

L'Amazone est toujours différent et toujours semblable. A Vila-Amazonas, dans le territoire d'Amapa, les barcasses triangulaires et à voiles peintes ont des allures de barques-vikings. A Belem-do-Para comme à Manaus, les cargos rouillés et les raflots qui descendent le fleuve ont des flancs tannés de bourlingueurs des mers. Pirogues et canots taillés dans des troncs d'arbres évidés au feu relâchent dans les criques couleur de rouille des plus modestes rivières du haut bassin. Partout l'embarcation est l'indispensable moyen de t r a n s p o r t. C'est d'abord par les chemins d'eau bourbeuse que s'est faite la pénétration de la grande forêt. « Seringueiros », « bandeirantes », aventuriers de tout poil, chasseurs d'Indiens, prospecteurs de minerais : les premières tentatives de conquête ont aisément accrédité la légende d'un univers redoutable, fascinant et meurtrier. Et il est vrai qu'en 1870 la construction du chemin de fer Madeira-Mamoré, entre Porto-Velho et Guajara-Mirim, fit des milliers de morts. Il est vrai aussi que l'homme doit affronter les distances, la densité et les embûches de la forêt, les marécages dormants, les rapides des rivières, les serpents, les gymnotes, anguilles électriques, les piranhas, dont la férocité est d'ailleurs variable, les caïmans, de moins en moins nombreux, mais les dangers « objectifs » sont en fait bien moindres qu'on ne l'imagine.

Les animaux fuient l'homme. Les régions boisées, proches des rivières à eaux « noires », ont une vie animale très faible. Dans les autres, le bestiaire est fabuleux, mais une longue patience est nécessaire pour le découvrir : oiseaux de toutes espèces et de tous coloris, légions de fourmis, rongeurs pacas, crapauds buffles, capibaras proches des cobayes, iguanes, oiseaux terrestres comme le tinamous roux, coqs de roche, toucans, perroquets, jacamars consommateurs d'insectes, tapirs, fourmiliers, paresseux, cerfs forestiers, antilopes, ocelots, marsupiaux, singes, chauves-souris, pumas, crocodiles, caïmans, anacondas, qui comptent parmi les plus grands serpents du monde, jaguar, le plus grand félin d'Amérique, capable de traverser à la nage de grandes rivières.

L'Amazone est le dernier paradis des animaux insolites ou témoins attardés de la préhistoire. Le tapir, qui tient à la fois du rhinocéros et du cheval, le doux lamantin, apparenté à la baleine, le caïman noir, exterminé par les chasseurs, le tamanoir, à la trompe étrange.

La légende des Amazones

Le fleuve et ses affluents abritent au moins deux mille espèces de poissons : poissons-chats, characins, « piracucu » que l'on appelle « paiche » dans le secteur péruvien de l'Amazonie et qui peut peser jusqu'à 30 kilos, piranhas carnivores aux dents aiguës comme des rasoirs, dauphins d'eau douce et tortues... Mais, les vrais « maîtres » — et les grands dangers — de la forêt sont les insectes. Sur les contreforts guyanais, les nuages de moucherons noirs portent un nom significatif : la « plaga », la plaie. Mouches, moustiques, tiques, araignées, puces, millepattes, rivalisent d'ardeur et de persévérance pour importuner le voyageur. On a répertorié deux cent dix-huit espèces de moustiques en Amazonie et il est probable que plusieurs centaines d'autres restent à découvrir.

L'autre « plaie » redoutée et inévitable, c'est la pluie, la pluie tiède, torrentielle, qui peut durer des heures ou des jours. Elle transforme les pistes et les chemins en fondrières. En quelques instants, le paysage est noyé, submergé. Etre surpris par une tornade sur l'Amazone ou l'un des affluents est une épreuve aussi redoutable qu'un orage en haute montagne. La puissance des rafales est telle qu'il n'est plus possible de prendre des points de repère. Les mariniers s'efforcent à la hâte de trouver un abri le long des rives, ramant de toutes leurs forces contre le courant et les gifles obliques de l'apocalypse.

L'histoire de la découverte et de l'exploration de l'Amazone est jalonnée de noms de savants. Comme si la soif de déchiffrer les énigmes de ce morceau de planète préservée avait supplanté la recherche des richesses. Du moins jusqu'à une époque récente. Les aventuriers comme Raleigh à la quête d'un eldorado mythique ont orienté leurs pérégrinations vers les Guyanes ou le haut Pérou. Ils rêvaient d'un lac d'or quelque part entre Orénoque et Amazone, au-delà des barrières fabuleuses et inexplorées des « tepuys » de la grande savane. Mais la pénétration de la grande forêt amazonienne a été tardive et elle est encore aujourd'hui l'une des moins explorées de la planète.

Le plus grand fleuve du monde a été découvert par Vicente Yanez Pinzon en 1499, qui avait navigué avec Christophe Colomb et cherchait lui aussi la « route des Indes ». Un demi-siècle plus tard, en 1541, Francisco de Orellana fut le premier à tenter, et à réussir, la traversée « intégrale » du fleuve. Parti de Quito, en Equateur, il descendit le Napo puis l'Amazone jusqu'à l'embouchure. Bel exploit réalisé par l'ami de Gonzalo Pizarre, et connu grâce au journal de bord du moine Gaspar de Carvajal, mais début aussi de la légende des Amazones, ces guerrières, grandes et blanches, que les compagnons de Francisco de Orellana, accablés par la faim, les fièvres et les attaques des Indiens, affirmèrent avoir aperçues sur les rives du fleuve. Il est vrai que, à peu près à la même époque, les aventuriers, à la recherche de l'Eldorado, prétendaient avoir rencontré des hommes sans tête, sur le cours supérieur du Caura, un affluent de l'Orénoque.

En 1637, le Portugais Pedro Teixeira partit de Belem-do-Para avec deux mille hommes et une cinquantaine de bateaux pour remonter le fleuve jusqu'aux contreforts andins. C'était la version est-ouest de l'expédition de F r a n c i s c o de Orellana. Teixeira réussit et revint même à son point de départ. Le dix-huitième siècle fut marqué par les premières tentatives de colonisation et par les savants. Charles-Marie de la Condamine, cartographe, naturaliste et astronome, fit partie de l'expédition française en Equateur et en Amazonie. Il y resta sept ans, le temps de vérifier avec honnêteté que les théories de Newton sur le renflement de la Terre à l'équateur é t a i e n t justes. La Condamine, qui descendit intégralement l'Amazone en partant des sources du Maranon, a laissé des descriptions minutieuses et précises du fleuve. L'un des premiers, il avança l'hypothèse de la communication de l'Orénoque avec l'Amazone par le « bras » du Casiquiare. Il étudia les propriétés du curare, ce poison utilisé par les tribus indiennes, et ramena à Paris des échantillons d'une résine inconnue, le latex, point de départ de l'industrie du caoutchouc.

LE MONDE

20 AOUT 1979

Un équilibre écologique menacé

Alexandre de Humboldt partit du Venezuela en 1800 et descendit vers le sud, parcourant une notable partie de l'Orénoque et confirmant au passage la théorie de la jonction directe, par le Casiquiare, entre Orénoque et Amazone. D'autres savants ont associé leur nom à l'Amazone : les Britaniques Alfred Russell Wallace et Henry Walter Bates. Ce dernier mit ses études faites en Amazonie pendant onze années à la disposition de Darwin et de ses théories sur la sélection naturelle. Un autre Britannique, Richard Spruce dédia sa vie à l'étude de la flore tropicale et manqua périr près du Casiquiare. A la fin du dix-neuvième siècle, les Coudreau et les Agassiz dressèrent la carte de quelques-uns des principaux affluents de l'Amazone. Un homme est lié pour toujours à la légende dramatique de l'Amazone : le colonel P.H. Fawcett. Il disparut en 1925 dans les épaisses forêts du Mato-Grosso, en bordure méridionale du bassin. Cet épisode a souvent permis de ranimer la fausse querelle sur les « bons » et les « mauvais » Indiens.

On estime que le nombre des Indiens dans l'Amazonie n'a jamais dépassé les trois millions. Aujourd'hui ils sont sans doute moins de cent mille. Ce recul n'a pas été provoqué par le milieu auquel ils s'étaient remarquablement adaptés au fil des siècles, en dépit des conditions particulièrement difficiles. Depuis le XVIe siècle, l'homme blanc a été le principal agent destructeur des communautés indigènes : conquérants, « bandeirantes », aventuriers et entrepreneurs ont apporté les armes à feu, les maladies, la variole, la syphilis, la rougeole, le simple rhume plus meurtrier pour l'homme de la forêt que les bêtes sauvages, les insectes, la faim ou l'isolement. Les dernières tribus ayant conservé leur style de vie et leur authenticité se rencontrent dans les régions les plus reculées du bouclier guyanais, à la frontière entre le Brésil et le Venezuela, au-delà des grands rapides des affluents septentrionaux de l'Amazone. La FUNAI brésilienne (Fondation nationale pour les Indiens) et les organismes correspondants au Venezuela ou en Colombie ont beaucoup fait ces dernières années pour la protection du peuple de la grande forêt amazonienne.

Mais le simple contact avec la civilisation transforme et affadit les Indiens. A quelques dizaines de kilomètres seulement, il y a un abîme entre l'Indien vêtu d'un jean, installé dans un bungalow en dur, près d'une bourgade, et son cousin resté indépendant, se livrant à la chasse et à la pêche, pratiquant la culture du maïs, du coton ou du tabac après avoir dégagé une clairière par le feu. Malheur aux vaincus... La lente extinction des Indiens, les « réserves » de plus en plus étroites qui leur sont concédées, le mépris ou l'ignorance de leurs cultures originales, font partie d'un processus analogue à celui qui a conduit les derniers Indiens nord-américains à « jouer » misérablement les « Apaches pour touristes ». La présentation habituelle des relations entre « Blancs » et « Indiens » n'est pas moins caricaturale en Amazonie ou au Mato-Grosso qu'aux Etats-Unis. Aux « farouches » Cheyennes du nord correspondent au sud les « cruels » Chavantes ou les « perfides » Ceintures-Larges. Les Chavantes, qui brandissaient encore — voici trois décennies — leurs dérisoires sarbacanes au passage des avions de reconnaissance, ont à peu près disparu. Leur courage ou leur obstination a cependant servi de « bouclier » aux autres tribus du haut Xingu ou d'autres territoires menacés par une impitoyable pénétration « moderne » qui détruit l'homme de la grande forêt et menace l'équilibre écologique.

N'est-il pas révélateur que les frères Villas Boas, qui avaient consacré leur existence à la défense des Indiens « *contre les effets nocifs du modernisme* », aient finalement renoncé, écrasés par la disproportion des moyens, par ce raz de marée de la civilisation « blanche », par cette spectaculaire avancée technologique qui se détruit elle-même. L'Amazonie, la plus grande réserve d'oxygène du monde, menacée d'être un désert ? Ce n'est pas une prophétie vague, lointaine, mais un appel au secours lancé de plus en plus fréquemment dans tous les pays du bassin amazonien.

Les premiers hommes qui ont peuplé les rives de l'Amazone, il y a des dizaines de milliers d'années, n'ont jamais mis en danger cette splendeur multiple. Ils ont été lentement exterminés par les « maladies » apportées par le « Vieux Monde ».

Les plantes et les animaux qui se sont adaptés et ont évolué depuis des dizaines de millions d'années dans cette serre équatoriale ne semblent pas davantage mis en état de supporter les « toxines » de l'ère nucléaire. L'Amazonie est le produit d'une évolution géologique et biologique de millions d'années. Mais sa permanence et sa luxuriance font illusion. Sa fragilité est à la mesure de sa beauté. Maintenir l'équilibre de cet univers primitif et somptueux est aussi un défi...

MARCEL NIEDERGANG.

(2) *L'Amazonie*, par Tom Sterling, Editions Time-Life.

LE MONDE

20 AOUT 1979

Annexe 5: Bauxite bonanza in the Amazon basin

PRODUCTION STARTS AT TROMBETAS

BY ROY HODSON

3 OCT. 19

Bauxite bonanza in the Amazon basin

"... The ore lies in layers of a thickness roughly equal to the top burden that has to be scraped away. Typically a 3 ft. bauxite deposit would be uncovered just 3 ft. below the surface. In some areas the bauxite is up to 12 ft. thick."

ON THE bank of the Amazon nearly 1,000 miles from the river mouth the silence of the jungle is broken as a flight of parrots passes overhead calling noisily. An alligator stirs in the shallows under the shadow of creepers. This is one of the few remaining remote regions of the world. No roads have yet been driven to link the isolated communities in the tropical rain forests and swamps with the rest of Brazil. The Amazon, which is half a mile wide at this point, is the only highway.

But during the past month a new industry has started production on the river which will bring the upper Amazon basin squarely into the orbit of world trade.

First shipments have begun from one of the world's richest deposits of bauxite, the ore from which aluminium is derived. Four big ore carriers have already made the week-long round voyage from the sea and departed with loads of bauxite from the newly-built port of Trombetas.

They mark the start of an endless procession of ships that will carry away up to 10m tonnes of Amazonian bauxite each year to supply alumina plants in many parts of the world. The Amazon basin bauxite deposits are so big they will be able to supply up to 20 per cent of the Western world's aluminium industry annual needs in the foreseeable future.

Exploitation of the deposits represents the biggest new materials development for the aluminium industry ever undertaken by an international consortium. The project is also the most important and heavily capitalised industrial venture yet attempted in the Amazon basin and many of its features will become yardsticks for future Amazonian exploitation.

The consortium is called Mineracao Rio do Norte (MRN) and it is a joint venture company with Brazilian and foreign shareholders. So far it has invested $470m to carve out of the jungle an ore mine, a port, a connecting railway 18 miles long and a town of nearly 4,000 people on the west bank of the Trombetas River which flows into the Amazon. Another $30m is to be spent shortly on expanding the mine and installing more equipment.

Everything and everybody has had to be brought in by river or by air. Now that the ore shipments have started MRN expects to break even on the operation within 12 months after paying interest charges and running costs, and starting to make some capital repayments. There are ready markets worldwide for the high quality bauxite which is being uncovered just a few feet below the jungle topsoil.

The MRN shareholders are: Companhia Vale do Rio Doce (Brazilian) with 46 per cent; Alcan Alumnio da America Latina (Canadian with offices in Brazil) with 19 per cent; Companhia Brasileira de Aluminio (Brazilian) with 10 per cent; A/S Aardal og Sunndal Verk (Norwegian), Norske Hydro (Norwegian), Empresa Nacional del Aluminio (Spanish), Reynolds Aluminio do Brasil (United States), and Mineracao Rio Xingu (Dutch with offices in Brazil) all with 5 per cent. The major partner, CVRD, is a government-controlled company and it will provide stock to enable other Brazilian interests to join in the project.

The main bauxite deposits have been found on a series of shallow ridges and plateaux behind and above the swampy areas of the river. Even hardened geologists become excited when describing the richness of the area. The general pattern discovered so far is that the ore lies in layers of a thickness roughly equal to the top burden that has to be scraped away. Typically a 3 ft thick bauxite deposit would be uncovered just 3 ft below the surface. In some areas the bauxite is up to 12 ft thick.

In all about 600m tonnes of bauxite are available for mining with the present scale of investment. But the total bauxite reserves in the area behind the Trombetas River are estimated at some 3bn tonnes.

World aluminium production will be around 15.5m tonnes this year. Historically demand for the metal has grown by 7 per cent to 8 per cent a year, usually managing to maintain a growth about twice that of the rate of economic growth as a whole. Such big producers as Alcan, Kaiser, and British Aluminium are now agreed that the growth rate for the metal is likely to settle at a more modest 4 per cent to 6 per cent during the 1980s and beyond. In fact, they expect the growth in aluminium demand to more or less keep pace with world economic growth. That means the Amazonian bauxite of the Trombetas area would be sufficient to supply the entire Western world demand for the ore for upwards of 100 years if no other bauxite deposits were being exploited.

Western world production of bauxite last year is estimated at 72.1m tonnes compared with readily available capacity of about 90m tonnes.

Production of aluminium metal requires large amounts of power and because of power shortages, high costs and depressed demand world smelters operated at some 88 per cent of total capacity in 1978, producing 11.6m tonnes. In line with the improving market, aluminium output this year is picking up but it may not exceed 12m tonnes.

Trombetas will give the aluminium smelters a broader source of supply. Main sources of bauxite at present are Australia, Guinea and Jamaica. Whether Trombetas material will be competitive on a price basis remains to be seen, but it could exert pressure on the Jamaicans, for example, to reduce their levy on bauxite sales. The MRN project will rapidly build up its bauxite production to 3.2m tonnes a year. By 1982 new equipment will enable production to be raised to 5m tonnes a year.

In the long-term a hydro-electric power project with a capacity of 1,000 MW may be constructed further up the Trombetas River. MRN would like to use that electricity to run an alumina plant and a smelter on the site at Trombetas to process up to 2m tonnes a year of their own bauxite.

Up the Amazon from Trombetas is the old city of Manaus. It is the nearest city and is a two hour flight or a six-day river boat journey. Manaus enjoyed a brief glory in the 19th century as the centre of the rubber boom. A fine European city with broad tree-lined boulevards and parks, it was laid out on land cleared from the jungle with machetes. Today Manaus is a free port area. Its wharves can accommodate ocean-going ships and it is a lively and growing industrial and trading centre. However, its only communication with the outside world remains the river or air travel.

FINANCIAL TIMES

1979

bauxite mining and future exploitation of the Amazon's mineral wealth will be conducted without permanent damage or alteration to the jungle.

There are other interesting bauxite areas and to the south of the lower Amazon there are iron ore deposits on a massive scale. They are estimated to offer 16bn tonnes of workable 67 per cent ore.

Techniques being developed at Trombetas in collaboration between the Government and MRN will form the basis of conservation ground-rules for future Amazonian projects on a large scale. An ecological staff of 30 is working at Trombetas headed by an Englishman with long experience of the Amazon, Mr. Harry Knowles.

The rain forest is approximately 18,000 years old. The closely-spaced trees survive by sending out shallow roots to make the best use of a thin and worn out soil layer. The forest is to be returned to its natural state after the ore has been mined.

Before mining, the trees and topsoil have to be stripped, but the ecologists consider the fate of every tree before work begins. Wherever possible the forest is left standing. After trees are cut and the bushes bulldozed the topsoil is stripped over comparatively small areas and the working of the bauxite begins. Later the stored topsoil will be replaced and new trees from a nursery planted. But first of all small bushes are encouraged. They offer shade for insects, birds and reptiles and help restore the original conditions of the forest.

Mr. Knowles expects the jungle to be restored permanently to its original state after mining over a cycle of 15 years. This year 45,000 trees will be planted before the rainy season.

The finest relic of the rubber boom is the magnificent Manaus Opera House with its dome, columned portico, and four tiers of boxes. The opera house has been restored with care and sensitivity by the government. Sadly it has not accommodated an opera company since its reopening five years ago and when I was there it was being prepared for a rock musical.

All round Manaus tracts of jungle have been cleared for cattle ventures. More than 800 "ranches" have been established in the Amazon basin.

Ecologists fear that wholesale removal of the tropical trees will damage the unique rain forest climate of the region. While argument rages over the potential damage of the cattle clearance, the Brazilian Government is determined that the

Further expansion at Trombetas with international capital is probable. Alcoa of the United States has a concession to mine bauxite near the MRN development. So has the American entrepreneur Daniel K. Ludwig who already has a community development and a kaolin mine in another region of the Amazon. If Alcoa and Ludwig both start bauxite production on the Trombetas River their combined production could easily total 5m tonnes a year. MRN says it will be able to handle that extra tonnage through its port facilities.

As the new Amazon bauxite trade grows the Brazilian Government is anxious to concentrate the Trombetas exports through a single port. Ore carriers of up to 50,000 tonnes will be piloted up the Amazon as the trade develops. The river channels are deep and safe.

The main constraint upon the size of ships is at the river mouth where the north channel is shallow and has to be dredged constantly. The carriers will also have to take account of the season. The river level varies by as much as 24 feet between the wet and dry seasons and is much influenced by the melting of the snows in the faraway Andes.

Trombetas is on the site of an old Indian village but no Indians have lived in this area of the Amazon for some 200 years. Trombetas and future permanent new townships that will be established as minerals development is expanded offer the prospect of the upper Amazon being permanently repopulated with modern townships and a new communications network.

Annexe 6: The private kingdom of Mr. Daniel Ludwig

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

THE TIMES

27 FEV 1980

The private Amazon kingdom of Mr Daniel K Ludwig

Manaus

It looks like a battlefield. The charred trees of the Amazon litter the hillsides like so many corpses.

The scorched earth policy of Jari has been condemned by ecologists and conservationists, but it is central to the plans of Mr Daniel K. Ludwig, one of the richest men in the world. He is replanting this part of Amazonia with fast-growing trees for his huge pulp mill.

In this fire-blasted landscape Mr Ludwig's forestry experts will plant nine million trees over the next year.

Every few months Mr Ludwig visits his private 3 million acre Amazonian kingdom. At 83, and with a slight stoop, Mr Ludwig is the enigmatic figurehead behind Jari-Florestal e Agropecuaria, the name of the project based in the small town of Monte Dourado which he built.

Mr Ludwig needs to be concerned; so far the Jari scheme has cost $600m. For the first seven years he bore this cost from his own pocket but since then the money has come from his many other interests in shipping, hotels, oil refineries, and loan companies. Financial support has also come from long-term loans from American and Japanese banks with interest repayments of tens of millions of dollars.

A strange fact about Jari is that although 35,000 people are employed on the various projects, you see so few of them. It is as if the forest had cast a giant umbrella over their activities or some activity was going on underground or under the cover of night. Even in the offices of the key men there are only a few faded charts on the wooden walls to give one some idea of industrious endeavour.

Mr Ludwig's dream was to find a "renewable commodity" —a continuous yield forest. He found this in the Gmelina tree from Nigeria and Indonesia, the Caribbean pine, and lately with the Deglupta, a eucalyptus from Borneo on which experiments are being undertaken. Some 250,000 acres of new plantings have already been made—yet even this huge acreage is less than 10 per cent of Jari.

The 35,000 people who work here cost the company 74m cruzeiros (£720,000) a month in wages alone. "And one can add 50 per cent to that figure for fringe benefits the Brazilian labour laws require," said Mr Thomas Scott Brand, a youthful-looking senior manager. He added that every six months there is an inflation adjustment in salaries.

I had heard that the company paid its unskilled workers only the minimum wage required by state and national laws. "That is true", Mr Brand said, "and the minimum is 2,400 cruzeiros a month". But, he added, the worker could easily quadruple this with production bonuses.

Office workers in Jari get between 5,000-15,000 a month; foresters, who are mainly university trained, get between 25,000-40,000 and pulp mill workers, an elite force, can virtually name their own figure, Mr Brand said.

The social hierachy is very visible in Monte Dourado. The senior management live in beautiful four-bedroomed, two-bathroomed stone and wood villas. The workers have to make do with tiled roof houses without much shade. Light and water are supplied free.

Mr Ludwig's pulp mill is sited at Munguba, a place which gives a good idea of what uncontrolled development on the Amazon would be like. Near the mill is a huge power station. As the Gmelina chips are processed smoke belches out.

"Jari is now moving from development to full-scale industrial production", Mr Cecil Macdonald from Nova Scotia said. "We are now producing 700 tons of finest bleached pulp a day. There have been some growing pains, but things are now going really well."

Near the mill the air is delicately scented. This comes from the resin of the chips and Mr Macdonald said that Mr Ludwig is considering using the resin to make perfume and soap.

Travelling up the Amazon from Iquitos in Peru to Belem, I met many university students who were, without exception, implacably opposed to the Jari scheme. They said it was monstrous that millions of trees in Amazonia, essential to the environment, should be burnt to prove something to Mr Ludwig and to add to his already considerable fortune. The students saw the Amazon as a miracle of evolution which should be left alone for other generations to enjoy.

This touches on another point. Brazil is a fiercely nationalistic country. In Brasilia, the capital, there has been disquiet over what is happening at Jari and what part this American-owned and run kingdom within Brazil is going to play in the life of the country.

As a country Brazil could hardly survive without the multinational corporations, and the government does not want to move precipitately in case it could provide a counter reaction.

There are, it seems, three options open to the government. First, to make Jari an area of national security so that those running it would be answerable to a military governor.

Second, to make it part of the federal state of Amapa, administered by a governor.

Third, to make it part of the state of Para, almost administered by a governor. Finally a separate state could be created.

Any of these options would help to restore national pride and make Brazilians feel they were having some say in what was going on in Jari.

It was Senhor Roberto Campos, the former Brazilian ambassador to Washington and later a finance minister in the government, who persuaded Mr Ludwig, who had originally planned to site his enterprise in Nigeria, to take a look at Brazil.

He paid just under a dollar an acre for the 3,000,000 acre estate. He purchased it from a consortium of Brazilian and Portuguese businessmen who in

L 11 3 1957. Strictement réservé à usage privé.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

THE TIMES

27 FEV. 1980

turn had bought it from the infamous Colonel José Julio, a ruthless adventurer from the state of Ceara who took over the territory at the turn of the century and ran it like his private estate. Colonel Julio set out to exploit the territory for its gold and rubber. He used forced labour and exercised a reign of terror over them.

It is Colonel Julio who is now causing Mr Ludwig great concern even though he is long dead. Some of the titles and deeds to Jari are in contention and Mr Ludwig is locked in a legal battle with the government. The litigation will be difficult and costly as some of the deeds have missing and others have parts missing and are therefore open to different interpretations. The lawyers, of course, are going to get rich but victory for Mr Ludwig is essential if his empire is to remain integrated. As the moment, while this dispute goes on, said a senior assistant, Jari is like a doughnut—the centre is missing.

Another big question mark hangs over Jari. What is going to happen to the project after Mr Ludwig dies? He cannot have many years left to see his plan put beyond the reach of political, economic and financial upheaval or manipulation.

Will there be a power struggle as in the case of the other millionaire recluse Mr Howard Hughes? Mr Ludwig's aides have been with him a long time and no doubt could take over his empire tomorrow. But in the face of rising costs, inflation and other related economic and political pressures, will there be a change of emphasis, voices urging investments for a quicker return?

L 11 3 1957. Strictement réservé à usage privé.

Annexe 7: Brazil's forest policy teeters

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

THE GUARDIAN

-2. JUIL. 1980

CATHERINE CAUFIELD reports on pressures to exploit the Amazon

Brazil's forest policy teeters

INTERNAL wrangling at the Brazilian Forestry Institute has delayed the expected announcement by President Figueiredo of the creation of three new national parks in Brazil's Amazon rain forest.

Environmentalists have reason to be especially concerned with Brazil's rain forest policy since its 2,860,000 square kilometers of Amazon forest represents about one-third of the earth's remaining tropical moist forest. In the eyes of many scientists, the destruction of this biome is the greatest threat to the stability of the global environment that the world faces today. At current rates of deforestation, two-thirds of present tropical moist forest will have disappeared in 20 years.

So far Brazil's rain forest has escaped the devastation that is denuding Central America, South-east Asia, and tropical Africa at the rate of one hundred acres a minute. In recent years, 5 per cent of the Brazilian forest has been destroyed, mostly by cattle ranching projects which have an average life of five to seven years before the soil is exhausted and the ranchers move on to cause havoc elesewhere.

Now, however, as the South-east Asian and African forests are on the verge of being logged out, timber companies are engaged in a race to Latin America and in particular to the Amazon valley. In the next few years Brazil's rain forests will come under increasingly heavy pressure for exploitation — from within and without the country.

President Figueiredo's apparent concern about the ecological consequences of development is, therefore, heartening. He has doubled the area devoted to national parks, including several areas of particular biological significance in the Amazon, and is setting aside several patches of virgin Amazon forest which will be studied in a 20-year project to determine the minimum critical size at which a tropical forest reserve can support the wildlife it contains.

Most encouraging, perhaps, was the establishment, in June, 1979, of a special presidential commission, which recommended that one million square kilometres of primary rain forest be turned into national parks and "ecological preserves," and that a moratorium be placed on new timber concessions.

Cynics were not surprised, however, to learn that a second commission — this one consisting of representatives of the Ministries of the Interior, Planning and Agriculture, but not of the Special Secretariat for the Environment — was reviewing the work of the first commission.

This new body has weakened or distorted the original document on a number of crucial points. The one million square kilometre rain forest reserve has disappeared; in its place is a vague promise to establish conservation areas in accordance with "economic-ecological zoning."

The new commission has also thrown back to the much-criticised National Indian Foundation (FUNAI) the job of establishing homelands for Brazil's 150,000 Indians. An arm of the Ministry of the Interior, which controls mining concessions in Brazil, FUNAI has stalled for over a decade in assigning the mineral-rich Indian lands to their traditional owners.

In Brazil, where 70 per cent of the households are landless, there is tremendous pressure (particularly from opponents of land reform) to open up the last area of unsettled land, no matter how unsuitable for agriculture its nutrient-poor soil is.

More powerful interests, too, want to see the land developed — and quickly. The military has rights over great stretches of the rain forest "for national security reasons," and can collect concession payments from developers. Local capitalists seeking an outlet for profits made in the industrial south see an opportunity in timber and cattle projects. And with the dubious honour of having the largest foreign debt of any developing country (doubled this year to $M10,000), the Government finds it difficult indeed to turn down on environmental grounds foreign companies wanting to invest in Amazonia.

Although only 5 per cent of the Brazilian Amazon has so far been cleared, another 30 per cent is earmarked for development. Less than five per cent has protected status.

But nothing is certain in Brazil. At about the same time that one Government ministry was announcing a new programme to encourage cattle ranching on 80,000 square kilometres of the Amazonian state of Para, the Special Secretary for the Environment, Dr Paolo Noguieria Neto, was telling a World Bank seminar that Brazil is going to remove tax incentives for grazing in the Amazon.

Contradictions like this leave environmentalists with some hope that their side will win. For that to happen, though, two things are necessary. First, Brazil — and its allies in the fight to save the rain-forests—must come up with the money and manpower to put the President's high-sounding principles into practice. Second, and much harder, suitable alternatives must be found to satisfy the needs of Brazil's landless, the middle classes' desire for development, and the developed world's demand for the resources of the rain forest.

Catherine Caufield is a journalist with a particular interest in development and ecology problems.

L 11 3 1957. Strictement réservé à usage privé.

Annexe 8: Un grand trou dans la forêt

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone : 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

LE MONDE

24. AOUT 1980

BRÉSIL

Un grand trou dans la forêt

En Amazonie, un milliardaire américain octogénaire se taille, dans la forêt équatoriale, un étrange royaume de quelques millions d'hectares et de quelques dizaines de milliers d'âmes.

JEAN ROLIN

« *Povo limpo e povo civilizado : Lembre-se que a fabrica e uma continuaçao do seu lar. (1)* » A défaut d'un jardin que les enfants, si l'on n'y prenait garde, pourraient détruire, il y a ici, par 0° 55' de latitude sud et 52° 25' de longitude ouest, sous le soleil exactement dans une échancrure de la forêt amazonienne, des machines compliquées et bruyantes, des locaux affectés à des tâches précises, des voitures de pompiers flambant neuves, des grues automotrices. Toutes choses que les ouvriers brésiliens venus du Nordeste ou des berges du fleuve ne sont peut-être pas spécialement enclins à traiter avec ménagement, si bien que la direction des usines de Munguba a dû consteller la zone industrielle d'inscriptions discrètement comminatoires.

Uma continuaçao do seu lar : c'est d'ailleurs beaucoup dire d'une entreprise qui n'est décidément la continuation de rien du tout. Avec son *Deus ex machina*, le milliardaire Daniel K. Ludwig, avec ses capitaux américains, ses cadres polyglottes et multinationaux, ses techniques de pointe, ses quelques milliers d'hommes attelés à la production de bois, de pâte à papier, de kaolin et de denrées, destinées dans un premier temps à assurer l'autonomie alimentaire de l'enclave, l'entreprise surgit brusquement du sein de la forêt. Sur la rive droite du rio Jari, à six heures de navigation de son confluent avec l'Amazone, et au sortir de quelques méandres assez serrés pour que les cargos de 40 000 tonnes remontant vers Munguba s'y annoncent par de puissants coups de trompe.

Munguba, le plus beau fleuron du projet Jari, « *l'extraordinaire projet Jari, l'une des plus vastes entreprises jamais tentées en Amérique du Sud* », comme dit la brochure publicitaire éditée par ses promoteurs, la Jari Florestal et Agropecuaria LTDA.

Contre le cancer

Extraordinaire, le projet l'est assurément à plus d'un titre. Il y a trente-deux ans, le territoire qu'il couvre — 1 200 000 hectares, qui d'après certaines sources brésiliennes et internationales auraient aujourd'hui doublé ou triplé, à la suite de tractations occultes, à terme menaçantes pour l'intégrité territoriale du Brésil — appartenait à un colonel « pour rire », le colonel Jose Julio de Andrade, qui tyrannisait quelques *seringueros* et autres coureurs de jungle pour en retirer un peu de caoutchouc et de noix du Brésil. En 1948, le territoire est racheté par une entreprise portugaise, qui, dix-neuf ans plus tard, le cède pour 3 millions de dollars à Daniel Keith Ludwig, ce milliardaire américain taciturne et portant beau, a coup sûr parti de rien, dont les capitaux tentaculaires fructifient dans quelque quinze pays, et sur toutes les mers du globe sous l'espèce d'une flotte considérable de vraquiers et de pétroliers géants. 3 millions de dollars pour 1 200 000 hectares d'eau bourbeuse et de végétation prolifique, dont la production annuelle doit représenter aujourd'hui quelque 250 millions de dollars à l'exportation. Et tout cela pour le plus grand bien du genre humain : Loren McIntyre, du National Geographic, qui se flatte d'être la seule journaliste accréditée à Jari, assure que les bénéfices de cette entreprise seront intégralement consacrés par son promoteur à la recherche sur le cancer.

Il fallut d'abord déboiser, ce que l'on fit par le feu, à raison de quelques milliers d'hectares par an, et replanter en arbres d'un bon rendement. Puis, et ce fut le plus gros morceau, il fallut acheminer jusqu'au site de Munguba l'usine qui convertirait tous ces arbres en pâte à papier, et la centrale électrique qui la ferait tourner en transformant quotidiennement quelque 2 000 tonnes de mégawatts. Assemblées à Kure, au Japon, l'une et l'autre seront ensuite confiées aux flots et remorquées jusqu'au site de Munguba, qu'elles atteignent respectivement le 28 avril et le 4 mai 1978, après trois mois de navigation.

Il ne reste qu'à les mouiller sur un lac artificiel, dont on fait monter puis baisser le niveau, afin de les poser sur les trois mille sept cents pilotis plantés pour les recevoir — tout cela avec une précision telle que, au terme de cette opération, chaque élément de la centrale et de l'usine s'adaptera, au millimètre près, à l'élément correspondant de l'infrastructure. Ainsi l'entreprise atteint-elle aux dimensions du mythe, suscitant, par cet exploit originel, tout un bavardage épique.

Quelques mois plus tard, au début de 1979, cette Jérusalem céleste apparue, un beau jour sur l'horizon, aux yeux émerveillés des indigènes, peut commencer à dévorer du bois et à régurgiter de la pâte à papier — près de 300 000 tonnes par an, — et le milliard de dollars investis par Daniel K. Ludwig à faire des petits. Aujourd'hui, l'usine de kaolin — 190 000 tonnes par an — a rejoint sur le site de Munguba l'usine de pâte à papier. Ludwig prévoit d'établir sur le Jari, en amont des chutes

(1) « *Un peuple propre est un peuple civilisé : rappelez-vous que la fabrique est la continuation de votre foyer.* »

L 11 3 1957. Strictement réservé à usage p...

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

LE MONDE

24. AOUT 1980

Santo-Antonio, avec le concours financier des autorités brésiliennes, une centrale hydro-électrique d'une capacité de 1 000 mégawatts, et de produire suffisamment de riz pour que le Brésil devienne régulièrement exportateur de cette céréale dans le courant des années 80.

Six mille buffles barbotent parmi les prairies inondées, et les ressources agricoles du territoire de Jari sont déjà presque suffisantes pour nourrir sa population de quelque vingt-cinq ou trente mille âmes.

A travers une forêt loqueteuse que l'on reboise en *pinus caribœa* — cette espèce de sapin qui tend à reproduire sous l'Equateur l'atmosphère de la forêt vosgienne, — 17 kilomètres d'une piste de latérite doublée d'une voie ferrée relient la zone industrielle de Munguba à Monte-Dourado, capitale administrative de cette principauté agro-industrielle. Comme dit encore la brochure éditée par la Jari Florestal : de la forêt naît une ville, *« uma nova villa plantada em plena selva ! »*

Et, bien que ses rigoureux alignements de maisons basses et fleuries, dominées par un château d'eau, n'évoquent encore qu'allusivement le désordre et l'unité organique d'une ville véritable, Monte-Dourado offre en effet toutes les commodités que peuvent désirer des hommes craignant Dieu, respectant le bien d'autrui et l'autorité de l'Etat, voire d'un Etat dans l'Etat. Une milice privée — dont quelques zélateurs de Ludwig, qui ont pris ombrage de ce qu'on l'accusait, certainement à tort, de réduire les Indiens en esclavage, s'obstinent d'ailleurs à nier l'existence, bien qu'elle soit attestée jusque par des textes émanant de la Jari, — un cinéma où l'on ne passe que des films soumis à la censure militaire, une église œcuménique, un supermarché aux rayons assez pauvrement garnis, un centre social qui organise des dîners dansants et des parties de bingo, une banque, un hôpital où l'on dispense aux employés des soins gratuits, des écoles maternelle, primaire et secondaire également gratuites, des terrains de sport, une piscine, un gymnase frappé de cette inscription en grands caractères écarlates : *Mens sana in corpore sano.*

Mais, aussi policée que soit Monte-Dourado, on imagine les différences que doit y prendre parfois tel incident ordinaire de la vie quotidienne. On ne vit pas que de dîners dansants et de parties de bingo... Comment peuvent se dénouer les rivalités amoureuses, les conflits personnels de tous ordres nécessairement innombrables au sein de cette petite société enclavée, close et primaire, reliée au monde extérieur par deux Islanders et un DC-3 poussifs assurant irrégulièrement la desserte de Belém ? Elle est argentée par de grands dolichocéphales blonds qui, pour la plupart, doivent souffrir de la chaleur et sécher d'ennui, tisonnant à longueur d'année cette haine indivise pour les tristes tropiques cette haine qui est l'orgueil, la principale distraction et finalement l'essence même du Blanc expatrié.

Filles

Les tropiques : pour en retrouver la saveur, du moins celle que leur prêtent les romans exotiques, il faut emprunter l'un ou l'autre des *motoscafi* qui, jour et nuit, à toute allure, décrivent sur le fleuve des trajectoires brillantes, entre l'embarcadère de Monte-Dourado et le village brésilien de Beiradao. Car sur Beiradao, l'autorité de Ludwig et de la Jari ne s'étend pas, non plus que sur Beiradinho, situé en face du complexe industriel de Munguba. Aussi le désordre, la licence, le mépris des lois et des alignements y ont-ils trouvé refuge : innombrables tripots, boîtes de nuit suspectes, boutiques abritant des commerces plus ou moins licites, officines où l'on offre de vous arracher les dents au meilleur prix ou de vous initier dans les meilleurs délais aux secrets du violon, du saxo, de l'accordéon ou de la clarinette, *Pratica e Teorica.*

Encore Beiradao, souffrant sans doute du voisinage de Monte-Dourado, ou peut-être d'une présence militaire assez voyante, encore que nonchalante et même déjetée, conserve-t-il un certain air de respectabilité provinciale, coexistant avec les turpitudes exotiques. Tandis que le village fluviatile de Beiradinho, qui n'est venu se planter juste en face de Munguba que pour faire plus aisément les poches des cargos de toutes nationalités venant y charger du kaolin ou de la pâte à papier, évoque assez exactement telle cité lacustre et bordelière d'une nouvelle de Mandiargues, dans le Mwabe noir. Monté sur pilotis — entre les pieux on voit barboter des animaux dont soit peu monstrueux, porcs grotesques, canards de Barbarie gros comme des dindons, gallinacés chauves, plantés sur de hautes pattes, qui semblent résulter d'un croisement de coq et d'autruche, — il égrène ses cabanes en planches, en palmes et en tôle ondulée le long d'un axe irrégulier. De gros vaporettos assurant la desserte de Macapa, de Belem ou de Manaus — le *Luz e Vida*, le *Sao Jorge do Jari*, — sont amarrés ici et là, berçant dans des hamacs, en plein air, des voyageurs indolents.

La véritable activité de Beiradinho ne se révèle qu'à la nuit tombée, lorsque s'allument les spots miteux des guinguettes accroupies sur l'eau. Alors, en même temps que débarquent les équipages des bateaux en cours de chargement à Munguba, sortent de l'ombre de petites créatures fellinniennes, dont certaines n'ont pas quatorze ans et déjà beaucoup de dents en moins, vêtues parfois avec une recherche qui témoigne de l'universalité des modes, et qui, toute la soirée, vont croiser dans le périmètre minuscule de ce cul-de-sac aquatique, entre le Lucy-Pussy et l'Encontro dos Amigos, à la recherche d'une passe qui leur procurera l'équivalent, en cruzeiros, d'une cartouche de cigarettes Hilton *(reserva especial)* ou de quelques bouteilles de bière Brahma Chopp.

Couteaux

Ainsi jusqu'au matin, comme dans la Venise de Casanova, bien que sur un mode plus trivial, les petites embarcations vont convoyer d'un bord à l'autre des cargaisons de masques apprêtés pour des plaisirs sommaires, tandis qu'au fond de la scène des orages nocturnes scindent le ciel en multiples éclats, et que l'usine de pâte à papier, sous grands pavois de feux blancs, verts et rouges, dégorge, de temps à autre, dans un vacarme à réveiller les morts, son trop-plein de fumées à l'âcre odeur de soufre et d'œufs pourris.

Bien que les liens du mariage ne semblent pas présenter à Beiradinho un caractère sacré, et que les mâles de cette Babylone amazonienne — sans cesse à vous entretenir, lorsque par hasard ils vous parlent, de senoritas et de fouki-fouki — soient pour la plupart maquereaux dans l'âme, on se demande jusqu'à quel point toute la population communie dans le même enthousiasme pour ce commerce.

L 11 3 1957. Strictement réservé à usage privé.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

LE MONDE

24. AOUT 1980

Toujours est-il qu'il ne se passe guère de nuit sans que l'une ou l'autre des gamines pique une crise nerveuse, casse quelques bouteilles et se convulsionne sur la piste jusqu'à ce que de vigoureux infirmiers bénévoles l'escamotent, sans excessifs ménagements. Guère de nuit sans que deux ou trois des naturels, qui, en général, éclusent à l'écart, et comme sans voir les envahisseurs nautiques mettant leurs femmes et leurs sœurs en coupe réglée, s'esquivent soudainement, traînant après eux une petite cohorte de voyeurs, pour vider entre les pilotis, dans la gadoue, à coups de couteaux ou de gourdins, quelque querelle dont on ne connaîtra jamais l'origine.

Et tout cela sous le regard charbonneux du Christ saint-sulpicien, peigné et gominé, qui, dans chaque bastringue, trône au-dessus du comptoir, bénissant avec une parfaite égalité d'humeur ivrognerie, blasphème, coups et blessures, adultère et prostitution. Il faut bien que tout le monde vive. Et ce n'est pas parce qu'elles mourront plus vraisemblablement de la syphilis que les petites prostituées brésiliennes ne doivent pas contribuer à la lutte contre le cancer, puisque c'est elle, on nous l'assure, la cause de tout ce ramdam.

L 11 3 1957. Strictement réservé à usage privé.

Annexe 9: Amazone: les vendales multinationaux

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

LIBERATION

28 OCT. 1980

ECOLOGIE

Dans cinquante ans l'«Enfer vert» ne sera peut-être qu'un désert

Amazone: les vandales multinationaux

L'« enfer vert » bientôt transformé en un gigantesque « désert » ? Réunis à Belem dans l'Amazonie brésilienne depuis jeudi dernier pour la première session du « Pacte Amazonien », huit pays d'Amérique du Sud ont longuement discuté de la protection de l'environnement dans cette région. Un problème inextricable, notamment pour des pays comme le Brésil, dont le « développement sauvage » risque de provoquer une catastrophe écologique et auquel Bolivie, Pérou, Equateur, Guyane, Colombie, Surinam, Venezuela et Brésil n'ont trouvé à répondre que par une « déclaration d'indépendance ». L'affirmation de ces pays à leur « droit exclusif et souverain » à l'utilisation des ressources naturelles de la région et leur rejet de toute « immixtion étrangère » est évidemment louable. Elle n'en apparaît pas moins artificielle dans des pays où, comme au Brésil, les multinationales contrôlent — et détruisent — d'immenses superficies de forêt amazonienne...

Nous assistons impassibles à la création d'un grand désert et à la destruction absolue de la plus importante réserve biologique du pays » : depuis plusieurs années, les spécialistes brésiliens de l'environnement ne cessent de dénoncer le « *pillage* » et les conséquences de l'exploitation incontrôlée des ressources forestières amazoniennes. Jeudi dernier, lors de l'ouverture de la réunion du « Pacte Amazonien », Péruviens et Boliviens sont allés plus loin en évoquant « *l'Amazonie, poumon du monde* ». Et le ministre péruvien des affaires étrangères a même proposé que l'oxygène de la région serve « *d'arme* » aux pays riverains, comme le pétrole en d'autres lieux...

Une thèse rejetée par le secrétaire brésilien à l'environnement, M. Paulo Nogueira Neto pour qui la « *théorie du poumon du monde n'a aucune base scientifique et est réfutée par tous les spécialistes* ». N. Neto a néanmoins reconnu que le déboisement massif de l'Amazonie pourrait avoir des « *conséquences incalculables* » sur le climat du monde car la teneur en dioxide de carbone risque d'augmenter entraînant un échauffement du climat.

« *L'Amazonie,* estime M. Neto, *constitue la plus grande biomasse du monde, mais on sait très peu l'utiliser rationnellement sans la détruire. Jusqu'à présent, on déboise, on fait des brûlis et on plante. Après quelque temps, l'équilibre très fragile des sols est détruit et la terre n'a plus aucune valeur* ».

Grand responsable de cette destruction massive de la forêt : les multinationales et les grands groupes frigorifiques internationaux qui possèdent rarement des terres de moins de 200 000 hectares. Le groupe Rockefeller a ainsi acheté au Brésil plus de 500 000 hectares dans le Mato Grosso, la « Georgia Pacific Corporation » plus de 640 000 hectares sans parler du milliardaire américain Daniel Ludwig qui a construit une ville industrielle à la place d'un morceau de forêt de plusieurs millions d'hectares...

Terres brûlées, épandage de trois cent cinquante millions d'hectares avec des herbicides ou des défoliants chimiques : les multinationales avaient, dès 1976, détruit 2 % (6,6 millions d'hectares) des matières premières végétales de la réserve amazonienne pour une production dérisoire de bétail. En 1980, on estime que les groupes frigorifiques ont détruit près de vingt millions d'hectares de forêt pour créer des pâturages destinés à six millions de têtes de bétail.

« *Le Brésil,* a assuré M. Neto, *ne veut plus de projets comme celui de Ludwig. Mais cela ne représente cependant qu'une goutte d'eau dans l'océan amazonien* ».

Cette goutte d'eau évaluée par le secrétaire brésilien à l'environnement à un déboisement de 0,5 % de la forêt dense amazonienne semble d'autant plus sous-estimée que l'utilisation de plus en plus importante de « *bois tropicaux* » par l'industrie du bois accélère encore le déboisement de l'Amazonie.

Le Brésil détient en effet 80% des réserves mondiales de bois tropicaux au moment où l'Afrique et l'Indonésie, fournisseurs traditionnels de ces bois ont quasiment épuisé leurs réserves.

Faites par le biais de concessions à l'entreprise privée, l'exploitation du potentiel de bois amazonien risque évidemment de mettre en péril les ressources forestières : déjà le « *déboisement sauvage* » de l'amazonie provoque des pertes de 70 % dans l'exploitation des bois coupés.

La liberté totale laissée jusqu'à présent par le régime militaire brésilien aux investisseurs étrangers en Amazonie n'incline évidemment pas à l'optimisme. En 1974, une délégation de douze membres de l'Etat major des forces armées brésiliennes visitait ainsi la propriété de Daniel Ludwig, la « *Jari* ». Le rapport d'une dizaine de pages dénonçant notamment les risques de dévastation de la forêt rédigé à l'issue de cette visite finit par être frappé du sceau du « *secret* ». Il faut dire que le secrétaire particulier du général Geisel, alors Président

L 11 3 1957. Strictement réservé à usage privé.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

LIBERATION

28.OCT.1980

de la République, Heitor Aquino était très lié à Ludwig pour avoir lui-même dirigé le « *projet Jari* ». Il a fallu l'annonce de l'intention du multimilliardaire nord-américain « *d'internationaliser* » « son » immense domaine de l'Etat du Para pour que le « scandale Ludwig » éclate publiquement et apparaisse comme une atteinte à la « *souveraineté nationale* » du Brésil. « *Douze ans après le lancement du projet Jari,* écrivait il y a quelque temps l'hebdomadaire d'opposition « Movimento » *le pays se trouve dans une situation inimaginable : celle de devoir prouver que la zone de la Jari fait partie intégrante du « territoire » brésilien* » : l'un des responsables de la Jari venait purement et simplement de faire part de la « *décision* » de Daniel Ludwig de « *donner* » toute la région où est implanté le « projet Jari » à une fondation privée suisse !

« *Le Brésil,* a assuré M. Neto à Belem, *ne finance plus les grands projets d'élevage qui exigent le déboisement. Nous ne voulons pas répéter les erreurs de l'Asie du Sud-est où les forêts ont été détruites par les multinationales* ».

« A condition qu'il en soit encore temps : au début de l'année, le plus gros entrepreneur de bois du Brésil, Rainol Grecco estimait qu'au rythme actuel de l'exploitation de la forêt, l'Amazonie n'en avait plus que pour cinquante ans maximum...

José GARÇON

L 11 3 1957. Strictement réservé à usage privé.

Annexe 10: How Brazil ended decades of decline in Manaus

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

11 NOV. 1980

How Brazil ended decades of decline in Manaus

BY RIK TURNER IN SAO PAULO

TWENTY-FIVE aircraft a month leave Manaus, capital of Amazonas state, to fly the 4,000 kilometres south to Sao Paulo, where they deliver their load of Honda motorcycles. Why does Honda build its motorcycles in the sparsely populated Amazon region and pay for transport all the way down to its markets in Brazil's affluent and populous south? The Manaus free zone.

Honda is among 189 companies which since 1967 have taken advantage of Government tax exemptions and set up in the heart of the Amazon jungle, a thousand miles from the sea. Manaus is where the Solimoes and Negro rivers join to form the Amazon river itself.

Other companies in the free zone include Sharp, Sanyo, Toshiba and Philco. A total of 241 industries were in action or being set up at the end of June. Sr. Ruy Lins, superintendent of the free zone, said output is now worth $2bn a year, most of it electronic goods.

The elegant mansions and renowned Opera House bear witness to the former glories of Manaus. Its golden days came up to the Second World War when rubber was a major export. The trade was controlled by British interests. The collapse came after synthetic rubber was invented.

Manaus was the first Brazilian city with electric trams, even before the then federal capital of Rio de Janeiro. One old timer recalled: "The trams were installed and administered by the British. The company even had an English name: the Manaus Tramway Company."

Such was the wealth of the British colony in the city that they sent their laundry to Liverpool for washing, on one of the weekly Booth Line steamers.

After decades of decline, the Brazilian Government decided in 1967 to allow the region to develop on its own through the device of a free trade zone.

The 1967 decree envisaged three "poles" of development —industrial, commercial and agricultural—as the centre for development of the whole western Amazon, which comprises the states of Amazonas and Acre and the federal territories of Rondonia and Roraima.

Companies in Manaus pay no taxes and are allowed tax-free imports up to a limit the Government sets each year. This year and last, the limit was $445m.

In return, the companies are committed to increasing their "nationalisation index," the amount of their product made in Brazil rather than imported and assembled. The 100 per cent mark must be achieved by 1997, when the free zone legislation ends and, according to Sr Lins, the index is averaging 77 per cent across the entire zone. The Hondas, for instance, have a nationalisation index of 80 per cent by weight and 85 per cent by value for the smaller model, 29 per cent by weight and 25 per cent by value for the bigger one.

In the free zone's early days, the commercial sector was the most important, taking most of the annual import quotas and attracting hosts of visitors from the south buying cameras, Indian cotton tunics and other imported goods at prices way below those charged in Sao Paulo.

Now the zone's industrial district is firmly established demanding more of the import quotas and squeezing the commercial sector. In compensation, the free zone superintendent has tripled the maximum value of purchases that visitors can make. But falling profit margins have been offset by higher prices, and Manaus is no longer the bargain hunter's haven.

The 1967 decree says companies in the zone must have their headquarters in Manaus. The common practice is for a foreign company to go into association with a Brazilian company, either of local origin or from the south. Honda is a minority shareholder in Moto Honda da Amazonia, the majority shareholder being the Manaus company Moto Importadora.

The free zone has its critics — not only foreign manufacturers who feel goods from Manaus are being dumped, but also observers of Amazonian development. One priest active in Manaus said: "Although the free zone has created over 40,000 jobs, there are some 40,000 to 60,000 unemployed in the city." As he explained, the zone's existence has led to a rural exodus as native Amazonians, or "Caboclos" as they are known, have left the shacks along the rivers where they fished and lived on forest fruits to seek a better life in the city. Manaus's population has increased from 200,000 people when the zone was created to 800,000 now, well over half the 1.3m inhabitants of the whole of Amazonas.

L 11 3 1957. Strictement réservé à usage privé.

Annexe 11: Greater Carajas scheme 'the project of the century

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

12 NOV. 1981

Greater Carajas scheme 'the project of the century'

"THE project of the century" is how Brazilians describe the Greater Carajas scheme. It is no exaggeration or hyperbole. Located south-east of the Amazon, the area under development covers approximately 800,000 sq km — the size of France and West Germany put together — of jungle and scrub.

The aim is to turn this neglected corner of Brazil into a prosperous industrial and agricultural region by the end of the decade. It could also be an export base rivalling any other in the country.

Communications are the key to the opening up of these unused tracts shared by Para, Maranhao and Goias states. Hence, projects already underway will provide the basis for an eventual north-south waterway of 2,200 km, from Belem at the mouth of the Amazon to Aruana in Goias, and a transverse railway of 900 km to Sao Luis on the coast. The Trans-Amazonian highway already runs through the region.

The total cost is $60bn on present estimates and at today's prices. Much of the fixed investment is expected to come from foreign loans or foreign risk capital.

Discovery

None of this would be possible if it had not been for the chance discovery in 1967 of a low range of hills stuffed full of minerals of a quantity, quality and variety surpassing anywhere else in the world. These hills are the Serra Dos Carajas, 550 km south-west of Belem.

But evident potential does not automatically mean evident wealth by any means. How Carajas came to assume the central place it now has in official planning, the heart of the much more ambitious regional project, is a tale in which the authorities dallied and the Western multinationals possibly missed the boat.

Union Carbide and U.S. Steel were separately prospecting for manganese in the vicinity in the mid-1960s, when an engineer working for the latter made a forced landing. The hill on which he came down turned out to be 18bn tonnes of haemetite.

Ten years later U.S. steel backed out, selling its half share to CVRD, the Brazilian state iron company, for $50m. BSC was among the foreign companies which then flirted with the idea of a minority stake in Carajas but eventually decided against getting involved, perhaps as much as anything because of the scale of the task.

Today, the Carajas iron ore project to produce 35m tonnes a year of sinter-feed by 1987, is being handled entirely by CVRD. The latest cost estimate is $3.62bn. That price includes infrastructure, which can later be used by other minerals as well, but excludes the burdensome financial costs.

Meanwhile, the world's big mining companies are waiting on the sidelines for the iron project to get off the ground (and for a nationalistic debate in Brazil over the multinationals' place in Carajas to be settled) before making their bid for the non-ferrous ores: copper, bauxite, manganese, cassiterite, nickel — and gold.

The commercial logic of the multinationals has undoubtedly been correct. The preliminary work involved in opening up this remote, unpopulated site could only have been handled by a government agency. Furthermore, Carajas would probably not have been economically feasible if it were not for another giant undertaking in the jungle, the Tucurui dam and hydro-electric plant on the nearby Tocantins River.

Tucurui is second in size in Brazil only to the Itaipu HEP project in the south-west, but is a far more taxing undertaking. In its first stage the power station is designed to produce 4,000 MW of electricity, at a cost today of $2.65bn, or $1,509 per installed kilowatt. Again, financial costs, adding appreciably to the price, have been excluded.

The eight turbines are due on stream progressively between the end of 1983 and late 1985. Shortly thereafter work will have to start on the second stage, to double capacity, if the estimated demand for electricity within the Greater Carajas region of 7,900MW by the end of the decade is to be met.

Tucurui is the kingpin of a series of smaller HEP projects Eletrobras, the state utility, is planning further up the Tocantins and its tributary, the Araguaia. All told, the basin of the two rivers is estimated to have a potential electricity generating capacity equivalent to Brazil's total installed power to date.

The stated goals for the Tucurui power station are to provide power for the mines and processing facilities at Carajas, for the railway line now under construction from the mines to the coast, for aluminium and alumina smelting near Belem and Sao Luis, and for future secondary industries based around the river towns of Muraba and Imperatriz.

Port facilities

A spin-off will be the fact that the Tocantins will become navigable all the way from the Atlantic to Maraba. Port facilities are being built near the dam itself. Any delay in work at the river site would have a critical bearing on the prospects for Carajas itself, with CVRD having already taken contracts for delivery of much of the iron ore from 1985 onwards.

Against these contracts, CVRD is raising abroad about $1.2bn for its share of the capital costs involved in the iron ore project, the railroad and the new port of Sao Luis.

At a time of all-round Government stringency these two interlinked projects have been given top priority in their access to state funds. Nonetheless, budgets are being sliced in real terms because of the continuing high level of domestic inflation. This is forcing both CVRD and Eletrobras and its regional subsidiary Eletronorte to borrow at high interest rates to cover the gap.

In its last annual report, Electronorte, the regional electricity authority, which spent 93 per cent of its 1980 investment budget on the project, said that delays in getting money from Brasilia had cut concreting work at Tucurui to 70 per cent of the planned amount. This year's budget was based on a national inflation rate of 60 per cent, not the actual 95 per cent.

Camargo Correa, Brazil's leading construction company, is the main contractor involved in the civil works and its financial wellbeing has been jeopardised by the heavy extent of its dependence on Tucurui. Payment delays have recently been up to 60 days.

However, building a project of this sort in the Amazon poses problems of logistics and climate not encountered elsewhere. Concreting, for example, is slowed down during the rainy season just now getting underway.

A key date to meet for the 26,000 site workers is next May, by when the earth dam is due to be completed. Failure to meet the target would mean that the main sluice gates could not be closed in September 1983, as planned, to start filling the lake behind the dam. Because of the annual rain cycle, Tucurui would have to wait another year and the consequences for the Carajas iron project and the Brazilian-Japanese aluminium and alumina works now under construction would be serious.

So far, despite the budget cutbacks, work is said to be still on schedule. Half the concreting and 55 per cent of the rock excavation has been completed, at a total cost to the end of last year of Cr 75bn ($1.15bn).

Much of the equipment for Tucurui is coming from France which is also providing the foreign exchange required. This has been budgeted at $436m for the project's first phase.

Less clear is the progress on the transmission lines. Two 500 KV trunk lines and a shorter 230 KV line are being built, cutting a swathe through the jungle: the first, 323 km long, will carry Tucurui's power to near Belem, while the second goes south and east to Maraba and Imperatriz for 400 km.

For the long-term future of the region an almost equally important, if less spectacular, aspect of the development of Carajas, is likely to be the agricultural possibilities opened up by the availability of rail, road and water transport.

The Greater Carajas Council, which was set up in Brasilia in May as an inter-ministerial body to co-ordinate the entire programme, talks of establishing an initial 300 cattle farms over a 3m-hectares area. Large-scale plantations of oil palms are envisaged and even the return of the rubber tree to its natural habitat as a commercial proposition is dreamt about.

Andrew Whitley

Annexe 12: Countdown for the Amazon

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

FINANCIAL TIMES

17. DEC. 1981

Brazil tries to balance conservation and economic exploitation

Countdown for the Amazon.

BY A SPECIAL CORRESPONDENT, RECENTLY IN THE BRAZILIAN AMAZON

GOVERNMENT planners in Brasilia are drawing up a new law which will attempt to zone-off the Amazon – the world's largest rain forest, covering some 5m square kilometres – to reconcile the conflicting demands of conservation and economic exploitation.

The need is urgent as ecologists say the forests are being felled at such a rate that there won't be much left by the end of the century. A forthcoming private study predicts that in the most rapidly developing areas of Brazil, like Rondonia in the north-west, the forest will have gone in four year's time.

The rest will disappear progressively, with Amapa in the far north of the country holding out until the end of the next century.

Although the Amazon stretches across six countries – Brazil, Venezuela, Colombia, Ecuador, Peru and Bolivia – 60 per cent is in Brazil, and it is here that the fiercest destruction is taking place.

In the Greater Carajas area, where the Brazilian Government is undertaking a hugely ambitious minerals and agriculture development programme, the ground is frequently obscured from the air by huge pails of smoke from "burn-offs" where the forest is being cleared.

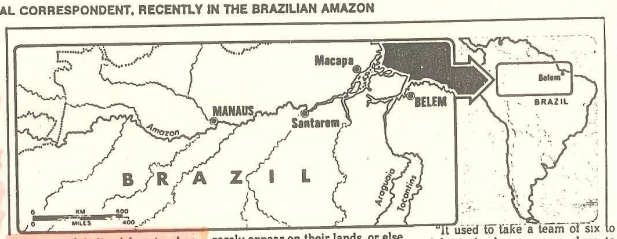
Along the rim of the jungle a line of flames lights up the sky at night.

To meet this threat, which comes as much from government projects as from private initiative, 16 federal agencies joined forces to produce the new draft law. According to Dr Paulo Noguiera-Neto, the federal secretary for the Environment, the law will lay aside some 15 to 20 per cent of the Amazon for cattle and agricultural projects. The rest will be divided between forestry and agricultural projects.

Whether any law of this type could be effectively enforced is another question. For all the good intentions of part of the administration, the overwhelming desire to tap fully the Amazon's economic potential may prove irresistible.

Late last century saw the first, timid clearing operations near Belem at the mouth of the river. But even as recently as the 1950s only a few scattered saw mills existed throughout the vast jungle.

The real onslaught has come in the wake of the military takeover of Brazil in 1964. The new government was publicly committed to developing the thinly populated Amazon region, to exploit its rich natural resources and take the pressure off the crowded cities of the coast.



Official figures show how enthusiastically the destruction has been carried out in recent years: while the total size of the jungle is estimated to have shrunk by 12 per cent since the Europeans first arrived in the fifteenth century, satellite pictures reveal that a third of the destruction has occurred in the last decade.

Between 1975 and 1978 the cleared area grew by nearly 170 per cent. But since January 1979 no further figures have been released.

Roads, frequently built with strategic aims in mind, have been the key to the opening up of the area. The Trans-Amazonian Highway and other major link roads brought big cattle ranchers into the area.

Sr Modesto da Silveira, a leading opposition member of parliament, blames "foreign adventurers" for cutting down the trees. Certainly in the late 1970s the Government showed a preference for the multinationals.

Volkswagen has a massive cattle ranch in the area, while Jari with its 3.5m hectares, the pet project of Mr Daniel Ludwig, the American billionaire and shipping magnate, is in a class of its own.

Sulamerica, the leading Brazilian insurance company, also has its spread in the Amazon. For today in the Tocantins-Araguaia rivers area it is the Brazilian landowners who are most visible; whether rich industrialists from the south who rarely appear on their lands, or else less wealthy individuals who sell up all they have to start a new life in the Amazon.

All along the edge of the forest areas a similar story repeats itself. Workers from the impoverished north-east of Brazil are brought in to clear the land; expelled when the work is done they move deeper into the jungle to clear their own small plots. The cycle is repeated when new potential landowners catch up with them and cajole the labourers into leaving.

Tension frequently runs high between the landless *posseiros* and the new claimants to the land. In a case which has become a test of wills between the Brazilian church and the Government two French priests are currently on trial in Belem accused of organising an incident in which a ranch employee was killed.

In the small town of Agostinopolis several hundred dispossessed farmers recently gathered from miles around to form a union, to help protect themselves against the threats, house burnings and shootings which have become commonplace. Two months earlier their church had been fired on and closed by armed gunmen.

Increasingly sophisticated tools are as much to blame for the speed of change in the Amazon as neglect or greed on the part of man. Professor Orlando Valverde, president of the national campaign for the defence of the Amazon, describes how the clearing methods have changed.

"It used to take a team of six to eight trained men seven days to clear one hectare with axes and sickles. Now, one man with a saw can clear a hectare in two days. Far worse than that, two tractors using an eleven-tonne chain can clear 40 to 50 hectares in one day."

Professor Valverde has also seen evidence of the use of herbicides: "a dead forest, but no signs of fire."

Most ecologists in Brazil agree that some sort of rational development of the Amazon is important. But they believe that so far the exploitation has been indiscriminate and undertaken without proper study.

Mr Charles Clements, an American biologist, and others also worry about the cultural loss to Brazil as the native Indian tribes gradually become integrated into the mainstream of national life. Much of their knowledge of the plants of the Amazon (there are an estimated 100,000 different species) has already been lost forever.

The Government, in the shape of Dr Neto, recognizes the mistakes it made in the past in approving large reaching projects. But he argues "We still have time to save the Amazon," for example through the replanting of native rubber trees and the protection of the bare soil after clearing of the overgrowth.

Sadly, the ecologists have little faith in the Government's abilities in this respect. They are pinning their hopes on public opinion instead, especially during next year's national election campaigns. It may be a forlorn hope, but it could be the last chance before the delicate and complex natural balance in the Amazon is broken down forever.

e privé.

Annexe 13: Brazil's Amazonian dream ends up as a nightmare

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

THE GUARDIAN

13. JAN 1982

Brazil's Amazonian dream ends up as a nightmare

By Bernardo Kucinski

CRITICISM is growing against a Brazilian Government proposal to rescue the Jari Project, the gigantic scheme devised by the American billionaire, Daniel Keith Ludwig, in 1967 to exploit the Amazon. The proposal will cost taxpayers at least $180 million, but will probably only save face for the Government, and then only for a short time.

By disclosing the plan, the Government made it official that the Amazon venture had gone bankrupt, after swallowing about $1 billion — a tenth of Ludwig's estimated fortune.

The Jari Project involves the largest area of private property in Brazil — a country within a country totalling nearly nine million acres in which Ludwig chopped down the native tropical forest to plant Gmelina Arborea, a fast-growing tree he brought from Africa to fuel a 750-tons-a-day pulp factory. The factory itself was bought in Japan and floats along the Amazon rivers.

In the area of the project, rice was sown from airplanes. Three thousand miles of roads, 47 miles of railways, and four airfields were built. But the Gmelina did not thrive. The rice paddies also did not yield as expected, producing far less than needed to justify the high costs involved in covering the Amazon's distances. Management finally succumbed under the weight of the failures.

According to the rescue plan, a new company is to be set up by about 20 of the country's largest private enterprises to take over Jari's assets. The State-controlled Banco do Brasil will assume Jari's debt, which is put at $180 million, and of which the Government was the guarantor anyway.

But there is nothing convincing in the plan as to the economic viability of the new company. The private enterprises were ordered by Brazil's chief economy minister, Delfim Netto, to participate with $3 million each in the period 1982-1984 as "patriotic duty."

Most of the companies ordered to make the sacrifice are highly dependent on the Government and were unable to refuse. One which did was the big commercial bank Unibanco, whose chairman, Roberto Bornhausen, said that "Ludwig knew the risks, he bet, and lost." Another was Bueno Vidigal, chairman of the powerful Sao Paulo industry federation and owner of the railway company, Cobrasma: "We just don't have the money," he said.

Claudio Bardella, owner of a major capital goods industry, said he could only perticipate by supplying the $3 million in capital goods of his own making. Some industrialists are resorting to collections to put together the $3 million demanded by Delfim Netto.

One criticism against the plan refers to the role of Banco Do Brasil, which is not allowed by statute to have more than a 10 per cent stake in any company.

The rescue plan was put together in the first place by the Brazilian millionaire Azevedo Antunes, a friend of Ludwig and an associate of some of the largest foreign mining companies operating in Brazil.

Azevedo Antunes is being true to his image as Brazil's most resourceful front-man for multinational companies. About a year ago, he got a special $35 million loan from the state-owned National Development Bank to pay some of Jari's debts. By then, Ludwig had lost any hopes of getting Jari on the rails and he gave Antunes, in exchange, its only profitable business, a china clay mine.

Antunes is participating in the new company by putting back into it the china clay mine, valued now at $40 million. He will be the majority shareholder and without having spent a cent of his own money.

Ludwig, who is 85 years old, has declared he will be happy to get between a 3 and 5 per cent annual dividend from the profits of the new company, and will use it for a cancer research institute he has set up in Switzerland.

Ludwig's dream of building a new world in the Amazon forest as a living monument to his enterpreneurial ability, began shortly after Brazil's 1964 militray coup. Roberto Campos, now Brazilian Ambassador to London, is said to have played a leading role in organising the coup and he convinced Ludwig that the Amazon was the place he was looking for.

Ludwig was given all the facilities by the Government, and in particular by ex-President Geisel's military faction which was in power for most of the decisive phase of the project. Geisel's private secretary, Captain Heitor de Aquino (who is now President Figueiredo's private secretary), was one of Jari's first employees.

President Geisel waived taxes due by by Jari when the pulp plant was imported from Japan, representing a loss to the Treasury of about $70 million.

By 1980, when Jari's agony became acute, Geisel was no longer in power and Ludwig had to face a far less sympathetic administration. Meanwhile, Jari had become in the eyes of many the national symbol of ecological destruction and administrative laxity.

L 11 3 1957. Strictement réservé à usage privé.

Annexe 14: The man who inherited a jungle dream

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

FINANCIAL TIMES

15. JAN 1982

John Arden in Rio de Janiero profiles Sr Augusto Antunes, new head of Brazil's Jari project

The man who inherited a jungle dream

"ANTUNES is a mirror reflection of Ludwig. But he's a Brazilian and he also knows the jungle. This is why he'll succeed."

That is how a business associate describes Sr Augusto Antunes, the man who is taking control of Mr Daniel Ludwig's controversial forestry, agriculture and minerals project, Jari.

After sinking $1bn into his dream of making millions from fast-growing trees along the Amazon River, 85-year-old American Mr Ludwig feels too exhausted to carry on.

Encouraged by the Brazilian Government, a group of 27 companies are to buy Jari for a song. Mr Ludwig's cancer institute will initially get nothing, as immediate funds raised, ($280m) will go pay off Jari's debts. Dividends will eventually be paid on a scale sliding from 5 per cent in 1987 to 3 per cent until 2021, when the deal ends.

If it were not for Antunes – a friend and admirer of Mr Ludwig – the deal would probably never have gone through.

Born in Sao Paolo of middle-class professional parents, Sr Antunes began dabbling in minerals when as a mining engineer he went into a deal to buy an iron mine called Pico do Itabirito in the state of Minas Gerais.

The mine was not a great success to begin with, but in the late 1950s he pushed for the right to mine manganese in the state of Amapa, Brazil's most north-easterly state, at the mouth of the Amazon. At the same time Mr Ludwig was looking for a suitable site to plant his fast-growing gmelina trees. (He eventually bought out Jari, only a few hundred kilometres south west of the Icomi manganese Plant).

Sr Antunes won the mining rights against tough opposition from foreign companies after giving a strongly nationalist speech before a meeting of the government's National Mines and Metallurgy Council.

Desperate for money to develop the mine, he spent six months in the U.S., hardly speaking any English when he arrived. Despite his insistence on keeping 51 per cent of the mine's shares, he finally found a backer in Bethlehem Steel.

Sr Antunes was lucky. Manganese prices went up steadily for a variety of reasons from the Korean war to the closure of the Suez Canal. A debt of $67m to Eximbank was paid off in just four years.

He first met Mr Ludwig in the late 1960s when the organisers of the Jari project were seeking help with a technical problem, and their friendship was cemented by Mr Ludwig's sympathy at the death of Sr Antunes son in a gas lead accident.

Sr Antunes was convinced Brazil's future lay in huge mineral projects and once the manganese project was running smoothly in Amapa, he returned to Minas Gerais, where he felt his old iron mine was not being exploited sufficiently.

With the giant Hanna company, which held concessions in the area, and several Japanese concerns, he formed Mineracoes Brasileiras Reunidas, now the country's biggest private mining group. MBR diversified into special steel production with a refinery in Sao Paulo.

Caemi, created as a holding group, now with assets of $230m is almost totally controlled by Sr Antunes. It is involved in a wide range of products from iron and manganese to plywood and meat.

Like Mr Ludwig, Sr Antunes has always avoided publicity and hates interviews. His life style is relatively simple. After returning from work to his apartment in Parque Guinle in Rio de Janeiro, he rarely leaves, preferring to watch television or read books, particularly history. He devotes much time to his wife and daughter and rarely appears at gatherings of bankers or industrialists.

Although he generally prefers to steer clear of politics, he took an active part in the removal of the Left-leaning government of Sr Joao Goulart by the military in 1964. This he achieved by joining and becoming a key member of the Instituto de Pesquisa Economica e Social (IPES), the front organisation set up to plot against Sr Goulart.

For this, and his association with Mr Ludwig, he became a target of the Left and of nationalist sentiment.

But his supporters have claimed that only a man of his courage and stature can handle the foreign companies and multinationals in their Brazilian operations.

For years Sr Antunes has been the driving force behind the negotiations to ease Mr Ludwig out of Jari.

Until the new group that will run Jari is formed, it is not clear how

L 11 3 1957. Strictement réservé à usage privé.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

LE MONDE

14 FEV 1982

Monte-Dourado sont privés, depuis un an. Et la maison des hôtes, derrière la piscine, d'où la vue est si belle sur un coude du Jari, est un hôtel comme les autres. A cette nuance près que les clients sont bien rares depuis un an. Autre « révolution » : une petite compagnie aérienne privée assure maintenant le trafic régulier entre Belem et Monte-Dourado, doublant et relayant les bimoteurs un peu essoufflés de Ludwig.

Un « fils de pirate »

Son domaine était investi bien avant l'accord avec Antunes de janvier 1982. Un visionnaire, Ludwig ? un capitaliste sauvage ? un illuminé ? un « fils de pirate », comme le dit en riant l'amiral Game E Silva ? Adulé par ses amis, haï par ses ennemis. Le jugement n'est pas aisé. Après tout, le « rachat » du Jari est un accord à l'amiable entre barons de Manhattan et grands seigneurs de Sao-Paulo.

Vu de Beiradao, le bidonville sur pilotis, rive est, et plus encore de Beiradinha, qui baigne dans les effluves de Mugunba, rien n'est changé. Beiradao, c'est la cité-satellite qui a grandi sauvagement, vivant des miettes de Monte-Dourado, tout à la fois mini-marché, dépotoir, bordel, tripot. Une échoppe en plein vent, putride, avec des grouillements de reptiles sous les planches vermoulues qui mènent à l' « intérieur » du bidonville, et où les enfants tombent assez souvent ; un bazar équatorial ouvert vingt-quatre heures sur vingt-quatre où l'on trouve presque tout : des magnétoscopes japonais, des prostituées de douze ans, des cours de musique ou d'anglais, des échoppes de drogue et des officines religieuses, des guérisseurs. Six mille habitants à Beiradao, attirés par les lumières de Monte-Dourado. *« Tout le monde veut aller au Jari »*, affirme le « préfet » Valdemiro. Vingt-quatre heures sur vingt-quatre, une noria de barques à moteur bourdonne sur le Jari, assurant le transport, payant, entre Monte-Dourado et Beiradao, qui a toujours échappé au contrôle de Ludwig. Taudis de planches et de cartons, conditions sanitaires déplorables, eau polluée : Beiradao c'est, toute proportions gardées, un petit Panama à côté de la zone du canal. Un îlot de sous-développement posé au flanc d'une oasis de technologie et de confort. Avec ou sans Ludwig, Beiradao va encore grandir ou dépérir selon le sort de la nouvelle compagnie brésilienne du Jari.

Pour l'immense majorité des « contractuels » des cinq mille « peoes » encore employés sur les chantiers de la forêt à l'abattage et au transport du bois, l'accord Antunes-Ludwig ne changera rien, ou pas grand-chose. Ils arrivent pour la plupart de l'Etat du Maranhao, l'un des plus misérables du Brésil, engagés pour trois mois renouvelables par des agents recruteurs d'agences spécialisées qui traitaient à leur tour avec la société. Sous-payés, 20 cruzeiros de l'heure en 1981, mal nourris, sans vrai garantie, sans autre protection que leur solidarité, ils vivent dans des camps ou des baraquements en pleine forêt, le hamac accroché à un clou, se lavent au premier marigot. Aussi la rotation du personnel a-t-elle toujours été particulièrement rapide, de l'ordre de 100 % par an. C'était vrai au sommet. Ludwig a « usé » une douzaine de directeurs en moins de quinze ans...

Pour tenter de calmer les critiques acerbes qui se multipliaient, Ludwig avait envisagé de construire des « cités dans la forêt », des « silvivilas » pour les travailleurs, avec des maisons en dur comme à Monte-Dourado. Bananal, à une soixantaine de kilomètres au nord, est par exemple l'une de ces « silvivilas » pratiquement achevées mais désertes aujourd'hui sur le grand plateau abandonné. « Manque de crédits ».

Sur la piste de Bananal, des Caterpillars jaunes de trente tonnes, hauts sur pattes, foncent à 100 à l'heure. *« Ici, c'est le danger numéro un, bien avant les serpents »*, affirme avec philosophie Ted, un Texan, solide, vingt ans de Brésil, deux ans de Jari, qui parcourt chaque jour les zones de reboisement en Land-Rover. La « gmelina », sur laquelle Ludwig comptait tant, est un échec relatif. Elle réussit mal dans les sols sableux. On l'a de plus en plus remplacé par l'eucalyptus. Ted s'enfonce résolument à pied dans le sous-bois humide et sombre, découvre avec excitation un eucalyptus de deux ans, le caresse, apprécie sa taille. *« Bien plus fort »*, dit-il, *que la « gmelina » au même âge »*. D'énormes termitières jalonnent la piste de terre rouge. *« On ne sait jamais en coupant un arbre s'il sera creux ou non. Nous apprenons tous les jours. »*

Six bulldozers avancent de front dans ce qui évoque un immense champ labouré. La chaleur est lourde, oppressante. Des nuages de moustiques tournoient autour des hommes. Les bulldozers repoussent les dernières racines, les troncs mutilés. Une équipe de « peoes » en loques, le visage noirci, s'applique consciencieusement à replanter, à intervalles réguliers, des eucalyptus nains, rangés dans des claies, comme on en voit chez les fleuristes. Le sol est encore détrempé par les pluies. La forêt *« primitive, somptueuse mais fragile »*, comme dit Ted, est à moins de 300 mètres. Comme un mur végétal vaguement hostile.

La nuit est tombée sur Sao-Miguel, à deux bonnes heures de piste de Bananal. Dans les lumières des phares, une forme apparaît, affalée dans l'herbe. C'est un « peoe » égaré, saoul de cachaca (eau-de-vie de canne) et de tristesse. Il a le visage plein de terre, la chemise raide de crasse et de sueur. Il pleure : *« Je n'ai pas de mère, je n'ai pas de père, je n'ai pas de femme... »* Ted le ramène au campement de Sao-Miguel. Ses compagnons s'esclaffent en l'apercevant, recroquevillé et tremblant sur la Land-Rover. Ils lui donnent des tapes dans le dos, le transportent dans son hamac. Lui, comme un enfant, tient dans sa main crispée la bride cassée de sa sandale en caoutchouc. Sao-Miguel, au cœur du Jari, semble bien loin, dans sa nuit moite, des tractations des banquiers. Ludwig a échoué. Les Brésiliens réussiront peut-être... ■

L 11 3 1957. Strictement réservé à usage privé.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

LE MONDE

14. FEV. 1982

(1) Rapporteur de la commission d'enquête parlementaire de 1979. Modesto da Silveira *Ludwig, empereur du Jari*, Cyllisio Bruilleiro, Rio 1981).

(2) Citée par Lorette Coen, dans son ouvrage *le Vieil Homme et la Forêt, Jari, une enclave en Amazonie*. Un travail sérieux et très objectif. Editions Pierre-Marcel Favre, 29, rue de Bourg, Lausanne, Suisse, 1981.

(3) Voir le reportage de Jean Rollin, « Brésil, un grand trou dans la forêt », *Le Monde Dimanche*, daté 24 août 1980.

L 11 3 1957. Strictement réservé à usage privé.

Annexe 15: Grandeur et décadence d'un empire amazonien

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

LE MONDE

14 FEV 1982

Grandeur et décadence d'un empire amazonien

Une des dernières aventures du capitalisme sauvage dans une des dernières étendues sauvages du globe. Et qui tourne à la déconfiture. L'Amazonie et le nationalisme brésilien sont en train de venir à bout des milliards de Daniel K. Ludwig.

MARCEL NIEDERGANG

LE petit Cessna tangue dans les trous d'air à l'aplomb du Jari. Vers le nord, la grande forêt n'est que moutonnement verdoyant et sans faille, coupée seulement par une barre rocheuse, avancée lointaine du bouclier des Guyanes. Au sud, les premiers bataillons de cumulus d'orage envahissent le ciel.

Eaux noires, tourbillons, méandres, îles à demi submergées : le Jari, qui se jette 150 kilomètres plus bas dans l'Amazone, n'est pas seulement un affluent de gauche du grand fleuve. C'est un symbole, un dossier politico-financier complexe, un défi, un thème de controverse politique à Brasilia. Et maintenant un nouveau pari sur l'avenir...

Pour les Brésiliens, le Jari reste lié au nom de Daniel K. Ludwig, un milliardaire américain aujourd'hui âgé de quatre-vingt-quatre ans, un homme secret, obstiné, un « self-made man glacé », rebelle à toute publicité, et qui n'a vécu que pour investir, produire, contrôler ses nombreuses sociétés à travers le monde. Mais le Jari, on le voit bien aujourd'hui, a été sa plus grande passion, et aussi son plus grand échec.

En 1967, déjà septuagénaire, il a acheté ici une surface estimée à 2 800 000 hectares pour la somme relativement modeste de 3 millions de dollars. Un domaine qui s'étale de part et d'autre du Jari, sur le territoire d'Amapa, et sur l'Etat de Para. En fait, ses limites exactes ne sont pas connues.

Les administrateurs du projet Jari nommés par Ludwig pour gérer son rêve amazonien n'ont jamais donné les mêmes chiffres. Et les autorités brésiliennes, même à l'époque où elles témoignaient de la plus grande complaisance à l'égard du magnat de New-York, ont toujours contesté la légalité d'une partie des documents de propriété exhibés par la société, qui parlait d'ailleurs de « frontières naturelles », comme s'il s'agissait effectivement d'un Etat souverain de la taille approximative du Liban ou du Connecticut.

Pendant treize ans, de 1967 à 1980, Ludwig a pu gérer son domaine en toute liberté sans rendre de comptes à l'Etat brésilien. Pendant treize ans, le Jari a été un mythe, presque une légende, un eldorado du vingtième siècle caché dans la grande forêt équatoriale, quelque part entre Belem et Santarem. Pas de drapeau brésilien, pas de police brésilienne, pas de douanes, pas de contrôle fiscal, pas de relations directes avec les services fédéraux de la santé ou du travail.

Le vent a changé

De Belem, on compte deux jours de barcasse à moteur. En avion, une heure et demie environ pour effectuer les quelque 500 kilomètres qui séparent la capitale du Para de Monte-Dourado, chef-lieu du Jari. Mais barcasses et avionnettes appartenaient encore l'année dernière à la société. Nul, Brésilien ou étranger, ne pouvait débarquer à Monte-Dourado sans une autorisation expresse de Ludwig. Le vieil homme avait – il a encore – une aversion totale pour les gens de presse, les indiscrétions sur sa vie privée ou ses activités. Mais la seule obstination de Ludwig, que le député brésilien Modesto da Silveira (1) appelle « l'empereur du Jari », ne suffit pas à expliquer cette longue parenthèse de silence presque total...

Le pilote du Cessna est Pérurien. Il est au Jari depuis deux ans et s'en trouve bien. Il a une tête toute ronde d'Indien. Il tend la main vers un bouillonnement d'écume sous les ailes : les chutes de San-Antonio. *« Ludwig veut construire une centrale hydroélectrique en amont des chutes... »* Il corrige *« Il vou-*

11 3 1957. Strictement réservé à usage privé.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

LE MONDE

14 JUIN 1982

lait... Maintenant que le vent a changé, quien sabe ! »

Oui, le vent a tourné. Au début, Ludwig a été accueilli les bras ouverts par les militaires qui rêvaient de développer leur hinterland amazonien. Deux amis brésiliens, l'industriel Antunes, un des chefs de file du big business de Sao-Paulo, et Roberto Campos, ancien ambassadeur et ancien ministre, l'ont encouragé à investir au Brésil. Puis l'ont présenté au maréchal Castello Branco, alors président, qui le reçoit en 1966 avec cette apostrophe : « *Venez donc chez nous M. Ludwig. Le Brésil est maintenant un pays sûr... (2).* »

Daniel K. Ludwig est persuadé à l'époque que la demande de pâte à papier va croître très rapidement dans le monde d'ici à la fin du siècle. Il compte donc installer une usine géante de cellulose sur le Jari, déboiser des dizaines de milliers d'hectares de la forêt originelle (aux espèces trop nombreuses, près de 300, et impropres selon les experts à la production de pâte à papier) et « recréer » une forêt homogène avec trois espèces seulement : la « gmelina » importée d'Asie, dont la croissance sous les tropiques est théoriquement très rapide, le pin des Caraïbes et l'eucalyptus. L'énergie doit être fournie par une usine thermoélectrique. A ces projets déjà grandioses, Ludwig va en ajouter d'autres : l'élevage intensif de buffles, des rizières géantes, une exploitation de kaolin et de bauxite.

En treize ans, il investit près de 1 milliard de dollars. Ses amis, aux Etats-Unis et au Brésil, affirment que le Jari n'a pas coûté un centime aux contribuables brésiliens. La vérité est plus nuancée. En fait, le projet a bien bénéficié d'exemptions fiscales et de facilités bancaires, sous forme de garanties accordées pour permettre, en particulier, l'achat au Japon des usines thermoélectriques et de cellulose. Mais tout s'est déroulé dans la plus grande discrétion. Le « mystère » du Jari est d'abord l'histoire d'une collusion entre un richissime armateur américain (dont la fortune est évaluée par *Fortune* à 5 milliards de dollars) et un mouvement brésilien engagé dans une politique économique ultralibérale et un plan d'industrialisation forcenée.

L'importance réelle du projet, ses réalisations spectaculaires, ses échecs, son exploitation d'une main-d'œuvre flottante et à très bon marché, ses paris techniques : tout cela n'est apparu qu'à partir du moment où les relations privilégiées entre Ludwig et Brasilia se sont détériorées. La visite au Jari du président Medici, en 1973, a mal tourné et a permis de mettre en lumière les mauvaises conditions de vie des travailleurs. Pas plus mauvaises en fait que celles des autres Brésiliens employés sur les autres chantiers de l'Amazonie ou de l'intérieur. Mais Ludwig est Américain. Les militaires nationalistes s'en aperçoivent lorsqu'ils découvrent avec stupéfaction que le drapeau américain flotte sur Monte-Dourado.

Oui, le vent a tourné. Et Ludwig doit, dès 1978, affronter avec amertume les tracasseries administratives. La délimitation des terres reste en suspens. On dit non à son projet d'usine hydroélectrique, non à sa demande de crédits pour la construction de logements. La presse brésilienne, qui a conquis des libertés avec la libéralisation politique engagée par Geisel et poursuivie par le président Figueiredo, dénonce avec vigueur le projet Jari comme un cas type d'exploitation éhontée des richesses nationales par une multinationale, dont le centre de décision est à New-York. Mais l'ennemi numéro un de Ludwig n'est pas tant la presse et la classe politique de gauche que l'amiral Gama E Silva, un Amazonien de Manaus, membre du Conseil national de sécurité, et qui dirige le Gebam (le groupe exécutif pour le Bas-Amazone). L'amiral, nationaliste, pense que l'avenir du Brésil est en Amazonie, mais il ne veut voir sur les rives du grand fleuve que des entreprises brésiliennes. Son rôle pour infléchir et finalement renverser la position de départ très tolérante à l'égard de Ludwig du gouvernement brésilien a été essentiel. « *Aujourd'hui, nous n'accepterions pas un projet Jari* », dit, en janvier 1982, un proche conseiller du président Figueiredo. Le Jari, c'est donc aussi un épisode complexe de la lutte de clans au sein du gouvernement de Brasilia depuis 1964... Le secret d'Etat est devenu une affaire d'Etat.

Monte-Dourado

Demi-tour à droite. En bas, un Indien glisse en pirogue le long de la rive fangeuse vers Beiradao, le bidonville sur pilotis de 6 kilomètres de long, côté Amapa, en face de Monte-Dourado. Au loin, sous les nuages noirs et bas, on distingue un large chancre jaune pâle, la mine de kaolin, découverte, dit-on, par hasard, l'une des plus riches du monde, et dont l'exploitation a été provisoirement ralentie en 1981. Stocks trop importants.

Un écrin d'arbres, des pistes rouges et détrempées, des maisons alignées en damier, le château d'eau, l'hôpital en contrebas de la route qui mène à l'embarcadère, le quartier résidentiel des membres du staff, la piscine du club, des dizaines de camions, de bulldozers et de grues autour des ateliers et des bureaux à air conditionné de la société : vu du ciel, Monte-Dourado n'a pas mauvaise allure (3).

A terre, ce n'est pas le Far-West. Mais une petite ville de pionniers d'Amazonie, propre, bien entretenue, qui peut se suffire à elle-même : un supermarché, une église « œcuménique » où alternent cultes protestants et messes catholiques, une banque que ne protège aucun policier, un gymnase, des écoles primaires et secondaires. Ce n'est pas rien Monte-Dourado : encore vingt mille habitants, malgré les licenciements, les départs volontaires, le ralentissement des activités, pendant toute l'année 1981, dans l'attente d'un accord entre Ludwig, renfrogné, malade, boudant à New-York, et les Brésiliens, voulant sans vouloir tout en voulant reprendre le Jari, ses charges, ses dettes, ses espérances.

L 11 3 1957. Strictement réservé à usage privé.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

LE MONDE

14.FEV.1982

Seul, Basilio, énorme, truculent, n'a jamais perdu le sourire. Son épicerie-droguerie est juste en face du supermarché qui vend en moyenne 30 % plus cher qu'à Belem. Les frais de transport. Basilio s'y retrouve avec ses batteries de casseroles, ses sacs de haricots et de riz, ses poissons séchés. Même en pleine Amazonie, le charme du petit commerce, ça compte...

On sent bien pourtant que Monte-Dourado s'est rétracté et qu'une certaine morosité est dans l'air. Le rythme des mariages célébrés par le Père Juvenal s'est sérieusement ralenti l'année dernière. « *Nous avons réduit mais nous continuons* », dit en écho M. King, le bras droit de Ludwig, « *pour le moment* », sur le Jari. Surtout, Ludwig a dû lâcher beaucoup de lest depuis le début de sa « guérilla », au milieu de 1980, avec le gouvernement brésilien. C'est l'austérité : les soins et les visites ne sont plus gratuits à l'hôpital pour les « étrangers », c'est-à-dire les non-résidents à Monte-Dourado. Avant, ils venaient par dizaines chaque jour de la brousse environnante. « *Nous avons maintenant huit mille entrées par mois à l'hôpital, au lieu de douze mille* », confirme le médecin-chef, un Colombien. Il ajoute comme pour lui-même : « *Non, la malaria n'est pas encore totalement éliminée dans le secteur...* » Austérité : finis les avantages « exceptionnels » pour les familles du staff des premières années héroïques du Jari, finis, par exemple, les bains d'eau minérale et les escapades en avionnette de la compagnie pour les femmes de cadre qui désiraient aller chez le coiffeur à Belem !

« Sauvetage »

Les brèches s'étaient agrandies depuis un an dans la clôture de l'« empire », bien avant le renoncement de Ludwig et la prise en main du projet Jari par un consortium d'une vingtaine de grandes sociétés brésiliennes, sous la direction d'Antunes, le roi brésilien du manganèse, l'ami de toujours du milliardaire new-yorkais. Quelle ironie ! les acteurs de la première scène se retrouvent au final. Et c'est Delfim Netto, dans la coulisse, qui est intervenu avec énergie pour persuader les plus grands noms du secteur privé brésilien, les Vidigal, les Ermirio de Morais, les Camargo, les Olavo Setubal, de participer à ce « sauvetage » du projet Jari « *au nom de la patrie* ». Antunes a acheté la mine de kaolin pour 40 millions de dollars : son présent dans la corbeille. Les autres entreprises brésiliennes doivent participer pour 60 millions de dollars. La nouvelle Compagnie du Jari est donc constituée avec un capital de départ, modeste, de 100 millions de dollars.

Les dettes de la société de Ludwig, environ 200 millions de dollars, seront honorées. Et l'Institut de recherche contre le cancer, fondé par le milliardaire à Zurich en 1971, percevra des dividendes sur les bénéfices éventuels de la nouvelle compagnie. Il ne perd pas tout, à peine quelque 500 millions de dollars, et son nom reste attaché à l'entreprise par le biais de son Institut de Zurich.

Son bilan n'est pas mince. Ludwig a échoué tout près de son but. Les nouvelles plantations d'arbres à croissance rapide couvrent une superficie de 100 000 hectares ; l'usine de cellulose, achetée au Japon pour 270 millions de dollars et remorquée jusqu'au Jari en 1978, produit 750 tonnes par jour d'une excellente cellulose ; les exportations rapportent 110 millions de dollars par an. Les rizières, 35 000 hectares, sont parmi les plus grandes du monde. On compte 15 000 têtes de bétail dans l'île aux buffles, un Marajo en miniature. Les réserves de kaolin sont estimées à 150 millions de tonnes et la production peut atteindre 210 000 tonnes de raffiné par an.

Le Jari, ce n'est pas rien : un port à Munguba, près du site de l'usine de cellulose, pouvant accueillir des navires de 40 000 tonnes. Quatre petits aéroports, dont celui de Monte-Dourado, sur un plateau à une douzaine de kilomètres du « centre-ville ». Soixante kilomètres de chemin de fer pour le transport du bois, 4 000 kilomètres de routes et de pistes numérotées à travers le labyrinthe des plantations et des zones de reboisement. Un damier complexe où les ingénieurs et les agronomes peuvent ne plus savoir où ils se trouvent exactement et doivent s'orienter à la boussole !...

Américains, Brésiliens, Latino-Américains, Suédois, Yougoslaves, Tchèques, Canadiens et même Français : le Jari, c'était et c'est encore une étonnante communauté cosmopolite avec ses clans, ses rivalités « coloniales », ses potins, et aussi ses enthousiasmes. Leur plus grande admiration va à l'usine de cellulose. C'est leur orgueil commun. Elle ressemble à un navire de haut bord ancré sur la rive droite du Jari. A la voir fumer et trembler de toutes ses passerelles, à suivre la chaîne depuis la salle de contrôle automatique, à près de 60 mètres du sol, on comprend l'étonnement que suscite encore, quatre ans après son installation, ce monstre métallique entouré de vapeurs jour et nuit.

A lui seul, il produit déjà le quart de toute la production de cellulose du Brésil. « *C'est une œuvre d'art* », dit Pierre le Canadien. Sept cents ouvriers sont employés à l'usine. Les techniciens étrangers, mieux payés, appartiennent naturellement à la caste des superprivilégiés du Jari. Mais tous sont d'accord avec les techniciens brésiliens pour affirmer que « *le secret voulu par Ludwig* » s'est retourné contre le Jari. « *Nous n'avons rien à cacher...* » Et de rappeler sans cesse l'exploit du montage de l'usine, réalisé en trois jours et trois nuits. Ludwig était là. « *Quand tout a été fini, il a pleuré* », se rappelle Pierre.

Ludwig n'est pas revenu à Monte-Dourado depuis mai 1980. Il a progressivement passé la main. Les douaniers brésiliens sont arrivés, pour une tâche il est vrai encore bien symbolique. Un poste de police brésilien est installé à l'embarcadère. Les taxis à

L 11 3 195. Strictement réservé à usage privé.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

LE MONDE

14.FEV 1982

Monte-Dourado sont privés, depuis un an. Et la maison des hôtes, derrière la piscine, d'où la vue est si belle sur un coude du Jari, est un hôtel comme les autres. A cette nuance près que les clients sont bien rares depuis un an. Autre « révolution » : une petite compagnie aérienne privée assure maintenant le trafic régulier entre Belem et Monte-Dourado, doublant et relayant les bimoteurs un peu essoufflés de Ludwig.

Un « fils de pirate »

Son domaine était investi bien avant l'accord avec Antunes de janvier 1982. Un visionnaire, Ludwig ? un capitaliste sauvage ? un illuminé ? un « fils de pirate », comme le dit en riant l'amiral Game E Silva ? Adulé par ses amis, haï par ses ennemis. Le jugement n'est pas aisé. Après tout, le « rachat » du Jari est un accord à l'amiable entre barons de Manhattan et grands seigneurs de Sao-Paulo.

Vu de Beiradao, le bidonville sur pilotis, rive est, et plus encore de Beiradinha, qui baigne dans les effluves de Mugunba, rien n'est changé. Beiradao, c'est la cité-satellite qui a grandi sauvagement, vivant des miettes de Monte-Dourado, tout à la fois mini-marché, dépotoir, bordel, tripot. Une échoppe en plein vent, putride, avec des grouillements de reptiles sous les planches vermoulues qui mènent à l' « intérieur » du bidonville, et où les enfants tombent assez souvent ; un bazar équatorial ouvert vingt-quatre heures sur vingt-quatre où l'on trouve presque tout : des magnétoscopes japonais, des prostituées de douze ans, des cours de musique ou d'anglais, des échoppes de drogue et des officines religieuses, des guérisseurs. Six mille habitants à Beiradao, attirés par les lumières de Monte-Dourado. *« Tout le monde veut aller au Jari »*, affirme le « préfet » Valdemiro. Vingt-quatre heures sur vingt-quatre, une noria de barques à moteur bourdonne sur le Jari, assurant le transport, payant, entre Monte-Dourado et Beiradao, qui a toujours échappé au contrôle de Ludwig. Taudis de planches et de cartons, conditions sanitaires déplorables, eau polluée : Beiradao c'est, toute proportions gardées, un petit Panama à côté de la zone du canal. Un îlot de sous-développement posé au flanc d'une oasis de technologie et de confort. Avec ou sans Ludwig, Beiradao va encore grandir ou dépérir selon le sort de la nouvelle compagnie brésilienne du Jari.

Pour l'immense majorité des « contractuels » des cinq mille « pcoes » encore employés sur les chantiers de la forêt à l'abattage et au transport du bois, l'accord Antunes-Ludwig ne changera rien, ou pas grand-chose. Ils arrivent pour la plupart de l'Etat du Maranhao, l'un des plus misérables du Brésil, engagés pour trois mois renouvelables par des agents recruteurs d'agences spécialisées qui traitaient à leur tour avec la société. Sous-payés, 20 cruzeiros de l'heure en 1981, mal nourris, sans vrai garantie, sans autre protection que leur solidarité, ils vivent dans des camps ou des baraquements en pleine forêt, le hamac accroché à un clou, se lavent au premier marigot. Aussi la rotation du personnel a-t-elle toujours été particulièrement rapide, de l'ordre de 100 % par an. C'était vrai au sommet. Ludwig a « usé » une douzaine de directeurs en moins de quinze ans...

Pour tenter de calmer les critiques acerbes qui se multipliaient, Ludwig avait envisagé de construire des « cités dans la forêt », des « silvivilas » pour les travailleurs, avec des maisons en dur comme à Monte-Dourado. Bananal, à une soixantaine de kilomètres au nord, est par exemple l'une de ces « silvivilas » pratiquement achevées mais désertes aujourd'hui sur le grand plateau abandonné. « Manque de crédits ».

Sur la piste de Bananal, des Caterpillars jaunes de trente tonnes, hauts sur pattes, foncent à 100 à l'heure. *« Ici, c'est le danger numéro un, bien avant les serpents »*, affirme avec philosophie Ted, un Texan, solide, vingt ans de Brésil, deux ans de Jari, qui parcourt chaque jour les zones de reboisement en Land-Rover. La « gmelina », sur laquelle Ludwig comptait tant, est un échec relatif. Elle réussit mal dans les sols sableux. On l'a de plus en plus remplacé par l'eucalyptus. Ted s'enfonce résolument à pied dans le sous-bois humide et sombre, découvre avec excitation un eucalyptus de deux ans, le caresse, apprécie sa taille. *« Bien plus fort »*, dit-il, *que la « gmelina » au même âge »*. D'énormes termitières jalonnent la piste de terre rouge. *« On ne sait jamais en coupant un arbre s'il sera creux ou non. Nous apprenons tous les jours. »*

Six bulldozers avancent de front dans ce qui évoque un immense champ labouré. La chaleur est lourde, oppressante. Des nuages de moustiques tournoient autour des hommes. Les bulldozers repoussent les dernières racines, les troncs mutilés. Une équipe de « pcoes » en loques, le visage noirci, s'applique consciencieusement à replanter, à intervalles réguliers, des eucalyptus nains, rangés dans des claies, comme on en voit chez les fleuristes. Le sol est encore détrempé par les pluies. La forêt *« primitive, somptueuse mais fragile »*, comme dit Ted, est à moins de 300 mètres. Comme un mur végétal vaguement hostile.

La nuit est tombée sur Sao-Miguel, à deux bonnes heures de piste de Bananal. Dans les lumières des phares, une forme apparaît, affalée dans l'herbe. C'est un « pcoe » égaré, saoul de cachaca (eau-de-vie de canne) et de tristesse. Il a le visage plein de terre, la chemise raide de crasse et de sueur. Il pleure : *« Je n'ai pas de mère, je n'ai pas de père, je n'ai pas de femme... »* Ted le ramène au campement de Sao-Miguel. Ses compagnons s'esclaffent en l'apercevant, recroquevillé et tremblant sur la Land-Rover. Ils lui donnent des tapes dans le dos, le transportent dans son hamac. Lui, comme un enfant, tient dans sa main crispée la bride cassée de sa sandale en caoutchouc. Sao-Miguel, au cœur du Jari, semble bien loin, dans sa nuit moite, des tractations des banquiers. Ludwig a échoué. Les Brésiliens réussiront peut-être... ■

L 11 3 1957. Strictement réservé à usage privé.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

LE MONDE

14. FEV. 1982

(1) Rapporteur de la commission d'enquête parlementaire de 1979, Modesto da Silveira *Ludwig, imperador do Jari*, Civilisação Brasileira, Rio 1981.

(2) Citée par Lorette Coen, dans son ouvrage *le Vieil Homme et la Forêt. Jari : une enclave en Amazonie*. Un travail sérieux et très objectif. Editions Pierre-Marcel Favre, 29, rue de Bourg, Lausanne, Suisse, 1981.

(3) Voir le reportage de Jean Rolin : « Brésil, un grand trou dans la forêt », *Le Monde Dimanche*, daté 24 août 1980.

L 11 3 1957. Strictement réservé à usage privé.

Annexe 16: Tackling the last frontier

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

TIME

18. OCT. 1982

COVER STORY

Tackling the Last Frontier

The rush is on to develop—and preserve—the Amazon

The river ran, a broad highway of molten gold, into the flaming sky; the far-off mountains loomed purple across the marshes; belts of rich green, the riverbanks stood out on either side against the rose hues of the rippling water; in front, as we forged steadily onward, hung the tropic night, dim and vast.

—Theodore Roosevelt, *Through the Brazilian Wilderness*

The wet squalls rise and cool as they collide with the mountains, building massive snow beds in the Peruvian Andes. When the snow melts, it becomes white water cascading off the towering slopes into the continental basin and carrying eroded mud and minerals on a meandering, 4,000-mile journey to the sea. From the vast upland forests of Colombia, Brazil and Venezuela, channels of black water—four miles wide and 200 ft. deep in some parts—join the main stream. Farther along, pristine blue and green waters come rushing down from the highlands of Surinam, Guyana, French Guiana and central Brazil. Pulsing and churning, roiling and eddying in a maelstrom of fluid colors, more than 1,000 tributaries merge into a single gargantuan tide that, at its gaping estuary, spills 6 million cu. ft. of water every second into the Atlantic Ocean, enough to color the sea a turgid brown more than 60 miles from the coast.

There is no place like it on earth. Indeed, for explorers like Theodore Roosevelt, who spent five months in 1913-14 blazing trails through its uncharted jungles, or Jacques-Yves Cousteau, who embarked on the "most complicated" voyage of his life in June, the mighty Amazon River is a mystical gateway to nature's last frontier. The lore of this awesome stream, infested with ferocious piranha and catfish large enough to gulp small children, surrounded by lush rain forests, with trees up to 150 ft. tall, stretching hundreds of miles, is also gilded by a lingering legend that this formidable landscape conceals phenomenal treasures.

In 1541, a Spanish expedition led by Francisco de Orellana sailed down the Amazon looking for the fabled kingdom of El Dorado.* Instead, Orellana and his men encountered what they took to be a tribe of warrior women, described as

*El Dorado, or "the gilded one," was a mythical king in South America whose body, according to legend, was dusted with gold each morning and rinsed each evening.

LUCIEN PORTRIE

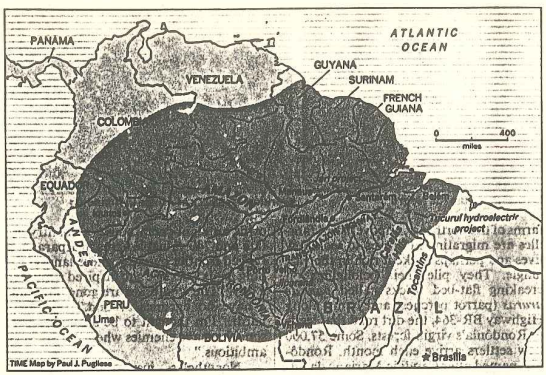
A 2788

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

TIME

18. OCT. 1982



"very robust, with bows and arrows in their hands, each doing as much fighting as ten Indian men." The startled Spaniards associated the female warriors with the fierce Amazons of classical mythology and named the great river after them.

More than four centuries later, the magical allure of an El Dorado shrouded by murky rivers and thick jungle still endures. The government of Brazil is convinced that one golden path to prosperity lies in harnessing the mammoth resources of the 2.7 million sq. mi. of the Amazon basin. The bulk of that territory is in northern Brazil, but it also stretches across parts of Bolivia, Colombia, Ecuador, Guyana, French Guiana, Surinam, Peru and Venezuela. The potential wealth is no chimera: the Amazon region is known to contain the planet's largest stands of timber and deposits of iron, as well as uncounted fortunes in tin, bauxite and manganese, and possibly the world's biggest store of gold.

Yet to many ecologists the Amazon's most precious treasure is its intricate interplay of water, plant and animal. The region is an undisputed miracle of nature, generating 23% of the earth's surface fresh water and unknown quantities of its oxygen. Careless exploitation of the Amazon, environmental experts warn, could cause irreparable damage to the global ecological balance.

Brazil, however, faces grave economic problems. By the end of June the country had piled up $71 billion in foreign debt, the world's largest on a per capita basis and second in absolute terms only to Mexico's ($80 billion). Brazil also has a burgeoning population (122 million) and rampant inflation (98%). At the moment only 2% of Brazil's gross national product of $280 billion is derived from the Amazon, and Brazilians are embracing an old slogan with new urgency: THE AMAZON IS NOT A PROBLEM. IT IS A SOLUTION.

The dilemma facing Brazil and the rest of the world is one of the more per-

L 11 3 1957. Strictement réservé à usage privé.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

TIME

18. OCT. 1982

plexing conflicts between rich and poor nations: how to fulfill one country's aspirations for economic development while preserving a vital part of the earth's environment. Many Brazilians perceive international campaigns to shield the Amazon's ecology from torch and bulldozer as a form of imperialism. The underlying goal, as they see it, is to prevent their country from tapping the jungle's largesse and thus protect future access to those riches for foreign enterprises. As a result, a nationalistic zeal now infects Brazilians concerning what they proudly, and perhaps correctly, call "the last frontier." Says Adeildo Martins de Lucena, editor of *Correio do Sul*, a newspaper in the Amazon town of Vilhena: "The Amazon is not the lungs of humanity. We have the same right to destroy our wilderness as the Americans had in the Far West."

Right or wrong, man's encroachment on the Amazon is accelerating, and nowhere more than in Rondônia, a fertile area to the southwest of the basin. Fleeing the crowded and depleted agricultural land of the south or the drought-stricken farms of the northeast, impoverished families are migrating in droves to seek new lives and perhaps strike it rich in the vast jungle. They pile their belongings on creaking flat-bed trucks called *pau de araras* (parrot perches) and bump along Highway BR-364, the dirt road that leads to Rondônia's virgin forests. Some 57,000 new settlers arrive each month. Rondônia, named after Cândido Mariano da Silva Rondon, a legendary Brazilian army officer, jungle explorer and humanitarian, now expects to double its population to 1.3 million by the end of next year. It became Brazil's 23rd state in December. As former President Emílio Garrastazú Médici once said, Rondônia is "a land without men for men without land."

Most of the settlers who flock to dusty towns such as Pôrto Velho and Vilhena seem prepared for jungle hardships and often carry enough bags of rice, beans, sugar and coffee to last for an entire year. They dream of ending up like, say, Luís Bernardi, 36, a former truck driver from São Paulo who in 14 years has amassed a fortune in real estate and retail stores. He owns an eight-room house, a country estate and 740 valuable acres in Jiparaná, a rugged frontier outpost, where land-grabbing feuds a decade ago inspired a murder a day. "The wild times are gone now, and I have no enemies around," says Bernardi. "I'm thought to be a humble person. You have enemies when you are very ambitious."

Nonetheless, just as in the days of America's wild West, violent quarrels persist over land titles in Rondônia. Many of the clashes have occurred over the creation of cattle ranches and large plantations. Families of *posseiros* (squatters) cultivating a few acres are evicted by *gatos* (wildcats) who employ migrant workers to clear the rain forest, build trails and erect barbed-wire fences on behalf of the *grupos fortes*, the powerful groups of absentee landowners who remain in São Paulo. Lately many of the settlers have begun to battle back against the landowners and their hired gunmen.

"Many think they have been abandoned by the government," says a newspaper reporter in Cerejeiras, another Am-

L 11 3 1957. Strictement réservé à usage privé.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

TIME

18.OCT.1982

azon town. "Without any other means of survival, they are determined to take justice into their hands as a last resort to defend their farms." The three-year-old military government of President João Baptista Figueiredo staunchly supports Amazon immigration and encourages settlers with free land. The government is counting on the rush to Rondônia to shift unemployed rural farm workers onto arable land.

Brasília's main imperative is to stock the Amazon with people who can manage and operate the massive development projects that have sprouted up there in recent years. Besides offering lucrative tax advantages to large private business enterprises the Figueiredo government has poured an estimated $20 billion into Amazon development since 1979, including the construction of mineral processing plants and timber mills around eleven industrial centers scattered throughout the river basin. The enormous development costs have raised bankers' fears about the country's horrendous debt, but politicians endorse the investment with patriotic fervor. "Opening up Amazonia is our moon shot," said a Brazilian senator several years ago. "It lacks only capital, technology and a spirit of enterprise and, above all, people."

Brazil's ambitious plans for the Amazon, however, have long worried ecologists, who contend that disrupting the fragile life cycle of the rain forest could have disastrous effects around the world. As developers continue to burn and raze vast swatches of the Amazon forest, scientists are warning about three dangerous consequences:

Desertification. Half of the Amazon basin's rainfall is generated by the forest. Where large patches of trees are cut, rainfall is reduced and erosion rises dramatically. Scientists maintain that if too much of the forest is lost, more solar heat will be reflected from the bare soil, leading to changes in air circulation, wind currents and weather patterns. "When you replace the rain forest with something that has less leaf surface, you have less transpiration [the exuding of water vapor], less rainfall and thus a dryer climate," explains Thomas Lovejoy, vice president for science at the World Wildlife Fund (U.S.). "If too much forest is lost, at some point there will be an irreversible drying trend." Lovejoy and other scientists believe that such a drying trend could drastically alter the remaining Amazon forest and possibly inflict severe climatic changes far beyond the tropics. A dryer, warmer climate in the equatorial zone, for example, would tend to push the temperate zone northward, thereby shifting the grain-growing belts in the U.S. and Canada.

Carbon Buildup. Tropical forests contain enormous quantities of stored carbon. The steady burning of fuels such as oil and wood has greatly increased the carbon dioxide in the atmosphere. To clear immense tracts of the Amazon jungle, developers have set fires that produced so much smoke that airports 100 miles away were forced to shut down due to lack of visibility. Future deforestation of the Amazon could magnify the atmospheric accumulations of carbon dioxide, causing warmer climates through what is known as the greenhouse effect. Much like the window-panes of a greenhouse, carbon dioxide traps the sun's radiated heat in the earth's atmosphere. Says Lovejoy: "A global

L 11 3 1957. Strictement réservé à usage privé.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

TIME

18. OCT. 1982

warming trend could raise temperatures at the poles and cause sea levels to rise enough to inundate coastal areas around the world."

Species Extinction. The least dramatic but most tragic effect could be the loss of species and genetic diversity. Of an estimated 5 million to 10 million plant, insect and animal species in the world, 1 million are located in the Amazon basin. The river contains more than 2,500 species of fish, ten times the variety found in the Mississippi River. This abundant array of wildlife and vegetation is sustained by fascinating forms of collaboration and adaptation. The senna tree, for example, yields a yellow-and-brown flower, which plays host to a spider whose yellow and brown spots provide perfect camouflage; the spider feeds on insects lured by the scent of nectar, thus shielding the flower from its enemies. Leaf-cutter ants use scissor-like jaws to carve bits of leaf that they carry back to their nests and infect with a fungus, which they then eat. Since the river water is relatively free of nutrients, some varieties of fish survive by swimming through forest flood plains, gorging on seeds, fruit and insects to build up a fat supply on which they can live during the lean months when the waters recede.

Such species are highly vulnerable to man's efforts to clear the jungle. Ghillean Prance, senior vice president for science at the New York Botanical Garden, charges that about 20% of the Amazon basin has been deforested and that a decline in species has already begun. "Our survival depends on diversity," says Prance. "The world today is fed by fewer than 20 major food crops. If one of these is extensively damaged by pests or disease, part of the world faces famine." He insists that it is vital to maintain a gene pool from which to develop new species and that the Amazon is the most prolific source. Only one species of cocoa plant, for example, is now harvested commercially, while 20 others are known to thrive in the Amazonian forests. Similarly, man taps only two species of the rubber plant, but there are 13 others growing wild in the jungle. In addition, the Amazon has unknown numbers of plants that may have important pharmaceutical uses. "This is a crucial moment," warns Prance. "We have to learn as much as possible now before more species are destroyed forever."

Brazilian officials dismiss Prance's fears and contend that only 1% of Amazon tree cover has been lost. Nonetheless, President Figueiredo has adopted a more solicitous approach than his predecessors toward preserving the Amazon environment. After taking office in 1979, he decreed that "future development of Amazonia must stress the need to preserve ecological equilibrium to which protected areas of the forest are indispensable." His government is trying to create legislation that would provide sanctuary for 800,000 sq. mi. of parks, reserves and forests in about 20 sites. In addition, small-scale landholders are now required to maintain half of the land they buy in its natural state, a stipulation that is often honored in the breach.

Brazil's current policy stems not only from sudden alarm about the fate of the Amazon's ecosystem but also from a chastening failure in past efforts to transform parts of the jungle into cattle ranches and grain farms. Despite the Amazon's profuse foliage, 98% of the soil is too poor to support agriculture. Betty Meggers, an anthropologist at Washington's Smithsonian Institution, calls the Amazon "a counterfeit paradise" whose "fantastic complexity, infinite diversity and marvelous integration" obscure what is basically "a castle built on sand."

The Amazon's rain forest flourishes in spite of poor soils, not because of them. A spreading mat of roots covers the jungle floor, absorbing nutrients from decomposed matter and tepid rain water that drips from the forest canopy. Bacteria and fungi in that tropical climate require only six weeks to decompose fallen leaves, branches and fruit, far less than the year needed in more temperate zones. The jungle's rapid metabolism provides no opportunity for the ground to evolve into fecund loam. When cleared of vegetation, the Amazon's soil bakes as hard as brick under the hot equatorial sun.

When famine threatened northeastern Brazil following prolonged drought, the government decided in 1970 to build the Trans-Amazon Highway to encourage cultivation of the Amazon as a "breadbasket" for the nation. Huge sections of the rain forest were cleared to make way for cereal farms, timber projects and cattle ranches. The schemes failed miserably. Initial harvests proved satisfactory because the ash of burned forests provided enough nutrients for the grass and grain. But by the third year, nutrients were exhausted, and the soil grew unproductive. "Rice was seen as a panacea in the early 1970s, but turned into an economic debacle," says Dennis Mahar, a World Bank economist. "Since rice could not be sustained on the same plot for more than one or two years, it caused more deforestation than any other crop." Similarly, grass intended for cattle grazing yielded little more than scrub within two years.

Lumbermen too discovered that the jungle resisted conventional forestry techniques. The Amazon's evolution has encouraged diverse growth, with trees of any single species dispersed to inhibit the

L 11 3 1957. Strictement réservé à usage privé.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

TIME

18. OCT. 1982

spread of disease and predatory insects. Rubber trees, for example, usually grow 50 yds. apart in the Amazon. Their chief enemy, a minute spore that gives rise to leaf-rust fungus, rarely travels more than 30 yds. Consequently, timber merchants find no uniform swatches of mahogany or teak ready to cut and haul away. They must forage through a baffling assortment of trees before locating the kind they want to chop down. "The Amazon is a biologist's dream but a forester's nightmare," says Lovejoy. "Imagine trying to manage a twelve-acre patch with 300 species on it."

The Amazon possesses another formidable defense against man's invasions: tropical disease. One of the world's highest incidences of leprosy occurs in the southwestern Amazon. In Rondônia, 10% of the population is said to be afflicted with malaria. Parasites usually carried by sand flies and wild animals cause a host of hideous ailments, like leishmaniasis, a kind of skin disease that causes deep sores in the lining of the nose and mouth.

The Amazon's awesome qualities owe much to its unusual past. About 165 million years ago, the continents of Africa and South America were united as part of a huge landmass called Gondwanaland. When the land split apart, the South American fragment began to drift slowly westward. About 15 million years ago, it collided with an underwater segment of the earth's crust, a plate that was part of the Pacific Ocean floor. The impact plunged the edge of the Pacific plate beneath the western coast of South America, and the Andes Mountains rose up, allowing the formation of a great inland sea between the Andes and highlands to the east known as the Brazilian and Guyana shields.

Ultimately, that body of water penetrated the eastern hills at a point called Obidos Narrows, not far from the present-day city of Santarém. The Amazon settled into its modern geological pattern about 10 million years ago, but shifts in climate drastically altered the face of the great rain forest. "During the ice age, the Amazon was a lot dryer and temperatures were lower, so the tropical jungle shrank, leaving pockets of forest amid the savanna," says Prance. While the jungle was divided into these islands, each patch developed new species of its own. "When the ice age ended [about 10,000 years ago], the forest merged once again, but with a greater number of species than before."

Mankind first arrived in the region about 22,000 years ago and spent most of the subsequent millenniums in harmony with the jungle. Only the latecomers have tried, foolishly, to subdue it. A succession of European seafarers and traders in the late 16th and early 17th centuries sought to organize "the Western Indies" and cultivate sugar plantations in the Amazon, but many of them were forced to return home, often haggard, feverish and bankrupted by the jungle experience.

Then, in the 19th century, Brazil's merchants discovered something better than gold: *Havea brasiliensis*, the rubber tree. Waterproof shoes, buckets, pouches and pillows were produced from the elastic extract, and when John Dunlop patented the pneumatic tire in 1888, the rubber boom exploded. Indians were enslaved to tap the trees and haul the precious cargo aboard ocean freighters that made the seven-day cruise up the Amazon to the frontier port of Manaus. As rubber prices soared from 10¢ to $3 per lb., Manaus (pop. 50,000 at its zenith) became one of the wealthiest cities in the world.

The rubber barons who amassed overnight fortunes decided to transform their roughneck outpost into a "Paris of the tropics." Elegant squares and mansions adorned with Italian marble and French furnishings were set down on the fringe of the jungle. Children reportedly played with toys of gold, men lit cigars with 100-milréis notes ($54), and silk shirts were blithely dispatched to Europe to be laundered. For a while, Manaus was the world's biggest diamond market.

The pearl of Manaus' prosperity was a lavish opera house called Teatro Amazonas. The domed rococo theater opened in 1896 after 17 years under construction. Top European artists were commissioned to paint the murals. Opera troupes from the Old World, offered five times what they earned back home, ventured to the cultural oasis overlooking the jungle port.

When the bubble finally burst, the city's decline was equally spectacular. In 1876, an English visitor to the Amazon, Sir Henry Wickham, carried out 70,000 rubber seeds and later transplanted them in Sri Lanka, Java, Singapore and Malaysia. By 1910, news arrived in Manaus of the first rubber harvests in Asia, and the efficient producers in the Far East quickly undercut the Brazilians. By 1912 prices for latex had tumbled disastrously. The extravagant life of Manaus was reclaimed by the jungle; the opera house was reduced to showing plays and movies; the marble mansions were soon swarming with lizards and bats; and the pioneers of the rubber boom sailed back to Europe.

But the city survived, and even enjoyed a brief renaissance during World War II. In an effort to promote investment, the government declared Manaus a free zone in 1967. In this less lurid incarnation, the city has become a mecca for tourists seeking low-cost watches, radios and electronic gadgets (most of them locally assembled from imported parts). If modern Manaus (pop. 380,000) is a pale reflection of its past, it remains the last haven of civilization on the road west into the Amazon jungles.

The rubber experience left evil scars on the Amazon. Thousands of trees were destroyed in the lust for quick yields. Food crops were abandoned. Worst of all, the human exploitation nearly devastated the Indian populations in the jungle. A British investigation into rubber collection in the Amazon's Putumayo region determined that the 4,000 tons of rubber produced there from 1900 to 1911 cost about 30,000 lives. Native Indians enslaved by traders were subjected to wanton atrocities, charged a British official at the time, such as "flogging, torturing, burning and starving to death . . . surpassing in horror anything hitherto reported to the civilized world during the last century." In this century alone, 90 tribes are reported to have become extinct, and another 24 are considered in serious jeopardy. Brazil's recent attempts to protect the Indians through special legislation may be too late. Between 5 million and 6 million of them once lived in the Amazon basin; today there are as few as 200,000.

Despite the end of the rubber boom and the discovery of its attendant cruelties, the romantic appeal of the Amazon did not die. The U.S. automobile tycoon Henry Ford wanted to control his firm's access to rubber supplies, so in the mid-1920s he decided to grow his own. He acquired close to 2.5 million acres about 100 miles south of Santarém and set up a plantation colony called Fordlândia. An entire community, including hospitals, a power station, a private railway and housing for 3,000 workers, was carved out of the virgin jungle. Young rubber trees bred in Java and Sumatra were transported to Brazil, where they would gestate for seven years before the latex would flow.

But Ford failed to heed the jungle's laws. Leaf-rust fungus ravaged most of the trees because they were planted too close together. Undaunted, Ford chose another site and tried again, only to have the entire venture collapse with another decline in rubber prices after World War II and a rise in the use of synthetic rubber. In late

L 11 3 1957. Strictement réservé à usage privé.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

TIME

18.OCT.1982

POLITIQUE ET D'ACTUALITE

1945, after pouring more than $20 million into his Amazon rubber dream, Ford sold off his holdings to the Brazilian government for $250,000.

Other magnates have been lured to the Amazon by vain dreams of wealth and glory. U.S. Shipping Executive Daniel Ludwig purchased a Connecticut-size tract of jungle (4 million acres) for $3 million in 1967. He launched a timber, wood-pulp and agriculture project at Jari, about 250 miles west of Belém, that dwarfed Ford's rubber plantation. A $269 million pulp mill 17 stories high (with its own power plant) was built in Japan and floated on barges across two oceans and up the Amazon to Jari. Twenty-six hundred miles of road and a 45-mile freight railway were laid down to haul lumber and kaolin, a clay used to coat printing paper, out of the rain forest to the deepwater port. More than 250,000 acres were stripped to plant gmelina, pine and eucalyptus trees that would be processed into paper products. Ludwig invested nearly $1 billion in his mammoth creation, perhaps the most costly entrepreneurial scheme ever undertaken by one man.

A sprawling community of 30,000—migrant laborers and well-paid American and Brazilian executives—came to live and work in Jari, seeking to transform Ludwig's fantasy into reality. But the jungle soon began to retaliate. Torrential rains, up to 100 in a year at Jari, washed out roads when the tree cover was cleared. Ants and termites destroyed crops and supplies. Malaria and meningitis plagued the work teams. Giant bulldozers, brought in to raze the jungle, damaged the delicate topsoil so badly that many of the gmelina seedlings, which were expected to grow a foot a month, quickly died. Wrote Elio Gaspari, a guest columnist for the Rio de Janeiro daily *Jornal do Brasil*: "He [Ludwig] was cursed."

Ludwig's abrupt manner exacerbated Brazilian suspicions about foreign control of the Amazon. When he threatened to shut down Jari unless he received some aid to defray the expense of building an infrastructure for the project, the government snubbed him. Bureaucratic snags caused Ludwig more annoyance; authorities never legalized his title to more than half the land he had bought. Finally, 84 years old and in failing health, Ludwig abandoned his dream in disgust. More than a score of Brazilian companies, acting at the behest of the government, agreed in January to raise $280 million over the next three years to buy out Jari.

Ludwig's ill-fated adventure reinforced two lessons of the past: that man's efforts to tame the Amazon can prove counterproductive, and that he should adapt to the jungle, not alter it. "The only people who really understand the Amazon are the Indians," says James Fish, the U.S. consular agent in Manaus. "Entrepreneurs from outside come in here thinking all you have to do is send in a few bulldozers and magic will happen. Somehow they are surprised when, at the hotel, they get word back from the jungle that their bulldozers have disappeared—not stolen, but just disappeared."

A healthier respect for the Amazon's arduous nature has subdued the once headlong pace of Brazil's development program. A pioneering spirit still prevails in fertile oases like Rondônia and Acre, but many Brazilians now realize that respecting the jungle's fragile environment is the only way to make investments pay off. "The most important clue in how to deal with Amazonia leaps out at you from all those failed projects, noble in concept yet ridiculous in execution," muses the Brazilian novelist Márcio Souza (*The Emperor of the Amazon*). "To gain profit from the Amazon, you have got to think of a time scale of at least 100 years."

After the rubber bust, the Ford failure, the Ludwig debacle and the farming setbacks of the 1970s, Brazil is now concentrating on two kinds of Amazon development: mineral resources and selective forestry. The government will seek more than $60 billion to be invested in opening up a lode of minerals in the Carajás hills 340 miles southwest of Belém. The forested range contains an estimated 18 billion tons of iron ore as well as other key minerals.

Despite the Amazon's delicate ecological balance, most scientists agree that the region should be developed—but rationally, and on a more modest scale than in the past. "We cannot make the Amazon a living museum," says Richard Schultes, a botanist at Harvard University. "It has to be developed because man must live too." Nonetheless, Schultes and other Amazon experts believe that too much emphasis has been placed on huge schemes that carry unacceptable environmental and economic risks.

Developing the Amazon's rich resources is not incompatible with conservation efforts. Man, however, must tune his farming methods to the life cycle of the rain forest. "There is no hope at all for modern mechanized agriculture in a place like the Amazon," contends Schultes. He advocates cultivation of plants that do not require the removal of the tree cover, which protects the soil. He believes that peach palm and brazil nuts could be grown as well as cash crops like cocoa, coffee and cassava, which already thrive in the region.

A greater awareness of the Amazon's complex role in the world ecology has encouraged governments to heed warnings by scientists about the fragility of the gigantic basin. Scientists are sounding more optimistic that the rain forest will survive and continue to sustain abundant and diverse wildlife. "During the 1960s and 1970s things looked bad for the Amazon," says Lovejoy; "but now attitudes have changed." Indeed, after centuries of greed and rapacity, a consensus is growing among Brazilians and foreigners that no El Dorado, however promising, is worth the risk of jeopardizing a precious part of the world so vital to life itself.

—By William Drexdiak.
Reported by Naushad S. Mehta/New York and Gavin Scott/Manaus

Annexe 17: Amazonie: la peur de l'agent orang

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

LIBÉRATION

18 DEC. 1983

AMAZONIE : LA PEUR DE L'«AGENT ORANGE»

L'utilisation d'un défoliant par une entreprise chargée de la construction de centrales électriques dans le nord du Brésil, a entraîné la mort de 42 personnes. Une enquête est ouverte pour déterminer la nature du produit utilisé, très vraisemblablement des stocks d'« agent orange », cette arme chimique utilisée durant la guerre du Vietnam.

Dioxine, « Agent orange » : deux mots qui font peur, associés à la catastrophe écologique de Seveso en Italie, et à la guerre du Vietnam. Les deux terribles agents défoliants viennent-ils de frapper de nouveau au Brésil, sous le nom local de Tordon ? Selon les autorités de l'Etat amazonien do Para, 42 personnes et d'*« innombrables animaux »* sont morts après le déboisement d'une longue percée dans la forêt pour l'installation des pylones d'une ligne de haute tension. Enjeu : acheminer à Belem, en Amazonie orientale, l'électricité produite au barrage de Tucurui, sur le fleuve Tocantins, à plusieurs centaines de km au sud-ouest. Il a donc fallu déboiser massivement. Avec quels produits ? L'enquête ouverte par le gouvernement de Brasilia le dira peut-être, mais on a d'ores et déjà de bonnes raisons de rappeler ce qui s'est passé au Vietnam, puis à Seveso.

Entre 1962 et 1970, les Américain ont répandu au Vietnam, sur plus de deux millions d'hectares, un liquide huileux et brun, un herbicide connu sous le nom populaire d'*« Agent orange »* et scientifique de 2,4,5 -T, contenant de la dioxine. Il s'agissait alors de détruire les récoltes et d'ôter à l'ennemi ses possibilités de camouflage. L'ennemi en a bavé. Mais les *« vétérans »* américains aussi : ils sont rentrés au payx, entre autres avec des liaisons de la peau, des troubles hépatiques et des désordres psychologiques. Le 10 juillet 1976, un nuage toxique contenant aussi de la dioxine s'échappait d'une petite usine fabriquant des herbicides à Seveso, dans la banlieue industrielle de Milan. Quelques jours plus tard, des dizaines d'animaux mouraient dans la région et des enfants étaient hospitalisés avec la peau brûlée et de vilaines pustules autour des yeux.

la semaine dernière, plusieurs hommes politiques, ingénieurs agronomes et médecins de Tailandia, une petite ville de deux mille habitants, située à 400 km au sud de Belem et habitée par une majorité de petits paysans, s'adressent officiellement aux autorités brésiliennes. Ils dénoncent la mort d'au moins treize personnes à la suite de la pulvérisation de produits chimiques par la société Agromax, sous-traitante de l'Electronorte. Cette dernière entreprise est chargée de la construction des centrales électriques dans le nord amazonien du Brésil. Le secrétaire de l'Agriculture pour l'Etat du para, M. Joao Batista Bastos, a lancé cette semaine un nouveau cri d'alarme : il y aurait 42 morts...

Nausées, vertiges, douleurs lombaires, maux de têtes, vomissements : tels sont, selon des médecins dela région, les symptômes du mal chez les hommes. Des centaines de poules et de boeufs seraient, eux, morts sutr le coup après avoir bu de l'eau contaminée. L'agent défoliant utilisé pour la percée de la ligne de haute-tension est fabriqué par la Dow Chemical do Brasil, c'est-à-dire le plus grand fabricans du 2,4,5-T aux Etats-Unis jusqu'à la fin des années 70.

L'Agent Orange a-t-il été utilisé dans l'Amazonie brésilienne ? M. Jao Batista avait affirmé la semaine dernière que le défoliant meurtrier était du Tordon-155. Or, le Tordon-155 est bien, selon un spécialiste cité dans la revue américaine *Cultural Survival* (N° 3, été 1981), le nom brésilien donné au 2,4,5-T. La Dow Chemical do Brasil en a cependant formellement démenti l'utilisation. *« Nous avons uniquement utilisé du Tordon 101-BR »*, a affirmé la société, précisant que ce défoliant était meilleur marché et qu'il ne présentait aucun danger pour l'homme ni pour les animaux. La Dow Chemical a également précisé que le choix des produits de déboisage avait été approuvé par le ministère de l'Agriculture à Brasilia.

L 11 3 1957. Strictement réservé à usage privé.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

LIBÉRATION

18 DEC. 1983

Sans danger le Tordon-1012 ? Ce n'est pas l'avis de *Cultural Survival* qui affirme que *« personne ne connaît les effets de petites doses de 101 sur une longue période de temps »*. La revue publie la photo d'un homme l'ayant pulvérisé et ayant été atteint, quinze jours plus tard, d'une horrible maladie de la peau, genre lèpre. En outre, selon la revue brésilienne *Veja*, un additif aurait été versé dans les boîtes en fer blanc contenant le 101, pour en augmenter les effets. Pourquoi les employés d'Agromax ont-ils utilisé combinaisons et masques protecteurs si la substance employée était sans danger, s'interroge *Veja*.

L'hypothèse extrémiste de l'utilisation de Tordon-155 ne saurait pourtant être exclue. L'« Agent orange » a été dans la plupart des cas interdit aux Etats-Unis en 1979 parce que trop dangereux. Le Brésil lui-même avait officiellement pris la même décision dès 1977. Utilisé massivement dans la région de Rondonia (sud de l'Amazonie) dans les années 70, pour déboiser et maintenir les pâturages, le Tordon-155 avait eu des effets désastreux. Avortements spontanés, naissances de bébés monstrueux, troubles rénaux chez les adultes survivants... A la suite des plaintes des Indiens, notamment ceux de la grande propriété (fazenda) Guapore, l'organisme officielle de tutelle des Indiens, la FUNAI, avait auparavant ordonné l'arrêt des pulvérisations par avions.

Mais l'Amazonie représente un tel enjeu économique – avec ses énormes réserves de bois, de fer, d'étain, de beauxite, manganèse et or – que l'on ne peut croire sur parole à l'application d'un décret officiel. Le Brésil est aussi le paradis des sociétés pharmaceutiques et chimiques mondiales qui y sont toutes représentées et dont les produits sont en vente libre. Les règles en vigueur dans le pays occidentaux deviennent nettement plus laxistes dans leur application au tiers-monde. Il y a quelques années, des grands propriétaires amazoniens s'étaient vantés d'avoir acheté pour une bouvchée de pain des surplus américains et de cet *« Agent orange »* si miraculeux pour le défrichement.

Les Indiens Parakana vivent dans la région du barrage de Tucurui. Leur population était estimée à environ mille individus au début du siècle. Ils ont tour-à-tour subi la construction du chemin de fer Tocantins (à partir de 1905), le contact avec l'homme blanc et ses maladies (notamment vénériennes), la construction du barrage et l'inondation de leurs terres. Ils sont sans cesse déplacés et ne sont plus qu'environ trois cents... Cela ne suffit pas vraiment à créer un débat dans un pays où l'Indien est officiellement considéré comme *« relativement incapable »* (code civil).

Il semble, en revanche, que l'utilisation du Tordon sur l'axe Belem-Tucurui ait fait des victimes blanches. Les Indiens n'habitent pas des endroits au nom si brésilien de Tailandia. Ils se consacrent essentiellement à la culture des *« moyers du Brésil »*, ceux dont les fruits se vendent si cher à Noël, chez Fauchon, et ne font pas d'élevage. Les victimes du Tordon seraient donc ces paysans ayant fui la sécheresse du Nord-Est et s'étant installés, il y a une dizaine d'années, sur des fazendas d'élevage d'hybrides de zébus et de boeufs, l'activité principale de la région. Leur mort va relancer le *« grand débat »* brésilien : le développement de l'Amazonie ? Oui... Mais à quel prix, écologique et humain ?

Christian MARTIN

L 11 3 1957. Strictement réservé à usage privé.

Annexe 18: Les colts et les sarbacanes du Rondônia

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

LE MONDE

- 5. MAR. 1984

BRÉSIL

Les colts et les sarbacanes du Rondônia

Le Brésil se débat dans de terrifiants problèmes (le Monde du 1er mars). Pourtant, l'esprit pionnier y subsiste et les citoyens n'hésitent pas à affronter les conditions de vie les plus dures pour tenter leur chance. Derrière le pittoresque d'un western sud-américain, il en est peu d'aussi difficiles qu'au Rondônia.

Correspondance

Pimenta-Bueno. – La cité est à l'image du Rondônia, territoire fédéral du Brésil jusqu'en 1982, devenu Etat fédéré à part entière depuis cette date. En vingt ans, sa croissance a été échevelée. Pas même 1 000 habitants en 1963, 6 500 en 1970, 51 000 en 1980, 65 700 en 1983 ! L'essor est identique pour Ji-Rarana, Presidente-Medici et surtout Porto-Velho, la capitale : 10 000 habitants en 1943, plus de 150 000 actuellement. Au total, la population de l'ensemble du Rondônia a connu un boom spectaculaire : 40 000 habitants en 1950, près de 765 000 en 1983.

Devant le « saloon », copie conforme des images hollywoodiennes du Far-West nord-américain, un homme fait les cent pas. Chapeau à larges bords, cartouchière à la ceinture qu'un tantinet de négligé laisse pendouiller d'un côté jusqu'à mi-fesse, chemise à carreaux crasseuse, bottes de cavalier, il donne vie aux rêves d'enfants. Côtoyer un « vrai » cow-boy, dans un cadre authentique de western ! Mais un western où beaucoup de héros, bien en chair, feraient davantage penser à Enrico Macias ou Raimu plutôt qu'à John Wayne ou Gary Cooper...

La soif de terres et la soif de l'or ont amené une énorme vague d'immigrants sur cette nouvelle terre promise, qui ne tient pas toutes ses promesses. A partir de 1982 a été lancé le programme de développement intégré Polonoroeste, auquel participe la Banque mondiale, et qui s'est vu affecter des crédits de l'ordre de 25 milliards de cruzeiros en 1983. Le projet comporte trois volets.

Cinquante-sept pour cent des investissements concernent la route BR-364, l'axe Cuiaba (capitale du Mato-Grosso du Nord), Porto-Velho, qu'il s'agit d'élargir, de goudronner, pour en faire un *« axe polarisant »*.

Le long de cette voie majeure, tous pouvoirs ont été donnés à l'INCRA (Institut national de colonisation et de réforme agraire) pour installer, sur plus de 6 millions d'hectares, de nouveaux colons, à qui l'on octroie, à des conditions avantageuses, des lots de 100 hectares. L'INCRA a juridiction sur une bande de 100 kilomètres de profondeur de chaque côté de la BR 364 et sur une zone de 150 kilomètres de profondeur le long de la frontière bolivienne. Il distribue des lots uniformes de 500 mètres sur 2 000 mètres.

Par ailleurs, l'institut cherche à effectuer des « régularisations foncières », c'est-à-dire à normaliser juridiquement la situation des occupants de fait de certaines terres, les *« posseiros »*, qui cultivent de façon effective, parfois depuis plusieurs années, mais qui se heurtent aux propriétaires. Les conflits sont toutefois moins fréquents dans le Rondônia que dans le Mato-Grosso voisin, ou dans le Nord-Est. Ils concernent surtout les *« seringueros »*, qui récoltent du latex en saignant les hévéas de la forêt vierge. Ils ont bénéficié de vastes concessions de ramassage et ont eu parfois tendance à confondre ce droit de collecte avec la propriété effective de la forêt. Les batailles pour la terre peuvent encore aller jusqu'aux conflits armés, entre les posseiros, la police... ou des hommes de main payés par les grands propriétaires, qui n'hésitent pas à employer la manière forte et à organiser des expéditions de mercenaires.

Le troisième volet du programme Polonoroeste a trait à de nouveaux projets de colonisation, abandonnés à l'heure actuelle en raison de la crise dont chacun, hélas ! connaît la gravité.

Traditionnellement, l'exode rural chassait les paysans du Nord-Est, surtout en période cyclique de sécheresse, vers le sud de Bahia, le Minas-Gerais, Rio, São-Paulo, le Santa-Catarina. Mais le chômage sévit dans les cités ; les emplois industriels se font rares. Les Nordestins hésitent à partir vers le sud, où l'on assiste parallèlement à une révolution agricole. Le café, qui exigeait une main-d'œuvre abondante, recule devant le soja, dont la culture est plus mécanisée. Les ouvriers des usines et des plantations, chassés de leur emploi, partent vers le Nord-Ouest, le Mato-Grosso et le Rondônia. Les petits exploitants du Sud, propriétaires de 3 ou 4 hectares, sont séduits par la perspective d'être à la tête de 100 hectares en Amazonie, et prennent le même chemin. Au courant habituel de migration nord-sud est venu se substituer un flux sud-est - nord-ouest, auquel il faut ajouter un mouvement plus modeste entre le nord-est et l'Amazonie.

Les chiffres impressionnants de la croissance de la population ne doivent cependant pas masquer les échecs. Bien qu'aucune statistique précise ne puisse être établie, 20 % au moins des colons abandonnent la partie, retournent en ville, dans le Sud-Est, ou tentent d'aller s'installer encore plus loin, dans l'Acre, à la frontière péruvienne. Pourquoi ce découragement ?

L 11 3 1957. Strictement réservé à usage privé.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

LE MONDE

-5. MAR. 1984

Les problèmes de santé pèsent lourdement. La malaria fait des ravages. La Nivaquine agit sur la moitié des cas de paludisme (Vibax), les autres ne pouvant être combattus que par le Fansidar. Or ce médicament n'est supporté par l'organisme que pendant quelques mois, et seuls les voyageurs de passage peuvent l'utiliser. La malaria est donc un fléau. Si elle frappe plusieurs membres de la famille au moment de la récolte, c'est une catastrophe. Une affection mortelle, la «maladie de Chagas», et la tuberculose affectent aussi les pionniers. Il est très difficile de se faire soigner, car il n'y avait dans le Rondônia, en 1977, que 58 médecins, 24 dentistes et 13 infirmières diplômées.

Les conditions de vie sont dures. Défricher la forêt, ne serait-ce qu'à raison de 4 à 6 hectares par an, est une tâche épuisante si l'on ne dispose pas d'engins mécaniques. En attendant la première récolte, 20 % des colons, les plus pauvres, ne disposent d'aucune ressource et en sont réduits à se «débrouiller», vivant de produits de cueillette (baies, fruits), ramassant un peu de gomme qu'ils vendent, chassant et récupérant les peaux.

La commercialisation des produits est difficile. Nombreux sont les pionniers qui ne peuvent acheminer leur récolte au cours de la première année autrement que par un long portage. Les pistes sont si mauvaises, aussi longtemps qu'elles ne sont pas goudronnées, que les avaries de camions sont très fréquentes ; les pannes et les bris d'essieu alourdissent les coûts de transport.

Les coopératives sont rares, en raison des distances qui séparent les exploitations. L'État manifeste d'ailleurs une certaine défiance à leur égard, comme à l'encontre de tout mouvement partant de la base, et ne fait pas grand chose pour les aider.

Enfin, l'isolement des colons est un facteur important d'abandon. Le Brésilien, éminemment sociable, aime être entouré, affectionne le bruit, le mouvement, apprécie avant tout de vivre dans son milieu d'origine. La solitude en forêt affecte profondément son moral, en particulier pendant la saison des pluies, lorsque les pistes sont transformées en bourbiers. La scolarisation des enfants pose de graves problèmes. Il y a pénurie d'instituteurs, et souvent il faut trouver des mères de famille de bonne volonté qui acceptent de jouer les maîtresses d'école improvisées. Or, comme les analphabètes sont nombreux (en 1981, 11,1 % des nouveaux arrivants étaient recensés comme tels, et 12,9 % savaient seulement signer de leur nom), il arrive que l'on trouve des «institutrices» analphabètes ! Pour envoyer ses enfants au lycée, il n'est pas rare d'être obligé de faire 150 à 200 kilomètres.

L'or et les Indiens

D'autres silhouettes de western fréquentent les rues de Porto-Velho, surtout en week-end. Ce sont les *«garimpeiros»*, les chercheurs d'or. Le rio Madeira, affluent de l'Amazone, est certes moins riche en pépites que la Serra Pelada, dans le Para, mais il réserve encore de substantielles satisfactions. Ces aventuriers se reconnaissent aisément, tant ils affichent une allure de parvenu, avec préférence marquée pour de rutilantes bottes aux éperons d'or. Mais surtout on les sent, au sens premier du terme, car ils s'aspergent de parfums violents et fleurent le mauvais patchouli. Les uns recherchent le métal jaune, les autres prospectent... les prospecteurs. Il existe ici une industrie du crime bon marché. Il en coûte entre 50 000 et 200 000 cruzeiros (de 400 à 1 500 F) pour se débarrasser d'un gêneur, éliminer un garimpeiro chanceux, dont on convoite le magot. La police a de trop faibles moyens pour faire respecter la loi. Les «durs» ne sont-ils pas d'ailleurs le symbole un peu fruste d'un Brésil aux législations très complexes..., mais appliquées très partiellement ou pas du tout ? Tel ce statut de la terre, de 1964, apte à régler bien des problèmes fonciers et économiques, mais qui est resté en grande partie lettre morte.

Les Indiens non métissés ne doivent guère être plus de 200 000 dans l'ensemble du Brésil. Des incidents se produisent ici et là. Les limites des réserves protégées par la FUNAI (Fondation nationale de l'Indien) sont peu respectées par certains colons, principalement les petits et moyens propriétaires, le plus souvent ignorants du bornage exact de leur lot. En répression contre ces empiètements, les Indiens se livrent parfois à des rapts d'enfants, qui sont rendus à leur famille si la terre leur est restituée. Les affaires peuvent s'envenimer. Coups de feu, flèches empoisonnées...

Cow-boys, Indiens, chercheurs d'or, aventuriers, colts et sarbacanes, rien ne manque au Rondônia pour faire vivre au quotidien un nouveau Far-West rythmé de sambas. Reste à savoir si, au vingt et unième siècle, les immenses possibilités du Brésil lui donneront un rang analogue à celui que tient, au siècle actuel, la patrie du western.

GEORGES FRÉLASTRE.

A 2766

Annexe 19: Tucurui, l'hydre de l'Amazonie

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

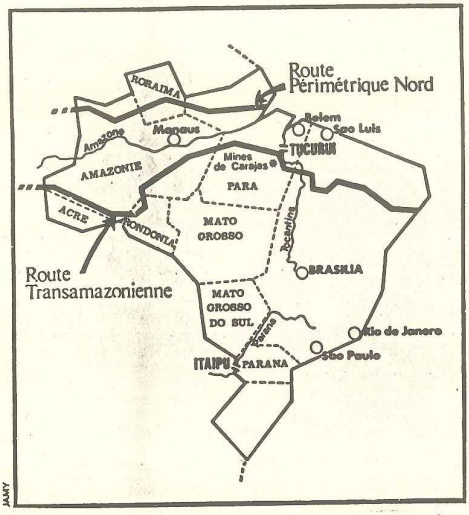
BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

LE MONDE

11 NOV 1984

Tucurui, l'hydre de l'Amazonie

Un barrage dévore tout sur son passage.



L'électricité produite par le barrage de Tucurui alimentera les mines de Carajas (sur la côte distante de 1 800 kilomètres) et les usines d'aluminium de Barcarena, près de Belem, et de Sao-Luis.

RÉFUGIÉS ou manifestants ? A voir le campement et ses habitants, on pencherait pour des réfugiés : hommes et femmes fuient le soleil équatorial en se groupant sous des abris de fortune – des bâches de plastique noir tendues sur des montants de bois brut, – la plupart effondrés dans des hamacs. Seuls les enfants, apparemment insensibles à la touffeur amazonienne, gambadent presque nus dans la poussière rouge et s'immobilisent pour contempler l'étranger, comme interdits, un doigt dans le nez pour se donner une contenance. Mais il y a aussi abondance de banderoles, avec slogans revendicatifs et même vengeurs : *« A bas les multinationales qui dépouillent le pauvre ! » ; « Nous voulons des terres et une maison ! » ; « Le progrès, oui, mais pour qui ? »...*

Les quelques centaines de paysans maigres rassemblés ainsi devant le dispensaire paroissial de Tucurui sont donc à la fois des réfugiés et des manifestants. Ils fuient la montée des eaux du lac de barrage qui envahissent progressivement leurs terres et ils protestent contre les promoteurs de l'opération, à commencer par Eletronorte, la compagnie d'électricité du Nord-Brésil, que certains n'hésitent pas à appeler *Eletromorte*, comme il est écrit sur un mur de l'église.

Voilà des années qu'ils se battent contre le projet de barrage. Ils ont reçu l'appui des intellectuels contestataires de Belem, la capitale de l'Etat, et bénéficient du soutien logistique de la Commission pastorale de la terre (CPT) – organe de l'Eglise catholique – ainsi que du Parti des travailleurs (PT), où se retrouvent militants catholiques, trotskistes ou maoïstes. Ils ont même eu pour alliés objectifs les Indiens Parakanas, installés sur la rive gauche du fleuve Tocantins, maintenant barré. Mais ces Indiens, aujourd'hui, se retournent contre les petits colons qu'on installe d'autorité sur leurs terres. Depuis le 6 septembre, date de fermeture du barrage, l'eau du lac monte à raison de 30 centimètres par jour. Les Parakanas ont d'abord annoncé qu'ils allaient occuper le barrage, ce qui a obligé l'armée fédérale à prendre position sur les collines, mitrailleuses embusquées sous des tentes.

Les Indiens, qui ne sont pas plus de trois cents, se sont alors retournés contre les colons – *fazendeiros*, propriétaires de bétail et petits fermiers avec ou sans terres – en menaçant de mettre le feu à leurs maisons s'ils ne déguerpissaient pas. En ces derniers jours d'octobre, on négocie sur tous les fronts pour tenter d'éteindre l'incendie. Une commission a même été formée à Brasilia pour trouver un arrangement. Les Indiens et le Syndicat des travailleurs de la terre, dont le président local a été assassiné le 4 juillet dernier, ont chacun envoyé une délégation. La fièvre monte, entretenue par la fébrilité qui s'est emparée de tout le Brésil à la veille d'une élection déjà qualifiée d'historique.

L 11 3 195

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

LE MONDE

11 NOV 1984

Ainsi donc, ce coin de jungle amazonienne situé à 300 kilomètres, au sud de Belem, langoureuse et baroque capitale d'un Etat « dormant » – le Para, – vit aujourd'hui au rythme des manifestations de rue, des communiqués vengeurs et des articles fort critiques de la presse locale, en particulier le journal *O Liberal*, qui mène campagne contre le barrage de Tucurui. Que s'est-il donc passé pour que la forêt bruisse de tant de rumeurs et d'agitation ?

En réalité, la région de Tucurui est depuis fort longtemps soumise à la pression « coloniale ». De Belem, située non loin de l'embouchure de l'Amazone, les premiers colons ont remonté le fleuve Tocantins pour pénétrer dans la forêt. Pendant longtemps, ils durent s'arrêter à Tucurui, où commençaient les rapides. Les Indiens Parakanas étaient tranquilles. Mais, à la fin du siècle dernier, les colons construisirent une voie ferrée pour contourner l'obstacle sur quelques dizaines de kilomètres. Première intrusion de la civilisation industrielle chez les Parakanas. Les conflits avec les Indiens se multiplient jusqu'à la dernière guerre ; après quoi la fièvre de l'or et du caoutchouc retombe.

Tout repart dans les années 70 avec la construction de la route transamazonienne, qui longe le fleuve Tocantins à proximité de Tucurui. Il faut en hâte ériger le territoire parakana en « réserve indigène » (1971), puis le délimiter de manière précise. En 1975, on octroie aux indigènes 190 000 hectares au-delà de la Transamazonienne, afin de laisser les nouveaux colons – venus pour la plupart du pauvre Nordeste – s'implanter de part et d'autre de la route. Mais le Brésil n'en a pas fini avec ses rêves de grandeur : voilà que l'on se met en tête, à Brasilia, de transformer le Para en Etat industriel de pointe en se lançant dans l'exploitation du gisement de Carajas, véritable montagne de fer (réserves estimées à 18 milliards de tonnes de minerai à haute teneur, 68 % !) et de bauxite (5 milliards de tonnes à 50 %). Pour cela, il faut construire une voie ferrée et produire de l'électricité sur place. La voie ferrée, qui part des mines de Carajas, doit atteindre Sao-Luis-de-Maranhao – dans l'Etat voisin – à quelque 900 kilomètres de là. Avant même que le minerai puisse être acheminé au port de Sao-Luis – en principe dès février prochain – quelque 35 millions de tonnes auraient été prévendues à l'étranger !

Quant à l'électricité, le site semble tout trouvé pour un barrage : les rapides de Tucurui. Dès 1975, au moment même où l'on vient – laborieusement – de réinstaller les Indiens au-delà de la Transamazonienne, voici que les pelleteuses commencent à fouailler la terre rouge pour barrer le fleuve. Le lac de retenue doit inonder 230 000 hectares de forêt, y compris un tronçon de la Transamazonienne. Les Indiens et les nouveaux colons sont à nouveau contraints d'émigrer. « *Les Parakanas ont été déplacés six fois depuis 1900* », observe le Père Nello Ruffaldi, membre du Conseil indigène missionnaire (CIM) de Belem, qui connaît ses Indiens par cœur. Quant aux paysans nordestins, attirés par le mirage de la conquête amazonienne, ils sont eux aussi constamment repoussés vers le nord-ouest par les propriétaires enrichis qui agrandissent leurs *fazendas*. La mise en eau du lac a encore chassé quatre mille familles, contre des indemnisations souvent dérisoires. « *En 1980, on nous a versé l'indemnité promise en 1978, calculée sur les prix de 1976 !* », explique un représentant du Syndicat des travailleurs de la terre. Et seuls les propriétaires ont eu droit à une maison et à des terres de remplacement. Le comble : sur les quatre mille familles déplacées, plus de sept cents ont été réinstallées en territoire indien, dûment cadastré quelques années auparavant.

Tucurui, aujourd'hui, est donc au cœur d'un réseau industriel qui la dépasse : à l'ouest, une Transamazonienne où les frictions entre colons et Indiens sont continuelles. Il y aurait eu officiellement dix-huit morts des deux côtés depuis le début de l'année, sans compter les autres... Au sud, une voie ferrée en cours d'achèvement qui drainera le minerai de fer. A l'est et au nord, enfin, trois lignes électriques à haute tension qui transporteront les 8 000 mégawatts de l'usine hydroélectrique de Tucurui sur un réseau de 1 800 kilomètres, afin d'alimenter les mines de Carajas et les usines d'aluminium de Barcarena (près de Belem) et de Sao-Luis. Plusieurs éleveurs, à ce propos, ont accusé Eletronorte d'avoir fait déverser sur les couloirs de ligne des produits défoliants qui ont tué leurs bêtes. Et des fûts d'herbicides, filmés par la télévision brésilienne, ont été abandonnés sur des terrains dévolus à l'inondation !

Au centre, surtout, il y a le barrage et l'usine, qui l'on appelle là-bas *hidreletrica*, véritable hydre électrique qui dévore tout sur son passage et chamboule le paysage. En amont, le lac monte chaque jour d'un cran, envahissant une forêt hâtivement coupée après la faillite de la CAPEMI, la caisse de retraite militaire à qui avait été confié l'abattage. Aujourd'hui encore, des milliers de grumes soigneusement empilées achèvent de pourrir dans le parc à bois de Tucurui. Et il a fallu retailler dans la forêt pour remplacer le tronçon inondé de la Transamazonienne.

En aval, le fleuve se tarit, en attendant le remplissage complet du lac, prévu pour la mi-décembre (si les pluies sont au rendez-vous). Les quais de la ville dominent deux filets d'eau où les barques des pêcheurs, à leur tour, sont prises dans la nasse des bancs de sable. Toute navigation importante est coupée sur le Tocantins, dont le niveau, au pied du barrage, n'est qu'à 1 mètre au-dessus de la

L 11 3 1957. Strictement réservé à usage privé.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

LE MONDE

11.NOV 1984

mer, distante de 300 kilomètres ! Les habitants de Belem craignent même de voir la mer remonter dans l'estuaire et saler leur eau de table.

Tout ce remue-ménage a transformé la ville. Entre les quais désertés et les rues assoupies du centre, où prolifèrent les sectes chères aux Brésiliens (adventistes, baptistes, témoins de Jéhovah), une avenue entière est bordée de misérables lupanars où les ouvriers du chantier viennent tromper leur solitude. Surtout trois autres villes sont venues se greffer sur la première, qui comptait à l'origine 17 000 habitants : une cité de logements collectifs pour ouvriers et techniciens célibataires ; une cité pavillonnaire pour les familles ; et, tout en haut, sur une colline verdoyante et fleurie, la cité des ingénieurs et cadres. Ce dernier quartier est le seul construit pour durer au-delà du chantier, lorsqu'il n'y aura plus que mille cinq cents personnes pour l'entretien de l'usine. Tucurui, qui a connu jusqu'à plus de cinquante mille habitants lors des grands travaux, est aujourd'hui revenue à des dimensions plus modestes : une trentaine de milliers.

Dans la cité des ingénieurs, où l'on pénètre après avoir franchi un poste de contrôle gardé par les hommes armés d'Eletronorte, on peut rencontrer des ingénieurs français, car le barrage de Tucurui est une *joint venture* franco-brésilienne. Ils ne sont pas peu fiers que le programme prévu ait été respecté, et même au-delà, puisque le barrage a été fermé avec vingt-quatre jours d'avance. Le premier essai des turbines a eu lieu le 9 octobre et, si tout va bien, l'inauguration officielle aura lieu le mois prochain. Douze turbines dans la première tranche, douze turbines à venir dans la seconde : *« C'est un gros marché »*, avoue l'ingénieur français, confortablement installé dans sa villa climatisée, un œil sur le match de football retransmis par son poste de télévision.

En contrebas, près de sa maison de bois bleue appartenant à Eletronorte, le maire de la ville prend le frais sous un noyer du Para. *« S'il n'y avait pas le CPT et le PT, rien n'arriverait »*, explique tranquillement M. Claudio Formen, sorte de play-boy tropézien, propriétaire d'une fazenda de 26 000 hectares, nommé maire par le gouvernement militaire (comme dans toutes les zones « stratégiques » du Brésil, le maire n'est pas élu). Pour lui, aucun doute, le campement des paysans dépossédés n'est qu'un coup monté par l'extrême gauche. *« Il y en a trente de Tucurui. Tous les autres sont infiltrés »*, dit-il en matière de preuve. Infiltrés ? Il oublie simplement que c'est au contraire l'eau du barrage qui se répand sur leurs terres. L'industrialisation à marche forcée ne s'infiltre pas. Elle submerge.

ROGER CANS.

L 11 3 1957. Strictement réservé à usage privé.

Annexe 20: La dernière frontière du Brésil

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

LE MONDE

14 JAN. 1988

L'OR, LES INDIENS ET LES PETITS BLANCS

La «dernière frontière» du Brésil

Une enquête officielle a été ouverte à Sao-Paulo le lundi 13 janvier pour faire la lumière sur le massacre — non confirmé — d'une soixantaine d'Indiens par des chercheurs d'or au nord-ouest de Manaus, près de la frontière colombienne.

De notre envoyé spécial

Boa-Vista. — Des Indiens qui chantent des cantiques ou tiennent des «assemblées de Dieu». D'autres qui se terrent dans les bois à plusieurs jours de bateau, et qu'on découvre hallucinés de fièvre ou de drogue. Des chercheurs d'or en slip qui tamisent l'eau des rivières, et semblent les derniers survivants d'un Eldorado en haillons. Des missionnaires de tout poil, qui «conscientisent» l'indigène, ou l'évangélisent comme au bon vieux temps.

Dans l'extrême nord du Brésil, le territoire du Roraima est l'une des «dernières frontières» du pays. Impossible d'aller plus loin, en remontant les fleuves et les siècles. Les savanes sont vides comme au temps de la conquête : pas plus d'un demi-habitant au kilomètre carré. Elles sont le théâtre de conflits aussi vieux que le Brésil lui-même : bagarres pour des pépites et des diamants, entre des prospecteurs aux faims grossières et des Indiens longtemps ingénus, accrochés à leurs zones de chasse et de cueillette.

A Suapi, au nord du Roraima, le maître du *garimpo* parle volontiers des «âmes» qui travaillent pour lui. Le *garimpo*, c'est l'endroit où l'or est prospecté, et les *garimpeiros*, ce sont les «âmes» qui font, pieds nus, les bras mangés de moustiques, leur chasse au trésor. La technique est rudimentaire : les cailloux des rivières sont aspirés, puis «lavés», avant de passer à travers divers tamis, et de ce tri grossier sort un gravier où l'or apparaît en poussière et où le diamant se confond, pour un œil profane, avec le verre.

Partout, le minerai affleure, dans le paysage de pierres. Ailleurs, il y a de la cassitérite, des métaux rares. De chaque côté de l'eau, le sol mité, ravagé, montre l'itinéraire de la prospection. Les maisons sont des cabanes de boue sèche, avec des toits de palmes. Comme l'Indien, le *garimpeiro* vit dans l'éphémère, c'est un nomade qui épuise en quelques mois ses filons. Un hamac pour dormir, un four à bois pour cuisiner, du kérosène ou du gaz pour s'éclairer et, midi et soir, la même trinité alimentaire : riz, haricots noirs, viande séchée.

Le Roraima est un morceau d'Amazonie, mais ici, une Amazonie sans forêt, rien que des terres hautes, souvent nues, pâturées par le bétail, saturées d'eau. Pour les *garimpeiros*, un vaste espace de liberté, le dernier qui reste à ceux qui viennent du Nordeste ou du Mato-Grosso, et qui ont fui l'avancée des grands pâturages ou le cycle régulier des sécheresses.

La prospection est libre, en effet : pas besoin de permission pour chercher fortune dans les *igarapés*, nom amazonien des cours d'eau. Le seul maître, c'est le propriétaire des machines du *garimpo*, qui prend 70 % de la commission sur les richesses qu'on lui apporte. Maigres richesses d'ailleurs : il faut des poids minuscules, parfois de simples feuilles de métal, pour peser, dans la balance à main, ce que le *garimpeiro* enveloppe comme un bijou dans un sachet, des grains d'or si légers qu'on pourrait les priser comme de la cocaïne.

La civilisation est loin, très loin. Un ou deux jours de jeep quand il y a des chemins, ou alors, deux ou trois fois la semaine, le *teco-teco* qui se pose au milieu d'une attente toujours renouvelée : le pilote, dans son monomoteur, a l'aura des pionniers. Sans lui le malade qui claque les dents ne pourrait pas aller à l'hôpital, et les machines tomberaient en panne, faute de pièces venues de Boa-Vista.

Suipa est le nom du *garimpo* dont Levindo est le patriarche octogénaire. Arrivé il y a presque un demi-siècle en terre indigène, Levindo a planté le drapeau brésilien sur sa maison et, chaque soir, l'une de ses filles descend les couleurs, comme à la caserne. Il règne sur les hommes, les arbres et les bœufs — chaque dimanche deux bœufs abattus, suspendus à des crocs, et dépecés dans un bruissement de mouches. C'est le seul jour où le *garimpo* s'alimente en chair fraîche. Dès le lendemain, il faut commencer les salaisons.

Levindo a des Indiens sur son territoire. De «bons» Indiens, qui s'habillent à l'européenne et parlent portugais. Appartenant au groupe Makushi — de la grande famille des Caraïbes, — ils sont acculturés depuis longtemps. Les voici, dans une case, en train de chanter les louanges du Seigneur. Des planches, par terre, servent de prie-dieu. Ils sont «croyants», comme on appelle au Brésil les adeptes de l'Eglise évangélique. Ils ont été pris en main par une mission. Ils disent vivre en paix avec les Blancs. Comme eux, ils cultivent la terre, et cherchent l'or

L 11 3 1957. Strictement réservé à usage privé.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

LE MONDE

14 JAN. 1986

dans les rivières. La botte de portage sur le dos, ils vont à pied jusqu'à la « cantine » de Levindo, pour troquer contre quelques pépites les produits de la « civilisation ».

Le curé, voilà l'ennemi...

C'est de l'autre côté de la montagne que les problèmes commencent. Les Makushi du Piolo ont leur église, eux aussi, dans une paillote circulaire, où les chaises à appuie-bras servent, les autres jours, à faire l'école. Luis, le *tuxaua*, c'est-à-dire le chef de la tribu, arrête la messe chantée à la guitare pour répondre à nos questions sur la querelle qui l'oppose, lui et les siens, au fermier voisin. L'histoire qu'il raconte est celle d'une lente duperie, d'une longue spoliation.

« Nous sommes nés ici, nos parents, nos grands-parents sont morts ici », dit-il pour expliquer, à sa manière, que la terre est au premier occupant. Quand le *fazendeiro* (le fermier) est arrivé, les Indiens du Piolo ont été crédules. *« On croyait qu'il venait nous aider, nous vacciner. »*

Petit à petit, le fermier a mis son bétail sur les pâturages de la tribu. Il y a quelques mois, il a même brûlé une des cases de la *maloca*, le village indien. Des familles entières ont été chassées, « vendues » avec leurs terres. Il s'en est suivi une grande *« confusion »*. La police est venue *« pour arranger la confusion »* : mais elle s'est placée du côté du grand propriétaire. Le *tuxaua* demande aux victimes du *fazendeiro* de se lever, de se ranger contre le mur. Une dizaine d'hommes et de femmes se regroupent au fond de la case et se figent, sans regarder personne, dans un étrange garde-à-vous.

La case est ornée de plusieurs affichettes, l'une priant, à l'occasion de Noël, de se souvenir des *« frères qui souffrent, qui ont faim »*. Une autre précisant que c'est un crime de vendre des boissons alcooliques aux Indiens. Or les gens du garimpo voisin ont introduit l'alcool dans la tribu. *« Et l'alcool*, dit Luis, *nous savons que c'est nuisible pour l'Indien. »* Les garimpeiros d'un côté, le fazendeiro de l'autre : Luis, sur une colline, montre du bras comment sa tribu est encerclée.

A Uiramuta, Antonio, le tenancier de l'épicerie-buvette, se souvient avec nostalgie du temps où les Indiens ne faisaient pas de problèmes. *« Il n'y avait alors ni routes ni avions*, dit-il. *C'était les Indiens qui portaient nos marchandises. On échangeait leur manioc contre de la viande. Mais un jour, ce vagabond de curé est arrivé... »*

Le curé, voilà l'ennemi. Personne ne les aime, à Uiramuta, les curés. Antonio agite son gros ventre, derrière le comptoir, pour expliquer comment l'Eglise a empoisonné les esprits. Dans la salle, on croirait voir *les Joueurs de cartes* de Cézanne. Mêmes joueurs impassibles, mais qui jouent, ici, aux dominos, et comptent les points avec des grains de maïs. Le curé « vagabond », c'est le prêtre de la région : un Italien d'une mission située à une heure d'avion. Il est accusé de tous les péchés : de boire, d'engrosser les filles, d'inciter les Indiens à « voler le bétail » et surtout à revendiquer comme leurs les terres des *garimpos*.

A plusieurs reprises, l'action conjuguée de l'Eglise et de la FUNAI (l'organisme gouvernemental chargé de la protection des Indiens) a abouti à ce scandale, aux yeux des *garimpeiros* : l'abandon, à l'injonction de la police, de zones riches en or et en diamants, mais considérés comme territoires indigènes. Les petits Blancs d'Uiramuta ne comprennent pas que le monde ait tellement changé. Dans leur village, ils se sentaient des pionniers, et ces montagnes, ils y faisaient leur western. L'un d'entre eux promet, entre deux ventrées de haricots, de faire un sort au curé. Mais ce sera difficile, il le reconnaît, car le prêtre est *« couvert de prières »*, ce qui veut dire, dans la superstition du cru, qu'il est invulnérable.

« Habillés de soleil »

Le conflit entre les chercheurs d'or et les Indiens a atteint son apogée quand le sort des Yanomami a été en jeu. Les Yanomami sont des indigènes à l'état pur, sans contact, ou presque, avec le Blanc. *« Ils vivent comme il y a des milliers d'années »*, dit l'évêque de Boa-Vista, dom Aldo Mongiano. *« Seulement habillés de soleil. »* Il n'y a pas, dans toute l'Amérique, de peuplade aussi nombreuse, avec de telles caractéristiques : 20 000 indigènes qui errent entre le Brésil et le Vénézuela, dans les montagnes et les forêts qui chevauchent la frontière. Selon les *garimpeiros*, des primitifs indolents, qui ne méritent guère le bruit fait autour d'eux. Selon l'évêque, des êtres sans défense, qui *« ne savent pas s'exprimer »*.

Ils suscitent, à l'étranger, un intérêt énorme. Des organisations humanitaires, comme Survival International, militent pour leur survie. A Sao-Paulo, des Brésiliens ont créé une commission qui plaide pour la formation d'un parc yanomami. La coordinatrice de cette commission, Claudia Andujar, explique les menaces qui pèsent sur la communauté : *« Les Yanomami occupent une zone qu'on croit riche en minerais, la serra dos Surucucus. Il y aurait là de la cassitérite et de l'or, ainsi que des minerais radioactifs. Les premiers contacts avec les Blancs ont eu lieu dans les années 70. Contacts sporadiques, mais les Yanomami, comme tous les Indiens, n'ont pas d'anticorps contre les maladies. Ils ont attrapé la malaria, qui est devenue endémique dans certaines régions. Dans un garimpo, leurs femmes, leurs terres leur ont été volées par les Blancs. Certains se sont mis à boire. Ils ont même appris à fabriquer de l'eau-de-vie, avec des patates douces et du manioc. »*

C'est pourquoi, en 1982, la décision est prise de fermer le territoire yanomami aux « étrangers », c'est-à-dire aux non-Indiens. L'interdiction concerne 7 millions 700 000 hectares. Deux ans plus tard, elle est étendue à 9 millions d'hectares, pour englober toutes les zones parcourues par les différentes tribus.

Chez les *garimpeiros*, chez tous ceux qui rêvent d'exploiter la région, c'est l'indignation, la colère. Neuf millions d'hectares : le chiffre correspond à 40 % des terres du Roraima, alors que les Yanomami brésiliens ne dépassent pas 6 % de la population du territoire. *« La moitié du Roraima est virtuellement une réserve indigène*, dit M. Salamao Cruz, de la compagnie de développement de la région. *Or c'est là que sont concentrées 90 % des ressources en minerais. Ce qui veut dire qu'on ne peut pas y toucher. »*

L 11 3 1957. Strictement réservé à usage privé.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

LE MONDE

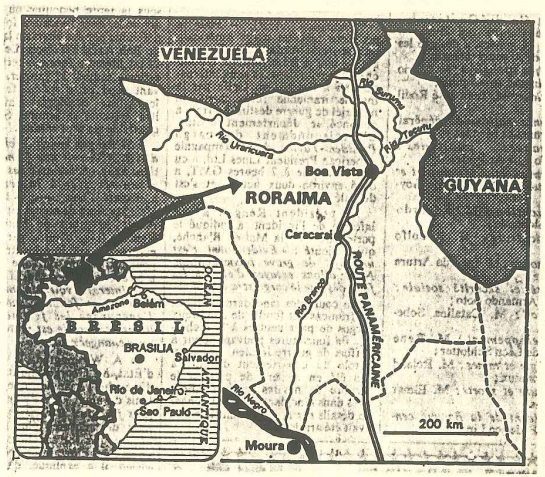
14 JAN. 1986

Claudia Andujar récuse une telle arithmétique, d'abord en vertu du droit du « premier occupant ». *« Nul ne peut contester,* dit-elle, *que les Yanomami sont chez eux, et que ceux qui veulent leurs territoires sont arrivés après. On ne peut pas calculer la surface nécessaire à des Indiens avec les critères des Blancs. Les Yanomami sont des chasseurs et des collecteurs, qui ont une très grande mobilité. Si on veut les préserver en tant que tels, il faut leur donner l'espace qui correspond à leur tradition. »*

Privés de leur Eldorado, ou menacés de l'être, les *garimpeiros* et autres aventuriers locaux se disent volontiers victimes d'une conspiration internationale. Ils prêtent aux missions religieuses des intentions rien moins qu'évangéliques. Si elles défendent tellement les Indiens, disent-ils en substance, c'est pour « geler » l'exploitation des minerais, dans l'intérêt de certaines grandes puissances qui veulent se constituer des réserves stratégiques. *« Bien des missions, d'ailleurs, sont financées par des multinationales. »*

Le soupçon est ouvertement exprimé par un journaliste de Boa-Vista, Pericles Perruci, et par le président des *garimpeiros* d'Amazonie, José Altino Machado. Que beaucoup de prêtres soient étrangers, que plusieurs pays européens participent à la campagne en faveur des Yanomami ne fait qu'ajouter à la suspicion, qu'irriter les susceptibilités locales, et réveiller un nationalisme de plus en plus à fleur de peau en Amazonie, ce *« poumon vert du continent »*, ce ventre mou brésilien qui s'estime, depuis longtemps, victime de la convoitise, voire de la rapine mondiales.

CHARLES VANHECKE.



L 11 3 1957. Strictement réservé à usage pri.é.

Annexe 21: Odeur de poudre dans la mine d'or de Serra Pelada

CIDIC
Centre d'Information et de Documentation Internationale Contemporaine

Libération

4 janv. 1988

Odeur de poudre dans la mine d'or de Serra Pelada

Les affrontements ayant opposé, ma.. dernier, la police militaire (équivalent de la gendarmerie) à plusieurs milliers de chercheurs d'or qui bloquaient un pont à l'entrée de la ville de Maraba, dans le sud de l'Etat amazonien du Para auraient fait, non pas trois morts, bilan provisoire officiel, mais près d'une centaine. C'est tout au moins ce qu'affirme, dans une interview exclusive, publiée samedi par le quotidien *Jornal do Brasil*, Nelson Marabuto, coordinateur du groupe de travail chargé par le Congrès de rédiger un rapport sur la mine d'or de Serra Pelada, exploitée artisanalement par quelque 50 000 orpailleurs.
***« L'action de la police militaire était programmée en vue de les massacrer »*, précise Nelson Marabuto, témoin de l'opération policière. Selon ses déclarations, les policiers, avançant par les deux issues du pont, ont pris les chercheurs d'or en tenaille sous un feu de grenades lacrymogènes et de balles réelles. Des centaines d'orpailleurs se seraient jetés du pont, haut de 80m. Toujours d'après Nelson Marabuto, les blessés ont été évacués, sous la menace des mitraillettes de la police militaire, à bord de 20 autobus, dont l'un occupé par 50 chercheurs d'or, tous atteints par balles. La police fédérale a ouvert une enquête. La mine de Serra Pelada est exploitée artisanalement depuis 1980. Des milliers de Brésiliens s'y sont rués. Aujourd'hui, faute d'entretien, elle menace de s'écrouler.**

Serra Pelada (de notre envoyé spécial)

Pendant le tournage de son film sur l'Amazonie, Jacques-Yves Cousteau eut cette fulgurante révélation en visitant la mine d'or de Serra Pelada, dans le sud de l'Etat du Para: *« J'ai enfin compris comment les Egyptiens ont construit les pyramides. »* Pour ce qui est de la mise en scène d'une fourmilière humaine, le spectacle de la montagne pelée écrase en effet tous les films à la Cecil B. De Mille.

Tout, ici, gravite autour de la *cava*, littéralement le « trou », une impressionnante crevasse de 250m de profondeur sur 600m dans sa plus grande largeur. Ce gouffre creusé à main d'homme par des dizaines de milliers de *garimpeiros* (1) est ardemment convoité par la Compagnie d'Etat, Vale do Rio Doce (CVRD), qui revendique un droit de propriété sur la mine. Les *garimpeiros*, qui là gèrent au travers d'une coopérative (la Googar) se disent prêts à tout pour défendre leur « trou » et menacent la CVRD de représailles terroristes si d'aventure le gouvernement s'avisait de trancher en faveur de cette dernière.

Dans ce « trou », 10000 silhouettes de poussière et de boue, peut-être deux fois plus. Cette masse grouille avec une discipline de colonie de termites. Par des raidillons abrupts à épouvanter une mule, d'interminables colonnes escaladent les parois, s'aidant d'échelles au passage des à-pics. Le décor est fabuleusement hollywoodien. Ces hommes-insectes sont les figurants de la ruée vers l'or brésilienne, les *saqueiros*, les porteurs de sacs. Le *saqueiro* est au *garimpo* ce que le *peao* est à la *fazenda*, la grande propriété foncière: un travailleur de force à la limite du servage. Les *saqueiros* de Serra Pelada ne laisseront qu'un « trou » de leur œuvre « pharaonique ». C'est la grande différence avec les pyramides.

Les *saqueiros* font la navette entre les *barrancos* (cases-dortoirs et labos de chimistes de quelques mètres carrés) taillés en palliers dans les flancs du « trou », et les *terreiros*, les sites où sont vidés les sacs contenant le précieux *cascalho* arraché à coups de pioche et de barre à mine. Ce *cascalho* est ensuite acheminé par camions jusqu'aux *barracos*: il y est broyé dans des concasseurs avant d'être traité au mercure, ce métal liquide qui unit la poudre d'or en masse compact.

Chaque pelletée de terre (environ 1kilo) transportée à dos d'homme jusqu'au *terreiro* est payée 4 cruzados (cinquante centimes) par le propriétaire du *barranco*. Abrités par des toiles plastiques, des comptables sont assis sur des tabourets en bordure du « trou ». Ils pointent sur des carnets le nombre de voyages de chaque *saqueiro*. C'est Cayenne revisitée par le capitalisme sauvage.

Un bon *saqueiro* se fait facilement 25km par jour. Au mieux, ça fait moins de 100F la journée de bagne. S'embaucher comme *saqueiro*, ce n'est pas seulement marner comme une bête pour un salaire de misère, c'est surtout accepter de jouer les kamikases. Depuis qu'en février 1980, un *peao* nommé Jose Feitosa a découvert les premières pépites dans une grotte de la Serra Pelada, au moins une centaine de *saqueiros* y sont morts à la suite de chutes ou d'éboulements: les parois du « trou » se fissurent faute de travaux de nivellement et de temps à autre, quelques tonnes de pierrailles s'effondrent faisant chaque fois

40.15.72.18
Téléphone : (1) 40.15.72.18

CIDIC
Centre d'Information et de Documentation Internationale Contemporaine

Libération

4 JAN. 1988

un vague nombre de victimes. Pour les *saqueiros*, nordestins à 90 %, Serra Pelada c'est l'assurance de ne pas crever le ventre vide. Ça compte dans la vie d'un affamé.

Aujourd'hui, Serra Pelada est une ville de 15000 habitants (population fixe) où chaque matin à 8heures tapantes, les enfants des écoles, en uniforme, saluent les couleurs en chantant l'hymne national. Ville de western à la brésilienne, genre *«favela urbanisée»*-*« Y vivre, c'est un sacrifice »*: Sebastiao, un déçu du *garimpo*, rangé comme chauffeur de taxi à Maraba (160km de Serra Pelada) se souvient de ses galères, des nuits passées seul (avec un revolver caché dans son slip) dans son *barranco*, pour le protéger des *« voleurs de cascalho »*. Souvenirs mais pas une once de nostalgie: Sebastiao préfère désormais jouer à la loterie même s'il a conservé des parts dans un *barranco* exploité par un de ses beaux-frères.

La venue du shérif

La fièvre de l'or n'est plus ce qu'elle était. On le constate au premier coup d'œil: les femmes ont désormais droit de cité à Serra Pelada, chose impensable il n'y a pas si longtemps. Pour pénétrer dans la ville, il faut toujours passer deux barrages pour la fouille des véhicules car les armes et l'alcool n'entrent pas dans le *garimpo*. C'est la loi. Mais ces contrôles semblent plutôt respecter un rite. On picole sec à Serra Pelada, il suffit d'y mettre le prix et de boire en douce. Le relâchement des mœurs serait-il le premier symptôme du déclin, de l'épuisement du filon?

L'âge d'or de Serra Pelada se confond avec la «gestion» du député-major Curio, l'homme qui a nettoyé le *garimpo* le plus célèbre du Brésil de ses tueurs et filles de joie. Un shérif d'Amazonie.

Membre du Service national d'information (SNI, services secrets brésiliens), le major Curio s'est notamment illustré, au début des années 70, dans la lutte contre la guérilla de l'Araguaia, dans le nord du Goias. Il commandait la répression contre une centaine de communistes pro-albanais qui, pendant trois ans, menèrent la vie dure à l'armée avant d'être anéantis. Dans cette même région du «Bec du Perroquet», ensanglantée depuis vingt ans par les conflits agraires entre gros propriétaires et paysans sans terre, le major a ensuite mené la chasse aux «prêtres rouges» favorables à la réforme agraire. Sa réputation d'homme de terrain habitué aux coups tordus est faite...

Mandaté en 1981 par le général-président Figueiredo pour mettre fin à l'anarchie qui infestait le *garimpo*, le major Curio peut se targuer d'avoir accompli sa mission: à peine investi des pleins pouvoirs, il institue la «loi sèche» sur l'alcool, expulse les prostituées et désarme les *garimpeiros* qui avaient pris l'habitude de régler leurs comptes au calibre. Avant l'arrivée du justicier-barbouze, on enterrait en moyenne trois cadavres par jour, bilan des assassinats, des «accidents du travail» et d'une épidémie de méningite.

Fables et tyrannie

Le major Curio, aidé d'une brigade de la police fédérale, fit immédiatement boucler les lieux. Tâche aisée puisque le *garimpo* de Serra Pelada, isolé dans une région vallonnée du bassin amazonien, n'est accessible que par une unique et méchante piste transformée en vasière à la saison des pluies. Serra Pelada devient alors une sorte de camp de travail volontaire administré par une vedette des services secrets et financé par un groupe de propriétaires de *barrancos*, pour la plupart *fazendeiros*, banquiers ou politiciens, représentés sur place par des «gérants».

Pour le gouvernement, le but visé n'était pas tant de «moraliser» le fonctionnement du *garimpo*, transformé en poudrière par l'invasion de plus de 100000 *garimpeiros* que d'éviter la contrebande de l'or. L'État, par le biais de la Caisse économique fédérale (l'Ecureuil brésilien), s'octroie au passage le monopole de l'achat du métal extrait à Serra Pelada.

Le major Curio se conduit en véritable condottiere, populiste et tyrannique. Il impose la cérémonie matinale du salut aux couleurs, organise une monumentale réunion patriotique en l'honneur de la visite de son protecteur, le général Figueiredo, et gère Serra Pelada comme un fief. Ses prérogatives sont sans limites; il rend même la justice. A sa manière: avant d'être expulsés manu militari du *garimpo*, les *« voleurs de cascalho »* et les homosexuels (contre-coup du «boum» du Sida) sont présentés, crânes rasés à l'Iroquois et ligotés, à l'exécration publique sur la place de la ville.

A Brasilia, on se réjouit de l'ordre qui règne à Serra Pelada, premier *garimpo* contrôlé par l'Etat, modèle d'organisation et de production.

On fait venir la presse et le major Curio, tout à fait seigneurial, se pavane devant les photographes. En novembre 1982, c'est la consécration: il est élu député fédéral du Para grâce aux voix de Serra Pelada, conquises par ses démarches auprès de son «protecteur» en faveur du maintien des *garimpeiros* à Serra Pelada.

En six ans d'exploitation intensive (1980-1986), le «trou» donne 40 tonnes d'or, 25 % de la production nationale durant la période. Ce score étourdissant alimente les fables les plus folles dont l'une annonça en 84 la découverte d'un filon d'or massif de plus d'une tonne!

Chimère, miroir aux alouettes? Pas pour tout le monde. Quelques heureux élus ont touché le jackpot à Serra Pelada. On les appelle les *« colonels de barranco »*. Ils incarnent tout ce dont peut rêver un accro du *garimpo* et entretiennent la légende.

L'un des plus célèbres d'entre eux, Julio de Deus Filho, dirigeait une petite entreprise de travaux publics dans son bled natal du Maranhao avant de tout larguer pour Serra Pelada. Le 18 septembre 1983, à 10heures du soir, il tombe sur la plus grosse pépite jamais découverte au Brésil (la troisième au monde): «Canaan», une «pierre» de 62,3kg. Au cours du métal de l'époque, elle lui a rapporté un peu moins de 100000dollars.

Trois fois rien comparé à la fortune tirée du «trou» par un certain Marlon Lopes Piddi, aujourd'hui âgé de 29 ans. Quand il débarque à la gare routière de Maraba, au tout début du *garimpo*, il a pour tout bagage une tenue de rechange et une modeste mise de fonds pour acheter du matériel et un *barranco* à crédit. Un an plus tard, il a déjà vendu à la Caisse économique fédérale l'équivalent d'1,8 tonne d'or (un pactole de quelque 30 millions de dollars)...

Menacée de fermeture

Mais les temps ont changé. Ainsi, l'*Hotel del Principe*, le meilleur de Maraba, informe la clientèle que *« les chèques de Serra Pelada ne sont plus acceptés »*. Les banques qui ont fait des affaires en or avec les *garimpeiros*, leur ont coupé les vivres. Serra Pelada n'est plus un bon risque. Les rendements sont en chute libre et le *garimpo* n'est plus le premier du pays. Avec une production de 2,67 tonnes réalisée en 86 (trois fois moins qu'en 1982), il a perdu le ruban bleu de l'orpaillage au profit d'une mine du Tapajos (affluent de l'Amazone).

D'autre part, l'exploitation manuelle du site est contestée depuis des années par le ministère des Mines et de l'Energie au nom de la rentabilité et de la sécurité. Mauvais présage supplémentaire pour les *garimpeiros*: le major Curio a disparu de la circulation. Il n'a même pas brigué la réélection au Congrès en novembre 86.

Le passé fout le camp et le gouvernement tergiverse. La fermeture de la mine aux *garimpeiros* impliquerait plusieurs dizaines de milliers de chômeurs supplémentaires, une catastrophe sociale d'autant plus délicate à gérer que la sécheresse s'étend dans le Nordeste et intensifie l'exode des populations sinistrées. Sensible à la conjoncture, le Congrès vient une nouvelle fois de proroger, avec la bénédiction du prési-

FRANCAISE 29 21 ... ature 75340 ... Téléphone : (1) 40.15.72.18

CIDIC
Centre d'Information et de Documentation Internationale Contemporaine

Libération
4 janv 1988

dent Jose Sarney, l'autorisation d'exploitation manuelle jusqu'en décembre 1988.

Mais la coopérative des *garimpeiros* de Serra Pelada (Coogar, 30000 associés) n'est pas satisfaite. Elle accuse le lobby d'Etat de vouloir mettre la main sur le magot en préparant le transfert des droits d'exploitation à la Compagnie nationale, Vale do Rio Doce, un conglomérat tentaculaire regroupant mines, *fazendas*, compagnies de navigation et de chemin de fer. Dans le bureau du président de la coopérative trône un portrait de feu le président Tancredo Neves avec cette citation qui a, en ces lieux, valeur de verset de la Bible: *« Jamais, personne ne tirera les* garimpeiros de Serra Pelada. *»*

La CVRD n'a jamais cessé de revendiquer la propriété du « trou ». Elle reçoit d'ailleurs de juteuses indemnités annuelles du Trésor fédéral, preuve que la justice a reconnu son droit. Incapable de trancher, le gouvernement donne l'impression de vouloir laisser pourrir la situation en espérant que les événements se chargeront de démontrer que l'exploitation artisanale n'est plus viable.

Bombe à retardement

D'ailleurs, tout un secteur du « trou » est actuellement abandonné et d'inquiétantes lézardes dans la paroi laissent planer la menace d'une avalanche dévastatrice. La Coogar, en faillite, n'a pas un sou pour faire procéder aux remblaiements qui s'imposent. Elle continue en vain de réclamer le paiement par l'Etat d'une dette de 550 millions de cruzados (70 millions de FF) concernant un lot de palladium et d'argent appartenant à la Coogar et déposée à la Maison de la monnaie. Brasilia fait la sourde oreille et joue la montre : encore une saison des pluies et le « trou » de Serra Pelada ressemblera à une gigantesque fosse commune en puissance.

A la CVRD, on reconnaît que Serra Pelada est une *« bombe sociale à retardement »*. Tout en mettant l'accent sur les effroyables conditions de sécurité et sur le gaspillage (30 à 40 % de perte) dû à un mode d'exploitation anti-économique.

La persistance d'une situation conflictuelle insoluble, opposant la CVRD contrôlée par l'Etat et la Coogar, ne peut que favoriser les visées d'un groupe d'investisseurs du Canada, des Etats-Unis et d'Afrique du Sud qui vient de proposer aux *garimpeiros* de s'associer pour retraiter des stocks de *cascalho* mis au rebut. Cette proposition s'assortie de 40 millions de dollars d'investissements. Les *garimpeiros* se tâtent. Pour les uns, il s'agit d'un choix suicidaire entre la peste (CVRD) et le choléra (l'association avec la multinationale). Pour les autres, les royalties des investisseurs étrangers permettraient pour le moins de remettre le « trou » en état.

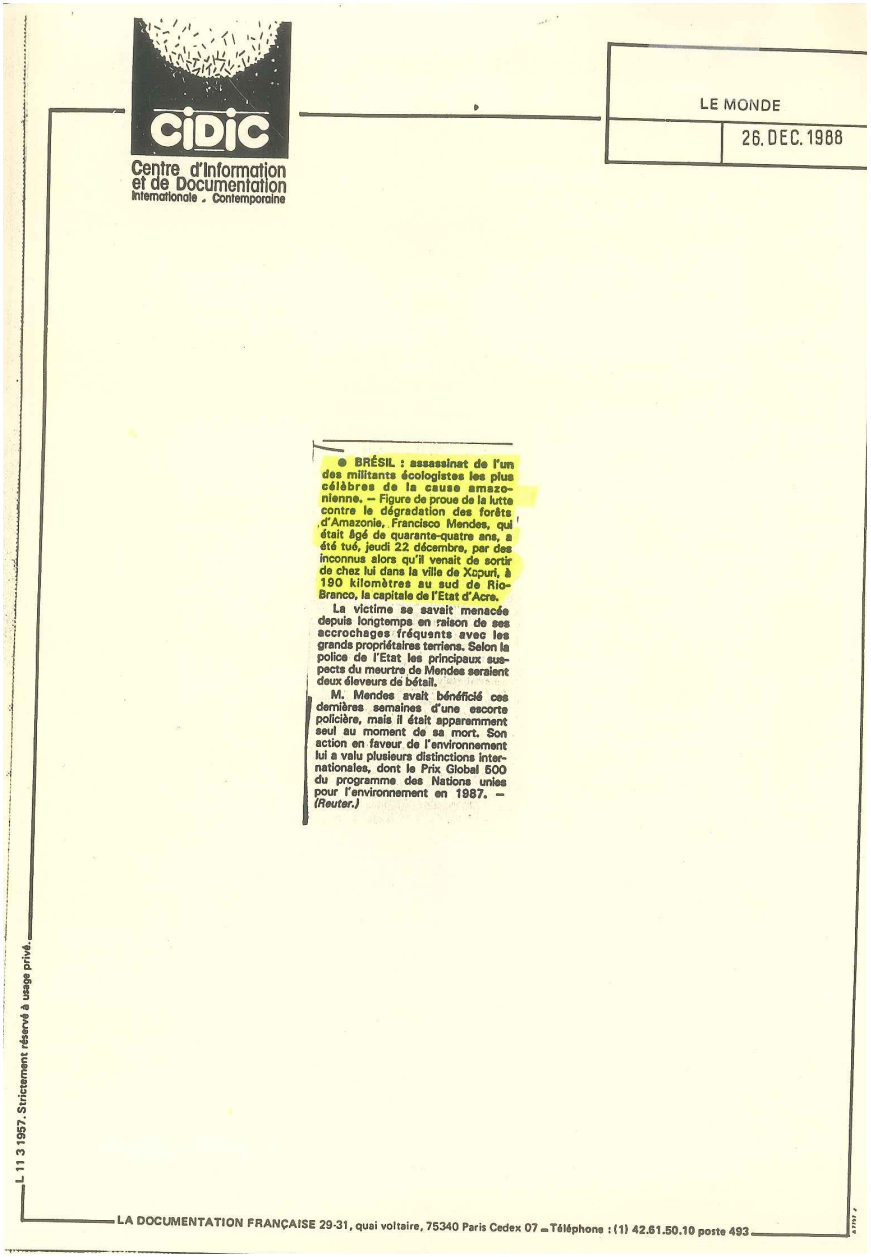
Une chose est sûre : les *garimpeiros* de Serra Pelada n'ont pas l'intention de déménager de sitôt. Avant que le Congrès ne se prononce sur le renouvellement de leur bail, les *garimpeiros* se disaient décidés, en cas de vote contraire à leurs intérêts, à faire sauter à la dynamite les lignes à haute tension alimentant la mine de fer voisine du Carajas et à couper la voie ferrée du même nom, propriétés de la CVRD. En somme, une autre façon de faire parler la poudre...

Jean-Jacques SEVILLA

(1) La différence entre le *garimpo* et la mine tient à la méthode d'exploitation, manuelle dans le premier cas, mécanisée dans le second. Le *garimpeiro* correspond au « petit mineur » dans la nomenclature du Bureau de recherche géologique et minière (BRGM).

L 11 3 1957 Strictement réservé à usage privé.

Annexe 22: Assassinat d'un militant



CIDIC
Centre d'Information et de Documentation Internationale Contemporaine

LE MONDE
26. DEC. 1988

● BRÉSIL : assassinat de l'un des militants écologistes les plus célèbres de la cause amazonienne. — Figure de proue de la lutte contre le dégradation des forêts d'Amazonie, Francisco Mendes, qui était âgé de quarante-quatre ans, a été tué, jeudi 22 décembre, par des inconnus alors qu'il venait de sortir de chez lui dans la ville de Xapuri, à 190 kilomètres au sud de Rio-Branco, la capitale de l'Etat d'Acre.

La victime se savait menacée depuis longtemps en raison de ses accrochages fréquents avec les grands propriétaires terriens. Selon la police de l'Etat les principaux suspects du meurtre de Mendes seraient deux éleveurs de bétail.

M. Mendes avait bénéficié ces dernières semaines d'une escorte policière, mais il était apparemment seul au moment de sa mort. Son action en faveur de l'environnement lui a valu plusieurs distinctions internationales, dont le Prix Global 500 du programme des Nations unies pour l'environnement en 1987. — *(Reuter.)*

L 11 3 1957. Strictement réservé à usage privé.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE 29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07 — Téléphone : (1) 42.61.50.10 poste 493

Annexe 23: Francisco Mendes a été enterré em Amazonie

CIDIC
Centre d'Information et de Documentation Internationale . Contemporaine

LE MONDE
27 DEC. 1988

BRÉSIL : assassiné le 22 décembre

Francisco Mendes a été enterré en Amazonie

Le militant écologiste brésilien Francisco Mendes, assassiné jeudi 22 décembre dans l'Etat amazonien d'Acre *(le Monde* du 25-26 décembre), a été inhumé dimanche 25 décembre, à l'issue d'une messe célébrée par l'archevêque de Rio Branco (nord-ouest du pays), Mgr Moacir Greche. Plus de 2 000 personnes, parmi lesquelles Luis da Silva, le président du Parti des travailleurs (PT, gauche radicale), ont assisté aux obsèques du principal défenseur de l'Amazonie brésilienne. Le dirigeant politique a déclaré que la violence liée à la question agraire dans cette région avait fait 84 morts depuis le début de l'année parmi les militants qui réclament une juste répartition des terres.

Les écologistes brésiliens et le PT, qui jouit à présent d'une importante assise populaire, ont annoncé le lancement d'une campagne destinée à faire suspendre les prêts bancaires étrangers au Brésil, jusqu'à ce que les meurtriers de Francisco Mendes soient traduits en justice. Ils ont imputé la responsabilité de la mort du militant écologiste au gouvernement en soulignant que des tueurs à gages opéraient impunément à travers l'Amazonie. Selon la police et la presse nationale les principaux auspects du meurtre sont deux éleveurs de bétail, les frères Darli, et Alvarino Alves da Silva. Le ministère brésilien de la justice a ordonné samedi l'ouverture d'une enquête sur cet assassinat. La principale proposition de Francisco Mendes concernait la création de zones protégées administrées par les communautés d'exploitants de caoutchouc, que les grands propriétaires cherchent à expulser. — *(AFP, Reuter.)*

L 11 3 1957. Strictement réservé à usage privé.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE 29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07 — Téléphone : (1) 42.61.50.10 poste 493

Annexe 24: Les tueurs de la forêt

CIDIC
Centre d'Information et de Documentation Internationale . Contemporaine

LE MONDE
30. DEC. 1988

BRÉSIL : l'assassinat de « Chico » Mendes

Les tueurs de la forêt

La police brésilienne a arrêté, mardi 27 décembre, un suspect après l'assassinat, le 22 décembre, de l'écologiste Francisco Mendes. Il s'agit d'Oloci Alves Da Silva, fils d'un important éleveur de la région, qui est lui-même en fuite. Le secrétaire général du ministère de la justice a indiqué que la police tentait aussi de vérifier les informations selon lesquelles la famille du suspect cachait un cimetière clandestin dans son ranch, où étaient enterrées d'autres victimes. Depuis la mort de l'écologiste, la presse brésilienne a décrit en détail la vie de la famille Da Silva, faite de violences et de meurtres restés apparemment impunis depuis trente ans. Francisco Mendes, *« abattu sauvagement pour avoir voulu sauver la forêt amazonienne de la folie des hommes »*, comme le disent les Verts français, reçoit, lui, de nombreux hommages posthumes.

On le surnommait « Chico ». Il récoltait le latex des hévéas de la forêt amazonienne du Brésil dans l'Etat d'Acre, à l'ouest du pays. Francisco Mendes était un *seringueiro*, comme on appelle, depuis le dix-neuvième siècle, ces écologistes avant l'heure qui devaient respecter l'arbre qui les nourrissait. « Chico » a été assassiné par des tueurs à gage à Xapuri. Il savait qu'il était menacé. Quelques jours avant sa mort, il affirmait au quotidien *Jornal do Brasil* : *« Si ma mort pouvait renforcer notre lutte, cela vaudrait la peine de mourir. Mais l'expérience nous enseigne le contraire. Je veux vivre. Une manifestation et un enterrement ne sauveront pas l'Amazonie. »* Francisco Mendez avait demandé en vain une protection policière aux autorités locales. Il a été inhumé à Xapuri. Deux mille compagnons ont accompagné son corps. Certains avaient marché plusieurs heures en forêt pour lui rendre un dernier hommage.

Car « Chico » n'était pas un *seringueiro* comme les autres. Il préside, à quarante-quatre ans, le syndicat de paysans de sa ville et appartient au Parti des travailleurs (PT, gauche). Mais surtout il prend, pendant plusieurs années, la tête du combat pour la défense de l'écologie amazonienne. L'Organisation des Nations unies lui décerne pour cela le prix Global 500 en 1987, et l'association américaine Better Life Society, une médaille. Connu et reconnu internationalement, grâce aussi à son excellent sens du contact, il continue cependant à mener son combat sur le terrain. Devant les tronçonneuses des grands propriétaires qui se déchaînent pour agrandir les pâturages au détriment de la forêt, Francisco Mendes développe la résistance passive, l'*empate* littéralement, le match nul). Des dizaines de familles s'installent et empêchent le défrichage. De quoi énerver les grands propriétaires regroupés au sein de l'Union démocratique rurale, une formation d'extrême droite, au point de les pousser au meurtre, par milice interposée.

Un « combat » sans grand danger pour eux, si l'on en croit Amnesty International. L'organisation souligne qu'à sa connaissance, entre 1980 et 1987, pas un seul propriétaire foncier ni un seul tueur à gage n'a été reconnu coupable du meurtre d'un paysan. Amnesty cite (1) le cas du président du syndicat agricole de Pancas tué le 5 février 1988. En septembre 1986, un propriétaire terrien lui avait adressé cette menace : *« Si vous me poursuivez en justice, et si vous gagnez, vous pouvez commander votre cercueil. »* En huit ans, ils seront plus de mille à subir le même sort, sans compter les maisons incendiées, les expropriations, les tortures ou les menaces comme celles concernant Mgr Moacir Grechi, évêque de Rio Blanco, la capitale de l'Etat d'Acre, qui figure lui aussi sur la « liste noire ».

Transformer la jungle...

On comprend alors que la venue du directeur de la police fédérale et du secrétaire général du ministère de la justice, lundi 26 septembre, à Xapuri, pour l'enquête sur la mort de « Chico », n'impressionne pas grand monde. Pas même les meurtriers, puisque le fils d'un grand propriétaire terrien n'a pas hésité à s'accuser du meurtre, une « reddition » qui passe, aux yeux des enquêteurs, pour une manœuvre de diversion. Pourtant cette fois, la colère gronde et les journaux consacrent une large place à l'événement. L'annonce de l'arrestation d'un suspect, appartenant toujours à la même famille, a été faite avec une rapidité inhabituelle. Car tout dans cette triste histoire est symbole. « Chico » bien sûr, mais aussi l'incapacité des autorités brésiliennes devant de tels conflits, ou encore la jungle amazonienne elle-même.

Depuis l'arrivée d'un gouvernement civil, en 1985, la réforme agraire a fait l'objet de multiples projets et promesses. Le « libéralisme » — pendant plus de vingt ans — de la dictature militaire avait entraîné un foisonnement des grandes exploitations entre les mains de propriétaires privés ou de grandes compagnies internationales. L'exemple le plus connu reste celui de Jari, un domaine de 1,6 million d'hectares qui a appartenu à un industriel américain. Daniel K. Ludwig caressait le rêve de transformer la jungle en une monstrueuse exploitation agricole. Le président José Barney voulait, peu après son arrivée au pouvoir, distribuer — après expropriation — une surface à peu près équivalente à celle de l'Espagne à un million et demi de familles en moins de cinq ans. La réforme s'est une fois encore enlisée dans les méandres des procédures juridiques et des règlements de comptes.

Mais l'Amazonie et sa forêt dévastée ne sont pas que le symbole de cette réforme avortée. C'est aussi celui du péril écologique qui guette le monde. L'hebdomadaire américain *Time* a consacré son dernier numéro à un dossier sur « La terre en danger, Planète de l'année » et rappelle, par exemple, que la déforestation tropicale au Brésil a dégagé, en 1980, 336 millions de tonnes de carbone (pour, à titre de comparaison, 192 millions en Indonésie et 123 millions en Colombie). En 1987 on estime que les brûlis ont ravagé 200 000 kilomètres carrés de la forêt amazonienne, un peu plus cette année, soit une surface équivalente à celle de l'Allemagne fédérale. Devant un tel désastre, et sous la pression de la Banque mondiale, le Brésil a lancé il y a quelques semaines un programme baptisé « Notre nature » et suspendu les incitations fiscales et l'octroi de crédits aux projets qui nuisent à l'écologie de l'Amazonie.

De telles réformes ne sont évidemment guère du goût des grands propriétaires qui reprochent au président d'être influencé par les organismes internationaux. Ils affirment aussi que ces mesures restrictives seront fatales pour le développement du territoire amazonien et du Brésil tout entier. Dans les sphères du pouvoir, de l'argent et de la politique, on se bat autour de l'Amazonie à coup de décrets, de compromissions et de luttes d'influence. Sur le « terrain », à Xapuri, ce sont les armes qui parlent, et « Chico » a payé de sa vie le combat qu'il menait.

D. H.-G.

(1) *Le Monde* des 25, 26 et 27 décembre.

L 11 3 1957. Strictement réservé à usage privé.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07 — Téléphone : (1) 42.61.50.10 poste 493

Annexe 25: Combats sanglants pour conserver la terre

CIDIC
Centre d'Information et de Documentation Internationale Contemporaine

le soir de Bruxelles
3 janv. 1989

Brésil : combats sanglants pour conserver la terre

CORRESPONDANCE PARTICULIERE

Rio, le 2 janvier

Avec la mort de Chico Mendes, l'Amazonie et le monde entier ont perdu leur Ghandi de la forêt. Mendes était un homme qui savait concilier développement et préservation. Un homme qui s'était fait les pires ennemis pour avoir défendu la cause des habitants de la forêt contre les intérêts des latifundistes.

Chico Mendes, comme ses compagnons, vivait de la récolte du caoutchouc et menait une existence simple et dure à l'intérieur de la forêt. Ensemble, ils ont développé une forme de lutte pour résister au déboisement sauvage des propriétaires fonciers et des éleveurs, qu'ils appelent *empate*. Elle consiste en la concentration de deux ou trois cents récolteurs dans une région déterminée afin d'empêcher la destruction de la forêt et de ses ressources naturelles.

Un des derniers *empates* réalisés par Chico Mendes et ses compagnons était précisément dans un endroit dont la propriété était réclamée par le propriétaire foncier Darli Alves, un des principaux suspects de l'assassinat de Chico Mendes. Mendes était en train de développer un projet en Amazonie avec la Banque mondiale, destiné à prouver qu'il est possible d'exploiter la forêt sans la détruire.

Chico Mendes est la dernière victime sur la liste des morts annoncées. Victime d'une lutte interminable entre propriétaires fonciers, petits agriculteurs, Indiens et récolteurs. Depuis 1980, plus de mille personnes ont été assassinées pour des questions de terre. Au Brésil 1,6 % des fermiers possède plus de 50 % de la terre. Des vingt plus grandes propriétés foncières, dix-sept se trouvent en Amazonie.

Le Brésil, qui est le cinquième pays du monde en superficie avec une population relativement réduite de 140 millions d'habitants, possède plus de terres non cultivées que n'importe quel autre pays. Toutefois, dix millions de familles d'agriculteurs ne possèdent rien ou ont été chassées de leur terre. Petits agriculteurs, récolteurs, cultivateurs ou Indiens, ils continuent à être chassés par les propriétaires fonciers, les éleveurs, l'industrie du bois et les projets pharaoniques de développement en Amazonie. Des juges corrompus, des policiers achetés et des tueurs à gages — les fameux *pistoleiros* — tous conspirent contre eux. Une conspiration facilitée par un gouvernement qui a toujours favorisé les riches aux dépens des pauvres.

Réforme agraire inexistante

La réforme agraire est quasi inexistante au Brésil. Avec l'approbation et la mise en œuvre de la nouvelle Constitution en octobre de cette année, cette réforme a souffert sa plus grande défaite : seules les terres « improductives » pourront être expropriées et redistribuées. Personne n'a pensé à bien définir le terme « improductif », et les batailles en justice promettent d'être longues. La nouvelle réforme agraire a définitivement détruit les illusions entretenues par la précédente annoncée en 1985 par le président Sarney. Ce « programme pour la réforme agraire » promettait à plus d'un million de petits agriculteurs la redistribution de 80 millions d'hectares de terre avant 1989.

Avec l'annonce du programme, des milliers de « sans-terre » se sont jetés sur les terrains vagues des latifundistes, anticipant ainsi la redistribution promise par le gouvernement. C'est alors que Ronaldo Caiado, un jeune médecin et propriétaire foncier a créé l'U.D.R. — l'Union démocratique rurale — pour défendre les intérêts des grands propriétaires. L'U.D.R., parfois appelé « le bras armé des latifundistes », a vu entre 1986 et 1987 son nombre d'associés sauter de cinquante mille à deux cent trente mille. Afin de réunir des fonds, l'U.D.R. organise de grandes ventes de bétail. C'est avec cette caisse spéciale que l'U.D.R. a influencé des groupes de pression dans l'assemblée constituante afin de faire voter une véritable anti-réforme agraire qui laisse la structure agraire du Brésil telle qu'elle a toujours été. Mais les fonds servent également à l'achat d'armes et à l'engagement des *pistoleiros*, les tueurs à gages. Dans une édition de juillet de cette année du journal *O Globo*, de centre droite, apparut une liste des prix que l'U.D.R. paie à ses *pistoleiros* pour exécuter ceux qui interfèrent avec leurs intérêts. Les plus chers sont les évêques et les députés : douze millions de cruzados (à peu près quinze mille francs) par tête.

D'après la Commission pastorale de la terre, rien qu'en 1988, nonante-trois personnes ont été tuées pour des questions de terre. Parmi les victimes, des sans-terre, des récolteurs, des prêtres et des avocats. « Les assassinats et les campagnes d'intimidation ordonnées par les propriétaires fonciers sont non seulement permis, mais comptent souvent avec la complicité des autorités, dit un document d'Amnesty International sur la violence rurale au Brésil. Il existe du côté du pouvoir judiciaire une véritable politique d'omission.

A Maraba, dans l'Etat du Para où, selon l'Ordre des avocats (O.A.B.), plus de cinq cents personnes ont été tuées depuis 1980, des procès attendent depuis quinze ans. Souvent, selon l'O.A.B., les crimes ne sont pas enregistrés ou les enquêtes jamais ouvertes. Les *pistoleiros* échappent à la prison préventive, il n'y a pas d'enquête sur ceux qui emploient les tueurs à gages, et les frontières entre les Etats sont utilisées comme des excuses pour ne pas arrêter les suspects.

Un ancien tueur comme préfet

A Imperatriz, dans l'Etat du Maranhaop, véritable paradis des assassins professionnels, le préfet même est un ex-*pistoleiro*. Les deux frères Dalvi et Alvarino Alves, propriétaires fonciers et tueurs à gages, principaux suspects de la mort de Chico Mendes, ont commis leur premier crime en 1958. Depuis lors, une trace de sang suit leurs pas à travers les différents Etats où ils se sont établis. Plusieurs mandats d'arrêt ont été expédiés contre les deux frères, sans qu'il y ait jamais eu d'arrestation. En 1977, les frères Alves ont assassiné une famille de récolteurs au Xapuri où a été assassiné Chico Mendes. Et il existe des dénonciations selon lesquelles l'étang de la propriété des frères Alves contient les cadavres de leurs victimes.

Chico Mendes, qui savait que la justice de l'Etat de Parana avait expédié des mandats d'arrêt contre les frères Alves, avait demandé un mandat d'extradition au superintendant de la police fédérale de Acre, Mauro Sposito. Celui-ci a tardé deux semaines avant de prendre une décision, laissant ainsi aux frères Alves le temps de s'enfuir. Chico avait envoyé un télex au ministre de la Justice et au directeur général de la police fédérale Romeu

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE 29, Q[illegible] Paris Cedex 07 Téléphone : (1) 40.15.72.18

Annexe 26: Chronique d'une mort annoncée

CIDIC
Centre d'Information et de Documentation Internationale Contemporaine

l'Express
6 janv. 1989

Chronique d'une mort annoncée

Le Brésilien Chico Mendes, petit récolteur de latex, était devenu le grand défenseur de la forêt amazonienne. Donc, pour les gros éleveurs, un homme à abattre.

Chico Mendes savait qu'il allait mourir. En 1982, il avait accepté la présidence du syndicat des travailleurs ruraux de sa ville, Xapuri, dans l'extrême ouest du Brésil. A la place de Wilson Pinheiro, qui venait d'être assassiné. Depuis, on avait tenté cinq fois de le tuer. Onze de ses camarades avaient déjà été menacés de mort par les « fazendeiros », ces grands propriétaires terriens qui croient que l'Amazonie — aussi — leur appartient. Et, chaque fois, ils avaient fini par être abattus. Chico allait donc y passer, lui aussi. Un jour ou l'autre. Et tout le monde le savait.

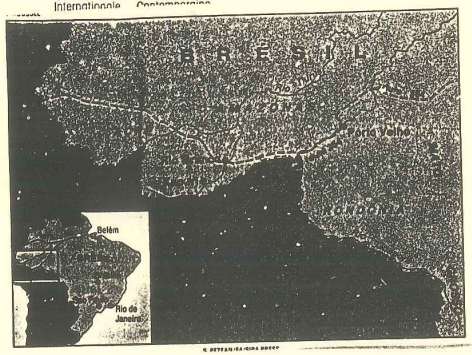
La police, pour la forme, avait chargé deux agents de veiller à sa sécurité. Et les journalistes venaient lui demander si la perspective de devenir un cadavre célèbre ne l'inquiétait pas trop. « Je veux continuer à vivre, répondait Chico. Si un envoyé du ciel m'assurait que ma mort allait renforcer notre lutte, elle en vaudrait peut-être la peine... » « Mais l'expérience nous enseigne le contraire, disait-il dans une interview au "Jornal do Brasil", dix jours avant d'être tué. Je veux vivre ! »

Comme le faisait son père, et avant lui son grand-père, Chico parcourt jusqu'à 30 kilomètres par jour à la recherche d'hévéas, dont

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07 Téléphone : (1) 40.15.72.18

CIDIC
Centre d'Information et de Documentation Internationale Contemporaine

l'Express
6 janv. 1989



tres par an. Pas une condamnation : la police obéit aux grands propriétaires. Amnesty International s'indigne du massacre et du silence qui l'entoure. L'étranger n'entend pas. Au Brésil même, seuls les militants du Parti des travailleurs (PT) de Luis Ignacio Da Silva, dit « Lula », ainsi que quelques religieux et des écologistes, viennent soutenir les seringueiros, les Indiens et la forêt.

Chico a décidé d'arrêter la construction de la route 364, qui doit relier Rio Branco, capitale de l'Acre, et Porto Velho, capitale du Rondônia, le plus sinistré des Etats amazoniens. Pas question de faire « empate » sur le terrain : l'armée interviendrait immédiatement. Le petit récolteur de latex part donc pour les Etats-Unis, afin d'expliquer aux responsables de la Banque interaméricaine de développement les conséquences tragiques de leur aide. Et, le plus incroyable, c'est qu'il réussit à se faire entendre. En octobre 1987, un prêt de 60 millions de dollars, destiné à la route 364, est suspendu pour non-respect des engagements, concernant la protection de l'environnement et des populations indigènes, pris par le gouvernement brésilien.

Pour l'Union démocratique rurale (UDR), l'association des gros propriétaires fonciers, Chico Mendes est devenu l'homme à abattre : même la Banque mondiale commence à le consulter sur l'impact écologique des projets de développement proposés par le Brésil. Il y a un an, les Nations unies lui ont décerné un prix pour son action en faveur de l'environnement. En juin 1988, il a obtenu la création d'une réserve de 40 000 hectares pour l'exploitation collective du latex, dans l'Etat d'Acre. Cette année, 200 000 kilomètres carrés d'Amazonie ont brûlé. Mais seulement 50 hectares dans l'Acre. Au lieu des 10 000 prévus.

Les frères Alves, deux fazendeiros membres de l'UDR, font savoir à Chico que, s'il ne quitte pas le pays, il mourra avant le 31 décembre. Le syndicat des travailleurs ruraux, découvrant que, dans l'Etat du Paraná, les frères Alves sont accusés de meurtre, apporte une copie de l'avis de recherche à Mauro Sposito, chef de la police fédérale de l'Acre. Celui-ci conseille aux frères Alves de se mettre au vert quelque temps, et attend deux semaines pour lancer un mandat d'arrêt. Vite « oublié ». L'évêque de Rio Branco, Mgr Moacir Grechi, qui soutient la lutte des seringueiros, a reçu les mêmes menaces que Chico. Mais lui préfère fuir la région, pour se mettre à l'abri des tueurs.

Francisco Mendes, 44 ans, dit « Chico », a été assassiné chez lui, en Amazonie, le 22 décembre. A Xapuri, une petite ville misérable du Far West brésilien, située à 80 kilomètres de la frontière bolivienne. Les policiers chargés de sa protection étaient assis dans la cuisine, l'une des trois pièces de la petite maison en planches, sans eau courante. Chico est sorti pour aller aux toilettes, au fond de la cour. Il faisait nuit. Deux silhouettes ont surgi. Il a reçu les balles en pleine poitrine, presque à bout portant.

Pour la première fois dans l'histoire du pays, la mort d'un seringueiro n'est pas passée inaperçue. Les responsables brésiliens se sont indignés officiellement. La police a envoyé des renforts dans l'Acre. Les Alves ont été arrêtés. Des hélicoptères ont survolé la forêt. Des armes ont été confisquées. Les écologistes ont protesté, les membres du PT aussi. Il y a eu des discours et des manifestations. « Manifestations ou cortèges funèbres ne sauveront pas l'Amazonie, disait Chico. Je veux vivre. »

Julio Barbosa a succédé à Chico Mendes à la présidence du syndicat des seringueiros. Le jeudi 29 décembre, il a reçu des menaces. Il sait qu'il va mourir. **Jacques Girardon** ■

L 11 3 1957. Strictement réservé à usage privé.

Annexe 27: The man who loved trees

New Statesman and Society
6 Jan 1989

The man who loved trees

Alexander Cockburn reports on the murder of Chico Mendes, head of the Amazonian rubber tappers' union

Aptos, California

Five weeks before Chico Mendes got up from dinner and was shot through the head and heart on his way to the outhouse, a magnificent "rainforest ball" was held in the Hippodrome in Leicester Square, London, under the patronage of the Marchioness of Worcester and Imran Khan. The invitation urged "tropical dress" and promised a delightful affair with dancing from 10pm to 3.30pm, with the objective of raising consciousness about rainforest destruction and more specifically £100,000 for Friends of the Earth.

While the November 1988 ball was pursuing its amiable course, 6,000 miles to the west, in the Brazilian province of Acre, near the Peruvian border, Chico Mendes was telling friends that his days might be numbered, that a land baron, Darli Alves, had sworn to do him in. At the end of December, one of Alves' sons presented himself to the police with the admission that he had hired Mendes' killer.

Mendes grew up a debt peon. He began by organising the tappers against the rubber barons. In those days, 20 years ago, the barons had a tough way with tappers who tried to sell the latex to independent brokers. They would festoon the offending tapper with the "*principios*" or little balls of latex, douse him with gasoline and set him on fire.

Labour relations were probably not among the main concerns of the revellers at the Hippodrome, nor among the multitudes across the developed world similarly concerned about the destruction of the rainforest. For them "eco-catastrophe" means the production of carbon dioxide from burning trees, attrition of the ozone layer, the "greenhouse effect", global warming. It means also the destruction of natural species and, usually at a lower level of knowledge and concern, the eviction (and consequent death) of Indian tribes.

On his own admission, Chico Mendes did not care in the beginning about the ozone layer, nor even about the larger ecological picture. He cared about the ravages of capitalism, and he was concerned with asserting the dignity of labour over property. Initially, without knowing it, he was, you might say, a political ecologist.

Mendes began fighting the rubber barons, but by the early 1970s they had sold up and gone east to Rio de Janeiro and Sao Paulo. The rules of the game had changed. The shift had begun with the military junta that took over in 1964. Soon, the generals and their business associates were planning the opening up of the Amazonian basin.

What the generals started was a land boom. The big entrepreneurs, followed in due course by small-timers by the thousand, chopped down trees because they were offered land concessions, 75 per cent of the capital cost of development, loans at negative interest rates, tax breaks of up to 100 per cent for 17 years.

Government surveys then showed there was mineral wealth under the topsoil, so the land boom cranked up another notch. People chopped down more trees in an effort to carve their way through Brazil's hideously complicated land tenure laws by demonstrating fiefdom over a cleared patch. What's cleared is mine, and what's mine can be yours as a hedge against inflation, access to capital gains and as a means to avoid expropriation.

Social justice and ecology

By economic and spiritual definition a rubber tapper loves his trees. From this social and political base Mendes played his cards bravely and well. In 1987 Governor Flaviano Melo announced in Rio Branco, capital of Acre, the creation of the first "extractive reserve". Such reserves, proposed a couple of years earlier, are areas where traditional petty extraction—rubber tapping, brazil nut cultivation etc—can be carried forward as a model of sustainable agriculture, immune from the ravages of land speculation.

Chico Mendes taught a valuable lesson that social justice and environmental protection in the Amazon are inseparable

In the summer of 1987 this model—the extractive reserve—became legislatively viable as a rationale for land occupation under the terms of agrarian reform in Brazil. This is most likely what sealed Mendes' death warrant. Part of one such reserve, Cachoeira, was claimed by the landowners Darli and Alvarino Alves. According to press reports, Mendes told friends that the federal police chief of Acre delayed following up an arrest warrant against the Alves brothers for murder in the state of Parana. Mendes was shot at point blank range on the night of 22 December. The brothers are in hiding.

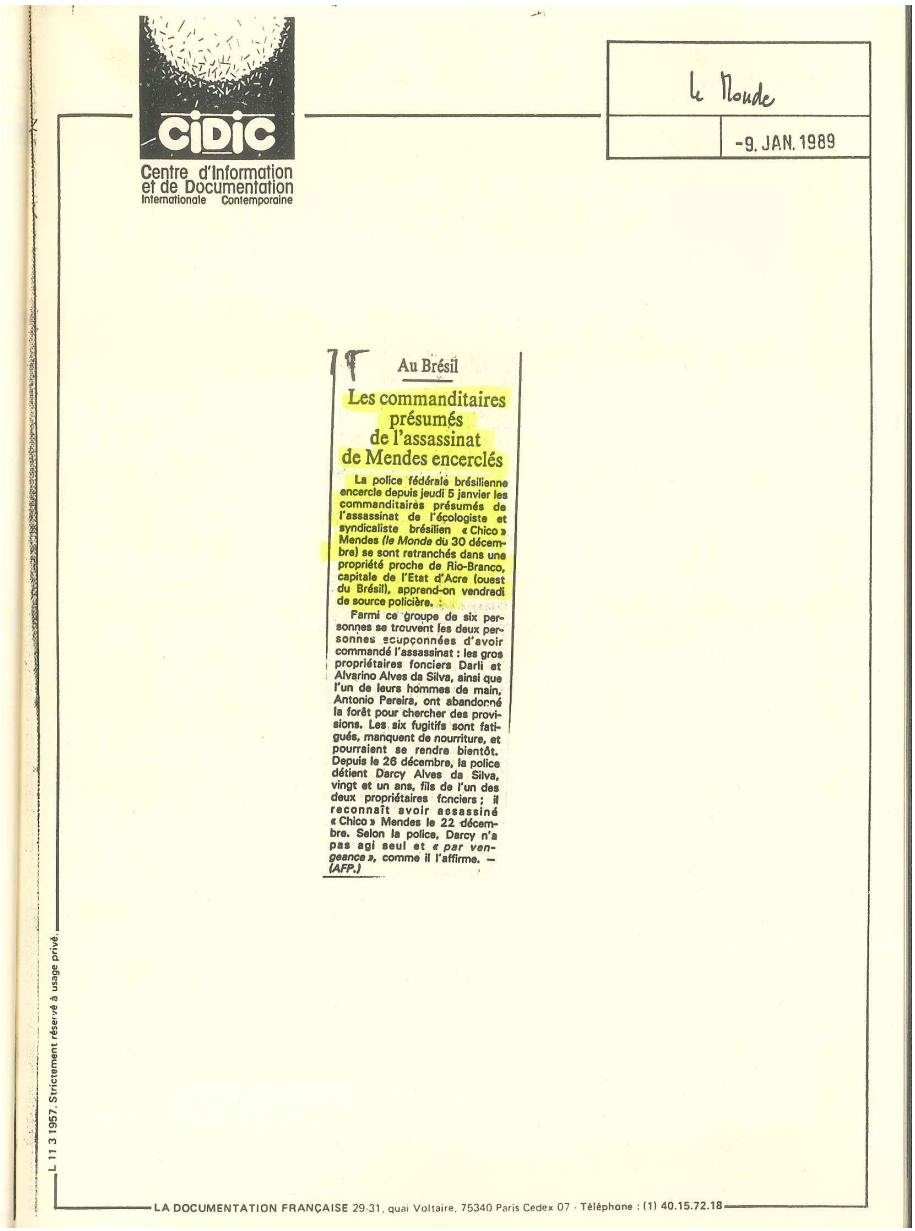
In the wake of the killing, Steve Schwartzman of the Environmental Defense Fund in Washington DC, remarked that "Chico Mendes taught a valuable lesson to many environmental organisations in the United States: that social justice and environmental protection in the Amazon are inseparable". In Acre, 84 per cent of the land is held in *latifundia* (large estates). Brazil has one of the most regressive patterns of landholding in all of Latin America, with one per cent of the population owning about half the arable land.

Since the National Plan of Agrarian Reform, rewritten 12 times and finally released in 1985, landowners have organised under the banner of the Rural Democratic Union. They hire *pistoleiros* (gunmen) who intimidate peasants and murder their leaders. Some 700, including two priests advising them, have been slain—without any international outcry—since the inauguration of "democracy" under President Sarney in 1985 (as compared with somewhat less than 900 during the 21 years of military dictatorship). The killers of the priests were the only *pistoleiros* convicted. No hirer of these gunmen has ever been sentenced, which says something about the government's zeal for land reform. Only five per cent of the land targetted for expropriation under the agrarian reform has actually changed hands.

It will take a political revolution in Brazil, not dances in Leicester Square, to halt the conversion of the Amazon rainforest into degraded pasture. But does that mean one should sneer at the revellers at the Hippodrome? By no means. A shift in First World opinion can mean more stringent standards for multilateral development loans.

Human ecology and environment will be the dominant issues of the waning years of the century and the dawn of the next. Back in 1964, the military takeover in Brazil was viewed with complacence (and worse) by the administration in Washington. A generation later perhaps—a very remote perhaps, to be sure—a new Washington regime might sense that ozone depletion and social justice in the Third World are not divisible. That was the lesson of the life, and death, of Chico Mendes. ●

Annexe 28: Les commanditaires présumés de l'assassinat de Mendes encerclés



CIDIC
Centre d'Information et de Documentation Internationale Contemporaine

Le Monde
-9. JAN. 1989

Au Brésil

Les commanditaires présumés de l'assassinat de Mendes encerclés

La police fédérale brésilienne encercle depuis jeudi 5 janvier les commanditaires présumés de l'assassinat de l'écologiste et syndicaliste brésilien « Chico » Mendes (*le Monde* du 30 décembre) se sont retranchés dans une propriété proche de Rio-Branco, capitale de l'Etat d'Acre (ouest du Brésil), apprend-on vendredi de source policière.

Parmi ce groupe de six personnes se trouvent les deux personnes soupçonnées d'avoir commandé l'assassinat : les gros propriétaires fonciers Darli et Alvarino Alves da Silva, ainsi que l'un de leurs hommes de main, Antonio Pereira, ont abandonné la forêt pour chercher des provisions. Les six fugitifs sont fatigués, manquent de nourriture, et pourraient se rendre bientôt. Depuis le 26 décembre, la police détient Darcy Alves da Silva, vingt et un ans, fils de l'un des deux propriétaires fonciers ; il reconnaît avoir assassiné « Chico » Mendes le 22 décembre. Selon la police, Darcy n'a pas agi seul et *« par vengeance »*, comme il l'affirme. — *(AFP.)*

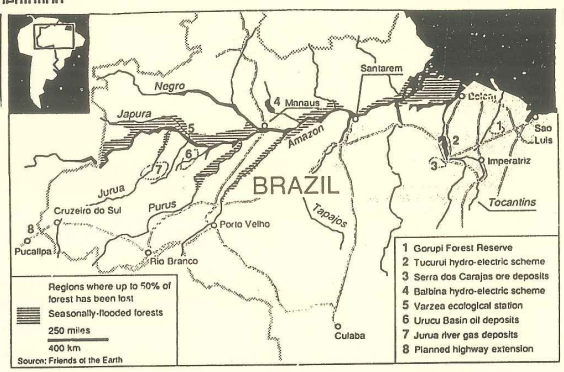
L 11 3 1957. Strictement réservé à usage privé.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07 · Téléphone : (1) 40.15.72.18

Annexe 29: Forest without honour

CIDIC
Centre d'Information et de Documentation Internationale

FINANCIAL TIMES
-7. FEV. 1989



Forester without honour

Ivo Dawnay examines Brazil's anti-green reaction

FRANCISCO "Chico" Mendes Filho, the Brazilian rubber tapper and ecologist murdered in December, earned his memorial service on Capitol Hill in Washington. Until his death, though, he was a prophet all but unknown in his own country.

Even the liberal media paid sparse attention to his assassination until the New York Times and other foreign newspapers had made the story front page news. Astonishment was expressed in Brazil that US politicians were paying posthumous homage to their humbly-born compatriot.

The death of Mendes, which brought the issues of conservation and poverty sharply back into public attention, also symbolised the gap which exists between first world environmentalism and third world awareness. Mendes tried to bridge that.

To many Brazilians of all classes, the daily worries of inflation, crime and hunger easily outweigh the fate of a forest which is far more remote to them than to German Greens or ecology-conscious Congressmen.

The growing international clamour for action to save the Amazon forest is getting a mixed reception in Brazil but it can no longer be ignored there. While a small but growing band of local conservationists is ecstatic, others are furious at what is widely seen as meddling in the internal affairs of a sovereign state.

However, so raucous have the protests become that diplomats and senior government officials have concluded that action must be taken to improve the country's battered image. In recent weeks, the administration of President José Sarney has repealed several legal and tax incentives that lay behind some forest destruction. It has also promised a national educational programme to spread the message, and merged the forestry, fishing and environment agencies into one new department.

To local ecologists all this looks like public relations rather than serious action. The Foreign Ministry is setting up a new ecology and human rights department to tackle the flak, but there has been no increase in the paltry 500 forestry officials who have to police a region more than half as large as the mainland US.

Most evidence appears to suggest that many hundreds of thousands of hectares burnt each year are not the victims of professional farmers or rapacious foreign mining companies. Instead, they are being lost to tens of thousands of impoverished squatter farmers, scraping a living from wretched soil.

This poverty that is raping the Amazon rainforests is made worse by government incompetence and exacerbated by Brazil's $115bn (£66bn) foreign debt.

Mr Fernando Gabeira, leader of the country's tiny Green Party, argues that, if Brazil takes the initiative and calls for an international conference to discuss the issue, it can make connections between the debt and ecology crises. World popular opinion, he believes, would support some kind of Marshall Plan without Brasilia losing control over the region.

The ecological movement has led to a defiant "my country right or wrong" nationalism that would rather chop down every last stick of forest than let meddling foreigners discuss its future.

At the highest levels of government, and particularly within the military, there is a fear that foreigners plan to wrest control of the Amazon region from Brazil.

L 11 3 1957. Strictement réservé à usage privé.

LA DOCUMENTATION FRANCAISE 29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07 — Téléphone : (1) 42.61.50.10 poste 493

Annexe 30: Les Indiens se mobilisent pour l'Amazonie

CIDIC
Centre d'Information et de Documentation Internationale Contemporaine

Le Figaro
21 Fev 1989

Brésil

Les Indiens se mobilisent pour l'Amazonie

Seize cents délégués, représentant vingt « nations indiennes », se réunissent pour faire obstacle à un projet d'usine hydroélectrique.

RIO DE JANEIRO :
de notre envoyé spécial
Thierry DESJARDINS

Ils ne sont que deux cent vingt mille parmi les cent quarante millions de Brésiliens mais les Indiens d'Amazonie semblent maintenant décidés à s'organiser, à faire parler d'eux et à s'élever contre la politique de développement menée dans leur forêt par le gouvernement de Brasilia. Il est vrai qu'il peuvent désormais compter sur le soutien des écologistes du monde entier, sur la bonne volonté de certaines organisations internationales et même sur la mauvaise conscience de quelques organismes financiers américains ou autres.

Hier s'est ouvert, à Altamira au fin fond de l'Amazonie, à quatre cent cinquante kilomètres au sud-ouest de Belem, sur les bords de l'Itiri, un des affluents de l'Amazone, l'une des réunions internationales les plus étonnantes de ces dernières années. Vingt « nations » indiennes seront représentées. Quinze d'entre elles seront brésiliennes. L'aspect international de la réunion sera assuré par la présence de trois « nations indiennes » du Canada et de deux « nations indiennes » des Etats-Unis. Au total, on attend dans cette bourgade de la jungle, qui ne possède aucun hôtel, 1 600 délégués du monde indien.

Officiellement, la réunion, organisée par la cacique Paolo Bayakan de la tribu Kiapo, a pour but de protester contre le projet de construction de l'usine hydro-électrique de Cararao : un programme gigantesque à l'échelle brésilienne. Malheureusement, le lac artificiel qu'il prévoit s'étendra sur 1 200 kilomètres carrés, ce qui devrait entraîner le déplacement de... deux cents Indiens de la nation Kiapo. D'où les protestations du cacique Bayakan qui, l'année dernière, s'était rendu en personne à Washington afin de demander à la Banque mondiale de ne pas financer le projet. Au cours de son voyage, le cacique avait eu quelques mots très critiques à l'égard de la politique de Brasilia. Il est donc aujourd'hui poursuivi par la justice brésilienne *« pour offense à l'image du Brésil »*.

« Une question de prix »

Le président d'Eletronorte Miguel Nunes, grand patron du projet, a fait savoir qu'il se rendrait à Altamira pour *« répondre à toutes les questions »*. Il se fera sûrement un plaisir de révéler que le cacique Bayakan a déjà entamé avec Brasilia des négociations secrètes pour vendre au gouvernement 12 000 hectares sur les trois millions d'hectares que possède sa nation. Le cacique aurait même imprudemment déclaré : *« le tout est une question de prix »*.

Mais si les Brésiliens sont inquiets, c'est parce que la réunion d'Altamira va sans guère de doute très rapidement dépasser le problème de Cararao et les prétentions du cacique local. Les Indiens seront entourés d'un certain nombre d'écologistes, d'ecclésiastiques et de politiciens qui ont déjà annoncé leur intention de *« faire éclater enfin au grand jour le scandale de l'Amazonie »*.

On va donc d'abord discuter de quelques projets gigantesques et mettre en doute leur intérêt, en rappelant que d'autres réalisations similaires n'ont pas apporté les résultats escomptés. On sait par exemple que le barrage d'Itaïpu (le plus grand du monde, trois fois Assouan), au sud du pays, est démesuré puisque ni le Brésil ni le Paraguay ne pourront absorber les 12 000 mégawatts qu'il produira. On évoquera aussi vraisemblablement la Transamazonienne, dont un tiers des quatre mille kilomètres est déjà impraticable.

L'attitude des banques

Et puis on en viendra au vrai scandale (selon les écologistes), c'est-à-dire la *« déforestation de l'Amazonie »*. C'est tout le problème de la *« conquête de l'ouest »*, politique qu'ont menée tous les gouvernements brésiliens depuis des années. Il s'agit de gagner du terrain sur la forêt amazonienne pour permettre notamment aux foules misérables qui meurent de faim dans le Nordeste asséché de trouver un nouvel eldorado.

Malheureusement, cette conquête de l'enfer vert se fait pour l'instant au seul profit de quelques grands propriétaires terriens, les *fazendeiros* qui incendient la forêt pour créer des pâturages. L'année dernière, plus de 8 millions d'hectares de forêt (trois fois la Belgique) ont été incendiés.

Quant aux pâturages ainsi créés, ils sont les plus mauvais du monde.

Mais les écologistes ajoutent qu'il y a plus grave encore. Cette déforestation massive rompt l'équilibre de la région et déclenche le processus connu : déforestation-inondation-sécheresse. A ce rythme actuel, elle risque de rompre aussi l'équilibre biologique de toute la planète.

Emu par certains de ces arguments, le gouvernement du président Sarney a lancé, l'année dernière, un vaste programme de sauvegarde de l'Amazonie intitulé *« Notre Nature »*. Mais l'Institut brésilien de développement forestier chargé de l'appliquer ne dispose que de cinq cents gardes forestiers pour un pays seize fois grand comme la France.

Plus efficace, peut-être, sera l'attitude des banques internationales qui, sous la pression des écologistes, ont décidé de geler un milliard six cents millions de dollars de prêts qu'elles avaient consentis pour des projets de développement en Amazonie. Certains responsables politiques brésiliens proches des *fazendeiros* ont vu là le début *« d'une conspiration internationale visant à limiter la souveraineté du Brésil sur son propre territoire »*, ajoutant : *« Le Brésil a le droit d'exploiter ses richesses comme il l'entend, en Amazonie comme ailleurs »*.

T. D.

L 11 3 1957 Strictement réservé à usage privé

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07 Téléphone : (1) 40.15.72.18

Depuis quelques décennies l'Amazonie s'est transformée en un des sujets les plus importants de l'agenda environnemental et politique mondiale. Il s'agit d'une région qui a enduré d'énormes transformations depuis la fin des années 1970. Parmi les principaux facteurs de ces changements on retrouve le déboisement de larges tranches de forêt, les flux migratoires et l'implantation de grands projets miniers et énergétiques.

Ce livre vise à évoquer, au travers du discours de la presse de cinq pays européens, au long des années 1977-1997, l'Amazonie en tant que région porteuse de significations sociales et culturelles multiples. Si dans un premier temps cette région est représentée dans le registre du fantastique lointain, au bout de vingt ans elle devient un symbole politique et socio-environmental très concret. Comment est-ce que les journalistes ont vu les aspects économiques de transformation de cette région ? Qu'elles ont été les sources d'information les plus utilisées par la presse ? Comment a été dépeint le discours des ONG, alors très actives sur le terrain ? Ce sont là quelques-unes des questions abordées dans cet ouvrage, qui vise à constituer une contribution aux études sur cette région et au rôle joué par la presse et l'opinion publique en tant qu'éléments constitutifs du scénario politique contemporain.

L'instant où ce livre est rendu public en est certainement un autre, mais le matériel et les analyses engendrées signalent des tensions et des conflits entre différents acteurs sociaux qui sont ravivés aujourd'hui. Nous éprouvons un moment historique d'extrémismes et de crise des valeurs, dont les conséquences tangibles pour l'Amazonie sont les records du nombre d'incendies criminels, le renforcement des moteurs d'une économie mondialisé et la violence de toute sorte contre les peuples vivant dans cette forêt.

Carlos Potiara Castro est Docteur en Sciences Sociales et Environnement par l'Université de Campinas, à São Paulo, Brésil. Il est ancien élève des Universités de Paris IV et de Paris VIII et fut chercheur invité de l'Université du Texas à Austin, aux États-Unis. Ancien cadre associé du Programme des Nations Unies pour le développement, il a participé en tant que délégué aux Conventions du Climat de Paris, en 2015 et de la Biodiversité de Pyeongchang, Corée du Sud, en 2014

ISBN 978-85-7143-207-9